



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

KC

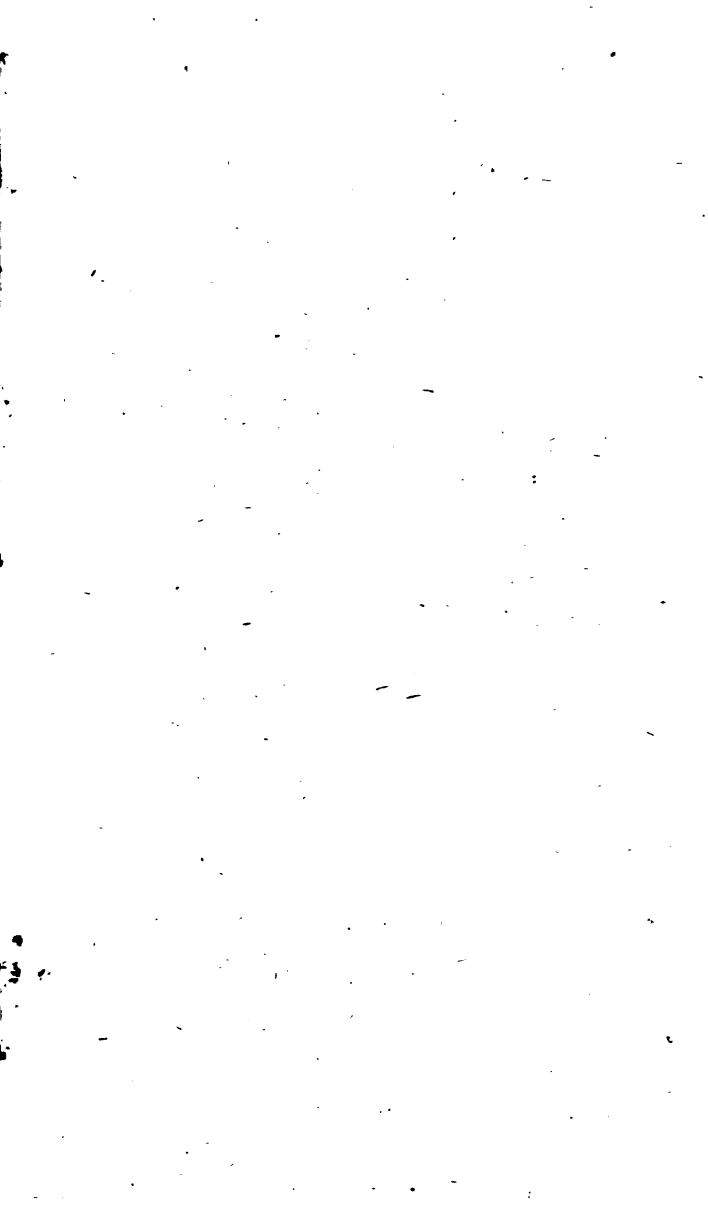
14648

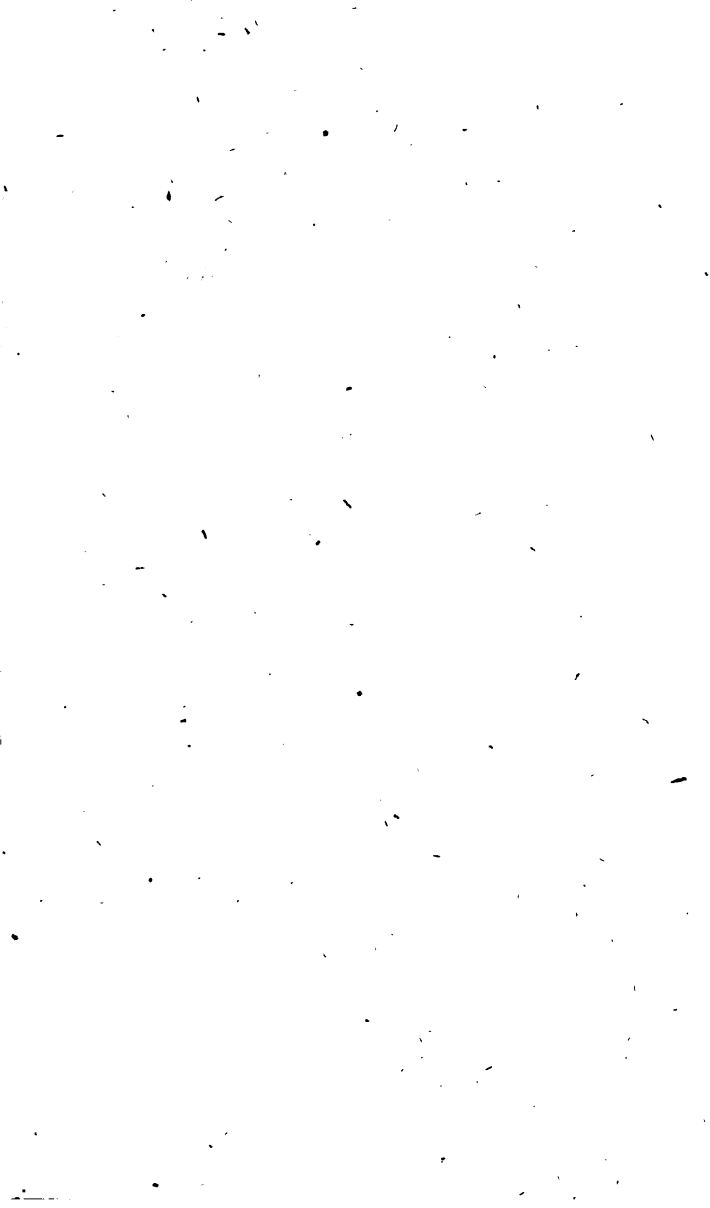
HN 3BES A

1648 (2)



Sir William Molesworth.







L' A M I
DES HOMMES,

O U

TRAITÉ

DE LA

POPULATION.

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE.

SECONDE PARTIE.



A A V I G N O N.

M. DCC. LVIII.

~~KC14238 (2)~~

KC14648 L(2)






L'AMI DES HOMMES.

CHAPITRE PREMIER.

Le Commerce.

 L'ARMÉE qui faisoit le siège du Fort de Kell à la fin de 1733. les terres du Comte d'Hanaw dans lesquelles on se trouvoit, fourmilloient de gibier qu'il n'avoit pas réservé pour les menus plaisirs des Gascons ; toutefois, attendu la convenance, ceux-ci en usèrent peu sobrement ; & nos héros qui avoient plus de bonne volonté que d'argent, venoient dans les ordinaires un peu mieux réglés, échanger poids pour poids, le chevreuil contre du bœuf pour faire la soupe, & tout le monde étoit content.

Voilà la Noblesse commerçante trouvée vingt-deux ans avant qu'on en eût fait un Livre. Je ne fais si en y regardant de plus près, on ne remonteroit pas plus haut encore, & je crois avoir lu dans un Auteur contemporain, que Caïn & Abel, qui certainement étoient nobles de leur temps, échangeoient avant leur brouillerie, l'un

ses fruits, l'autre ses troupeaux avec l'excédent de la portion de son frere.

Ce n'est pas la faute de l'Auteur de la Noblesse Commercante, si ce morceau se trouve guinguet : c'étoit de sa nature un joli Discours préliminaire de quelque Traité de Commerce écrit légèrement : au lieu de cela, l'avidité publique en a fait un Livre, & dès lors il prête le flanc de par-tout : encore un coup ce n'est pas sa faute.

Il est cependant vrai de dire que les matières d'une importance absolue ne devroient jamais être traitées légèrement. Quelques Auteurs profonds nous ont donné des Précis en différens genre, qui sont des trésors. Ce n'est pas la grosseur du Volume qui fait le mérite de l'Ouvrage ; mais il faut avoir connu sa matière à fond, l'avoir considérée dans tous ses rapports, & comprise dans toute son étendue, pour pouvoir la traiter en peu de mots : c'est alors un chef-d'œuvre de main de maître, & non des périodes de déclamateur. Qui donc ici, par exemple, abandonnant les points de critique choquans pour l'amour-propre de l'Auteur, lui faisant grace sur le fautif des citations, sur le désordre de la Dialectique, sur le déplacé de certaines plaisanteries amères & injustes, se feroit jeté sur les vices du fonds, auroit eu encore trop à dire. Vainement eût-il démontré à l'Auteur qu'il combat une chimère, puisqu'en France la Noblesse & les plus grands Seigneurs commercent, non-seulement de leurs denrées, comme tous autres possesseurs de fonds, mais encore en s'intéressant aux entreprises de commerce tant extérieur qu'intérieur que font les négocians & les entrepreneurs en titre ; qu'indépendamment

de la Noblesse, le Commerce ne manquera jamais de sujets, quand il sera riche & appuyé, puisque la finance qui est certainement moins honorée au fond, en regorge; qu'il n'est aucun axiome de politique plus constant que celui qui dit que tout état & profession verra le nombre des sujets qui la cultivent s'accroître en proportion de ce qu'elle leur fournit des moyens de subsister; à telles enseignes que les délateurs & les bourreaux, métiers en horreur, sont néanmoins en bien plus grand nombre sous les tyrans que sous les bons Princes. Toutes ces raisons, dis-je, & mille autres seroient superflues: je me contenterois de demander à l'Auteur, s'il a senti que son système tendoit invinciblement à renverser tous les principes fondamentaux de la Monarchie, & à leur en substituer d'autres. Je doute qu'il convînt du fait; mais je ne serois pas en peine de le lui prouver selon les principes établis dans le dernier Chapitre de ma première Partie, & par quelques conséquences plus étendues qui se présentent en foule à l'appui de cette démonstration. Sans doute qu'après cet examen, il conviendrait avec moi que l'esprit seul ne suffit pas pour traiter les matières politiques, & qu'il faut pour cela beaucoup de connoissances & d'expériences muries par de profondes réflexions.

Il est plus que possible, & même apparent que je voie louche & trouble; mais certainement, si je me trompe sur la nature des objets dont je traite, ce ne sera pas pour avoir négligé de les considérer sous toutes les faces. Ma première méthode d'érudition fut (ainsi, je crois, que celle de bien des gens) d'apprendre d'abord les grands mots pour en pouvoir parler vaguement

comme les autres. J'ai voulu connoître ensuite & déterminer le sens & l'étendue de leur signification, & cette seconde étude m'a fait sentir qu'on apprécie ou déprime d'ordinaire arbitrairement les choses en proportion de ce qu'on les connoît moins. Cette ignorance & cette confusion sur la nature des objets & sur leur étendue, m'a paru venir sur-tout de ce que le premier point de vue sous lequel on les envisage, est vague & trop étendu; d'où résulte que l'étude qu'on en fait ensuite, n'aboutit qu'à les compliquer & les embarrasser. La route la plus apparente de la vérité, est donc de simplifier les objets & de les reprendre à la racine, & c'est à cette troisième partie de mes études que j'en suis depuis long-tems. Qu'on me permette de transcrire ici mes thèmes sur l'article du Commerce.

Qu'est-ce que c'est que le Commerce?

Le Commerce est le rapport utile & nécessaire de tout Etre sociable avec son semblable. En ce sens le moral est de son territoire ainsi que le physique, & tout est commerce ici-bas.

Quelle est l'ancienneté du Commerce?

Aussi-tôt qu'il y a eu deux hommes, il y eut entre eux un commerce réciproque de services & d'utilité, & jamais il n'y eut de société sans commerce.

En ce sens quelle a été la marche du Commerce?

D'homme à homme il créa les familles; de famille à famille il forma les sociétés; de sociétés à sociétés il réunit les Empires; d'Empires à Empires il rapproche le monde entier.

Dans l'état actuel des choses, combien y a-t'il de sortes de Commerces?

Deux principales, à savoir, le Commerce intérieur, & le Commerce extérieur ou étranger; le premier établit & maintient la société entre citoyens, le second la lie de nation à nation.

Quels sont les rameaux du Commerce intérieur?

Les voici. Les mœurs, usages & préjugés nationaux, les loix politiques qui sont les rites & engagements généraux, dont on compose le droit public d'une nation, les loix civiles ou engagements particuliers qui fixent le sort de chaque individu, & leur assurent la propriété ou l'usufruit de leurs droits respectifs; l'échange enfin qui comprend différens objets, comme la Finance, le Commerce proprement dit, les Manufactures, & tous autres rameaux de l'industrie.

Que reste-t'il donc au Commerce extérieur?

Précisément tous les mêmes objets, mais déterminés plus en grand, & sans lesquels le repaire des tigres & des lions seroit moins dangereux pour une société d'hommes que ne le sont ses voisins.

Pourquoi donc dit-on que certaines nations ont méprisé le Commerce, & que d'autres l'ont estimé & cultivé?

Ceux qui parlent ainsi confondent les êtres, & ne comprennent sous le nom de Commerce, qu'une de ses dernières subdivisions.

Je vous l'ai déjà fait voir; le Commerce proprement dit, & comme on l'entend ordinairement, n'est qu'un des rameaux de l'échange qui n'est lui-même qu'une des dernières branches du Commerce intérieur, à savoir, l'échange du superflu contre le nécessaire; mais celui-ci se subdivise encore.

Et comment ?

Je divise l'objet général compris sous le nom de Commerce proprement dit, selon l'usage courant, en deux branches principales, à savoir, Commerce de propriétaire, qui est l'échange que fait celui-ci de l'excédent du produit de son fonds contre les choses qu'il ne lui fournit pas, & dont il a besoin, & le Commerce de mercenaire qui trafique du produit d'autrui, & qui trouve sa subsistance & souvent de gros gains en n'étant que l'entremetteur de l'échange.

Les Puissances qu'on dit avoir négligé le Commerce, sont celles qui n'ont ni protégé ni excité le Commerce mercenaire ; celles qu'on appelle Puissances commerçantes au contraire, sont celles qui ont regardé cette portion du courrage & de l'*agio* comme le principe de la prospérité d'un État, & qui en conséquence ont tourné de ce côté-là la principale attention du Gouvernement. Ainsi donc vous voyez qu'on a pris dans cette définition la partie pour le tout, & que dire que telle nation n'a point de Commerce, parce qu'elle néglige ou le Commerce maritime, ou les manufactures, ou la banque, c'est errer à peu près comme si l'on concluoit de ce qu'il y a des hommes sanguins, que ceux qui ne le sont pas, n'ont point de sang dans les veines.

J'imagine que le Lecteur en fait assez sur le cours de mes études ; je lui ferai donc grace du reste de mes thèmes ; mais ce que j'en ai transcrit ici, étoit nécessaire, en ce que par l'exposition de ma façon d'envisager le Commerce sous un point de vue général, on conçoit pourquoi je vais toucher dans la suite de cet Ouvrage presque toutes les cordes de l'harmonie politique.

A l'égard du Commerce proprement dit, ref.

fort toutefois d'une importance absolue dans un Etat, il se trouvera par-tout sous mes pas comme objet principal, mais qui doit être étayé de tous les autres.

Nous allons entrer dans le détail des moyens d'étendre la Population par les ressources de l'industrie; mais je ne perdrai pas de vue mon principe, que je réduis en une comparaison étrange, mais expressive.

L'Etat est un arbre, les racines sont l'Agriculture, le tronc est la Population, les branches sont l'Industrie, les feuilles sont le Commerce proprement dit & les Arts. C'est de ses racines que l'arbre tire le suc nourricier; elles jettent une infinité de rameaux & de chevelées même imperceptibles, qui tous attirent la substance de la terre : cette substance devient sève, le tronc se renforce & jette à une certaine hauteur une quantité de branches, qui, lorsque la sève est abondante, prospèrent en proportion de la vigueur du tronc, & sont tellement vivifiées, qu'elles sembleroient pouvoir se passer des racines dont l'opération & le travail sont si éloignés, que le rapport en est presque inconnu aux branches; mais si quelque cause funeste venoit à les déranger, la branche ingrate seroit la première à se ressentir de la langueur qui se répandroit dans l'arbre entier. Le suc alimentaire finit sa course par la production des feuilles, qui sont la partie de l'arbre la plus brillante & la plus agréable, qui lui sont nécessaires comme étant propres à recevoir & attirer les influences de la pluie & de la rosée, secours étrangers au sol naturel, mais favorables à la nutrition & prospérité de l'arbre. Cette partie brillante cependant est la moins

solide, & la plus exposée aux coups de l'orage. Le hâle suffit pour la dessécher & la détruire.

Cependant cette impression étrangère n'a qu'un tems; & si les racines conservent leur vigueur, la sève répare bientôt le désordre, de nouvelles feuilles poussent de toutes parts, & remplacent celles qu'une influence maligne avoit desséchées; mais si ce désordre extérieur arrive par une cause interne, si quelqu'insecte ennemi a piqué les racines dans les entrailles de la terre, il faut que l'arbre & les feuilles séchent sans ressource. Vainement attendroit-on que le soleil & la rosée vivifiassent ce tronc desséché; c'est aux racines qu'il faut porter le remède, détruire le ver, rafraîchir les racines encore saines, leur fournir l'engrais nécessaire, leur donner moyen de s'étendre & de se rétablir, sinon l'arbre périra.

Il en est ainsi du corps politique : un Etat qui a un produit considérable, & qui se trouve affaibli par quelque cause étrangère ou interne; (car presque toujours ces deux concourent ensemble) ne se relevera ni par le commerce ni par les arts; c'est arroser l'arbre par les feuilles. Il faut connoître le mal au tronc, *la Population*, & chercher le remède dans les racines, *l'Agriculture*.

Mais comme c'est pour nous que je parle, & que nous sommes moins affaiblis, quoi qu'en pensent les Etrangers, que sur le point de le devenir, prenons d'un autre sens notre comparaison.

Il arrive presque toujours qu'un arbre planté en trop bon terrain, & dont la sève est trop active & vigoureuse, jette dans le tems de la reproduction plus de branches qu'il n'en sauroit

nourrir en proportion de ses forces & du terrain qui fournit à sa subsistance. Si un Jardinier habile ne retranche de ces branches gourmandes pour contenir la sève & perpétuer la durée de l'arbre, bientôt cette prospérité apparente dessèche le tronc, épuise les racines, & l'arbre languit & meurt. Il arrive encore qu'un Jardinier imprudent, ambitieux, ou forcé par les circonstances, aura mis au pied de l'arbre un engrais trop brûlant, & l'aura poussé à doubler de sève & d'efforts : cet arbre dans le tems aura donné une récolte précoce, brillante, & aura étonné par sa singulière fécondité ; mais épuisé par cet abus de ses forces, il languit ensuite visiblement. Si semblable aux Orientaux, qui après s'être animés par de l'opium, se trouvant affaiblis par les suites de son effet, en reprennent une plus forte dose, & passant ainsi de réveil en réveil, en viennent à s'abrutir pour toujours, le Jardinier ravive son arbre par les mêmes moyens qui l'avoient excité la première fois ; il se procurera encore deux ou trois fausses récoltes, au bout desquelles l'arbre périra.

Prenons que cet arbre soit l'ancienne Espagne : si cet État eût eu des voisins, il n'en seroit plus parlé ; mais si nous considérons la perte de tant de possessions qu'il avoit en Europe, l'établissement dans son sein d'un petit coin de terre en Royaume, isolé de tout autre continent que du sien, sa décadence en un mot à la fin du dernier siècle, nous pouvons dire, *il mourut*. Les sots & les enfans diront : c'est l'expulsion des Maures, c'est l'Inquisition, ce sont les Moines ; & le vrai Politique dit : *l'or du Pérou* fut la chaux au pied de l'arbre. Le Jardinier imprudent & ambitieux fut Philippe II. il boucloit

l'Italie, & y regnoit presque comme en Espagne, corrompoit l'Allemagne, bouleversoit la France, envoyoit sa flotte invincible en Angleterre; cela fut beau : l'arbre tomba en langueur. Tout ce qu'y furent ses Successeurs, fut de faire venir de la chaux des Indes pour ranimer de nouveau l'Espagne mourante; & tant a été procédé, que les mines la dépeuplerent, & que malgré le génie tenace, transcendant & fait pour le grand de la nation, ce ne fut plus qu'un cadavre.

Je suppose que les Espagnols, semblables au castor, se fussent retranchés volontairement ce que les nations avares cherchent avec tant d'avidité à leur enlever, qu'ils eussent fermé tous leurs ports, & que loin de vouloir retenir l'or, ils n'eussent laissé sortir que cela de chez eux : bientôt ces pirates civilisés qu'on appelle nations commerçantes, les auroient abandonnés, & l'on n'eût plus vu d'autre Commerce en Espagne que la communication intérieure, & le troc du produit d'une Province avec celui d'une autre Province. Toutes les commodités de la vie les eussent fui d'abord; je le veux, en supposant qu'il n'y eût plus chez eux aucune sorte de manufactures, ce qui n'est pas exactement vrai, à beaucoup près : mais au fond, auroient-ils pu moins avoir de ces commodités, que leur dépopulation & leur foiblesse réelle ne leur en laissoit.

Ce peuple privé d'or & de commerce étranger, n'eût plus été vexé pour la perception d'impôts qui ne pourroient avoir lieu, faute de représentatif de ces sortes de levées. Dès lors tous se fussent vu forcés à travailler pour vivre, & tout autre objet de travail leur manquant, il eût

Fallu cultiver la terre. Le sol & le climat sont admirables, toutes les productions nécessaires pour l'aliment & pour les commodités de la vie, y sont communes & d'une nature excellente. Les grains & les fruits y sont bons, les soies presque dans leur climat originaire, les laines de la première qualité, &c. Bientôt ils fussent venus à bout d'ouvrer eux-mêmes toutes ces choses : le cultivateur, le pasteur, l'ouvrier & le débitant, tous auroient vécu sur le produit de l'Etat; & malgré l'Inquisition, Moines, poux & guitarras, bientôt cette fertile contrée auroit contenu autant d'hommes qu'elle en pouvoit nourrir.

On ne doute pas, je crois, qu'en cet état tout ce continent n'eût été bientôt réuni, & qu'attendu les prétentions de la Maison régnante alors en Espagne, les vastes Royaumes de Portugal & des Algarves ne fussent venu prendre leur coin dans l'écusson d'Espagne auprès de ceux de Grenade & de Leon. En cet état, si le Roi d'Espagne n'eût été connu & redouté au loin que par sa sagesse & le bonheur de vivre sous ses loix, du moins il eût été chez lui le plus tranquille & le plus inattaquable de tous les Souverains. Ces Puissances maritimes qui prétendent enchaîner le monde entier en envoyant des hommes dans des boîtes menacer la terre de cracher dessus, n'eussent osé seulement regarder ses côtes, aussi redoutées que le fut jadis l'isle des Cyclopes.

La Population étant une fois portée en Espagne au plus haut point qu'elle peut aller, relativement au produit de son continent; (hé ! qui fait évaluer à quel point la Population peut porter le produit des terres ?) s'il eût pris en-

vie au Roi d'Espagne de nourrir un plus grand nombre d'habitans aux dépens de l'Etranger, c'est-à-dire, du produit de leurs terres, il pouvoit ouvrir ses ports à tout vaisseau apportant des denrées, & n'exportant en échange que des matières ouvrées dans les manufactures d'Espagne. En ce cas, le pis-aller eût été d'être comme l'on étoit; mais on peut s'en fier à la cupidité du commerce. Les ouvrages de manufactures établies chez une nation très-peuplée & qui a peu d'argent, seroient infiniment à meilleur marché que dans tout le reste de l'Europe inondée d'or, & l'on accourroit les enlever dans l'espérance de les revendre avec profit ailleurs. Je fais que le Commerce apporteroit petit à petit, l'or & ses inconvéniens, & que la prospérité apparente prendroit la place de la prospérité réelle, jusqu'à ce qu'on en revînt à fermer de nouveau les ports, & retourner à la terre.

Mon intention n'est pas de pousser plus loin cette induction idéale; mais elle suffit pour faire comprendre que le principe invariable d'où je pars, & auquel je reviendrai souvent, est que c'est la racine de l'Erat qu'il faut cultiver & amender sans cesse, que les branches doivent être proportionnées au tronc, & qu'il n'appartient qu'aux plantes aquatiques & marécageuses de s'étendre en feuilles flottantes & sans appui, tandis que le tronc est nul, & que les racines ne tiennent à rien.

CHAPITRE II.

Circulation.

ENtrons dans les détails relatifs à la Circulation : c'est l'ame du mouvement intérieur sans lequel un Etat ne peut subsister. L'importance de l'objet doit me faire pardonner la longueur des détails.

Un grand Etat se fonde par les conquêtes & réunions ; mais il ne peut se soutenir que par les rapports & liens intérieurs. Un Etat fondé par les conquêtes , n'est autre chose qu'une étendue de pays , où l'on a fléchi sous la loi du plus fort en sa présence , & où l'on obéit en son absence par la crainte de son retour. Dans cette façon d'être , il n'y a de repos , ni pour le maître , ni pour les sujets , & cet Etat forcé ne dure qu'autant que la crainte subsiste ; ce qui , vu la vicissitude des choses humaines , ne sauroit être trop long.

Tout Conquérant , ou s'est fait aux Loix & usages des pays conquis , ou y apporta celles du sien , ou a été Législateur lui-même , ou semblable à un torrent qui emporte tout dans sa course , a disparu sans laisser de traces que ses ravages. Cyrus & les Tartares conquérans de la Chine , ont été dans le premier de ces cas ; les nations du Nord qui ont détruit l'Empire Romain dans le second ; les Incas , Charlemagne & quelques-autres dans le troisième ; les Scherifs & tant d'autres barbares dans le dernier.

Nulle autorité ne peut avoir de fondement solide que dans l'avantage de celui qui obéit.

Il ne faut pas avoir beaucoup approfondi l'histoire du cœur humain & les annales de l'humanité, pour convenir de ce principe. On voit par-tout que les vices, quoiqu'ayant des succès qui leur sont propres, n'en eurent jamais que de passagers ; que la violence, la cruauté, la fraude, la corruption, l'avarice retombent toujours sur leurs auteurs, à moins que les hommes ambitieux que ces vices ont élevés, n'aient, pour se conserver, mis des vertus en usage.

A parcourir l'Histoire entière, Cromwel se trouve le seul scélérat heureux jusqu'au bout ; mais si l'on veut considérer combien cet homme célèbre & facile aux grands crimes, sut se maîtriser sur les petits, quelle police & tranquillité intérieure il entretenait dans l'Etat ; si l'on veut voir en lui l'homme jaloux de la gloire de sa nation, éclairé sur ses véritables intérêts, protecteur du Commerce & des colonies, maître de Dunkerque, auteur du célèbre Acte de Navigation, &c. on conviendra que Cromwel parvenu par des vices, se maintint par des vertus.

La force, la justice, la générosité, la douceur fondent, au contraire, un Empire durable & sûr ; & pourquoi ? C'est que nulle autorité ne peut avoir de fondement solide que dans l'avantage de celui qui obéit. La force & la justice sur-tout établissent cet avantage ; elles promettent protection & sûreté. Aussi loin qu'un Gouvernement peut étendre ces deux choses, il peut se promettre un empire durable ; mais où sa justice ne peut atteindre, son empire s'arrête aussi, & s'il veut regner au delà, ce ne sera que sur des déserts.

C'est ainsi qu'en établissant des principes généraux,

tiéraux, on viendrait à bout de fixer l'esprit humain sur les objets même, & dans les sujets les plus propres à fournir matière aux courses idéales de l'imagination.

Le principe ci-dessus, par exemple, fera comprendre pourquoi la France moderne a cru en puissance en croissant en étendue, & pourquoi la France ancienne perdit si promptement ses conquêtes en Italie, en Espagne & en Allemagne; pourquoi les branches de la Monarchie d'Espagne lui ont coûté la santé du corps; pourquoi le Prince de Piémont seroit mille ans Roi de Sardaigne, sans être plus fort que d'un titre, &c. Par-là les nations de l'Europe pourroient prendre des vues justes sur la nature & le rapport de leurs colonies avec le corps de l'Etat, sur l'importance & la nécessité de ces colonies, sur les loix qu'on peut & doit leur imposer.... & la plupart de ces vues seroient peut-être le contraire de celles que la cupidité & le préjugé ont établies chez les nations même les plus éclairées sur l'intérêt. Revenons.

La force & la justice peuvent donc seules maintenir un Empire, parce qu'elles établissent seules protection & sûreté. On sait en quoi consiste la force; mais on varie sur la justice, ou du moins avec des notions claires & même distinctes sur cette vertu, l'on semble ignorer ce qu'elle exige respectivement des différens membres du corps politique.

La justice que le Souverain doit à son peuple, n'est autre chose qu'amour, protection contre l'étranger, jugement & police entre citoyens. Le peuple doit à son Prince amour réciproque, respect & soumission. Voilà toute la dette respective. L'Etat où elle est le mieux

aquittée, est le plus puissant de tous, hors même de toutes proportions d'autres avantages physiques.

Mais supposer que ces choses aillent d'elles-mêmes, c'est établir la république de Platon. Le Prince ne peut payer sa dette que par une vigilance & une attention continuelles. Le peuple ne peut s'acquitter que par une subvention qui mette le Prince en pouvoir de soutenir les charges de l'Etat, de se faire craindre des Etrangers, & respecter au-dedans.

La circulation de ces deux payemens, à savoir, protection d'une part, & services de l'autre, doit sans cesse être en mouvement du centre de l'Etat à ses extrémités les plus reculées; c'est un principe mathématique du droit public. L'or & l'argent sont aujourd'hui le représentatif presque unique de cette circulation; c'est uniquement aussi ce qu'on considère aujourd'hui. Qu'il me soit permis d'embrasser plus d'objets dans mes raisonnemens.

Il est certain qu'on ne voit & calcule maintenant la circulation que dans les métaux, & c'est à bon droit. Le Prince paie en argent ceux qu'il entretient pour le service de ses peuples: le peuple fournit en argent le service qu'il doit à l'Etat; il ne doit donc plus être question que d'argent.

Il faut avouer même que ce truchement universel frappé d'une marque commune, dont le transport, aisé de soi-même, est devenu de la plus grande facilité par le moyen des lettres de change, a plus servi que tout le reste à lier & mettre en correspondance un grand nombre de sociétés d'hommes, & par conséquent à former de grands Etats. Si l'or eût été commun en

Allemagne, avant que les différentes Maisons qui l'ont divisée, fussent parfaitement établies, & que cette sorte de droit public & politique, particulier à cette singulière Oligarchie, devînt préjugé dans la nation, je doute que la Germanie eût été long-tems sans être réduite en Monarchie. Dire & prouver que l'or est corromp-
 teur, c'est dire qu'il est ennemi de la liberté. Cet axoime seroit aisé à prouver par les faits, si je voulois entamer des citations historiques.

Il est un peuple ardent & entoufiaste qui suit avec fureur deux chimères : l'une est la liberté dont il est esclave plutôt qu'amateur, l'autre le commerce qu'il veut envahir tout entier, c'est-à-dire, attirer à soi toutes les richesses de l'univers. C'est prétendre allier le feu & l'eau. Un tel plan ne mérite de la part des Puissances menacées, qu'une attention exacte aux circonstances du moment, & les laisser faire. Quand le Chevalier Guillaume Petti avance froidement que les Anglois peuvent faire le commerce de tout le monde, & doivent avoir cet objet, je suis tenté de lui répondre : *Les François peuvent boire toute l'eau qui est dans la Manche, & vous aller combattre de pied ferme.* Toutes les choses humaines ont un période, & le période du projet ci-dessus, le voici. Sans liberté point d'activité, sans activité point de commerce. Votre liberté devoit donc vous rendre de grands commerçans, & vous l'êtes. Par le commerce les richesses, par les richesses la corruption, par la corruption l'esclavage, & dans l'esclavage misère & pauvreté, & point de commerce. Vous y viendrez, Maîtres de la mer, ou de vous-même vous ébrancherez votre commerce ; ce dont je doute.

L'or est donc la seule chose qu'un calculateur puisse examiner en circulation; mais ne pourrions-nous pas nous servir encore de certains principes moraux dans cette spéculation? Le peu de certitude des calculs sur cette matière peut du moins nous y autoriser. Essayons.

Quoique l'or une fois connu & répandu dans l'Europe, soit absolument nécessaire dans un Etat pour en animer les ressorts, & qu'un corps politique soit aujourd'hui languissant dans toute son organisation en proportion de ce qu'il est pauvre de métaux, il est pourtant vrai de dire que les Etats ont autrefois subsisté sans cela. La dette alors du Souverain ne pouvoit s'acquitter que par des Préposés dont l'entretien étoit assigné sur les lieux en des prérogatives & moyens de subsistance. Dès lors ces Préposés pouvant se payer par eux-mêmes, obligés de consommer sur les lieux pour jouir, & de s'appuyer du consentement des peuples & des prérogatives de leur place, étoient moins dans la main du Souverain. D'autre part, les peuples ne pouvant payer leur service au Souverain que de leurs personnes ou de leurs denrées, toutes choses infiniment moins transportables que ne sont aujourd'hui les métaux, n'avoient de subvention à payer à l'Etat que facile par sa nature, & en proportion avec le paiement que faisoit le Prince. Pour parler en termes de commerce : *le change étoit au pair entre le maître & les sujets*; mais il étoit languissant, rare, & ses rapports presque par-tout interceptés.

L'or, semblable en propriétés sur le corps politique au mercure sur le corps physique, a pénétré dans les différentes veines de ce commerce respectif, & y a établi une circulation li-

bre & facile. Nous en parlerons tout-à-l'heure. Mais n'oublions pas la définition ci-dessus ; elle est fondamentale dans la question actuelle. Si-tôt que la balance de cette sorte de charge se perd dans un Etat, si c'est le Gouvernement qui l'emporte, le Gouvernement devient tyrannie ; si c'est le peuple, il dégénère en anarchie ; c'est un principe sûr, & dont la vérité gagnera toujours à être examinée. Continuons maintenant notre spéculation. C'est de cette sorte de comparaison que naîtra la clarté que je dois répandre sur le plan qui résulte de mes principes.

Je suppose que dans l'Etat privé de métaux, tel que je l'ai établi, le Souverain n'eût point de domaines en propre, & que tous les revenus de Fisc fussent, comme ils le sont à peu près aujourd'hui, fondés sur la subvention subsidiaire des sujets ; cette subvention ne pourroit être, comme nous l'avons dit, qu'en corvées & services personnels, en grains, fourrages, lins, draps & autres matières de consommation pour l'entretien du Prince, de sa maison, de ses troupes, &c. En cet Etat les Provinces éloignées de sa résidence seroient moins taxées pour les magasins Royaux que ne le seroient les pays voisins de son séjour ; mais d'autre part aussi elles jouiroient moins des biens que procure le voisinage du Souverain, d'une police exacte, d'une attention momentanée aux travaux publics & aux autres avantages de la Société, des bienfaits du Prince, des honneurs, des charges, &c. Elles seroient plus à portée des invasions de l'ennemi, & plus éloignées de la protection.

Dans le cas d'invasion cependant, le Gouvernement faisant marcher des armées pour les

couvrir & les défendre, dès lors c'est une partie du Souverain qui se déplace en leur faveur. Le change politique, dont nous avons parlé ci-dessus, hausse en faveur du peuple. Il faut, pour le remettre au pair, que nous avons dit être absolument nécessaire dans ce genre de commerce, que la dette du peuple grossisse & s'acquitte en proportion. Cela se fait tout naturellement : les magasins qui n'étoient ci-devant que de la quantité nécessaire à l'entretien des Officiers de Justice & de Police employés au Gouvernement, ainsi qu'à celui de leurs adjoints, doivent grossir en proportion de l'augmentation survenue par la consommation des troupes qu'il faut dès lors entretenir sur les lieux. Les corvées & autres services personnels deviennent plus nombreux, & de proche en proche la subvention grossit dans la mesure des rapports que chaque canton a avec celui où le Souverain fournit la mise. Mais tandis que ces Provinces achètent le bon ordre & la sûreté qui vont être établies chez elles, les autres plus languissantes en l'absence du Prince, trouvent aussi la compensation aux maux de cette sorte de langueur dans le soulagement que leur procure une moindre subvention.

Cette induction développe le système général d'où il faut partir pour l'organisation intérieure d'un Etat, qui ne sauroit vivre sans la circulation. Je le répète, la vraie circulation n'est autre chose que le flux & reflux des deux dettes que j'ai analysées ci-dessus; dette du Prince, dette du Peuple. L'or a, comme je l'ai dit, facilité ce flux & reflux, & par conséquent lié les Etats; mais au fond il n'est autre chose que le représentatif de cette circulation.

Il semble avoir ajouté un moyen de subsis-

ance & de richesse de plus, & plus indépendant que les autres des deux subventions ci-dessus, en animant le commerce. Je n'ai pas nié qu'il n'eût perfectionné les ressorts de l'organisation politique; mais il n'en a créé aucun. On trafiquoit autrefois par échange; mais cette discussion est étrangère à mon sujet actuel : il me suffit d'établir que le commerce n'est point d'un ordre particulier dans l'Etat, & qu'il est, ainsi que tout le reste, assujetti aux deux subventions ci-dessus. Que feroit le commerce sans la protection du Prince? Ce qu'est celui de la Corse. Et d'autre part, que pourroit la rapacité de la finance pour le Fisc sans le secours du commerce? Rien, qu'entasser du sang & des ossemens.

Revenons au grand principe établi ci-dessus. La perfection de l'organisation politique d'un Etat consiste dans le pair du change entre deux places principales, *le Prince & le Peuple*. L'oppression du peuple peut dans les détails consister dans la forme par laquelle il fournit la subvention. La cruauté des Gabelles, l'indéchiffrable grimoire de l'inquisition des Aides, sont des traces des tems de barbarie ou de nécessité, que l'habitude ne sauroit rendre moins monstrueuses à l'examen, ainsi que dans le fait journalier. Ces choses ne sont pas de mon sujet. Il n'en est pas moins de fait que l'oppression ne consiste pas en ce que le peuple paie plus ou moins, mais seulement en ce qu'il paie plus qu'il ne reçoit.

Une Province pourroit ne payer rien du tout, & cependant être très-misérable. La Comté de Bourgogne devint la Franche-Comté sous la domination de l'Espagne, qui voulut s'attacher cette Province isolée de toutes ses autres

possessions, par des franchises, &c. En cet état la Franche-Comté qui ne donnoit ni ne recevoit rien, étoit également dans la barbarie & la pauvreté, à peu de chose près. La France la conquit, la fortifia, la polica. Si d'une part les rameaux du Fisc s'étendirent dans son territoire, de l'autre, l'industrie Françoisé la gagna de toutes parts. J'y ai vu encore de vieux habitans, Espagnols dans le cœur, regretter le tems où ils étoient francs de tout, & même de l'assujettissement de se faire les ongles tous les quinze jours; mais tout en regrettant leur ancienne liberté, & détestant leurs richesses modernes, ils ne pouvoient s'empêcher d'avouer qu'ils voyoient plus d'argent en un an, depuis qu'ils appartenoint à la France, qu'en trente, tandis qu'ils étoient Espagnols. Que le vieux Courfier de la Fable ait regretté sa liberté, c'est chose simple; mais aujourd'hui ses descendans ne tiennent rien de cette antique générosité, & s'ils se trouvent en liberté dans un pâturage, ils regagnent d'eux-mêmes l'écurie, quand le jour baisse.

Il est donc de fait que la Franche-Comté ne payant rien, étoit plus pauvre qu'elle ne l'est aujourd'hui, chargée comme les autres Provinces du Royaume. Pourquoi cela? Cette Province est frontière, le Roi y tient des troupes qui y apportent leur paie, & consomment les denrées & fourrages du pays. Le commerce protégé là, comme ailleurs, y a pris racine, les barrières avec le reste du Royaume, ont été levées, les grands chemins établis par-tout, facilitent les mouvemens, cette Province de cul-de-sac est devenue passage, & a totalement changé de face.

Or, supposons que la prospérité de nos an-

mes fût telle que nous en vinssions un jour à conquérir les landes immenses qui se trouvent entre Bordeaux & Bayonne, bientôt la domination Françoisse y apporteroit les mêmes avantages. Il est vrai qu'il faudroit ici quelques moyens de détail de plus qu'il n'en a fallu dans la Franche-Comté, l'Alsace, &c. Ces Provinces étoient peuplées & abondantes en produit; il ne falloit que les faire à nos mœurs & y exciter l'industrie. Dans les landes, au contraire, incultes, & par conséquent désertes, il faut créer des hommes, & ce qui s'ensuit, la fertilité. Mais les mêmes moyens à peu près produiroient, avec un peu plus de tems, les mêmes effets.

On commenceroit sans doute par ouvrir & assurer deux grands chemins pour les deux grandes routes principales qui traversent ces déserts; songeant ensuite à en vivifier l'intérieur & à multiplier les débouchés, on examineroit sur cette côte aride & dangereuse les différentes anses & petits ports qui peuvent y être rendus praticables pour le cabotage; on en assureroit l'établissement par des travaux proportionnés, & l'on y attireroit des habitans par quelques petites franchises. Rentrant ensuite dans l'intérieur des terres, on chercheroit & l'on trouveroit les moyens de donner un écoulement aux eaux qui forment des lacs & des marais tout au long de la côte, & dont l'engorgement retenu l'hyver sur la surface de ces plaines sablonneuses, rend l'air mal-sain. On dessécheroit les unes, on réduiroit les autres en canaux. Cela paroît mal-aisé dans des terrains de sables mouvans; mais l'industrie Françoisse apprendroit bientôt à ces pauvres gens que l'immense quan-

rité de pins hauts & droits dont ces déserts sont couverts, peut fournir des rondins, qui disposés & liés ensemble, soutiendroient les terres.

Toutes ces communications sont les veines du commerce qui se glisseroit dans le pays; il y présenteroit sa sœur la police, qui bientôt détruiroit efficacement ce qu'il reste d'usages barbares parmi ces espèces de Sauvages. Ces cruelles avaries, où l'on a vu quelquefois courir les Prêtres même avec leurs Paroissiens pour dévaliser & emporter les débris d'un naufrage, & quelquefois égorger ceux qui s'en étoient sauvés pour ôter toute trace de leur crime, seroient prosrites comme elles le méritent, & l'on ne craindrait plus ces funestes parages, qu'à cause des inconvéniens inévitables de la mer.

Le produit des terres ayant un débouché, on ne seroit plus contraint de l'aller chercher au loin, & quelquefois à vingt lieues de son canton; la culture augmenteroit en proportion, & conséquemment le nombre des habitations. On privilégieroit quelques Paroisses pour des foires ou marchés. On seroit revivre en faveur de ces nouveaux colons, un Edit d'Henri IV. si digne d'un Roi dont la mémoire sera à jamais précieuse à l'humanité, par lequel il exempte de toute charge pour un certain nombre d'années, toute possession d'un terrain inculte remis en valeur. Peu à peu, mais très-promptement, eu égard à l'importance de ce changement, les habitans se rassembleroient & se multiplieroient; ils oublieroient le singulier axiome que je leur ai ouï dire à eux-mêmes : *Sian qué trop dé moundé din quouestou païs* : Nous ne sommes que trop de monde dans ce pays-ci; & ils diroient, comme disent par-tout ailleurs les gens

de campagne, qu'il leur manque de travailleurs.

L'on en viendrait enfin jusqu'à établir de petites manufactures propres à la consommation du pays. Elle y est si bornée, qu'il ne faut pas supposer une forte industrie, ni des fonds considérables pour y suffire, & c'est toujours un grand bien pour un pays pauvre de mettre sous la main de l'habitant ce qu'il ne peut s'empêcher de consommer. Or, toutes ces choses une fois établies & achevées insensiblement, la finance qui suit toujours & doit suivre le commerce & la police, la finance, bon valet & mauvais maître, trouvera de quoi glaner sans déraciner, & le Prince sera content d'avoir conquis une belle Province au lieu d'un désert.

Si quelque vieillard acariâtre se rappelloit que jadis ils ne payoient que quarante sols *de denier de pied de taille*, comme on parle en ce canton, au lieu de douze livres qu'on en payeroit alors, que sa Paroisse n'étoit imposée que pour vingt arpens, parce qu'il n'y avoit que cela de cultivé, au lieu qu'elle le seroit pour deux mille aujourd'hui; s'il en concluoit qu'une Paroisse qui au lieu de vingt livres par an, seroit cottée pour 24000 livres, est étrangement vexée; on seroit en droit de lui répondre, oui: mais vous alliez nuds pieds & couverts de haillons aussi usés que vos barets, & vous êtes maintenant vêtus & chaussés; vous couchiez dans des chaumières de branchages, & vous habitez de bonnes maisons; vous étiez seuls & exposés aux attaques des loups, vous êtes actuellement dans une province peuplée, policée, vivante; l'air chez vous étoit mal-sain, les eaux mauvaises & croupissantes, la nature y étoit racornie, les bestiaux & les hommes petits, & ne parvenant

jamais à la vieillesse. Tout cela est maintenant réparé; il est juste de reconnoître tant de signalés services; il est nécessaire de soutenir la main qui vous a tant gratifiés. Tout dans l'univers, à commencer par la Divinité, exige un tribut en reconnaissance de ses bienfaits.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, & à cet égard je reviens à mes anciens principes, que je n'ai jamais perdus de vue; ce n'est qu'en songeant aux moyens de subsistance, qu'on peut établir la population. En vain eût-on reçu dans ces landes les huit cens mille Maures, qui, dit-on, les demanderent du tems d'Henri IV. & dont nous avons parlé ailleurs: ou cette énorme peuplade excitée par la nécessité, auroit fait toutes les choses que je viens d'énoncer; à quoi il y a grande apparence, ou elle eût péri promptement dans ces déserts, ou elle se fût dispersée dans les Provinces voisines. Sans subsistance, point de population; sans population, point de subsistance. Vous, qui ne cherchez que l'argent, sans prendre garde où il va ni d'où il vient, vous êtes les vrais Ministres du cahos.

Poussons plus loin nos conquêtes, & semblables à Pyrrhus sans nous arrêter, joignons encore au corps du Royaume le Berri. Cette Province si peuplée du tems de César, est aussi dans le cas de pouvoir y être réunie, sans qu'une trop grande extension des membres relativement aux proportions du corps, nous la rende à charge plutôt qu'à profit. Celle-ci même a tous les avantages du sol que l'autre n'a pas. Elle n'est point, à la vérité, Province maritime, mais bordée par la Vienne, & cette admirable Loire, traversée par le Cher, & coupée de plusieurs autres petites rivières, elle a toutes les

facilités pour le commerce qui sont refusées à la première. Entourée, d'autre part, de voisins industriels, ou du moins plus vigilans, tels que les gens du Limousin, de la Marche, du Nivernois, &c. elle est d'ailleurs, quoique singulièrement dévastée quant à la culture des terres, peuplée, ornée de villes, villages & beaux édifices tout autrement que ne le sont les landes.

Cependant la vivification intérieure y manque absolument, & tout y est couvert de brandes & de forêts qui n'ont aucun débouché, tandis qu'on manque de bois presque dans tout le Royaume. Bien des gens éclairés ont été à même de voir cela. Interrogez-les sur cet article, ils conviendront du fait, & n'en donneront d'autre raison que celle qu'ils ont apprise sur les lieux, à savoir, que les gens du pays sont d'une ineptie & d'une paresse dont rien ne peut les tirer.

En cela leur génie est différent de celui des habitans des landes, qui, quoique gênés en tous sens par l'ingratitude du sol, ne laissent pas d'avoir leur forte d'industrie & d'activité. Quant à la paresse, je ne nie pas que ce ne soit un grand mal, sur-tout quand elle vient de la misère, ou qu'elle l'a engendrée; car l'invincible paresse des Sauvages n'est point celle-là.

Laissons à des hommes fertiles en paradoxes & ingénieux dans l'art de les faire valoir à discuter la question, s'il est nécessaire ou non pour le bonheur de l'humanité, qu'elle soit civilisée & nécessitée au travail. Nous traitons de la prospérité d'un Etat, & conséquemment il faut commencer par mettre en fait que tout ce qui tend à sa dissolution, ne peut que nuire. En supposant donc que le peuple Berrichon soit de sa na-

nure inepte & paresseux, je dis & j'affirme qu'on le guérira de ces deux maux, en unissant cette Province au corps de la Monarchie Françoisse, & la conduisant selon les maximes de son gouvernement.

Cette Province est naturellement abondante en laines, en mines de fer, en bois pour leur exploitation, & le fera bientôt en grains, si l'on protège le laboureur, & si l'on use d'abord, pour les défrichemens considérables, de la méthode d'exemptions portées par l'Edit d'Henri IV. dont j'ai parlé ci-dessus; mais ces défrichemens languiroient bientôt sans l'établissement des débouchés & la consommation intérieure.

Or, comme il ne nous en coute pas plus ici pour vivifier les Etats que pour les conquérir, voyons ce que le Roi Pasteur, dont je suis le ministre, feroit dans sa nouvelle acquisition du Berri pour remplir ces deux objets.

En commençant par le premier, il établiroit d'abord de grands chemins pour les grandes routes, & des communications pour les traverses, ainsi que d'un lieu à un autre. Mais comme les habitans de cette Province ne sont pas en assez grand nombre pour pouvoir faire eux-mêmes ces chemins, & que d'ailleurs le Roi Pasteur regarderoit les corvées comme l'abomination de la désolation sur les campagnes, il employeroit ses troupes à cette sorte d'ouvrage, & il en a tant de désœuvrées sur les frontières, que ce seroit l'affaire d'une campagne.

Considérant ensuite sa nouvelle conquête en Ingénieur, & entouré de gens à projets, il remarqueroit qu'elle est au levant & au midi appuyée à des pays de montagnes d'où viennent les eaux, & ouverte au couchant & au nord vers

des pays de plaines où elles se jettent, pour aller se perdre dans la mer. Il ordonneroit alors qu'on lui tracât des plans de canaux de communication. Les eaux prises vers leurs sources moins chargées & moins dangereuses en naissant, rassemblées dans de grandes retenues, ne s'échapperoient plus à leur volonté, c'est-à-dire, par la route la plus courte & la plus basse ; mais soutenues avec économie & portées aux lieux marqués, ne perdroient pas un pouce de pente qu'elles n'eussent eu leur objet & leur utilité.

Dès lors les colons voyant à leur porte un débouché sûr & peu couteux pour leurs denrées dans la Loire, & delà dans les Provinces & cantons du Royaume où la consommation est la plus forte & la plus assurée, s'empresseroient à tirer de la terre ces denrées, & bientôt la campagne s'embellissant d'une part de cette nouvelle culture, vivifiée par la facilité des arrosages, & de l'autre par le coup d'œil des chemins & des canaux régulièrement bordés d'arbres, offrirait le paysage le plus riant & le plus fertile, au lieu des brandes, des marais & des campagnes sèches & pierreuses qui couvrent aujourd'hui tout le pays.

J'ai dit assez que cet accroissement de culture entraineroit celui des habitans. D'autre part, ces nouveaux Berrichons, sûrement moins indolens que les premiers, apprendroient bientôt à fabriquer eux-mêmes sur les lieux leurs laines, &c. La protection du Roi Pasteur & quelques secours pécuniaires ne manqueroient pas pour aider aux établissemens de ceux qui s'industrieroient de la sorte ; & bientôt en état de voler de leurs propres ailes, ils rendroient au centuple au Souverain en subsides peu onéreux, ce

que sa bonté leur auroit accordé d'avances premières.

Tout ce tableau de vivification imaginaire n'est point un être de raison. Des hommes plus que sauvages dans leur origine, arrière-branche cadette de l'humanité, & ne tirant de lumière que de la Loi naturelle bien défigurée, ont fondé un Empire immense de la sorte. Ils l'avoient tellement gouverné par ces principes, que le pays le plus éloigné de leur Empire leur étoit aussi attaché que le pourroit être sa banlieue à un petit Prince, & l'avoient consolidé de façon qu'il a fallu l'invasion d'ennemis miraculeux selon leurs foibles notions, jointe aux circonstances d'une révolution intérieure pour l'ébranler. Je parle de l'Empire des Incas. Qu'on lise leur Histoire dans *Garcilasso de la Vega*, & qu'on juge après de la vérité d'un de mes principes, à savoir, que *les bienfaits sont le bras droit de l'autorité*.

Après cette ébauche tracée d'une partie des soins de notre Conquérant, à savoir, de ceux qui sont relatifs à l'établissement des débouchés, passons à l'autre qui concerne la consommation intérieure. Il est impossible d'établir le premier de ces objets, sans qu'il entraîne l'autre tout naturellement. En effet, ce surplus d'habitans à la campagne, de voituriers & gens employés, & par terre, & par eau, à l'exportation, les hommes qui travaillent à l'entretien & exploitation des canaux & chemins, ces nouveaux manufacturiers, leurs garçons; tout cela, dis-je, doit consommer dans le pays. Les habitans y trouveront les matières ouvrées nécessaires à leur entretien, & n'auront pas besoin de les aller chercher ailleurs. En un mot, la
con-

consommation y sera tout autrement active & considérable.

Mais le Conquérant attentif à multiplier les avantages de sa domination en faveur de ses nouveaux sujets, établira un Parlement à Bourges, pour qu'ils ne soient pas obligés d'aller chercher au loin la justice qui doit naturellement leur être portée sur les lieux. Dès lors tout l'argent qui sortoit de la Province pour l'aller chercher, y demeurera. D'une part, nos Berrichons deviendront bons Juges, & qui est bon Magistrat, est un homme très-précieux dans l'Etat. De l'autre, leurs appointemens, quoique médiocres, & leurs épices plus fortes seront consommées dans le pays, ainsi que le produit des grifonnages de cette armée de scorpions qui les suit; ce qui sera beaucoup pour le Berri, & qui n'étoit qu'une goutte d'eau au lieu où ce produit se consommoit autrefois. Le prix & taux de toutes ces charges de grande & petite Magistrature sera une augmentation de biens pour nos Berrichons, fonds assis sur les terres de Dom Japhet d'Arménie; mais cependant très-réels dès que l'opinion publique les a constamment établis tels.

Les Collèges, Universités, & autres établissemens pour l'éducation de la jeunesse fleuriront de nouveau, & les habitans du pays ne seront pas obligés d'envoyer bien loin leurs enfans à grands fraix pour les élever. Le Gouverneur & les Officiers-Généraux de la Province, obligés de résider sur les lieux dans les tems où leurs Charges à la guerre & à la Cour ne les obligeront pas d'être ailleurs, consommeront encore leurs revenus, & apporteront de l'argent. Les troupes employées aux travaux publics, ou en

quartier de rafraichissement dans ces fertiles contrées, y verferont leur paie & leur travail. Telle est la mise du Souverain. Faut-il s'étonner alors si les sujets la lui rendent avec facilité ? Depuis long-tems les étrangers s'étonnent de voir la France toujours inépuisable, tandis qu'ils l'ont vue si souvent épuisée. Ils nous disent arbitrairement gouvernés en tous les sens ; & il faut avouer que d'une part la légèreté de nos propos, de l'autre certains scandales de détail, nous donnent assez l'air de quelque chose d'approchant. Il est pourtant vrai que du sein de la tyrannie il ne sortit jamais de résurrection : ils le savent, & c'est le principe de leur étonnement en nous voyant toujours renaître ; mais en voici la raison toute simple : c'est que malgré nos écarts de conduite journalière, nous sommes de tous les peuples de l'Europe celui qui s'éloigne le moins des principes de gouvernement ci-dessus établis. Il s'en faut bien cependant que nous n'y soyons, & que nous pensions même à y arriver ; à cet égard mettons la main sur la conscience.

Par les inductions ci-dessus & autres semblables, il est, je crois, démontré qu'une Province peut être imposée dix fois autant qu'elle l'étoit jadis, & être cependant moins foulée ; & que toute l'harmonie de la finance d'un Etat consiste dans le pair de ce change fictif que j'ai établi ci-dessus, & en ce qu'une Province ne paie pas plus qu'elle ne reçoit.

C'est de ce principe que nait celui que j'ai souvent dit, que si le Roi me chargeoit du soin de ses finances (ce dont Dieu le préserve ainsi que moi, car j'ai toute ma vie eu bien de la peine à gouverner les miennes) je ne faurois

d'autre moyen pour l'enrichir, que de diminuer sa recette & augmenter sa dépense. On croira sans doute que la langue ou la tête m'ont tourné : je ne répons pas du dernier point ; mais c'est précisément ce que j'ai voulu dire. Je diminuerois la recette aux lieux où la perception se feroit difficilement, & j'y augmenterois la dépense de l'Etat, sauf à retrouver mon compte par une diminution de dépense aux lieux où l'argent regorge de lui-même. J'expliquerai ailleurs cette idée plus au long.

Ce secret est bien simple (ainsi l'ont été les plus belles & les plus utiles de nos inventions) mais il n'embrasse pas moins tout le système de la circulation d'un Etat. Quand il faut la force & des contraintes pour faire acquitter la dette du peuple, signe certain que cette dette est trop forte, & que le change est au désavantage du peuple : d'où s'ensuit que de contrainte en contrainte, on en viendra jusqu'à le ruiner tout-à-fait. On oppose à cela que le peuple ne paie jamais volontiers, que craignant d'être plus chargé, s'il est exact, il se fait tirer l'oreille, & que les contraintes & garnisons sont plutôt de forme que de nécessité.

Je me rappelle à ce sujet un détail de cette espèce, que j'eus jadis occasion de connoître. Un de mes petits amis, (& je vous avertis que ce sont les bons) faute d'autre débouché, désirait avoir un poste de Receveur des rasses ; il étoit en passe de l'obtenir. Le voilà donc à la quête d'un petit Pérou à vendre. La Recette d'Aurillac & celle de la Rochelle vaquoient alors. Le poste d'Aurillac étoit tenu pour fort bon, celui de la Rochelle très-médiocre. Mon ami, très-honnête & peu ambitieux sur-tout du

bien d'autrui , ne fit pas beaucoup d'attention à la finance ; mais regardant en bon Parisien les Provinces comme le Congo , il vint me consulter pour savoir dans lequel de ces deux cantons on mangeoit la soupe avec une cuillère. Vous vous informez là , lui dis-je , de quel côté vient le vent , tandis que vous négligez un point très-essentiel ; mais je vous dirai , moi qui suis homme d'Etat , & profondément initié dans les secrets de la finance , que la recette d'Aurillac doit être fort au-dessus de l'autre. Il se mit à rire , & m'avoua que j'avois deviné. Or , savez-vous , repris-je , pourquoi je suis forcier ? c'est que je connois le pays , le génie des peuples & leurs ressources , & qu'il en est peu dans vos bureaux , ainsi que dans bien d'autres , qui aient commencé leur cours d'arithmétique par cette première règle. Dans la Haute-Auvergne , pays du ressort d'Aurillac , il y a de l'industrie , du labeur , de l'économie , & sans cela rien que misère & pauvreté. Cela compose un peuple mi-parti d'insolvables & de riches honteux ; car l'aisance & l'envie d'avoir vont rarement chez le paysan sans une politique très-fine en son genre. Celle de ces bonnes gens est de faire les pauvres , crainte de surcharge. De tout cela il résulte que la taille une fois assise , tout le monde gémit & se plaint , & personne ne paie. Le terme expiré , à l'heure & à la minute la contrainte marche , & les collecteurs , quoiqu'aisés , & qu'au fond cette garnison soit fort chère , se gardent bien de la renvoyer en payant , attendu que ces sortes de frais sont d'habitude , & qu'ils y comptent , au lieu qu'ils craignent , s'ils devenoient plus exacts , d'être plus chargés l'année d'ensuite , & voici pourquoi : le Receveur qui connoît bien sur quoi

porte l'affiète de ses tailles, & que ses collecteurs sont solvables, envoie contrainte pour la forme en ce qui concerne le Roi, & pour le fond relativement à lui. Son homme ne fait que se montrer, & sert en même-tems de garnison pour quatre villages. Ne couta-t'il que deux livres par jour au lieu de quatre, comme cela se doit en conscience, c'est toujours huit livres par jour qu'il gagne, & c'est le premier argent qui paie cela. Ce fainéant ne lui coute au Receveur que vingt sols par jour tout au plus, attendu qu'il a son franc repaître dans les lieux de son département: *ergo*... je ne vous dis là que l'*a b c* de la profession; car il est bien d'autres rubriques que vous m'apprendrez. Or, si certaines Paroisses s'avisent d'être exactes, & de payer sans attendre la contrainte, le Receveur qui se voit ôter le plus clair de son bien, se met de mauvaise humeur, & au département prochain, entre lui, Messieurs les Elus, le subdélégué & autres Barbiers de la sorte, on s'arrange de façon que cette exacte Paroisse porte double faix pour lui apprendre à vivre. De tout cela il résulte que le Receveur des tailles d'Aurillac, a un profit sûr, & jamais de perte à craindre. Les gens du pays d'Aunis, au contraire, sont assez volontiers brigands & débauchés comme habitants des bords de la mer. Ce pays abonde en denrées d'exportation, à savoir, en vins, eau-de-vie & en bled; mais de ces deux sortes de denrées, l'une est arrêtée par son abondance, attendu que toutes les terres à portée des débouchés de la partie de la côte qu'on appelle Golfe de Gascogne & Pertuis d'Antioche, sont plantées en vignes jusqu'à quinze & vingt lieues en avant dans les terres, qu'il y a plus de cette

denrée que le Nord n'en demande annuellement, & qu'elle est en conséquence obligée d'attendre que des années de stérilité lui donnent un prix. L'autre denrée est gênée par des ordonnances, & une manutention aussi irrégulière dans ses principes, que nuisible dans ses conséquences. De toutes ces choses combinées il arrive que les habitans du pays d'Aunis ne sont jamais riches, & ne peuvent devenir économes, étant sans cesse dans l'alternative du tout ou rien. En conséquence, le Receveur des tailles est, par une nécessité mécanique, obligé de veiller au recouvrement le plus prompt qui lui est possible. Dans les tems d'engorgement, il perdrait ses contraintes s'il les poussoit aussi loin que celui dont nous parlions ci-dessus, & si même il ne consentoit à attendre, il risqueroit le fonds. Quand les débouchés s'ouvrent ensuite, on lui paie les arrérages, & par conséquent ce n'est pas le tems de faire des fraix : voilà ce qui fait l'imparité réelle de ces deux postes. Mon homme qui comptoit qu'une place de Receveur des tailles ne demandoit d'autre savoir-faire que de l'exactitude à recevoir & remettre les deniers, devint sombre, fut s'informer, & bien & duement instruit, il s'enfuit, & court encore.

Cette narration un peu longue, si elle n'apprenoit quelque chose au Lecteur en passant, paroît aller contre le principe que j'ai établi, que quand il faut forcer le peuple au paiement de sa dette, c'est un signe certain que cette dette est trop forte : en effet, je mets ici sur la scène des Auvergnacs, qui par astuce seulement se font tirer l'oreille, & obligent à user de contrainte ; mais prenez garde que c'est un pur dé-

faut d'administration intérieure qui les force à cette dissimulation ruineuse pour eux.

L'on convient généralement qu'un ordre vague de perception , qui tient toujours en l'air un objet de surcharge pour celui qui met à découvert son bien & son industrie , est de tous le plus fautif, le plus ruineux & le plus semblable à la façon dont les Housards lèvent des contributions dans les malheureux pays qui sont en proie à leurs brigandages : tout le monde pense cela. On a même fait des tentatives pour établir la taille réelle où elle ne l'est pas, & si le succès n'a pas suivi ces tentatives, c'est qu'on n'a pas pris cette opération à la base. Ainsi l'astuce que je suppose ici à des montagnards qui n'ont de grossier que l'habit, est une des branches de cette force employée à la levée des deniers. Mais considérez mon histoire d'un autre sens, & en tirez une conséquence réelle, à savoir, que les meilleurs pays en apparence & ceux que la nature a le plus favorisés, soit par les avantages du sol, soit aussi par ceux de la situation, sont les plus misérables en effet, si la circulation n'y est pas constamment & régulièrement établie. C'est, sans contredit, ce qu'on voit dans le fait, qui est le meilleur des argumens sur les questions où l'on dispute du droit. Dans tous les beaux pays en France, les habitans de la campagne, le paysan est infiniment plus misérable que dans les mauvais.

On peut donc, sans s'arrêter aux exceptions de détail, poser ce principe politique comme sûr & certain, que quand on est obligé d'employer la contrainte pour faire payer la dette du peuple, c'est un signe que cette dette est trop forte selon les proportions ci-dessus. En

général tout homme à son aise aime à s'acquitter, & puisque le Fisc paie avec facilité quand il y a des fonds, lui cependant qui ne peut être contraint à l'exaétitude, à plus forte raison le peuple cherchera-t'il à se libérer des fraix de la contrainte.

C'est, me dira-t'on, précisément ce qui fait la différence : la contribution du Souverain est volontaire, & l'autre est forcée ; en conséquence à forces égales la dernière doit toujours beaucoup plus traîner que la première. On pourroit ainsi m'arrêter sur tous les détails de mes raisonnemens, & m'obliger de la sorte à faire des volumes, tandis que je ne m'étens déjà que trop. Je ne nie pas qu'un des plus puissans moyens d'accélérer la circulation des deux dettes dont il est ici question, ne fût de traiter les peuples comme des hommes, & non comme des automates, de leur faire sentir que leur subvention qui opère le bien général de la société, est un tribut à la nécessité, & non au pouvoir arbitraire. Nous voyons tous les jours des nations qui ne peuvent, en aucun sens, nous être comparées, nous tenir tête par des efforts prodigieux, uniquement par ce secret-là. Mais ceci est hors de mon sujet quant à présent. J'embrasse assez & trop du physique, sans m'étendre encore sur le moral.

Tout le secret donc de la vivification intérieure est que le Prince porte sa dépense aux lieux où sa recette languit, ou que si de plus pressans arrangemens l'empêchent de suivre cette méthode, il diminue du moins cette recette en proportion du reversement qu'il y peut faire ; car je ne connois bourse d'où l'on puisse toujours tirer sans y remettre.

L'Auteur des *Réflexions politiques sur les Finances & le Commerce*, Livre presqu'entièrement destiné à combattre un paradoxe de l'essai politique sur le Commerce, touchant les avantages que ce dernier suppose au haussement des monnoies, fait un raisonnement qui m'a paru terriblement arithmétique. Cet Ouvrage que je crois fort beau, m'a tellement suffoqué de millions & milliards, qu'ils me papillotoient devant les yeux, & que mon intellect sembloit être à la table du Roi Midas le jour qu'il eut la faculté de changer tout en or. Il entreprend dans un Chapitre long & raisonné de calculer comment Louis XV. est beaucoup plus pauvre que ses prédécesseurs. Cela se rapporte assez à un certain axiome d'un ancien qui disoit, qu'il n'y avoit rien de si fou qui n'eût été soutenu par quelque Philosophe. Quoi qu'il en soit, celui-ci ne s'en tire pas mal; mais dans un état de détractions à faire sur les revenus de Louis XV. il commence par cet article-ci. " 1°. L'Auteur du „ détail de la France dit que François I. avoit „ un cinquième moins d'Etats que Louis XIV. „ ainsi il faut d'abord déduire pour ce cinquième 40000000.

Voilà ce qui s'appelle une politique bien dépendante de la science des nombres. Ne diroit-on pas que la terre est un champ semé de livres, sols & deniers, & qu'en étendant son empire, on s'approprie aussi la récolte. En ce cas le Roi de France ne seroit qu'un petit Prince devant le Mogol, le Czar & le Tartare. Il est cependant de fait que les annales entières de l'humanité ne nous montrent aucune puissance approchante de celle de Louis XIV. dans son tems de splendeur, pas même les Romains.

Qu'est la Hollande sur la carte ? Je dis plus, qu'est la France sur la mappemonde ?

Si toute la terre étoit cultivée & vivifiée selon mon système, ce qui fait une idée digne de Sir Politick, encore ne seroit-il pas vrai qu'un Souverain qui accroît ses Etats d'un cinquième, devînt plus puissant en la même proportion : c'est souvent tout le contraire, non-seulement à cause du peu de convenance de certaines possessions, car chacun fait, par exemple, que l'isle de Corse nous vaudroit mieux que les isles de Rhodes, de Crète & de Chypre ensemble ; mais encore en ce que les membres trop éloignés ou obstrués, & où le cœur ne sauroit repousser le sang & le chile nécessaires à la nutrition & répercussion, ne sont propres qu'à épuiser la masse, & faire tomber en langueur le reste du corps.

Prenons une forme de calcul moins fautive, quoique moins arithmétique. Un Prince est puissant en proportion du nombre d'hommes auxquels il commande, & de ce que valent & savent faire ces hommes. Pour démontrer cet article, reprenons quelques-unes des inductions ci-dessus.

Il est prouvé par les faits & par ce que nous venons de dire, qu'un Prince ne peut rien tirer de son peuple qu'il ne soit obligé de lui rendre de la main à la main. Le Roi, selon le Livre d'or dont je parlois tout-à-l'heure, a deux cens millions de revenu. S'il vouloit, comme tout homme rangé, avoir une année de son revenu devant lui, il causeroit un étranglement singulier à la circulation, ou si ce n'est à la première année, elle seroit du moins totale quand il en auroit amassé trois ; ce qui pourtant est bien permis.

Quand Tibère eut cette fantaisie, il fut obligé de remettre de l'argent en circulation en prêtant sur l'hypothèque des terres. Or, un Prince qui prête sur gage, selon le rite du Patriarche Joseph, qui fit faire ce commerce-là au Roi Pharaon, feroit mieux de donner, quitte à reprendre lors du besoin. Ainsi donc le Souverain ne peut recevoir qu'il ne reverse, & par conséquent toute la puissance qui git en millions de revenus, n'est autre chose que recevoir & donner, & le Prince à cet égard n'a aucun avantage sur le garde de son trésor; car nous venons de démontrer que s'il prend où il lui plait & donne de même, il ruine tout. Or, le pouvoir de mettre le feu à sa maison ne fut jamais regardé comme un degré de puissance. Mais en supposant que cet or fût tout à lui, & qu'il pût en faire ce qu'il lui plairoit, si faudroit-il qu'il achetât des hommes pour sa gloire ou pour son plaisir. Or, les hommes achetés valent la moitié moins pour la gloire, & les femmes même pour le plaisir. Le mot célèbre de Cyrus : *Mes sujets me gardent mes richesses*, n'est donc pas si romanesque que le pourroit croire un Conseil des finances; & il est vrai de dire qu'un Roi bien obéi & aimé d'un peuple nombreux & adonné à l'agriculture, dans un pays où la circulation est bien établie, où l'aisance est dans la sécurité plutôt que dans la consommation, où l'économie est d'habitude, de prévoyance & jamais de nécessité absolue, où la police est exacte & sévère, & où la confiance est bien établie entre le peuple & son Souverain; le Roi, dis-je, d'un tel Etat peut se passer d'amasser des trésors, & regarder comme ses revenus tous ceux de ses sujets. Pourquoi cela ? C'est qu'en général les besoins de l'Etat ne sont

autre chose que la nécessité d'un plus grand reversement d'un tel ou tel autre côté ; ce qui ne fait au fond qu'une accélération de circulation dans ces parties-là, & un ralentissement dans d'autres parties. Or, cette nécessité ne sauroit jamais rompre entièrement l'équilibre, si l'on observe les réglés & la balance établie ci-dessus.

Mais, dira-t'on, le Prince a des dépenses à faire au-dehors en tems de paix, & plus encore en tems de guerre, & cette partie qui ne sauroit être reversée sur son peuple, exige une plus forte balance de son côté.

Pourquoi cela ? N'a-t'il pas aussi des revenus qu'il tire de l'étranger ? S'agit-il ici d'ailleurs de la fortune d'un particulier, qu'on peut assujettir à tous calculs de détail ? Le Prince a des Ambassadeurs au-dehors ; mais les étrangers en ont chez lui. Il paie des subsides ; mais c'est à des Puissances pauvres & qui rapportent bientôt cet argent, & celui qu'elles peuvent avoir d'ailleurs, pour emporter de chez nous le fond de leur luxe & de leur consommation.

En tems de guerre c'est autre chose. Il est certain que si nous avons chez nous des haras en bon état, nous ne serions pas obligés de faire passer tant d'argent à l'étranger pour remonter la cavalerie, atteler l'artillerie & les vivres. Quant aux magasins, je ne prêche ici autre chose que de mettre nos terres en état d'y fournir, & de rendre nos communications propres à faire accourir du centre du Royaume à ses extrémités toutes ces fournitures avec plus de facilité que nous n'aurions celles de l'étranger. Pour ce qui est des expéditions éloignées, elles n'entrent point dans mon plan : personne n'ignore qu'elles sont ruineuses, & plus pour les François que

pour tous autres. Ce sont les tems de délire du corps politique ; il n'en est point qui n'ait ses maladies. Je fais que la perfection des choses d'ici-bas, autrement dit, la République de Platon, est une belle & folle idée : ainsi donc il faut des inconvéniens. Il est des maladies indispensables ; mais c'est beaucoup que d'en connoître la marche & d'en prévoir les effets, afin de savoir du moins le remède aux maux qu'on n'a pu prévenir.

La France organisée & vivifiée selon mes principes, n'aura guères d'ennemis à craindre : nous sommes aujourd'hui guéris de la manie de nous en chercher. Quant à ceux que l'envie de notre prospérité & la cupidité d'envahir le commerce de l'univers, pourroit exciter contre nous, peuple fort de génie, de travail, de ressources, & plus encore de cette vigueur d'ame qui tourne tout en passion, nous ne pouvons rien contre lui à cause de ses barrières : que pourrât-il contre nous, quand notre sagesse voudra nous en servir ? Emules autrefois de notre gloire militaire, les Anglois possédoient alors nos Provinces les plus belliqueuses, & sans faire tort à leur valeur toujours reconnue, on peut dire qu'ils gagnèrent des batailles par nos Gascons. Généreux d'ailleurs, ils ne nous haïroient pas si nous étions méprisables comme ils veulent quelquefois se le persuader. Le coup d'œil de nos campagnes, l'air misérable & desséché de la plupart de leurs habitans les irrite & leur persuade notre avilissement ; mais n'eussent-ils de désavantage vis-à-vis de nous, que celui de regarder la Royauté comme ennemie ou suspecte, tandis que nous lui sommes unis & d'esprit & de cœur, c'est un vice intérieur qui tôt ou tard

les forcera à l'action corrosive sur eux-mêmes. Mais loin de me complaire dans des idées de leur décadence, ce qui seroit voir de loin, mon système est de regarder l'humanité entière comme une même famille divisée en plusieurs branches. La branche aînée en Europe doit être la France. Assez & trop long-tems elle a fait voir à toutes les autres, que réunies contre elle, elles ne pouvoient l'accabler qu'en s'accablant elles-mêmes. Il est tems aujourd'hui de leur apprendre qu'elle ne veut valoir que son prix, être l'arbitre du monde pour en faire le bonheur comme celui de son peuple, éteindre tout privilège exclusif, & n'en laisser qu'à la nature & au travail. C'est là la seule Monarchie universelle qui ne soit point un rêve.

Mais je suis moi-même émerveillé du ronflant de ma peroraison. C'est faire un beau saut de la charrue à la Monarchie universelle; Cincinnatus n'étoit rien auprès.

Ce n'est pas la dernière fois qu'on s'apercevra que je laboure un champ fort uni, & qui souffre tout; mais ne vous y trompez pas, tout est ici-bas lié par des chaînons nécessaires, & un bon Traité de l'Agriculture en grand pourroit porter le titre de la thèse de Pic de la Mirandole : *De omni Scibili*; à plus forte raison un Traité de la Population. J'en reviens pourtant à mon principe fondamental : *Aimez, encouragez l'Agriculture*; il n'y a rien de grand & d'utile où vous ne puissiez atteindre par cette attention.



CHAPITRE III.

Justice & Police.

Nous avons dit que les liens d'un Empire étoient la force & la justice. J'ai ébauché ci-dessus comment le Prince peut tirer de son peuple ce qui constitue la force, sans l'épuiser & par conséquent se ruiner lui-même. La justice ne peut être assujettie de la sorte à des mouvemens physiques. Il est de fait néanmoins qu'elle doit être mise en circulation & soumise aux mêmes règles, pour que l'organisation d'un Etat soit parfaite, c'est-à-dire, pour opérer la vraie prospérité. Il faut avouer encore qu'à cet égard nous laissons bien loin derrière nous toutes les autres nations de l'Europe ; mais il est en cela, comme en toute autre chose, moins question de se flatter, que de connoître le mieux & d'y tendre

La Justice n'est autre chose que la conservation des droits respectifs de chaque individu. En conséquence, qui dit la Justice, dit tout, & toutes autres parties du régime politique ne sont que des subdivisions de celle-là. Quand on a dit que les Loix devroient être immuables, on a bien dit sans doute ; car l'inconstance est l'opposé diamétral de la stabilité. Les loix de la création, conservation & régénération sont toujours les mêmes : c'est pour nous le grand modèle. Les Souverains, images ici-bas de la Divinité, ne sauroient trop l'imiter dans cette respectable uniformité. Mais de même que selon les loix même de la nature, la masse physi-

que s'altère en certaines parties, tandis qu'elle profite dans d'autres, le corps politique éprouve de semblables variations, & l'attention du Régisseur général doit être de le suivre dans ses changemens de détail pour remédier au mal inévitable, pour ramener le bien possible.

Je m'explique par un exemple. La cupidité fut & toujours sera le principe de tous les désordres de la Société. Dans les tems grossiers elle opéroit les usurpations, les violences; dans les siècles éclairés elle agit par la subtilité, l'intrigue, la séduction. Le principe est le même, & la loi générale contre la cupidité doit être la même aussi; mais les soins de l'attention, les moyens réprimans peuvent-ils être de la même espèce? Non, sans doute.

L'abondance de l'or & des métaux a fait dans la société les mêmes changemens dans cette partie que dans celle que nous traitons dans le Chapitre précédent. Ils sont immenses au coup d'œil dans la première, puisqu'au lieu de la subvention personnelle, ou en denrées périssables & d'un transport presque impossible, l'or en présente une d'un petit volume, propre à tous usages, & sur-tout presque aussi facile à tirer de loin que de près. Nous avons cependant démontré que ce n'étoit qu'une facilité donnée aux premiers moyens, & non un moyen de plus, & que si le taux & la circulation de cette espèce de subvention n'étoit gouvernée par les mêmes règles qui avoient établi la première & sur les mêmes principes, elle ne pouvoit durer sans entraîner la ruine d'un Etat. Je démontrerai la même chose sur la Justice. Je donnerai même à cet égard quelques-unes de mes idées sur le mieux, puisque j'ai pris cette liberté sur les autres

tres parties. C'est aux hommes versés dans ces matières, & à qui la Providence a départi le génie de connoître & le pouvoir d'agir, d'ajouter aux conséquences & d'en tirer les effets.

Erudimini, qui judicatis terram.

Ramenons le Royaume dont nous parlions ci-dessus, dans l'état où il se trouvoit avant que l'or & l'argent y eussent établi la facilité des communications. Les loix civiles y devoient être infiniment plus simples, puisqu'on n'y connoissoit alors qu'une seule sorte de bien, à savoir, la terre & ses fruits.

Cette idée seule est capable de fixer bien des idées vagues qu'on reçoit, & qu'on répète sans examen. On se plaint tous les jours de la multiplication de Loix, d'explications, de cas, de formes, & autres embarras dont le régime civil se charge continuellement; c'est une suite naturelle de l'extension dans l'espèce & la quantité de nos biens. Sans les rapports intérieurs, les Juges-Consuls, la bourse, &c. nous seroient inutiles. Otez le commerce extérieur, il ne faudra plus ni Amirauté, ni Douannes. Les Avocats, les Notaires, les Procureurs sont au double de ce qu'ils étoient; ainsi sont les affaires, & qui n'a rien n'a plus d'affaires. Plus un bâtiment se charge, plus il lui faut d'étais; plus une ville se peuple, plus les réglemens de police doivent se multiplier. C'est un mal pour chaque individu, cela peut être; mais c'est une nécessité pour le général. Nous aurions trop d'avantage sur nos prédécesseurs, si en découvrant de nouvelles sources de biens & de commodités, nous n'avions pas aquis aussi plus de soins & d'embarras. Un Souverain qui voudroit d'une part, abréger le Code de ses sujets, & de l'autre étendre leur

industrie , chercheroit la pierre philosophale. Revenons.

Les Loix civiles seroient donc très-simples dans l'Etat privé de métaux. La distribution de la Justice seroit, comme parmi nous, un droit de la Souveraineté ; mais à l'administration duquel le Prince seroit obligé de préposer des Commettans, se réservant uniquement les cas majeurs & privilégiés, & donnant d'ailleurs à ses Préposés une autorité sans bornes pour tous autres cas. Ces Préposés principaux seroient encore obligés d'en commettre d'autres dans les différens cantons de leurs départemens, en observant la même hiérarchie ; & passant ainsi de subdivisions en subdivisions, toute l'organisation de la Justice & Police d'un Etat, semblable aux rayons du soleil, partiroit du centre toujours agissant, & se répandroit jusqu'à la conférence pour tout éclairer & vivifier.

Mais attendu que, comme je l'ai dit, les débats naissent des affaires, & les affaires de l'industrie & du mouvement, il y auroit nécessairement plus de tout cela autour du Souverain d'abord, & ensuite dans les lieux où ses principaux agens seroient leur résidence, attendu qu'il y auroit plus de moyens de fortune, plus d'activité, plus d'appas enfin pour la cupidité. C'est ainsi que les biens & les maux se compensent toujours d'eux-mêmes dans les choses d'ici-bas. Il se trouveroit donc tout naturellement que cette partie de la mise du Souverain, qui consiste en la distribution de la Justice, seroit distribuée dans les mêmes proportions que la première qui consiste en force & proportion ; c'est-à-dire, qu'aux lieux d'où le Souverain tireroit le plus de profit, il seroit aussi forcé de

fournir une portion de Justice, s'il est permis de parler ainsi, plus attentive & plus détaillée, & qu'à ceux dont il tireroit moins, il faudroit aussi moins de cette sorte de secours.

Telle étoit & devoit être naturellement l'affiète de la distribution de la Justice dans un Etat sans métaux. Nous avons dit que les métaux étoient agent utile, mais non substance dans le corps politique. Telle donc doit-elle être aujourd'hui, & le Gouvernement sage doit avoir autant d'attention pour conduire cette partie de la circulation d'après ces principes invariables, qu'il en a pour diriger en conséquence l'autre partie dont nous traitons dans le Chapitre précédent, c'est-à-dire, la finance.

En conséquence, comme selon la constitution des choses, tout le suc alimentaire reflue naturellement & nécessairement vers le cœur, & que l'emploi de celui-ci doit être de le repousser avec vigueur jusqu'aux extrémités, telle doit être aussi la marche du suc moral, & de la Justice comme de la finance : sinon une des portions de la mise du Souverain manquera aux lieux d'où il doit tirer sa prise ; bientôt cette portion entrainera l'autre, & la paralysie en sera tout aussi prompte & aussi dangereuse.

Examinons maintenant si nous ne sommes pas déjà dans la voie de cette sorte d'inconvéniens, & supposé que cela soit, le remède est tout trouvé par le même ordre de soins que j'ai tracé tout-à-l'heure relativement à l'autre partie.

Il faut sans doute moins de sang pour la nutrition des extrémités du corps, que pour celle des parties voisines des principes de la vie : aussi la nature y a-t'elle pourvu, & les vaisseaux se subdivisent & ramifient pour se porter dans tou-

tes les parties selon leurs différens besoins; c'est l'état de santé. Mais ce qu'il leur en faut, n'est pas moins indispensablement nécessaire, proportion gardée. La privation du suc entraîne dans ces parties l'engourdissement & la mort, & quoique cette sorte d'atteinte ne cause pas à la masse une révolution aussi subite que le feroit une obstruction dans les parties nobles, toutefois le dépérissement en est d'autant plus fâcheux, que les moyens de rétablissement s'y portent avec moins de vigueur. Il en est ainsi du défaut de circulation dans les parties éloignées du corps politique; mais nous ne parlons ici que de la partie de la circulation qu'on appelle Justice.

Le Souverain, & ce qu'on appelle le Gouvernement, sont en cela, comme en toute autre chose, le principe de la vie: les Tribunaux supérieurs sont les parties nobles; les Tribunaux du second ordre, les artères, & ainsi du reste. Nous sommes d'abord convenus que nous tendons vers la dépopulation; nous en avons déduit les causes de détail, & désigné en quelque sorte les moyens d'y remédier. Examinant ensuite la chose en grand, nous avons touché les grosses cordes de l'harmonie politique, & surtout celle qui est le Dieu de nos jours, *la finance*. Nous en sommes à la Justice & Police: nous venons d'en ramener tout l'art & l'ensemble à ces principes simples, qui seuls en tout art sont la route du vrai. Entrons dans les détails à cet égard. Je me permets tout, certain que je n'ai envie de choquer personne; mais, au contraire, d'être de quelque utilité à mes freres en général & en particulier.

Il est aisé de remarquer chez nous la même

frangurie dans la partie dont il s'agit, que dans toutes les autres. Les Villes, & sur-tout la Capitale sont chargées de plaideurs, chicaneurs, &c. En même-tems que les Parlemens se plaignent que toutes les affaires principales leur sont enlevées, ils se trouvent néanmoins surchargés de travail, malgré l'énorme multiplicité de leurs Officiers, dont les nouvelles créations furent une ressource dans les besoins de l'Etat, & non un effet de la nécessité. Dans le même tems, la plupart des Sénéchaussées, Présidiaux & autres Jurisdiccions subalternes des Provinces & de la campagne tombent & ne sont plus servies; les Charges s'y voient doubles & triples sur la même tête; & j'en connois où un seul Officier est Chef, Membres, & Gens du Roi : de façon que, si l'on vouloit représenter à ce Tribunal, ce ne pourroit être que la scène de Maître Jacques dans l'Avare. Tout le monde fait cela comme moi. En un mot, tout plaide dans les Villes, & ce moyen de force y ramène encore une infinité d'habitans. Or, dans une foule, le plus foible est toujours le plus froissé. La Justice cependant n'est autre chose que l'appui du foible. Cette méthode donc va directement contre l'objet de la chose.

Revenons toujours à ce que c'est que la circulation. Nous avons dit que le Gouvernement devoit repousser sans cesse l'argent aux extrémités de l'Etat, parce qu'il est de l'essence de sa constitution de l'en attirer, ainsi que le cœur repompe & repousse le sang : il doit en être de même de la Justice. Le Gouvernement l'exige sans cesse des sujets en obéissance, amour & subvention; il faut la lui rendre en Jugement & Police.

Mais si le cœur disoit : *Pour être sûr que le*

*chyle, le suc nerveux, celui de la moëlle & des os se fassent mieux, je veux que toute la composition s'en passe ici, il intercepteroit les fonctions de toutes les glandes, & étoufferoit lui-même par l'embarras de tant de suc qu'il ne sauroit renvoyer que corrompus à leur destination : ainsi font tant & tant d'Arrêts du Conseil, du moins à ce qu'on prétend ; & dût-on en donner un pour casser mon Livre, pourvu qu'on le renvoie à ses premiers Juges, je m'en consolerais. Si le cœur disoit encore : *La poitrine me couvre ; il n'est pas juste que ses suc se tirent de si loin, & je m'en charge. La plante des pieds se plaint de ce qu'elle est mal nourrie dans son canton ; je m'en charge aussi.* Ce cœur mal avisé auroit inventé les droits de *Committimus*, & les évocations.*

Si un homme en charge se trouve mieux à la Capitale, qu'il y demeure, & abandonne ses procès au loin à des agens. Si des Moines prétendent que les Juges du canton les tondent de près, c'est qu'ils ont cessé de l'être de par leur Fondateur ; qu'ils se souviennent du mot de saint Ambroïse : *Le premier intérêt de l'Eglise est la charité*, & ils trouveront de bons Juges par-tout. Je fais que tout cela est fort aisé sur le papier, & qu'on me dira que ce n'est que par de bonnes & fortes raisons qu'on a fait ces changemens dans l'ordre civil. Je répons que les inconvéniens de détail ne doivent point nous tirer des principes généraux, que ce sont les exceptions qui ont ouvert la porte à tous les abus, & que sans répéter ici ceux que je viens d'établir, il est de fait qu'injustice *auprès* vaut mieux que justice *au loin* : eh ! quelle justice, bon Dieu ! Je laisse aux Juges, aux Inter-

prêtes, aux Clients à dire ce qu'ils en pensent.

Le Prince ne doit que ce qu'il peut; il doit à tous ses sujets la Justice la plus prompte & la plus commode. Les abus de détail appartiennent à la nature corrompue : il ne tient pas à lui qu'Adam n'ait péché; mais tous les maux de corruption, de faveur, d'ignorance, de hâte, d'impuissance, qui naissent du déplacement; tous ces maux, dis-je, sont des vices du Gouvernement. Il ne sauroit donc trop réserver sa vigilance pour les objets principaux, & renvoyer les détails à leur source. C'est un des principaux secrets pour ranimer la population.

Il est, par exemple, des Tribunaux à qui par leur création on attribua en dernier ressort, les causes jusqu'à la concurrence de deux cens cinquante livres : on les a laissés en cet état, sans penser que deux cens cinquante livres d'alors représentoient mille livres d'aujourd'hui, & conséquemment on a laissé rétrécir leur ressort des trois quarts.

L'accroissement d'ailleurs des affaires, par les raisons que j'ai déduites, eût dû engager à subdiviser de nouvelles attributions à tous les Tribunaux subalternes plutôt que de leur en retrancher. Le Parlement de Paris rend la Justice à un grand tiers du Royaume; le peut-il? Il assure qu'oui, & je dis que non : plus croyable en cela, parce que j'ai vu sur les lieux dans les cantons de son ressort les plus éloignés, combien le pauvre est à plaindre d'être menacé d'un déplacement de cent lieues pour aller plaider dans le pays du monde, où l'argent échappe le plus promptement & le plus nécessairement des mains de l'étranger.

Vous qui voyez un troupeau paître le chaume

voisin, enlevez un mouton à ce berger; ce pauvre homme va porter sa plainte au Juge du lieu: si ce Juge inique ou ignorant adjuge le mouton au voleur, le pauvre perd un mouton. Mais en supposant qu'à trente lieues delà on lui rende justice, il a vendu six de ses moutons pour subvenir aux fraix du voyage & de la poursuite, tandis que le reste a été mal soigné: si cette Justice, en dernier ressort, est à cent lieues, adieu tout le troupeau.

Pierre au village est un Patriarche connu, Laurent est un fripon avéré: le Juge voisin fait cela, & en tire des conséquences au moment où ces deux hommes paroissent devant lui. La Loi le voulut ainsi, & dans sa simplicité première ordonna qu'on eût égard à la réputation personnelle; cette sorte de lumière s'évanouit dans l'éloignement: la distance fait pis encore; elle tourne les différences personnelles à l'avantage du dernier. Les succès de l'honnêteté sont lents & solides, ceux de son contraire sont prompts & passagers; mais ils durent au moins le tems d'une instance, & Laurent dévalise Pierre par les mains de la Justice. Du petit au grand, il est des *Pierre* & des *Laurent* de Villes & de Provinces.

A Dieu ne plaise que je prétende inculper la vigilance du plus ancien & du plus respectable Tribunal de l'Europe; mais Paris seul donne plus d'affaires que trois Provinces; & les Provinces vastes & éloignées de son ressort, telles que l'Auvergne, le Lyonnais, le Berri, le Poitou, la Champagne, devroient avoir leurs Parlemens. J'ai connu plusieurs des Parlemens de Province: par-tout j'ai vu des aigles en affaires, des hommes d'une probité antique & recommandable, des principes élevés d'honneur & de

justice, une connoissance profonde des Loix, des usages & du droit public; des hommes enfin, des Magistrats, des Jurisconsultes, des Praticiens qui auroient brillé à Paris. Si d'une part l'émulation que donne un vaste théâtre; si l'habitude des grandes affaires, & les secours qu'on tire des talens d'autrui dans un Pays où tout se rassemble, concourent à former de grands hommes dans la Capitale; de l'autre, ces avantages se trouvent compensés dans les Provinces par la paix d'un séjour plus tranquille, par l'éloignement de tous appas corrompteurs de la fortune, la facilité de l'étude & des réflexions, toutes choses refusées aux habitans de la Capitale. Et n'est-ce rien que de multiplier dans son pays les hommes de tête & d'étude, les hommes capables de servir l'Etat & les Particuliers? Qu'on prenne garde d'où sont sortis les gens de lettres & de cabinet, les Artistes célèbres qui ont éclairé & illustré la nation; on verra en général que c'est des Provinces, où de semblables écoles animent & instruisent la jeunesse.

Mais, dira-t-on, en proportion de ce que les Tribunaux subalternes sont éloignés de la Jurisdiction supérieure, ils deviennent plus forts & sont mieux servis, & les habitans de leur ressort les regardent comme Juges souverains dans la crainte d'un déplacement qui feroit perdre également les deux Parties. Cela peut être entre deux contendans égaux, ou à peu près; mais sitôt que l'un des deux est plus fort que l'autre, cette crainte de sa Partie est un avantage pour lui. Or, comme le dû de la Justice est d'égaliser tout le monde, il se trouve qu'elle fait en cela précisément le contraire de son devoir. En un mot, tout ce qui attire la Justice hors des

lieux de son exercice, étrangle la circulation & dessèche la Population.

La Police est une autre sorte de Justice momentanée, qui est encore moins transportable de sa nature, s'il est possible, que la Justice réglée, & qui cependant prend parmi nous la même route.

Supposé qu'on établit un jour dans les Provinces des Préposés à la Justice, Police & Finance (acteurs aussi nécessaires sur le théâtre politique que l'étoit la Rancune à la Comédie quand il représentoit à lui tout seul le Roi, le Ministre & l'Ambassadeur, & semblables aux *Missi Dominici* des Empereurs qui détruisirent tout ordre dans l'Empire Romain, & préparèrent sa chute rapide en mettant au désespoir les peuples des Provinces) ces gens-là seroient tout dans l'Etat, s'ils étoient ce que porteroient leur titre & leurs prétentions, & il ne faudroit que trente-deux hommes pour gouverner tout le Royaume. Mais fût-ce le royaume des taupes, ils y seroient bien embarrassés. Dans le fait, ce ne seroient que frelons dans la ruche qui vivroient sur la part d'autrui. Les Cours des Aides & autres de Finance ont un ressort naturel pour cette partie, & dans les cas principaux (l'on en trouve aisément de tels aujourd'hui en fait de Finance) les compagnies ou troupes de Financiers s'adressent au Conseil pour délier le nœud Gordien. Les Parlemens & autres Tribunaux de leur ressort ont la Justice & la haute-Police; & quant aux cas particuliers & momentanés, les Provinces ont leurs Officiers Royaux & Municipaux, Prévôts, &c.

Ces Chryfologues seroient donc un hors-d'œuvre à tout cela; & tout ce qu'ils pourroient

intercepter de ces portions de circulation, ne sauroit former qu'une loupe énorme & accablante s'ils étoient actifs & ambitieux, moindre, mais toujours difforme s'ils étoient tranquilles, & ce qu'on appelle bornés. Cependant ils se mêleroient de tout dans le fait, & cette Jurisdiction bottée empiéteroit chaque jour davantage sur tout autre ordre de Jurisdiction. Qu'arriveroit-il delà ? Séduction, présens, désordres, murmures, plaintes telles que la Police en occasionna toujours; mais avec la différence, qu'au lieu que celles qui s'élèvent contre les Juridictions réglées, sont rarement accueillies de la croyance publique; la moindre voix qui parle contre un Officier isolé & absolu, est sûre d'être accompagnée d'une infinité d'autres par acclamation & par écho.

D'ailleurs, cette sorte de Jurisdiction, si l'on pouvoit l'appeller ainsi, se mêlant d'une part des plus petits détails, n'ayant de l'autre de supérieurs qu'à la Cour, intercepteroit nécessairement tout ordre de Juridictions, & rameneroit presque toutes les affaires à la Capitale; ce qui seroit précisément la direction opposée à celle que nous avons dit qu'il falloit donner à la Justice. Delà la désertion des Provinces, d'où ceux qui seroient en état de vivre à Paris, se retireroient pour toujours, & que ceux qui ne pourroient transférer leur domicile, quitteroient à tems du moins, & ce tems seroit quelquefois de la moitié de la vie. Il est même peut-être à considérer que cette désertion priveroit les Provinces non-seulement de la dépense qu'y devroient faire ceux qui s'expatrieroient de la sorte, à proportion du tems de leur absence, mais encore à proportion de l'augmentation de dé-

penſes que néceſſiteroit l'habitation de la Capitale.

Je ſuppoſe , ſi l'on veut , qu'il ſoit néceſſaire que la Cour commette la réviſion de la manutention de la Police & Juſtice dans les Provinces à des Inſpecteurs paſſagers & amovibles , & en conſéquence moins ſujets à ſe partialiſer dans le pays. J'avertis d'abord que ce dernier motif eſt une chimère. On remarqua en Angleterre que trois mois après l'expulſion du Roi Jacques , les entrées particulières du Palais du Roi Guillaume étoient dévolues aux mêmes gens qui aſſiégeoient ci-devant le Roi détrôné. Oh ! puisſque cela ſe trouvoit chez ce peuple infiniment moins ſouple que nous , chez un Prince éclairé & ſi oppoſé de caractère & d'intérêts à ſon Prédéceſſeur , on me paſſera de prévoir la même choſe chez les Officiers que je ſuppoſe , qui dans le fait ſeroient les Rois des Provinces. De quelle race , tempérament & poil que ſoit la Pagode , on verra toujours les mêmes gens amis , féaux & favoris de l'autorité.

Mais je veux , encore un coup , que cette autorité de réviſion ſoit néceſſaire ; en ce cas , les plus graves Magiſtrats , les Conſeillers d'Etat les plus recommandables ſeroient-ils trop bons pour exercer un emploi d'une telle confiance & ſuprématie ? Au lieu de cela , je ſuppoſe qu'un jeune homme , à peine ſorti des bancs de l'école , achetât une charge de paſſe-par-tout , qu'il s'exerçât quelques années dans une partie judiciaire , au bout deſquelles il partît pour une Province , & le voilà devenu l'arbitre ſouverain des fortunes & des vies des citoyens. A peine ſorti d'un noviciat ſi fatal aux peuples , il les laiſſe à un autre commençant , & court faire un

second apprentissage dans quelque autre Province différente de la première en mœurs, loix, usages & industrie; apprentissage plus dangereux encore que le premier, en ce que le nouveau Préfet se croit plus habile; & quand à force de bévues, il commence à être instruit, il retourne à la Capitale, & rentre dans l'ordre civil qu'il avoit quitté il y a vingt ans: *Hoc fonte derivata clades*. Il est très-certain qu'un Etat gouverné de la sorte, déchoiroit de ses forces réelles, & que la principale cause de cette décadence seroit la trop grande autorité & confiance accordées à ces *intrus*. Il y auroit sur cette matière dequoi faire cent volumes, dont chaque page contiendrait des raisonnemens plus convaincans, & des faits plus démonstratifs les uns que les autres.

Supposé que cette autorité amphibie fût nécessaire, ne suffiroit-il pas qu'on laissât en ce cas à ceux qui en seroient revêtus, la direction de ce qui concerne la finance? Cette partie sera sans doute assez étendue & importante chez nos neveux, pour en faire encore les premiers hommes de l'Etat, & en vérité je crois que c'est assez; mais la Justice & la Police sont des ressorts trop précieux & trop sacrés pour devoir en confier jamais la direction en chef à des mains profanées par la rouille des métaux. *Avilir* l'autorité est synonyme à *Panéantir*. Les Rois pensent quelquefois pouvoir transformer les hommes par les honneurs: ils le peuvent à un certain point; mais ce point est délicat, & qui l'excede, ne tient rien. Le casque sur la tête du lion, lui rend l'air plus noble & plus fier; sur celle de l'âne, c'est une caricature risible & pitoyable.

Comme j'ai dit ailleurs que le chef-d'œuvre de l'industrie humaine au physique étoit l'Agriculture, je pourrois avancer ici que le *Droit*, proprement dit, l'est au moral. On ne m'a rien appris dans l'enfance, moins encore dans la jeunesse, & je me suis appris peu de choses depuis. Il s'ensuit que tout m'étoit neuf, hors le métier unique auquel on m'avoit élevé, & pour lequel on n'a eu que faire de moi : en conséquence, j'ai été précisément le contraire du Sage d'Horace, qui ne doit rien admirer; car à mesure que j'ai voulu considérer les différens ressorts de la société, les sciences, les arts dont l'humanité s'est enrichie, tout m'a paru admirable & profond.

Rien cependant ne m'a plus étonné en ce genre que le Droit. Que de lumières naturelles! Quelle droiture de sentiment & de réflexion démontre cette belle science dans ses Fondateurs, Instituteurs & Réformateurs! Quelle vigilance de détail a enfanté la multiplicité de procédures dont les plaideurs impatiens murmurent, faute d'en connoître le principe & les conséquences! Quel contre-poids! Quel remède aux vices naturels d'un Gouvernement militaire en sa constitution, que l'introduction des Tribunaux toujours fixes & agissans, scrupuleux conservateurs des formes auxquelles le pouvoir éclairé a bien voulu s'astreindre prévoyant le regne du pouvoir aveugle! Que de sagesse dans l'ensemble de cette structure, si c'est l'ouvrage de la prudence! Que de bonheur dans les divers incidens qui l'ont amenée à ce point-là, si c'est un effet du hazard!

J'ai ouï de glorieux descendans des anciens Preux se plaindre que notre nation seule entre

les modernes avoit perdu le droit d'être jugée par ses Pairs. Je ne fais s'il ne seroit pas plus difficile de prouver ce fait que d'en disputer; mais à voir la chose dans le point de vue où je la considère, la Magistrature est un état à part en France, & je ne vois pas en quoi l'on peut trouver la disparité. Quand Dieu daigna se désigner un culte, il voulut aussi que ses Ministres fissent un état distinct & séparé de la société. Je sais que cela a ses inconvéniens, & où n'y en a-t'il pas? Je pourrois même les détailler. Faudroit-il à cet égard parler pour les petits? Je dirois que l'homme le plus charitable peut sentir intérieurement combien il lui est aisé de se surprendre à faire moins de cas d'un pauvre né obscur, que d'un homme né quelque chose. La Loi elle-même a senti qu'on ne pouvoit empêcher cette différence, & a voulu qu'on y eût égard; le pauvre est décrété de prise de corps sur les mêmes semi-preuves qui ne portent que le décret d'ajournement contre un homme de condition.

La Loi est sage en cela, parce que l'homme domicilié a plus de choses qui sont caution à la Justice de l'exercice de ses fonctions, l'homme de condition est censé avoir l'honneur en sus.

Mais l'accusé quelconque est citoyen, il est au moins homme; la Justice une fois assurée de sa personne, cette personne lui est aussi chère que toute autre. Cette personne intéresse plus à quelques égards tous ceux à qui elle est analogue, & par conséquent un plus grand nombre d'hommes. Il faut que la Justice convainque non-seulement du crime, mais même de l'équité de ses procédures. Le pauvre peuple croiroit-il jamais qu'un Magistrat de profession aura

autant d'attention à quelqu'un de sa classe, qu'à un homme de la classe du Magistrat, lui qui croit voir chaque jour le contraire ?

D'autre part, de quel œil les Grands verront-ils la sellette au pied d'un Tribunal occupé par leurs inférieurs ? Dans une Cour célèbre un Juge y voyant un Gentilhomme, & sachant que l'accusé alloit avoir des Lettres de grâces, dit à ses Confreres : *Messieurs, allons en avant, & faisons sentir à la Noblesse notre autorité.* Ainsi donc tous les états auroient des raisons, valables pour recuser au criminel les Magistrats par état, & impairs de tout le monde.

Quant au Civil, on pourroit dire aussi qu'un Gentilhomme aura confiance en ses semblables; qu'un soldat fera sagement jugé par des gens de guerre; qu'un savetier trouvera le point réel d'une contestation entre gens de son état; que chacun ainsi craindra la justice, & non ses Juges. Mais comment composera-t-on les Cours destinées à porter des Jugemens entre gens d'états différens ? On voit par les exemples de la fidèle impartialité des Jurés-Experts, &c. les inconvéniens où jette la nécessité de livrer les discussions à cette sorte de parité. S'il est des nations où la Justice soit exercée selon ce système de parité, je doute que la Police qui y regne, fasse honneur à cette spécieuse spéculation.

Dans la nécessité donc d'une disparité indispensable, le plus sûr pour le citoyen est de relever l'état de la Magistrature au lieu de l'avilir. Outre qu'il est dans la nature humaine que le respect du Magistrat ajoute beaucoup à celui qu'il est nécessaire qu'on ait pour les Loix, c'est que, d'entre les inconvéniens opposés que j'ai cités

cités ci-dessus, je crois ceux qui naissent de l'envie beaucoup plus à craindre que ceux qui viennent de la dureté. Je sens que l'amour que j'ai pour les petits, est dans le cœur, & celui pour les grands, dans la réflexion, & peut-être que si je devenois premier Ministre tout-à-l'heure; si, comme je l'espère, je ne prenois pas un malin plaisir à abaisser les Grands, j'en aurois l'obligation à l'avantage d'être parvenu à l'âge mur, dans un état de vie privée & réfléchissante.

La vénalité des Charges de Magistrature en France a souvent aussi fait une pierre de scandale. Que les Compagnies se considèrent elles-mêmes dans les tems de trouble & d'émotion, & qu'elles voient ce qu'elles seroient, si le scrutin leur donnoit des Confreres. Que l'autorité se rappelle les siècles de fer, où l'on établit & multiplia les Jugemens par Commissaires, & qu'elle juge si les Compagnies recrutées uniquement à la nomination de la Cour, seroient autres choses que des bandes de Commissaires.

Le surhaussement du prix des Charges à un certain point, est un mal, en ce qu'il écarte des places & des Tribunaux la médiocrité de la fortune, compagne ordinaire du vrai mérite; mais le luxe & les folles ou inutiles dépenses introduites dans les mœurs des Magistrats, & qui petit à petit passeront en usage & deviendront ~~de~~ *de* ~~ce~~ *ce* ~~ence~~ *ence*, sont le vrai principe de ce mal. On se rappelle encore avec admiration la modestie & la simplicité des mœurs des anciens Magistrats, à qui la France doit sa conservation, & la Maison Royale sa Couronne. Mais il n'en est pas moins établi aujourd'hui qu'un homme, eût-il tout le mérite des De Harlai, De Thou, Duranti, Molé, &c. ne sauroit occuper une

place de Président à mortier à Paris, s'il n'a de quoi tenir un état considérable, & une grande table dans les Vacations, outre l'énorme prix de sa Charge qui ne lui rend rien.

Le luxe gagne cet état précieux & respectable comme les autres. Tels qu'ils sont cependant, c'est encore celui de tous où l'antique désintéressement des François s'est le mieux conservé. Nul ne fait plus pour l'Etat & ne lui coute moins (bien entendu que je ne comprends en ceci que les Magistrats, & nullement tout l'attirail de la chicane.) Sa propre considération, beaucoup trop rétrécie selon moi, lui suffit. Je n'ai suivi qu'un procès en ma vie, mais en différens Tribunaux, & c'est bien assez pour un spéculateur; c'est bien assez, dis-je, quand on l'a perdu : je n'en dirai pas moins cependant que j'ai trouvé chez les Juges des domestiques affables, des maîtres patients, attentifs, qui m'écoutoient, qui m'entendoient, & que je ne pouvois, en sortant, m'empêcher d'admirer & de plaindre. Tout est client & clientèle dans le Royaume : je demande en quels autres lieux & bureaux on trouve cela.

Mais les Juges ordinaires & les Tribunaux naturels eussent-ils toutes les prétentions ensemble, des vues d'ambition de toute espèce, un esprit de despotisme habituel, une fierté de mœurs incompatible avec la véritable équité, le tranchant & le dur d'un Prévôt enté sur la morgue du Tribunal, une balance enfin à tout poids & à toute mesure, &c. je ne fais sur quoi l'on pourroit espérer de trouver mieux dans les Juges d'attribution & de Cour. L'état de l'homme en général est une maladie habituelle; mais les plus mal-sains de tous sont ceux qui respirent l'air

le plus corrompu. Toutes choses enfin étant égales, je le répète encore, *mieux vaut injustice auprès, que justice au loin.*

Les gens partiaux trouveront peut-être que j'en accorde beaucoup à la Magistrature, & cela précisément par l'habitude contractée depuis long-tems, de lui vouloir tout ôter; c'est peut-être ce qui dans d'autres tems la rendit plus portée à usurper. Je tâche de ne point confondre les êtres, & je pense en même-tems que jamais gens de Justice ne furent propres au gouvernement en grand. Mais n'est-ce rien que d'entretenir la concorde entre citoyens, d'assurer l'état des fortunes privées, qui prises ensemble, composent la fortune publique, de conserver le dépôt sacré des Loix, de représenter la Police authentique, de fixer l'état des citoyens? Je l'ai dit, toute société déclinera toujours en proportion de ce que ces fonctions y seront moins estimées.

Au reste, le ressort principal, le plus important, comme aussi le plus délicat de la Justice & Police, ce sont les *mœurs*. De même que la charité éclairée cherche moins à secourir les pauvres qu'à empêcher ses semblables de le devenir, la véritable Police, la Police digne d'un grand Prince, d'un pere du Peuple, de l'Oingt du Seigneur, consiste moins à punir les crimes qu'à sécher le germe des vices en réchauffant & faisant éclore celui des vertus. Divine vertu! quand les hommes n'auroient ici-bas de propriété exclusive que celle de te connoître & de t'admirer, n'en seroit-ce pas assez pour que l'humanité méritât d'être heureuse & respectée; & pour nous faire un devoir d'employer nos foibles talens à mettre dans tout leur jour ses véritables intérêts?

Il n'y a dans le monde que le vrai & le faux ; c'est ce qui constitue le bien & le mal. Nos passions n'ont rien en soi qui ait un caractère décidé ; elles ne sont que mobile nécessaire. Dirigez-les vers le vrai, ce sont des vertus ; vers le faux, ce sont des vices. Cette direction ne peut partir dans un Etat que de son pivot, le *Prince*. Maître des biens physiques par sa puissance, il l'est aussi des biens moraux par l'opinion : *Regis ad exemplum totus componitur orbis.*

Il paroîtroit s'ensuivre de cette opinion, que tout Etat qui a un Souverain vertueux, doit être sous l'empire de la vertu ; d'où l'on pourroit conclurre que fonder des vices accrédités dans un Etat, feroit en accuser la personne du Souverain ; ce qui sans doute est un sacrilège pour un citoyen homme de bien. Mais il s'en fait bien que cette induction ne soit juste. Le soleil porte dans son sein cette chaleur vivifiante qui est l'ame de toutes productions ; il la distribue également par-tout. Ici elle excite la fécondité ; ailleurs elle assemble les orages ; plus loin elle sèche des sables arides. Le principe est uniforme & constant ; les accessoires en changent les propriétés. Ce sont ces accessoires qu'il faut principalement considérer dans la constitution du corps politique. Tâchons d'en faire la recherche dans la nature des passions.

L'ardeur d'acquérir est le principal mobile de l'humanité. Toutes les passions (si l'on en excepte quelques affections brutales qui n'ont qu'un objet momentané, & qui sont trop basses pour être comprises dans l'ordre des passions) se réunissent en cet unique point. Ce bloc de passions, toutes les mêmes dans leur principe, doit né-

cessairement s'entre-choquer dans ses parties, & ce sont les éclats dangereux qui partent de ce choc (éclats propres, s'ils n'étoient réprimés, à embraser & dissoudre à chaque instant la société) qui nécessitent l'attention de la Justice & Police.

Il n'appartient qu'à Dieu, toutefois par un miracle toujours subsistant, de contenir dans des bornes prescrites un Océan d'eaux toujours mobiles, & dont la masse paroît recevoir à chaque instant des accroissemens. Ce miracle passe également l'intellect humain & son pouvoir. Un habile Ingénieur appelé pour garantir un pays des eaux qui le noient, n'imaginera pas de les contenir dans des retenues : ce seroit un projet fol ; mais il considérera de quel côté il peut leur donner un débouché facile, & qui débarrasse le pays submergé. Il fera mieux encore ; il tâchera de les diriger de façon qu'elles puissent devenir utiles & profitables. Ces eaux sont la cupidité humaine. En vain chercheroit-on à les tarir ; leur source est dans une portion de la nature indépendante du Gouvernement ; plus follement encore entreprendroit-on de les contenir, leur volume croît à chaque instant ; il faut changer leur cours & les diriger vers l'utilité publique.

Examinons maintenant quelle est cette utilité, purement en calculateur & non en philosophe. La cupidité est insatiable. Les biens physiques sont bornés, les biens moraux sont immenses : donc la cupidité doit être dirigée vers ces derniers, puisque ce n'est que par ce moyen que la cupidité de Pierre peut se satisfaire sans choquer, aigrir & combattre celle de Paul. Je dis plus ; le pouvoir du Gouvernement est infi-

niment plus étendu dans le moral que dans le physique : je le prouve. Les biens physiques sont la santé, la jeunesse, la force, la beauté, la richesse, les dignités. De ces six portions deux seulement dépendent du Gouvernement; le reste vient de la nature qui ne reçoit de loix que de son instituteur. Il est vrai que le Gouvernement peut détruire les autres; mais il ne les sauroit donner. Or, j'ai souvent dit que le pouvoir de détruire n'en est point un, & cela se fait, puisque le dernier des misérables peut, par un coup de désespoir, détruire un Potentat. Les biens moraux sont le désintéressement, l'honneur, la gloire, la générosité & tout ce qui vient de la magnanimité; la probité, la justice, la fidélité & tout ce qui appartient à la vérité; la paix, la charité, l'amour & tous les sentimens qui lient véritablement la société; la vertu enfin, mot général qui comprend tous les biens d'ici-bas, & dont chaque partie est si belle & si délicieuse, que l'homme le plus corrompu ne peut s'empêcher de l'admirer dans autrui.

Ce sentiment d'admiration est une preuve du germe inné qui fermente en nous, que l'amour des faux biens, l'habitude & l'exemple ont émoussé dès l'enfance, & qui ne peut jamais être étouffé. Or, je soutiens que le Gouvernement peut par des attentions de détail, mais constantes, suivies & toutes dirigées sur un grand plan, nous porter tous ou presque tous vers une ou plusieurs de ces vertus (car chacune d'elles va rarement seule) & faire germer en nous ce principe favorable, souverain bienfait de l'Etre suprême. Chacun sent la vérité de ce que j'affirme ici; l'Histoire la démontre par les faits; j'en déduirai quelques détails.

A l'égard de ce que je dis que ce champ est immense , & que les passions des hommes ne risquent point de s'y entre-choquer, c'est encore une vérité qui frappe l'entendement au moment où elle se présente. Qu'un homme aqière une gloire éclatante dans le ministère étranger ou civil, à la tête des armées, dans la Magistrature, dans les arts, &c. pour un petit nombre d'envieux qui en gémiront en secret, tout le reste y applaudit avec joie. Et quant à ce qui est des machinations de l'envie, examinez-en le principe, c'est presque toujours un amour bas des biens physiques.

Ce n'est plus le siècle où les Chevaliers Bayard, les Montholon, les Duranty mouroient aussi pauvres qu'ils étoient nés. Une haute réputation entraîne d'ordinaire une grande fortune, ou des places honorables, & dont le nombre est borné. Ce sont là les choses que l'envie prévoit & dévore. Crillon, Catinat, & d'autres que j'ai connus de plus près, n'avoient point d'envieux dans leur retraite; mais des admirateurs que leur vue seule enflammoit d'un utile désir de les imiter. Je ne nie pas cependant qu'il n'y ait des vocations d'envieux comme de toute autre chose. Aussi, quand j'ai dit que le Gouvernement pouvoit nous rendre tous vertueux, ai-je ajouté, *ou presque tous*; & quand j'ai choisi la gloire entre toutes les vertus pour établir mon principe, on ne peut m'accuser d'avoir choisi à mon avantage; car c'est de toutes, celle qui a le plus d'éclat, & qui par conséquent est la plus propre à exciter les contradicteurs. Mais est-il décidé que le principe, qui, corrompu, dégénère en envie, bien dirigé, n'eût pu devenir émulation? J'en doute.

Je dis donc que le pouvoir du Gouvernement a plus d'étendue sur le moral que sur le physique : je dis qu'il est de son intérêt de conquérir dans ce champ immense & sans bornes ; & s'il étoit question de prouver que l'intérêt, même physique, bien entendu devoit nous porter de ce côté-là, la démonstration seroit aisée & même triviale. Je me contenterai à cet égard de renvoyer au pas des Thermopyles, où trois cens Spartiates arrêterent un million de Perses.

Il en est ainsi de toutes les vertus : elles doublent, triplent & centuplent les forces réelles & physiques d'un Etat. En vain ferez-vous naître des hommes : si vous ne les rendez bons, sans que la foudre s'en mêle, ils s'entre-détruiront les uns les autres. Les Arabes & les Tartares ne sont pas encore assez séparés dans les déserts immenses qu'ils occupent & dévastent.

Mais la vertu est assujettie à des règles de circulation, ainsi que tous les autres ressorts politiques. La vertu du plus simple particulier a trait dans sa sphère à l'avantage de son canton, & par contre-coup à celui de l'Etat. Par ce rapport, le Souverain repompe toutes les vertus de la société ; il doit aussi les rendre & les repousser jusques dans les plus bas étages. Si sa Personne, si son Conseil ne sont occupés que de l'intérêt physique, les sous-ordres qui ont moins de principes d'élévation & d'occasions de les faire paroître, ne penseront qu'à l'intérêt aussi ; & cette idole de la basse cupidité déifiée ainsi d'hierarchies en hierarchies, parviendra jusqu'au peuple, qui, borné par l'éducation & avili par des fonctions pénibles, est moins propre à imaginer le grand & sentir le vrai, que toute autre classe de l'humanité. Dès lors plus d'obéis-

sance que forcée & éludée par adresse, plus d'amour que feint & faux, plus de patriotisme, plus d'autre lien enfin de la société que ce vouloir incompréhensible de la Providence, qui maintient quelquefois les Etats pour confondre notre raison, quand tout semble concourir à leur perte, jusqu'au moment où elle a décrété leur chute, & où retirant sa main toute-puissante, tout vole en éclats, comme feroit le monde entier, si la balance des élémens étoit perdue.

Or, comme, autant qu'il m'est possible, je prétens ramener au simple tous les rapports de la manutention politique, je ne m'écarterai pas dans la partie que je traite actuellement, de mon principe général, qui est que le Gouvernement ne doit se réserver que les grands ressorts de la machine politique, persuadé que quand ceux-là seront en règle dans ses mains, les détails iront d'eux-mêmes. Si le Prince honore les hommes d'or, je ne dis pas de la protection qui est due à tout le monde, mais de sa familiarité, du crédit, de son attention marquée, des choses enfin qui attirent la considération; s'il sourit à une mésalliance honteuse d'un Grand, & autorise par-là l'axiome des effrontés qui disent que c'est le seul moyen de relever la Noblesse; s'il permet que les services soient mesurés au poids de l'or; si quand il voudra départir quelque faveur domestique, il attribue au protégé quelque part & portion de finance, sans prendre garde si cet heureux est d'un ordre à ne pas rougir de ce trafic; toutes ces choses & une infinité d'autres qui pourroient paroître de peu de conséquence à l'affabilité du Prince, accroîtront à l'excès la cupidité de l'or & l'avarice, & causeront en conséquence des ravages infinis dans

l'Etat. Si, au contraire, le Prince renvoyant les gens de fortune à leurs fonctions & à leurs places naturelles, réserve les distinctions, les places & la précieuse familiarité pour le mérite uniquement ; si les belles actions sont honorées, les actions honnêtes remarquées, les grands talens accompagnés de grandes vertus, tirés de la foule & mis sur le flambeau ; si le mérite des pères sert de titre aux enfans pour espérer, & d'encouragement ; si le plus grand nom prostitué n'obtient que disgrâce & marques d'indignation, bientôt vous verrez changer la face de la terre : de dignes Chefs ne placeront en sous-ordres que leurs semblables ; de grades en grades, de subdivisions en subdivisions, la vertu reprendra la première place qui lui est si justement acquise ; elle étendra ses rameaux dans toutes les parties de la société.

Je l'ai dit, l'or est corrompateur, & il accélère à cet égard la pente naturelle de toutes les choses humaines vers leur décadence. Nous en discuterons les raisons dans la suite de cet Ouvrage. Plus notre industrie l'attire parmi nous, plus nous devons être attentifs à remédier par le régime ci-dessus, à ceux de ses effets qui sont pernicious.

Depuis que la branche de la Maison Royale qui regne aujourd'hui est sur le trône, nous avons eu quatre regnes de Souverains doués de grandes vertus de Prince & de particulier. Il est néanmoins de fait que nous nous sommes fort corrompus. Que seroit-ce, si ces métaux dangereux nous étoient parvenus sous des Princes cruels, injustes, avares, emportés ? La corruption se glisse, revêtue des beaux noms d'adresse, d'habileté, de gout, &c. Je le répète : *Il n'y a dans*

le monde que le vrai & le faux ; c'est ce qui constitue le bien & le mal. Tout ce qui ne tend pas au vrai, loin de nous éclairer, nous aveugle d'autant plus irréparablement, que l'ignorance absolue se connoit & se défie d'elle-même, au lieu que la fausse science enivrée de présomption, dédaigne tout ce qui n'est point elle.

Voudriez-vous me nier que nous ne nous corrompions ? Suivons la trace de nos écrits, la règle est sûre. D'une part ils peignent les mœurs, de l'autre ils les font. Vous ne trouveriez d'abord que Romans de Chevalerie, romances & fabliaux jusqu'aux tems de la régénération des Lettres. Ces nouveaux dons apportèrent leurs biens & leurs maux ; & tandis que l'Etat se formoit par les secousses & crises domestiques qui lui causerent tant de travaux, l'histoire & les mémoires particuliers peignent l'état violent & les troubles, jeux de l'intérêt en grand, & de l'ambition. Nos Romanciers imaginoient alors ; mais c'étoit encore des Cirus, des Amadis, des Dom Galaor, preux Chevaliers, amoureux fantastiques, mais plus verbeux & plus abondans en complimens & conversations alambiquées, que ne l'étoient leurs ancêtres. Enfin, le pouvoir se réunit à son principe, & se trouvant dans des mains dignes de le régir, le calme intérieur succéda à la tempête, les arts parurent & bientôt fleurirent, le gout se forma, nos écrits marquèrent le beau siècle autant que nos exploits. La Princesse de Clèves, & un petit nombre d'autres Romans marqués au même coin, peignoient un genre de galanterie & de mœurs inconnues à nos anciens, & déjà oubliées parmi nous. Jouissant des mêmes loirs, qu'avons-nous enfanté depuis ? Certaines sciences de détails se sont

perfectionnées; mais je ne parlerai que de ce qui peint les mœurs. Nos prétendus Philosophes, tantôt sous un manteau, tantôt sous un autre, quelquefois à découvert, ont attaqué les Loix divines & humaines. Nos docteurs ont en mille manières calculé l'intérêt, & nos Romanciers ont alambiqué le désordre & l'infamie. Pensons-nous que la honteuse mollesse qui engendre ces ouvrages monstrueux, défigure moins l'humanité que l'espèce de férocité qui enfanta jadis de gigantesques Chevaleries? Mazulhim est aussi éloigné d'atteindre à l'état d'homme, que Roland le dépasse. Nos peres eussent vomis sur de telles images; elles nous amusent aujourd'hui, parce qu'elles nous ressemblent.

Non-seulement ces délires d'une imagination corrompue peignent les mœurs, mais encore ils les font. La jeunesse y puise avidement le poison d'une indigne volupté; & supposé que dans l'âge mur on échappe à ces fatales impressions, que trouve-t-on ensuite pour nourrir l'esprit dans sa maturité? des ouvrages qui sous l'appas d'une fausse liberté, mettent en question tout ce qui fut utilement mis en fait depuis deux mille ans, qui détachent l'esprit & le cœur du culte de l'Etre souverain, & du respect pour les Puissances établies; des ouvrages qui détruisent tout & n'édifient rien, qui mettent enfin le poids & la mesure aux mains de chaque individu.

C'est bien à vous, me dira-t-on, qui sans aucune mission, réglez les Etats dans votre cabinet, à condamner la liberté dans les écrits. Oui, c'est à moi qui pourrois peut-être mieux qu'un autre en faire des méchans, si je voulois. Je soumets chaque page, chaque ligne de cet

Ouvrage au censeur le plus austère. S'il y trouve que nulle part je prêche l'esprit de discussion & d'indépendance, que j'éloigne en aucun endroit mes Lecteurs de ce qu'ils doivent à Dieu, aux Loix & au Souverain, je me sou mets aux peines que méritent les Ecrivains dangereux, &, selon moi, elles ne seroient pas petites. Si pour quelque chose je m'écartois des principes de douceur & d'humanité, que je prêcherai sans cesse tant que j'aurai de la voix, ce seroit pour des hommes de ce genre. Mais non : les Ecrivains méritent, selon moi, une attention toute particulière de la part du Gouvernement. Sitôt que j'en connoitrois un qui viseroit à faire un mauvais usage de ses talens, je lui désignerois un autre emploi avec soin & encouragement : je le soutiendrois de la sorte contre sa propre foiblesse ; & supposé qu'il fût de ce petit nombre de gens qui n'ont de talens que pour le mal, je lui arracherois telle plume, que je l'empêcherois bien de voler.

Je ne prétens point établir ici la république de Platon. Il est toujours tems d'agir à cet égard, & d'agir utilement sans pédanterie. Vainement diroit-on qu'il y a tant de mauvais Ouvrages, qu'il seroit inutile aujourd'hui d'en arrêter le cours. Heureusement tout est de mode & passager parmi nous, & à la réserve de quelques-uns, les Ouvrages les plus dangereux sont les plus promptement oubliés. Régions nos écrits ; purifions nos théâtres, & leur donnons le ton noble qui convient à la plus brillante des nations. Ces soins de détail portent par mille rameaux sur la masse entière du corps politique. La vertu attaquée dans toutes les parties, doit aussi être par-tout défendue.

Mais l'article des mœurs est trop important pour ne pas demander un Chapitre à part. J'en ferai même deux, l'un sous ce titre, l'autre sous celui du luxe. Mon objet ne fut jamais de faire des traités de morale; mais les mœurs ont infiniment plus d'influence dans la société que les Loix. C'est par les mœurs plus que par tout autre ressort, que le Gouvernement peut fixer la prospérité d'un Etat, ou en accélérer la décadence. Les mœurs donc doivent être le principal point de vue d'un populateur.

Concluons cette partie, & disons en somme que la Justice & la Police font la plus intéressante partie de la circulation. Les canaux de cette circulation sont établis en France; il ne s'agit que d'en réparer les conduits, les entretenir, & en faire usage.

CHAPITRE IV.

Les Mœurs.

LEs Mœurs, je le répète, sont non-seulement le tableau vivant de l'état de la société, mais en sont encore le ressort principal.

Elles en sont le tableau. *O Ville venale!* s'écrioit Jugurtha en sortant de Rome, *tu aurois bientôt un mattre, si quelqu'un étoit assez riche pour t'acheter.* Ce scélérat endurci dans le crime, ne put se refuser à un mouvement d'indignation sur la perversité & la corruption de ses Juges. Mais ce sentiment de lumière échappé aux ténèbres d'un cœur corrompu, n'avoit qu'à naître dans une âme plus noble pour y porter

le décret & les moyens de la plus complète des révolutions. César uniquement avide de gloire , eut à peine conçu que l'autorité étoit un échelon nécessaire à ses projets , qu'il comprit qu'il n'avoit qu'à tout prendre d'une main & tout donner de l'autre , pour changer en esclaves les maîtres de l'univers.

A remonter dans les anciens tems de Rome , la plus cruelle oppression ne put déterminer le peuple entier à d'autre acte d'hostilité contre ses Chefs , qu'à se retirer en concours , & menacer d'abandonner les murs & le territoire de la patrie.

Depuis il fallut l'exemple d'un pere forcé d'égorger sa fille de ses propres mains , afin de la ravir à la plus honteuse & la plus absurde des tyrannies , pour engager la nation entière à demander compte à ses Magistrats d'une administration & d'un pouvoir extorqué.

Dans Rome assujettie , & peu de tems après la révolution dont je parlois tout-à-l'heure , on vit les citoyens s'entr'égorger pour la préférence disputée entre deux farceurs.

Les Loix fondamentales de Rome avoient peu changé par comparaison à l'énorme altération que ces faits annoncent dans les vrais liens de la société : tout le changement avoit porté sur les mœurs , & telles en furent les suites.

Cette influence des mœurs sur la constitution de l'Etat n'échappa pas plus à Auguste qui vouloit gouverner Rome en maître , qu'à Jugurtha qui la vouloit corrompre en ennemi. Quelques Loix trop dures ayant excité un murmure général , Auguste appaisa le peuple en lui rendant le Comédien Pilade.

D'après cette esquisse tirée de l'histoire d'une

nation que la Providence a mise plus en vue que toute autre, on peut convenir que les mœurs font le tableau vivant de l'état de la société. Les exemples que j'ai cités, & mille autres que je pourrois y joindre, démontrent que ce genre de thermomètre n'est pas une prédiction faite après coup, mais a servi dans le tems aux hommes ambitieux, qui ont cru voir leur utilité particulière dans le détriment de la chose publique; c'est donc un tableau réel : mais que présente ce tableau? Il dit qu'en proportion de ce que l'honnêteté est plus respectée dans les mœurs d'une nation, tous les liens qui en forment l'union & la solidité, en sont plus entiers & plus resserrés, & qu'en conséquence, à mesure que les mœurs déclinent, les liens de la société se relâchent en proportion.

Quelles furent en effet les Loix puissantes qui transformèrent tout-à-coup en citoyens affectionnés & dévoués à la patrie une troupe de bandits élevés dans l'exercice d'un brigandage continuel, barbares d'habitude & de volonté, lions au-dehors, esclaves au-dedans? (Tels furent les Romains du premier & du moyen âge.) Quelle force coercitive réunit en eux des contraires si absolus? *La foi du serment, l'amour de la patrie, le respect des foyers domestiques.*

Qu'on examine par le détail l'origine du souverain respect de ce peuple pour ses Magistrats, de son admirable discipline à la guerre, de ses vertus de citoyen enfin; on verra qu'elle se rapporte à ces trois principes que j'ai nommés, comme en effet tous les différens rameaux des mœurs à l'infini y tiennent & en dérivent.

Qu'on ne m'oppose pas ici le récit des dissensions continuelles & internes de ce peuple
ora-

orageux , pour en induire que je fais un beau portrait , mais qui n'a nulle réalité. Je ne suis jamais disconvenu que les liens de toute société ne fussent de leur nature portés à tendre vers le relâchement. C'est par cela seul qu'il ne peut y avoir d'empire éternel ici-bas. Le dépérissement s'annonce & se démontre par les troubles & les dissensions, les tiraillemens & les douleurs, tant qu'il y a du nerf dans la République ; par l'indécence & la débauche, la gangrène & la putréfaction, dès qu'il n'y a plus que des chairs.

La fierté des Appius, l'exécration audace de Catilina, le luxe effronté & rebutant de Trimalcion furent les mêmes symptomes de la même maladie, qui ne parurent si différens que par la diversité des corps sur lesquels le mal travailloit, c'est-à-dire, des tems de la République. Il me suffit donc de prouver que les véritables Loix d'un Etat sont les mœurs, & que loin que ce soit la vétusté & l'oubli des Loix qui causent le relâchement des mœurs, c'est, au contraire, le relâchement des mœurs qui intercepte le régime des Loix, en rend vaines les dispositions, & par conséquent énerve & détruit à la fin la République.

Dans ces trois principes en effet qui seuls formerent l'indissoluble société Romaine, on ne voit rien qui n'appartienne aux mœurs, rien qui sente le régime distinctif des Loix. Les Loix, en un mot, ne sont que les rites particuliers des mœurs : celles-ci sont les premières des Loix. Où les mœurs regnent, les Loix les plus simples suffisent, & sont même rarement réclamées. Où l'on néglige les mœurs, les Loix pussent-elles tout prévoir, & se multiplier en autant de ramifications qu'en produit l'inépuisable corrup-

tion humaine, elles sont sans force & sans application : *Corruptissima respublica, plurimæ leges.*

Il s'ensuit de ce petit nombre d'inductions qu'on pourroit étendre à l'infini, toujours avec plus d'avantage pour la démonstration de cette importante & palpable vérité, que non-seulement les mœurs sont le tableau vivant de l'état de la société, mais qu'elles en sont encore le ressort principal, comme meres, tutrices & protectrices des Loix. D'où résulte que la superintendance des mœurs est le plus bel appanage, & le droit le plus sacré du Gouvernement toujours Législateur, quoi qu'on en dise, & que c'est presque la seule partie des Loix, dont il doive se réserver le maniment suprême.

Mais semblables au Protée de la fable, les mœurs s'échappent des mains qui les veulent forcer, & se transforment en représentations vaines pour éviter les chaînes dont on les vouloit étreindre. En cela, comme en toute autre chose, la contrainte est le plus défectueux des ressorts de l'autorité. Les caustiques ne servent qu'à dévorer les chairs mortes, & n'ont nulle propriété pour prévenir la corruption. Quelles sont donc les touches du clavecin politique qui répondent aux mœurs ? *Le discernement, la pudeur & l'exemple.* Mais ces généralités conviennent mieux à un Traité de morale, objet dont je ne me suis jamais occupé, qu'à des considérations politiques. Mon plan doit nécessairement me ramener dans les détails : ils sont tous ici de la dernière importance.

C'est rarement en gros, & par des révolutions subites & sensibles, que les mœurs reçoivent une altération dangereuse. Malheur aux Etats que leur étoile destine à supporter de ces

crises violentes qui les vieillissent plus en peu de tems , que ne pourroient faire des siècles d'uniformité dans les événemens. Rome en essuya deux trop consécutives, & ne put résister à la seconde. La première fut la destruction de Carthage. Ses guerres avec cette puissante République , lui avoient fait connoître la moitié du monde ; pour la conquérir , il ne fallut qu'acabler Carthage. L'Afrique & l'Espagne traitées comme conquêtes, altérèrent le désintéressement Romain, de même que l'animosité de cette guerre en avoit altéré la bonne foi ; & dans ce tems même on vit pour la première fois, couler dans Rome le sang du citoyen. Les maux internes s'agrissoient à mesure que les succès extérieurs devenoient plus grands ; le courage même s'en ressentit tout aussi promptement. Qu'on se rappelle les allarmes de cette ville séditieuse lors des mauvais succès des premières campagnes contre Persée , en comparant le danger réel de cette guerre avec les calamités auxquelles peu d'années auparavant ces mêmes Romains avoient opposé tant de courage. La seconde crise fut la conquête de l'Asie. Ses trésors & les débris de son luxe acheverent de corrompre les Romains. On les voit pendant ce peu d'années orageuses , & dont le tableau historique fait horreur, se servir tour à tour du glaive contre Mitridate & Tygrane , & du poignard contre leurs propres citoyens. Leur fortune décrétée par la Providence , ne put être aussi rapide , que le feu que ces furieux allumerent dans leurs propres murs ; & le dernier Républicain, si tant est que Pompée en fût un, n'avoit pas eu le tems d'achever la conquête de l'Asie , quand il fit place au premier des Mai-

tres qui dissipèrent cet immense héritage dans moitié moins de tems qu'on n'en avoit employé à le former.

Les grandes conquêtes, les révolutions dans le gouvernement ou dans les fortunes, les secousses vives & fortes, en un mot, sont nécessairement le signal d'une altération dans les mœurs. Je laisse aux spéculatifs à examiner si nous n'avons rien essuyé de semblable dans notre siècle, & à résoudre si, en supposant le fait, les mœurs parmi nous ne s'en sont pas ressenties.

Mais en général, leur altération commence, & se confirme par des degrés moins marqués. La corruption se glisse petit à petit, circule dans les veines, attaque enfin les parties nobles, & jette tout le corps politique dans des convulsions qu'on considère, & qu'on voudroit en vain guérir dans les effets, faute d'en avoir jamais connu le principe. Il est donc de la dernière importance de connoître & de définir en quoi consistent les mœurs : de cette notion naîtra naturellement celle des attentions de détail qui doivent veiller à leur maintien.

Rappelons-nous ici les trois principes auxquels j'ai rapporté toutes les vertus si célèbres des anciens Romains. *La foi du serment, l'amour de la patrie, le respect des foyers domestiques.* Quelqu'étrangers que soient à nos préjugés ceux d'un peuple ennemi fanatique de la Monarchie, nous trouverons que ces trois points renferment également toutes les vertus dont nous sommes susceptibles, *la Religion, le patriotisme, les vertus civiles.* Rapprochons maintenant les objets pour les envisager dans les nuances qui nous sont propres.

Il m'appartient aussi peu de faire ici l'éloge

de la Religion , que d'en développer les dogmes, & montrer comment ils ont trait à tous les points de la prospérité publique & particulière. Chacun fait qu'elle ordonne le respect & la soumission pour le Gouvernement ; qu'elle veut que nous nous regardions tous comme freres, & nous enjoint l'attention à nos devoirs , dans des vues de tout tems puissantes sur l'esprit humain, & diamétralement opposées à celle de la cupidité. Mais fût-elle aussi défectueuse qu'elle est parfaite, il est certain que les religions, même d'invention humaine, portoient dans leur principe & dans leur morale le caractère de la Loi naturelle empreinte dans notre ame, sceau distinctif du Créateur. La Religion donc fut toujours, & est aujourd'hui parmi nous plus que jamais, le ressort principal des mœurs.

Le dogme de la charité qu'elle recommande sur toute chose, & dans lequel se trouvent compris tous les autres, proscriit sans doute l'intolérance. Tant que le Christianisme n'a formé que des sociétés particulières, prosrites, tolérées, ou admises dans des Etats où quelque autre culte dominoit, les Ministres de la Religion pouvoient assujettir ce petit nombre à des règles plus étroites, punir, séparer du troupeau, infliger, en un mot, des peines & des privations purement relatives à la Religion, & qui n'avoient nuls effets civils. Mais sitôt que cette Religion de paix est devenue dominante dans un Etat, le premier des devoirs de ses Ministres fut de fléchir la roideur du sceptre, de rendre doux & lians les chaînons de l'encensoir, d'imiter enfin leur divin Instituteur toujours & par-tout miséricordieux. En conséquence les prisons du Saint-Office ne devroient renfer-

mer que les Ecclésiastiques indécens ou dénonciateurs.

Ce que je dis là, tout le monde le pense de sang froid, quoique la passion ait souvent fait agir dans un sens contraire; mais il ne seroit pas aussi aisé de décider si la Religion regardée comme ressort politique (car les Princes n'y prétendent inspection que dans ce sens-là) doit être tolérante ou impérieuse. Je crois néanmoins cette question fixée, en disant qu'en tout & par-tout, sans en excepter rien, les moyens coercitifs sont les plus propres de tous à faire sur l'homme un effet contraire à leur objet.

La tolérance, dans le sens où on l'entend communément, depuis que diverses sectes ont déchiré l'unité de l'Eglise Romaine, & que certains Etats les ont toutes reçues & admises dans leur sein, n'est point de mon sujet. Je ne parle que pour nous : il nous en a trop coûté pour nous réunir; nous sommes en général trop étourdis & trop agissans pour qu'un citoyen qui a réfléchi, puisse recevoir seulement l'idée de risquer de retomber dans nos anciennes convulsions. La tolérance dont je parle, consiste donc uniquement à n'apporter dans tout ce qui concerne la Religion, que l'esprit qui constitue sa propre essence, l'esprit de douceur & de charité.

Mais la tolérance seroit le pire des inconvéniens, si elle alloit jusqu'à l'indifférence sur le régime intérieur & de détail de ce mobile tout-puissant de l'humanité. Loin ces systèmes vains & dangereux, abus de l'esprit & d'une Logique corrompue, qui prétendent prouver qu'une société d'Athées pourroit subsister. La République de Platon n'est qu'un songe; mais c'est du moins une belle idée : l'autre, toute aussi vaine,

a de plus l'inconvénient d'une absurdité complète, & de nous dégrader en pure perte. Qu'on nous ramène à l'instinct des étourneaux, nous pourrions vivre en troupe sans religion, & parvenir aux avantages qu'ils retirent de leur société.

Un Prince irréligieux avec ostentation seroit le pire des fanatiques, un furieux en délire, incendiaire de son propre palais; un Prince indifférent sur la Religion creuse au-dessous de son trône, une mine qui quelque jour n'y laissera qu'un monceau de ruines. Mais quelquefois sous le regne des Princes qui ont le plus de respect pour la Religion, & qui en donnent chaque jour des marques extérieures, le relâchement en cette partie se glisse par le détail faute d'attention à ceux de la police, & parvient à un point dangereux. J'ai fait en ce genre une remarque que je placerai ici, quoiqu'étrangère aux objets qui, selon moi, méritent l'inspection. Ce fut en 1667. que fut composée la troisième Satyre de Boileau, tems où la Cour de Louis XIV. étoit la plus galante, & quinze ans avant la réforme qui fit arborer tant de chapelets à la Cour : c'est un gourmand de profession que le Poëte met sur la scène, & ce n'est sûrement pas pour la rime qu'il lui fait dire :

J'y cours, midi sonnant, au sortir de la Messe.

Le fait est que tout le monde alors alloit à la Messe tous les matins. Dans les garnisons, les Officiers plus portés cependant aux débauches d'éclat qu'ils ne le sont aujourd'hui, alloient à la Messe au sortir de chez leur Commandant. Je ne dis pas que cela fût conséquent; mais malgré tous nos raisonnemens, nous ne le ferons

jamais qu'en spéculation. Ces hommes inconséquens, & quelquefois brutaux, ne souffroient pas qu'on dît un mot équivoque sur la Religion devant eux, disoient hautement qu'un homme sans religion ne pouvoit être qu'un coquin. Nous ne battons plus nos gens; mais nous ne les menons pas à la Messe, parce que nous ne sommes pas dévots : nous dissertons sur la Religion devant eux, sinon d'une façon très-impie, du moins souvent fort légèrement sur les superstitions populaires, &c. Tout cela porte coup sur les mœurs, sur la croyance & sur la fidélité publique.

En supposant le mal, me dira-t-on, où donc est le remède ? Faut-il que le Gouvernement ou la Police établissent une sorte d'inquisition domestique sur nos discours & nos actions privées ? Que devient en ce cas la tolérance dont vous nous avez flattés d'abord ? La voici. *Pecato celato è mezzo perdonato*, dit l'Italien ; & ce proverbe pernicieux en morale est très-juste en politique. Il importe peu au Gouvernement que vous alliez à la Messe ou non les jours ordonnés, pourvu que vous alliez ailleurs sans bruit & sans éclat, que vous mangiez gras ou maigre chez vous, pourvu que vous prétextiez une incommodité, & ne fassiez pas ostentation de donner ce qu'on appelle chère de commissaire ; que vous croyiez ou ne croyiez pas enfin, pourvu que vous supprimiez des discours qui ne pouvant jamais faire aucun profit qu'à votre vanité mal entendue, peuvent détraquer l'imagination ou les mœurs des jeunes gens, des esprits foibles qui vous écoutent. Au fond en tout cela votre liberté d'agir & de penser n'est gênée en rien d'essentiel, & vous n'avez pas

plus de droit à réclamer contre la foible contrainte que ce genre de police vous impose, que contre l'usage d'établir des privés pour ceux de vos besoins qui infecteroient la société.

Cette portion essentielle des mœurs s'est-elle relâchée parmi nous ? Je n'en fais rien ; mais je fais que si la liberté de donner à manger en gras, qui n'étoit accordée, il y a vingt-cinq ans, qu'à un très-petit nombre d'auberges privilégiées en faveur des étrangers, étoit devenue générale, & qu'aujourd'hui en tout tems on n'en fit difficulté dans aucune, ce seroit signal de relâchement. Si l'on accordoit des permissions aux ouvriers de s'employer les jours de Fêtes aux travaux du Roi qui ne cessent jamais ; si à cette imitation, la Ville obtenoit de pareilles dispenses pour les siens, ne seroit-ce pas assez pour donner le signal aux particuliers de mépriser cette partie de la discipline ? & comme l'extérieur est & sera toujours ce qui frappe davantage le peuple, & que les transgressions se donnent la main ainsi que les observances, le mépris, ou du moins la discussion des ordonnances de l'Eglise entreroit dans toutes les têtes. L'esprit de régularité se perd, & toute Religion réduite au pur spirituel, est bientôt reléguée dans l'empire de la lune.

Il n'y a pas mille ans que voyant des ouvriers un jour de Fête chez des Religieux, je m'approchai du Pere Procureur qui étoit parmi eux, & lui demandai en vertu de quel Saint ils ne fêtoient pas celui du jour. Il me répondit que ces travaux étoient relatifs au portail de son Eglise, & que c'étoit une œuvre sainte d'édifier le Temple du Seigneur. Cet axiome, lui dis-je, est applicable à ceux qui fournissent les fonds

de cet édifice ; mais c'est purement une œuvre fervile pour ces ouvriers qui y gagnent leur vie. Sur cela l'érudite Paternité me rappella que nos anciennes Eglises n'avoient été bâties que les jours de Fête & de Dimanche. Je lui repliquai que c'étoient des corvées religieuses , qui tenoient lieu de prières au peuple , & dont il ne retiroit nul salaire. Enfin , il fut obligé de me dire qu'ils avoient une permission de Mgr. l'Archevêque. La loi est parlante , lui dis-je alors , & la dispense est muette ; ainsi donc vous ne péchez pas contre le Saint , mais contre la société ; ce qui , selon moi , est bien pis ; & je vous condamne , sous peine de scandale , à afficher en grandes lettres sur un tableau en public , d'un côté la permission de votre Evêque , de l'autre celle de la Police , si mieux n'aimez laisser séjourner vos pierres qui ne périlirent pas , ce qui vaudroit mieux. Cet homme me prit pour un Anabaptiste , ou peu s'en faut.

Les abus se donnent la main entre eux ; on fait cela. En ce sens , la philosophie moderne ou l'art de raisonner , l'irréligion , & le relâchement des mœurs en ce genre sont freres ; mais s'il falloit entre eux décider lequel des deux est le principe de l'autre , je serois tenté de me déterminer pour le dernier. En effet , quoiqu'il soit vrai de dire que rien n'est plus contre la société que les Livres & Traités contre la Religion , cependant (je puis en parler s'avamment , moi qui les ai tous lus) j'affirme qu'il n'en est aucun qui satisfasse même avec quelqu'apparence de réalité notre penchant vers l'indépendance , & qui nous offre des objections plus fortes que celles qui viennent malheureusement en pensée souvent au premier moment , & qu'en langage

mystique on appelle *tentations contre la foi*. Ces fortes d'ouvrages d'ailleurs sont secs, la plupart de mauvaise main, & promptement ennuyeux; ils ont endoctriné quelques bavards, mais n'ont perverti personne.

Ce qui porte infiniment plus sur le général en ce genre, ce sont ces traits indirects, ces airs de certitude puérile, ces lardons amenés à tous propos qui mettant en fait ce qui est au moins en question, paroissent établir comme notoire & reçu de tous, qu'il n'y a que le peuple & les imbéciles qui aient de la religion. Il faut avouer qu'aujourd'hui on n'écrit presque plus un mot qui ne soit empreint de ce timbre-là; il n'est dissertation sur des eaux chaudes, ou bouquet à Iris, où l'Auteur ne veuille insérer sa petite profession de foi d'esprit fort. Ce concours apparent de tous les hommes de génie d'une nation fait assurément bien des ravages; car qui échappe à l'un, lit certainement l'autre. Ces docteurs qui n'établissent rien, ne sont tenus de rien prouver; & l'on en infère seulement qu'il est permis de lever un œil curieux sur l'objet de son culte, puisque tant de gens sensés instruits le fixent & s'en moquent.

C'est sans doute un grand mal pour le vulgaire; mais pour ne pas sortir de la question, quel est le principe de ce concours de petitesse dans les beaux esprits? Il n'y a plus que le peuple & les enfans assez fots pour croire qu'ils ont découvert le secret de l'Eglise. Il y a déjà long-tems que Ninon Lenclos apprenant qu'un de ses amis mouroit en incrédule, y courut pour lui sauver cette misère-là: elle trouva le Vicaire de la Pâroisse qui sortoit gendarmé de quelques propos de théâtre, dont le héros mourant avait

prétendu signaler sa fin ; elle voulut engager le Prêtre à rentrer. Ah ! Madame , lui dit celui-ci , qui ne la connoissoit pas , il n'y a rien à espérer de ces Savans-là. Eh ! non , Monsieur , reprit Ninon , je vous répons qu'il n'en fait pas plus que vous & moi.

Ninon , Epicurienne décidée , favoit fort bien que tous les argumens de l'incrédulité se bornent à dire non , & agir en conséquence. Nous savons personnellement aussi que tous ces docteurs ne savent pas un mot de la question : en conséquence , ce n'est pas la persuasion qui les fait parler. Pourquoi donc se pressent-ils si fort de prendre couleur à tems & à contre-tems ? C'est qu'ils savent que c'est le moyen de faire accueillir leurs ouvrages par la curiosité publique. Autrefois on risquoit le fagot , ou du moins l'horreur publique & le mépris des honnêtes gens , quand , pour se faire admirer d'un petit nombre , on hazardoit de semblables traits ; aujourd'hui c'est le moyen de se faire une réputation accueillie d'abord par les fols , & dont le grand nombre est ensuite la dupe.

Il seroit donc vrai de dire que le relâchement des mœurs en ce genre est plutôt le principe de l'indécence qui regne à cet égard dans nos écrits , que celle-ci ne l'est de ce relâchement ; mais le vrai point est que ces deux maux font ensemble un cercle vicieux de la plus grande conséquence pour le maintien de la société. Cependant , comme non-seulement les écrits font portion des mœurs , mais encore en font la partie la plus voyante , la plus contagieuse & la plus durable , il s'ensuit delà que de toutes les négligences de la police , la plus condamnable est aussi celle qui porte vers le relâche-

ment de l'attention à purger les écrits de toute trace d'irréligion.

Je n'ignore pas tout ce qu'on oppose à cette inquisition aussi ancienne que les mœurs, & qu'on ne trouve jamais plus rigoureuse que lorsqu'elle devient plus indispensable. Gêner la liberté des écrits, dit-on, c'est exercer la plus odieuse & la moins fructueuse des tyrannies; c'est resserrer le génie, & conséquemment donner des entraves à l'ame des citoyens & à toutes les vertus qui en dépendent; c'est d'autre part gêner le commerce rapportant de la Librairie, & en renvoyer les profits chez nos voisins qui impriment & débitent tout, & qui s'en trouvent bien. Mille autres objections de détail naissent de celles-là, & s'y rapportent: je crois très-aisé d'y répondre.

Les écrits ne sont autre chose que le tableau de nos pensées, le registre de nos idées en principes & en conséquences; d'où s'ensuit que qui gêne indistinctement les écrits, tend, autant qu'il lui est possible, à perpétuer l'enfance de l'humanité, & à priver la société de cette communication d'idées, qui nous mettant à même de profiter des travaux de ceux qui nous ont précédés, pour abréger les commencemens, nous facilite la direction de toutes les forces de notre esprit vers le progrès. En conséquence, une tyrannie indistincte sur les écrits est le premier des crimes de léze-humanité; mais par la même raison aussi, une indifférence absolue sur cette partie du gouvernement est la plus destructueuse des branches de l'anarchie.

Sans m'étendre ici à discuter ce que c'est que liberté, matière aussi aisée à ramener à ses vrais principes, qu'étrangère, quant au moral, au

sujet principal de cet Ouvrage, il suffit de dire qu'on ne peut appeller gêne ici-bas, que la suppression de nos facultés utiles. Sans cette réserve, la liberté dégénère en brigandage absolu : or, cette distinction une fois posée, je demande de quelle utilité peut être au public & à chaque individu en particulier, l'étalage des idées transitoires de chacun d'eux en matière de Religion.

De deux choses l'une, ou la Religion est révélée, ou elle ne l'est pas. Si elle est révélée, nous ne devons plus qu'adorer & obéir : ses Ministres sont préposés pour nous en instruire, le gouvernement pour en faire respecter les observances, & pour empêcher que les passions humaines, sous ombre de zèle, n'en altèrent la douceur & la pureté, & tout est dit. Si, au contraire, c'est une invention humaine tissue d'erreurs & de prestiges dans le droit, mais établie sur la plus antique convention dans le fait, je demande si parmi ces petits éclairs d'anti-*Prophètes* il en est un seul qui veuille soutenir de sang froid que la société en seroit plus heureuse, si l'on ôtoit ce frein à toute l'humanité en général. S'il s'en rencontre un assez fol pour cela, vous le feriez convenir également que la patrie est une idée, & que *ubi bene, ibi patria*; que le respect dû aux Souverains, n'est que la loi du plus fort civilisée; que nos meres nous fissent sans penser à nous; que notre postérité est un mot; que l'amitié n'est autre chose qu'une main qui frotte l'autre; que la probité n'est que l'art de mettre de son côté les circonstances; la pudeur, qu'une attention aux bienséances; la foi, un lien pour les fols, & un moyen pour les honnêtes gens; qu'en un mot, chacun n'est ici-bas que pour soi. Je ne crois pas, quelqu'in-

génieux que puisse paroître ce démonstrateur, que personne soit tenté de le prier de réformer la République, & de la peupler de ses prosélytes. A ce petit nombre près cependant, & plus petit qu'on ne sauroit croire, tout le reste conviendra qu'il faut une Religion au peuple & à tout ce qui pense en vulgaire, de quelque rang qu'il puisse être. Je le crois aussi comme eux. Cela posé, sans entrer dans la discussion des principes & de la morale de la Religion reçue, sitôt qu'elle s'amalgame avec les liens de l'Etat, de façon que depuis un espace de tems immémorial, l'Etat subsiste avec elle, & peut-être par elle, c'est une démonstration de fait, qu'il doit être interdit au premier Chef, à tout citoyen grand ou petit, de porter des atteintes publiques à cette loi première; défendu, dis-je, exclusivement jusqu'à l'arrivée de l'Antechrist qui doit paroître armé de forces, de miracles, & de tout ce qui peut opérer ensemble le renversement de l'ancienne société, & l'établissement d'une nouvelle. Permis à nous d'opter alors; mais jusqu'à ce qu'il nous ait fait notifier son arrivée, il n'est nullement contre la liberté publique & privée, de barrer le sifflet à ses précurseurs, puisque ne pouvant procurer un mieux ni à eux-mêmes, ni aux autres, ils ne sont propres, au contraire, qu'à égarer les esprits foibles & présomptueux, à éveiller la corruption humaine, & à l'affranchir du seul lien qui tôt ou tard met un frein à la cupidité.

Quant à la petite vilaine raison de commerce qu'on associe à celle que je viens de combattre, je pourrois répondre en bref, en disant qu'un commerce de corruption ressemble en profit à celui que firent les Marchands de Mar-

seille, qui y apportèrent la peste il y a trente-cinq ans. Mais on m'attaqueroit encore dans cette généralité, en me disant que les Livres défendus ne nous viennent pas moins des étrangers ; qu'ils sont d'autant plus recherchés, qu'il est plus difficile de les avoir, & qu'en ôtant ce profit à notre Librairie, nous le portons au double à nos voisins. Il faut donc trancher dans le vif, & dire : 1°. Que ce prétendu désavantage n'existe pas. 2°. Qu'il n'est pas vrai qu'on lise autant les Livres exactement défendus, que ceux qu'on débite en toute liberté.

Je dis que ce désavantage n'existe pas, & je le soutiens, du moins dans mon principe ; car de ce qu'un ouvrage est parsemé de quelques traits trop marqués, ou même suspects en ce genre, je n'en conclurois pas qu'il fallût le supprimer, quelque médiocre qu'il pût être d'ailleurs. L'amour-propre d'un Auteur commençant, ivraie de la récolte présente, promet le bon grain de la moisson future. Il ne doit donc être ni révolté ni rebuté : au contraire, quelques soins de détail, en marquant les endroits à supprimer, & paroissant entrer en capitulation avec la paternité souffrante, sauveroient l'ouvrage & l'Auteur. Je fais toutefois qu'il en est d'opiniâtres, à qui un trait de plume est un coup de poignard ; mais la menace alors d'un Souverain irrité qui sauroit retrouver l'Ecrivain dans les entrailles de la terre, seroit un spécifique admirable ; & je vous répons que bientôt rien ne seroit plus orthodoxe que nos écrits. Le plus grand nombre donc de ces ouvrages paroîtroit également sans rien perdre de leur utilité ; & quant à ces avortons de libelles qui n'ont de mérite & d'objet que leur corruption & celle
de

de la société, leur anéantissement est un des plus grands biens que la vigilance du Gouvernement puisse lui procurer.

Il n'est donc pas vrai que l'attention de la police sur ce point essentiel fasse languir la Librairie ; & quand on lui raviroit le profit de quelques ouvrages du tems, en combien de façons ne peut-on pas lui en faire retrouver le dédommagement ? Sont-ce les ouvrages nouveaux qui ont fait valoir les Presses des Elzevirs, des Blaev, des Vascosan, qui de nos jours ont transporté dans le fond de l'Ecosse la branche de ce commerce la plus rapportante en proportion ? Cet art, comme tout autre, a besoin de protection & d'encouragement, & le premier effet de ces deux choses doit être de le purger des vices qui peuvent le deshonorar, & le rendre nuisible.

Quant à l'objection, que la défense donne plus de vogue aux Livres dangereux ; cela n'est vrai qu'en un sens, & pour un petit nombre de Livres & de Lecteurs. Je crois bien qu'une défense, qui ne consiste qu'à refuser l'approbation & même la permission tacite, & qui mollit dans la recherche & la poursuite des contrevenans, quand après cela le Livre paroît furtivement, a le même inconvénient qu'ont tous les demi remèdes dans les grands maux. Il en est de même de toutes les Loix qui demeurent sans exécution ; il vaudroit mieux qu'elles n'eussent jamais été portées. Si même observant avec soin d'en empêcher l'impression en France, on ne porte pas la même vigilance à en arrêter l'introduction, quand ils viennent des pays étrangers, on s'expose à l'un & à l'autre des inconvéniens. Mais une égale sévérité sur ces deux

choses pareroit à tous les deux à la fois. Je sais néanmoins qu'il est impossible de tout arrêter; mais alors ce qui s'en glissera sera peu nombreux, jamais contrefait en France, & par conséquent infiniment moins exposé à la curiosité publique. Tous les Livres bons, utiles, & dispendieux à faire imprimer, paroîtront dans l'attitude décente que vous leur prescrirez. Mille Auteurs châtieront eux-mêmes leur propre ouvrage, plutôt que de livrer leur manuscrit en Hollande à la mal-façon des Imprimeurs non dirigés; & petit à petit la vanité littéraire abandonnant ce moyen odieux de se distinguer, rentrera dans l'ordre & le respect dû à la société civile. Au lieu de cela, l'audace de quelques Ecrivains principaux une fois appuyée par la considération due d'ailleurs à leur mérite, justifiée par les contorsions données au véritable sens de leurs apophtegmes, devient le germe & la semence d'une infinité d'avortons qui n'imitent que les vices de ceux qui leur ont donné le signal; la tolérance pour les premiers assure l'impunité des autres. Bientôt ils se multiplient au point qu'on diroit d'une armée de taupes & de mulots qui ont conjuré de renverser le temple de Jérusalem; & notre postérité effrayée, si elle ne vaut moins que nous, jugeant de l'esprit du tems par les seuls vestiges qui en demeureront, croira devoir le jour à une race de Sacriléges & d'Athées.

Tout l'ordre civil en général a l'intérêt le plus direct à réprimer les démonstrations extérieures de la liberté de penser en matière de religion; mais chacun des ordres distincts qui le composent, y a plus encore le sien en particulier. En effet, si d'abord l'esprit d'indépendance s'essaie sur l'espèce de domination qui

est le plus hors de sa portée, c'est moins comme la plus contraire de toutes à nos lumières naturelles qu'elle l'attaque, que comme celle qui a le moins de défenseurs directs & personnellement intéressés à son maintien. Au fond cependant, les rangs & l'autorité d'ici-bas incommode infiniment plus les indépendans, que ne font les hiérarchies célestes; & si les Princes & leurs Ministres remettoient à la Providence à venger leurs propres injures, on n'escaladeroit plus les cieux. Cette induction seroit odieuse comme supposition; mais elle gît en fait. Qu'on examine l'état du Gouvernement dans tous les lieux où la liberté de penser au-dehors & d'écrire est portée au plus haut point en ce genre, on verra que par-tout l'autorité y est combattue, & sujette à de grandes variations. On pourroit me citer un peuple chez lequel le Gouvernement est aussi paisible & chéri dans les cantons où l'abolition de tous rites extérieurs a bien refroidi la foi, que dans ceux livrés, comme ils disent, à la superstition Romaine; mais je ferois remarquer aussi que c'est peut-être le pays du monde où l'aveu public d'irreligion, & où la dérision sur cette matière seroit le plus mal accueillie. Je le répète, l'intérieur au fond importe peu à l'Etat, l'extérieur seul est du district de la police.

Quoi qu'on en dise, rien n'est moins intolérant que l'esprit de la Religion, rien ne l'est plus que la raison d'Etat. La Religion s'est établie & étendue sur la ruine des anciens cultes par la douceur, par la sainteté de sa morale & de ses premiers Sectateurs. Quand les Princes l'embrassèrent, ils y mêlèrent la raison d'Etat; ils abattirent les temples que la Religion avoit

seulement rendus déserts. Quand les invasions des habitans du Nord changerent la face de l'Europe, la Religion fut au-devant d'eux, & émuoussa une partie de leur barbarie. Quand du sein de cette même barbarie, le zèle envoya des Missionnaires aux extrémités du Nord, ils parurent tels que les premiers Apôtres : les Augustins d'Angleterre, les Bonifaces d'Allemagne étoient doux, simples, zélés & bienfaisans comme eux. Les Princes vinrent à l'appui de ces missions; & l'on doit imputer à la barbarie des mœurs & non à la Religion, les cruelles conversions faites par les Teutoniques, & l'effrayante discipline établie parmi les Néophytes du Nord. Quand dans la suite on couronna les Ministres de la Religion, c'est à l'homme, c'est au sceptre qu'il faut attribuer leurs entreprises ambitieuses auxquelles la Religion n'offroit que des prétextes spécieux seulement aux yeux des barbares : les combats en grossirent l'effet, la lumière les a dissipés. Ce qu'on appella depuis troubles de Religion, ne fut que des guerres d'ambition & d'autorité. Qu'on m'en montre une seule dont l'effet principal ait été le changement dans l'Ordre Ecclésiastique. Bien peu réfléchi fut ce mot de la Reine Catherine, quand on lui annonça la perte prétendue de la bataille de Dreux : *Éb bien, nous prierons désormais Dieu en François.* Charles I. en fut-il quitte pour abandonner les Evêques, & biffer la Liturgie ? Je sais que les Ecclésiastiques ont été les seconds acteurs dans ces troubles, & souvent les plus fanatiques ; mais rien n'est moins l'Eglise que les Ecclésiastiques passionnés. Ils étoient barbares dans les siècles barbares, fougueux dans les siècles fougueux ; mais l'Inquisi-

tion même, ce Tribunal effrayant autrefois dans l'ordre civil, comme l'arrière-ban l'étoit à la guerre, & caduc aujourd'hui comme lui, étoit lui-même de l'institution des Princes, & contraire à l'esprit de la Religion toujours douce, simple & charitable, immuable dans ses préceptes & dans ses loix.

Les Princes donc doivent être & sont en effet infiniment plus odieux à l'esprit d'indépendance, que la Religion; & dans le fait, je défie qu'on me montre un seul Livre où l'on porte des attaques directes à celle-ci, qui ne porte en même-tems l'empreinte de cet esprit de discussion du droit des Souverains. Les uns, Philosophes libres, en rameneront le principe à un contract respectif entre le Prince & ses sujets, dont la moindre transgression dissout les clauses & conditions. Philosophes aveugles, qui ne pensent pas que ce principe une fois établi, déchaîne le fort & terrasse le foible, au lieu de l'effet contraire qu'ils en espéroient. Le Prince est par-tout le Chef militaire, il est par-tout le distributeur des graces, & conséquemment le Chef de l'intérêt. Quel enthousiaste à cent bouches peut espérer de réunir une immensité d'hommes contre le maître de ces deux mobiles, toujours sûr de séparer qui il voudra de la foule par les liens de la crainte & de l'amour-propre? Des tyrans ont prononcé ces mots terribles & exécrables à la postérité : *Révoltez-vous, nous vous conquerrons.* Ces fléaux de l'humanité étoient de la même secte que nos Philosophes. Ils vouloient ignorer qu'il est un contract coéternel entre l'autorité & la dépendance, contract établi du Créateur à la créature, qui consiste en protection & sûreté de la

part de l'autorité, en obéissance & services de la part de la dépendance, & sur-tout en amour respectif de part & d'autre.

Vainement & mal à propos même établirois-je ici les principaux dogmes de cet esprit de liberté. Je viens de combattre le moins déraisonnable; il en est de tellement emportés, que de sang froid ils n'ont pas de honte de réclamer contre des tyrans fictifs *une épée & du courage*. Il est contre mes principes de relever des questions & des délires propres uniquement à réveiller des sentimens d'indignation chez les Pasteurs des humains. J'en ai dit assez pour en venir où je veux.

Je demande donc laquelle de ces deux opinions, ou de celle qu'établissent nos Philosophes, ou de celle qui regarde comme devoir l'attachement respectif entre le Prince, & ses sujets, est la plus propre à faire naître & germer dans les cœurs cet amour de la patrie, dont j'ai fait le second principe des vertus des Romains.

La foi du serment n'étoit autre chose que le respect pour la Religion. Par elle, le Plébeyen le plus séditieux dans ses murs devenoit le soldat le plus soumis, & le plus fidèle à ce même Patricien qu'il menaçoit de mettre en pièces dans le *Forum*, & qui décidoit d'un coup d'œil de sa vie ou de sa mort, dès qu'il étoit enrôlé. L'amour de la patrie n'étoit aussi qu'un mélange superstitieux de religion, de respect, d'estime & d'attachement pour les différens ordres de la République, de tendresse pour ses proches & ses concitoyens, & d'orgueil confondu dans la gloire de la patrie. Pourquoi ne serions-nous pas susceptibles des mêmes sentimens? Ne peuvent-ils, sortant de l'enceinte des murs d'une

ville, s'étendre sur le territoire entier de l'Etat ? La France entière ne peut-elle être la patrie d'un François, & ne saurions-nous aimer notre patrie ?

Un homme, dont je me ferai toujours honneur de respecter le génie, les talens & l'érudition, a établi de nos jours dans un Ouvrage fait pour être immortel, * que *la vertu politique qui est la vertu morale dans le sens qu'elle se dirige au bien général*, n'a point de lieu dans les Monarchies; & que *l'Etat y subsiste indépendamment de l'amour de la patrie*. Ce seroit être le Zoïle de notre siècle, que d'entreprendre de le critiquer sur-tout après sa mort; & si j'étois assez fol pour cela, je le tenterois moins sur les morceaux que je cite que sur tous autres. Ce n'est pas que je ne marche devant moi sans m'effrayer des autorités qui toutes méritent qu'on s'arrête; mais aucune, qu'on se détourne. Quelque admirables & fines que soient les distinctions qu'il établit dans cet endroit, quelque justes même qu'elles puissent être, je ne fais, par exemple, s'il n'a pas considéré les Monarchies plutôt dans un état de maladie, que dans leur constitution naturelle; mais sans entrer dans cet examen qui me meneroit trop loin, mon objet à moi est borné; je considère ma patrie uniquement, & je ne crains pas de dire que de tous tems les exemples domestiques parmi nous ont démenti ses principes à cet égard.

Il est des distinctions de détail dont il étoit plus capable qu'un autre de sentir la vérité, mais dont la discussion lui étoit interdite par l'étendue du plan de son Ouvrage, & le concis de l'exécution. Par exemple, en admettant la pein-

* Voyez l'Esprit des Loix, liv. 3. chap. 3. 6 & 7.

ture également vive & vraie qu'il fait des Courtisans de tous les tems & de toutes les nations, en lui accordant la mineure de son argument qu'il établit en ces mots : * *Or , il est très-mal-aisé que les principaux d'un Etat soient mal-bonnêtes gens , & que les inférieurs soient gens de bien ; que ceux-là soient trompeurs , & que ceux-ci consentent à n'être que dupes ;* on peut en mille manières lui disputer la conséquence qu'il en tire , qu'il est très-mal-aisé que le peuple soit vertueux dans les Monarchies.

Dans cette spéculation en effet , il ne distingue point assez la constitution intérieure des Monarchies d'avec celle des Républiques. Celles-ci sont , pour ainsi dire , une masse , un bloc où tout est peuple : on en tire les Magistrats qui ne font point corps , & ne sont distingués que comme représentans visibles des Loix. Dans cet Etat , quand les principaux sont mal-honnêtes gens , il est difficile que la corruption ne gagne les inférieurs. Mais la Monarchie est un composé de différens ordres de hiérarchies distinctes , diverses en mœurs comme en fonctions , en prérogatives , en espérances & objets d'ambition. Toutes ces variétés sont autant de barrières contre l'épidémie de la corruption. Le Courtisan peut être un bas flatteur , sans que le Militaire , le Magistrat & le Commerçant le deviennent : l'exemple le démontre chaque jour. Nos Courtisans ont tous des emplois dans le Militaire. Si se retrouvant à la tête de leurs troupes , ils ne déposent les mœurs de la Cour , loin d'y aquérir aucun crédit , ils y tombent bientôt dans le mépris : grace à notre flexibilité , la plupart y paroissent d'autres hommes , sinon ils dis-

* Ibid. chap. 3.

paroissent promptement, & vont se renfermer dans l'exercice du noble empire de l'antichambre. Or, revoyons les Courtisans restreints à cette unique prérogative ; de quel droit alors les appellerions-nous les principaux de l'Etat ? Sans liberté, sans juridiction quelconque, ils obtiennent des graces ; ce ne sont que des gages & des profits. Quiconque s'abstient d'errer à Versailles dans les appartemens, ignorera à jamais leur prééminence qui n'a nulle part autant de réalité, que celle du gardien des fols au milieu de ses huttes.

Quoi qu'il en soit de ces inductions, je soutiens que l'amour de la patrie peut exister dans la Monarchie, puisqu'il fut en vigueur parmi nous. Je ne connois pas de meilleure preuve que celle qui gît en faits. Qu'on repasse dans sa mémoire une infinité de traits héroïques faits par nos Militaires pour le service du Roi qu'ils n'avoient jamais vu, & n'espéroient jamais voir. C'est l'honneur, dira-t'on, distinction fine & juste de l'homme que vous osiez contredire tout-à-l'heure. Eh ! qu'est-ce que cet honneur ? Il le définit lui-même. *La nature de l'honneur, dit-il, est de demander des préférences & des distinctions.* Etoit-ce cela précisément que cherchoient les Duguesclin & les Bayards ? Sans doute, me dira-t'on. Leur prud'homie se préféroit aux honneurs & aux dignités ; mais elle n'en étoit pas moins un sentiment personnel, & détaché de toute idée de patriotisme. A vouloir alambiquer ainsi les sentimens, chacun auroit raison mille ans durant sans se rapprocher, le papier y gagneroit, & la vérité seule y perdrait. Mais j'en appelle aux hommes qui la cherchent, & je soutiens que les héros, les fanatiques mé-

me des Républiques, les Horatius Coclès, les Curtius, en se dévouant pour la patrie, avoient pareillement en vue leur distinction personnelle. Si cet amour pour sa patrie est une passion pour les murs, un attendrissement en revoyant les foyers domestiques, le François, le plus volage des peuples, en est moins susceptible que tout autre, & nous n'avons en ce genre de patriotes que les âmes foibles, les jeunes gens expatriés & qui sont atteints de la maladie du pays. Si c'est un attachement superstitieux & capable de fougue, je doute qu'on en voie jamais de plus forte que celle du peuple de Paris lors de la maladie du Roi. Prostrné dans les rues, il baisoit les paturons du cheval du courier qui apportoit les nouvelles de la convalescence. Amour du François pour son Roi, dira-t-on. Eh! c'est précisément ce qui vit en nous tous, ce qui nous fut transmis par nos peres avec le sang qui coule dans nos veines, & que j'appelle amour de la patrie.

En effet, par où le peuple connoit-il ses Rois? Depuis cent ans, ils n'ont presque paru dans la Capitale & dans aucune autre Ville principale du Royaume. Leurs Edits burdeaux sont timbrés de leur nom, & promulgués avec toute l'authenticité possible; leurs charités sont distribuées par des agens qui s'en font un district personnel; leurs graces sont sollicitées dans l'ombre du Palais; leurs bienfaits semblent une suite d'un courant indispensable; leurs travaux sont ignorés du grand nombre; leurs plaisirs sont vus de tous; leur bonté domestique tombe sur des frelons altérés, dont l'avidité s'accroît de ce qui devroit la satisfaire. Ils sont bons, justes, craignant Dieu, & respectant l'humanité; mais la

Majesté du trône tient dans l'éloignement leurs vertus, & l'étendue de l'Empire empêche qu'ils ne puissent par-tout pourvoir à ce que leur nom ne soit pas profané, en le faisant auteur des larmes du pauvre. Nous aimons tous le Roi cependant ; & qu'entendons-nous par-là ? Est-ce un homme sujet aux mêmes incommodités que nous, & qui devient par ce titre l'objet d'un attachement qui va presque jusqu'à l'idolâtrie ? Sans doute, c'est lui, si nous regardons celui d'aujourd'hui, dont les qualités sont désormais inséparables de son titre ; mais connoissons-nous son petit-fils ? Savons-nous s'il aura les vertus de ses pères ? Que ces têtes précieuses périssent, vous verrez bientôt la consternation se répandre dans le public. L'axiome impie : *Nous ne manquerons jamais de maîtres*, n'aura plus de partisans de fait, le deuil sera général, tout courra au pied de ces autels déserts huit jours auparavant.

Mais, dira-t-on, c'est que la succession fixement établie autrefois, & de façon à ne laisser jamais le trône disputable, pourroit aujourd'hui par des arrangements particuliers, occasionner, au défaut de la Branche régnante, les plus dangereux des troubles. C'est où je vous attendois : c'est donc la patrie que vous considérez en la personne du Roi & dans sa famille. Autant en fit autrefois Achille du Harlai, quand refusant de signer l'abolition des droits de la Maison Royale au trône, il marcha vers la prison en disant : *Mon ame est à Dieu, & mon corps au pouvoir de la violence*. Il ne connoissoit pas les Bourbons, il n'avoit pas lieu de les aimer ; mais il connoissoit le droit de cette Maison à la Couronne, & savoit que l'ordre inaltérable de la

succession est le premier & le principal fondement de la Monarchie.

Sans examiner, direz-vous, quel fut le principe de l'héroïsme de du Harlai, il faut convenir qu'il n'entre dans nos craintes actuelles, en supposant le cas malheureux dont vous parliez tout-à-l'heure, rien de ces motifs nobles qui composoient l'amour des anciens pour leur patrie. Nous sommes bien, chacun aime ce qu'il a, & tous ont à perdre dans des tems de trouble & d'anarchie. L'intérêt que nous prenons au maintien de l'ordre, est amour de la patrie, à peu près comme l'est le soin que nous prenons de la clef de nos maisons. Je vous en crois sur votre parole, vous qui êtes bien; mais pensez-vous que tous les autres soient de même? Beaucoup de gens souffrent, & peuvent penser que c'est à leurs dépens, & néanmoins *de par le Roi* que vous êtes bien. Cependant en général tous aiment le Roi, & par conséquent l'Etat & la patrie. Ce germe de zèle & d'amour qu'on croiroit quelquefois éteint, à entendre nos discours dont l'imprudence & la légèreté ont si souvent trompé les ennemis de l'Etat toujours étonnés de l'étendue & de la célérité de ses ressources; ce germe, dis-je, se ranime & prend feu dès la première étincelle qui se présente : nous le voyons revivre sous nos yeux aujourd'hui; & c'est, malgré tous les prestiges de l'intérêt, le véritable, & après la Providence, l'unique appui de la Monarchie.

Les vertus donc qui dérivent de l'amour de la patrie, c'est-à-dire, toutes les vertus nobles, généreuses & élevées, non-seulement peuvent exister parmi nous, mais y sont encore toutes vivantes. Elles sont dans les mœurs, s'épurent

& s'élèvent avec elles, s'enraffent & déchoient, quand les mœurs tendent à leur corruption; c'est là le point essentiel. Les moyens de les maintenir, de les étendre, dépendent ici, comme en toute autre chose, de l'exacte connoissance du principe.

Pour le mieux rapprocher de notre façon de concevoir, dépouillons-le des idées fantastiques que les récits peut-être exagérés de l'antiquité nous ont fait attacher dès l'enfance à ce grand mot, *amour de la patrie*; & disons que l'ardeur pour l'intérêt public est cela; le penchant à l'intérêt particulier est le contraire.

D'après cette définition, je paroïs détruire moi-même d'un trait de plume, tout l'édifice que je viens d'élever. En effet, en nous regardant les uns les autres; que dis-je, hélas! en nous tâtant nous-mêmes, notre conscience ne nous dit-elle pas que si l'intérêt public préféré à l'intérêt personnel, est le caractère du citoyen, il n'en est aujourd'hui plus en France? Trois réflexions doivent nous consoler. 1°. Toute la France n'est pas encore renfermée dans la Capitale. 2°. L'on trouve encore dans cette Capitale même de ces hommes faits pour penser & sentir en grand. Il en est un dans ce cabinet, & le portrait d'un autre. J'en ai connu plusieurs autres ailleurs. 3°. Gracias à la flexibilité de la nation & à son attrait pour tout ce qui tient & mène à la gloire, il sera toujours aisé d'y ramener le plus grand nombre.

L'intérêt privé des tems passés étoit un reste d'un plan de projets coupables; mais qui du moins avoient, en un certain sens, un air de grandeur & d'élévation. Le rétablissement des grands fiefs, & la dépendance immédiate fut le

leurre dont la Ligue se servit pour séduire les grands Seigneurs & la Noblesse d'autrefois. Cette hydre dissipée par les vertus, l'activité & le bonheur du restaurateur de la France, laissa des traces encore de son passage. Les Gouvernemens, les Places, tout enfin ce qu'on appelloit alors états & dignités, donnoit une sorte d'autorité immédiate qui mettoit le sous-ordre dans la dépendance directe du Chef, & l'engageoit à faire consister son honneur en une fidélité pour son commettant, exclusive même pour le Prince. Presque tous les objets de l'intérêt promettoient de l'autorité & presque de l'indépendance ; c'étoit, en un mot, de l'ambition alors, aujourd'hui c'est de la cupidité, du pécuniaire, de l'argent. Je connois ma nation : habile à fondre & dissiper les métaux, elle n'est point faite pour les honorer d'un culte d'habitude ; & le plus léger signal la trouvera toujours toute prête à se retourner vers ses anciennes idoles, la valeur, l'intrepidité, la gloire, & je l'ose dire, la magnanimité.

Mais il n'est de tempérament si fort qu'un régime constant de mollesse n'affoiblisse. Dès qu'on parviendra dans un Etat à ne connoître plus de distinctions, de récompenses & de prérogatives que payables en argent, il n'y aura plus de héros, pas même de citoyens ; la nation ne sera bientôt qu'un vilamas de mercenaires & d'usuriers.

Je ne fais si cet avenir honteux n'est pas à craindre pour nos neveux. Il faut avouer du moins, que la progression a été bien rapide en ce genre depuis un siècle & demi. Dans le tems des grands Seigneurs, ceux-ci furent au moins aussi avides qu'on l'est aujourd'hui ; mais c'étoit

dans le genre de l'oppression, & non de la bassesse. Occupés de projets, d'ambition & d'orgueil, ils levoient dans le ressort de leurs charges, ou dans l'étendue de leurs domaines, les sommes attribuées à leurs Etats & Gouvernemens, & souvent en étendoient abusivement les droits. Sully rendit le plus grand service à l'autorité Royale, en faisant passer au Conseil que désormais les états & pensions seroient payées au trésor royal, & défense de rien lever à cet effet sur les lieux. Mais quelles que pussent être ces levées, elles n'avoient que des objets d'ambition, & c'étoit bien après l'arrangement ci-dessus que Lefdigières disoit à un Gentilhomme du Duc de Montmorenci : " Que votre Maître se souvienne qu'il n'est point de grand Seigneur en France, s'il n'a deux cens mille écus d'argent comptant dans ses coffres, & de quoi armer dix milles hommes dans ses maisons. „ Comparons seulement cette idée du grand Seigneur avec celles qu'on s'en fait aujourd'hui, ces projets de leur avidité avec les objets de dépense qui excitent la cupidité de leurs descendants, & mesurons, s'il se peut, la distance.

Ce n'est assurément pas en cela que la progression pourroit être contre nous. Tout bon citoyen conviendra qu'il vaut mieux que les grands Seigneurs soient nuls, qu'en pouvoir de diviser l'Etat & de tenir tête à leur Maître. Mais n'y a-t'il point de milieu ? Ce seroit un blasphème de le dire, puisque si d'une part l'indépendance des Seigneurs menace l'Etat de trouble & même de démembrement, de l'autre leur avilissement absolu & l'anéantissement des hiérarchies est un prélude de l'anarchie totale, & le délire d'un peuple qui, quelque temps avant que de dis-

paroître de la surface de la terre , représente impudemment les monstrueuses fêtes des Saturnales. Il est donc un milieu : notre Gouvernement l'a connu ; il est nécessaire d'en considérer la marche , pour prévoir les inconvéniens qui pourroient le détruire.

Louis XIV. ce Prince si grand aux yeux des contemporains , & qui fera à jamais pour la postérité un monument des forces de l'homme , comme aussi peut-être du danger de ses faiblesses , voulut que désormais personne n'exercât de juridiction supérieure dans son Royaume que par lui. Il aimoit le faste & la magnificence ; sa grandeur naturelle aidée de tout ce qui a droit de nous éblouir , étouffa bientôt tout autre éclat. Tout devint planette dans l'Etat ; il n'y eut plus de soleil que lui , & de lumière que d'emprunt & de réverbère. Soigneux d'être rendu tel qu'il étoit par ses représentans , il grossit les émolumens des Charges & des Emplois , voulut que ses bienfaits servissent aux dépenses d'éclat , comme il y faisoit servir ses trésors , & en combla la mesure sur la tête de ceux qui s'en servoient à honorer leur emploi , & l'Etat par contre-coup. Par ce moyen , il parvint à ramener tout à son service , chacun s'empressa à consommer son propre patrimoine pour se rendre digne d'en obtenir l'équivalent en viager & pensions ; & la splendeur extérieure de l'Etat fut à son plus haut point , ainsi que son union intérieure.

Jusques-là , ou à peu près , tout marche vers la solidité & la décoration de l'édifice ; mais tout ici-bas peut dégénérer en abus , & les meilleures choses quelquefois plus aisément que les médiocres. En ceci , par exemple , il seroit possible

sible que l'émulation perdant de vue la dignité & la considération des emplois, les occasions qu'ils procurent de s'illustrer par de grands services, ou de s'honorer par une habitude de prééminence dignement soutenue, se retournât visiblement vers la solde de ces emplois, & en dédaignât les fonctions. Les fautes inséparables de la grandeur, les nuages du palais aideroient d'eux-mêmes à cette décadence. Les Officiers de la Cour, privilégiés pour la familiarité du Prince, profiteroient de sa bonté pour obtenir les emplois même dont l'exercice devoit les éloigner. Le service du Prince mis en contradiction avec le service de l'homme, aura certainement le dessous. Dès lors un représentant en sous-ordre aura la commission en Province, dont le Courtisan a le titre & les émolumens. Le Prince paie le double, tandis qu'il est plus mal servi, attendu que le Grand, plus fait pour le représenter, demeure petit pour toujours, & que le petit qui n'a qu'un lustre d'emprunt, ne peut jamais se proportionner entièrement à la place d'un autre.

Ce n'est pas encore tout : on pourroit tellement s'accoutumer à voir les emplois occupés *ad bonores*, qu'on ne trouveroit plus étrange de les perpétuer dans les familles par des survivances : relâchement dont on se fût bien gardé, si les Titulaires les avoient exercés, puisqu'on ne sauroit oublier que les anciens démembrements de la Monarchie ne furent autre chose que les gouvernemens & bénéfices devenus héréditaires. Dès lors un exemple servant de planche à l'autre, on en viendrait à voir des enfans, non-seulement occuper les charges de la Cour, qui toujours seront parmi nous l'objet de l'am-

bition des hommes les plus illustres par de vrais services rendus à l'Etat, & qui demandent une dignité de maintien & de représentation dont la jeunesse est d'ordinaire incapable; mais encore en naissant Gouverneurs de Provinces, de Places, &c. le Prince seroit réduit à n'avoir de grandes graces à faire, & les sujets, à n'en espérer, que par l'extinction de quelqu'une des familles privilégiées.

Il s'ensuivroit dès lors que ces grandes Places si estimées autrefois par leur prééminence, par leur correspondance nécessaire avec le Prince, par les occasions de rendre des services d'éclat, si propres à former des hommes par la nécessité d'en gouverner d'autres, de manier les esprits, de faire respecter l'autorité en se respectant soi-même, &c. ne seroient plus prisées que sur le tarif de ce qu'elles rapporteroient, & que tous leurs autres avantages utiles à l'Etat, loin de lui être onéreux, seroient perdus.

D'autre part, ces bienfaits importants, autrefois encouragement pour tous en perspective, ne seroient plus qu'échelons pour un petit nombre pour atteindre à d'autres larcins. Sur cent hommes privilégiés, & bardés en naissant de charges & de dignités, à peine s'en trouvera-t'il un qui regarde ces bienfaits prématurés du Prince, comme un engagement indispensable pour lui de les mériter un jour, ou qui parvenu à rendre des services, sache répondre à un Maître bienfaisant qui lui offre de nouvelles graces : *Sire, je suis payé d'avance.* Cette modération seroit au-dessus de l'humanité en un siècle où tout n'est que métal, sorte de chevance dont on n'a jamais assez. Au contraire, nous sommes tous enclins de notre nature à nous identifier avec nos

accessaires étrangers. Quel est l'homme, qui chargé d'un bel habit, & satisfait du privilège d'aller ainsi vêtu, tandis que tant d'autres sont couverts de haillons, n'aspire pas encore à se faire faire place en vertu de cette décoration qu'il se persuade bientôt être lui? De même un Grand qui sert, oublie qu'être Grand est sa récompense, & s'en fait un titre pour aspirer à de doubles avantages obtenus à moitié moins de services que son inférieur. Les dignités donc, autrefois objet d'émulation & portion principale du trésor de l'Etat, deviendroient patrimoine des particuliers, charges onéreuses dans l'Etat, & prétentions contre la société.

D'ailleurs, les Charges n'ayant plus d'exercices, pourroient bien plus aisément être réunies sur la même tête. Les Princes sont hommes; nous voyons tous avec prédilection les gens que nous avons obligés; en conséquence les graces assurent la faveur, & la faveur de nouvelles graces. Le célèbre railleur Comte de Grammont demandoit un jour à Louis XIV. un écu: enquis de ce qu'il en vouloit faire, il répondit que la première grace coutoit seule, & qu'il seroit bientôt un grand Seigneur s'il obtenoit celle-là. C'étoit accuser indirectement ce grand Prince de ce genre de foiblesse. La grandeur d'ame des Souverains est un piège contre eux en ce genre. *Je t'ai comblé de biens, je t'en veux accabler*, n'est que trop souvent la devise des Princes. Ce ne fut pas celle d'Elisabeth, dont le regne fut le chef-d'œuvre d'un habile gouvernement: elle suivit la devise contraire, comme Reine; & quand elle y manqua comme femme, elle eut toujours sujet de s'en repentir. Dans les tems de vigueur, les Charges se dé-

fendent d'elles-mêmes de leur réunion sur la même tête. Sully savoit répondre à son Maître qui vouloit le préposer à de nouveaux détails, qu'il étoit déjà trop chargé. Dans des tems tels que nous les prévoyons ici, on n'en auroit jamais trop, attendu que les détails deviendroient nuls, & que les revenans-bons demeureroient réels.

Cependant les conducteurs naturels de l'es-fain Politique, devenus frelons, non-seulement consommeroient le fonds & la subsistance de la ruche, mais encore devraient être remplacés, attendu qu'il faut que le travail se fasse. L'Etat livré à des conducteurs précaires, ne pouvant les récompenser par les dignités & les emplois désormais attribués à un petit nombre sans fonctions, seroit forcé à reconnoître les services par des attributions pécuniaires, *des pensions*. Ce mot qui n'eût jamais dû avoir d'autre objet, que de soutenir la veuve & l'orphelin des bons serviteurs, & les mettre en état d'imiter leurs peres, deviendrait l'objet de toutes les prétentions, l'étiquette de tous les placets, un article enfin de bienfaisance dans l'inventaire de toute famille honnête, ou se prétendant telle. Dès lors non-seulement toute vergogne naturelle de demander, quand on n'a pas besoin, seroit perdue; mais on en viendrait même au point d'être forcé à exiger des pensions comme marque de satisfaction due aux services, & de se croire deshonoré du refus de marquer ses habits d'une goutte de sang du peuple.

Il seroit inutile de noter ici les inconvéniens plus choquans de ce débordement de pensions; leur extension sur des gens infames ou par leur conduite, ou par la profession qu'ils exercent,

leur entassement sur des têtes déjà accablées de bienfaits, de survivances & de richesses. Quoiqu'au fond tous ces abus soient des suites nécessaires de l'introduction de cette frénésie, on peut néanmoins les considérer comme des surprises faites au Gouvernement, ou des effets des passions de ses arbitres; mais, quant à ceux que j'ai cités ci-dessus, il n'est personne qui ne puisse prévoir la possibilité de la progression dont je les ai fait naître.

On en viendrait donc à forcer l'honneur même à désirer l'argent. Oh! je demande si dès lors, en conséquence de ce dont nous sommes convenus ci-dessus, il faudroit s'étonner de ce que la patrie ne fournît plus de héros, plus même de citoyens. En effet, je me suppose honnêtement né & doué d'une ame élevée; il s'ensuit que j'ai de l'ambition, mais honnête, & qui ne sauroit me forcer à déroger à mes principes. L'ambition dans ma patrie ne sauroit plus avoir d'objet que de l'argent: on en distribue à la Cour sous le titre de bienfaits & de graces; on en gagne dans les Finances sous le nom d'entreprises & de baux; on en acquiert dans le commerce par le travail & le bonheur. Sans contredit, l'ambitieux honnête & vergogneux se décidera d'abord pour le commerce qui ne surprend personne, qui est approuvé de tous; ou faute de débouchés & de talens pour cet objet de l'héroïsme du jour, dans mon hypothèse il optera pour la finance, où après quelques courbettes d'initiation, il aquerra promptement le droit d'ordonner aux autres le même manège; & ce ne sera qu'au défaut enfin de toutes ressources & de celles même d'une philosophie forcée & infructueuse à l'Etat, qu'il se détermi-

nera à prendre ou à continuer la route des bienfaits & des graces semée d'écueils & de parasites, & à chaque pas toujours plus affligeante pour l'amour-propre.

Qu'on examine d'après ce renversement d'idées, nécessité par la nature des choses dans l'esprit même du héros, l'effet qu'il doit produire dans celui de tout un peuple en général. Sitôt que chaque profession ne sera plus estimée que par sa solde, le soldat qui ne gagne que cinq sols par jour, ne sera qu'un goujat auprès d'un laquais, & l'Officier de même auprès d'un valet de chambre. On fait l'estime que les nations marchandes ont de tout tems faite des troupes; on se doute bien de celle qu'en feroit un peuple financier.

Nous avons à cet égard certainement décliné. Après la paix de Nimégue, le feu Roi reforma presque toute sa Cavalerie légère, & l'on conserva seulement la Compagnie Mestre de camp de chaque Régiment. En 1688. on complota tous ces Régimens par des Compagnies nouvelles. J'ai ouï dire à plusieurs vieux Officiers qui en firent alors, qu'ils formerent leurs Compagnies entières de gens de bonne volonté; quelques-uns en menerent de surnuméraires, & la plupart en refuserent un grand nombre. Le Royaume étoit plus peuplé, dira-t-on: je le fais; mais sûrement aussi il y avoit beaucoup plus d'ardeur pour ce métier-là dans la jeunesse d'alors, & beaucoup moins pour les emplois des Fermes & des Bureaux. J'ai moi-même encore vu des restes de cette brave curiosité Françoisé. Le désir d'avoir de beaux hommes pendant la paix, ayant porté les Officiers à pousser fort haut à l'envi le taux des en-

gagemens, on fit une Ordonnance qui les bor-
noit à dix écus. Cette loi caduque de soi, en
ce que l'inspection de ses transgressions est im-
possible au Législateur, ne laissa pas d'établir
tout naturellement son taux pendant un tems.
Il importoit peu au fond à des enfans de famille
qui mangeoient dans une nuit le prix de leur
engagement, qu'il fût de dix écus ou de vingt.
La vanité seulement de se faire payer comme
bel homme, les avoit engagés à marchander.
Aujourd'hui s'ils y taupent la veille, le lende-
main ils se dégagent à tout prix ; & quant à ceux
qu'on veut garder, il faut les éblouir ou les sur-
prendre.

Le principe intérieur & foudroyant encore de cette
progreſſion est, je le répète, la décadence de
l'estime ancienne qu'on faisoit du Militaire. Or,
on fait ce que furent de tous tems des soldats
méprisés. Quel remède à cela, dira-t-on ? Les
enrichir ? Quand la chose seroit possible, rien
au monde n'est plus dangereux que d'allumer la
cupidité du soldat. Les premiers corrupteurs de
la milice en ce genre égorgerent leur patrie.
On vit ensuite la soldatesque mettre l'Empire
à l'encan. Le remède n'est point dans la chose,
il est dans la totalité des mœurs. L'esprit mili-
taire ne peut se perpétuer dans une nation que
par l'estime attachée à sa profession. Cette es-
time est très-délicate, comme l'est tout ce qui
tient à l'honneur. On proposoit en Suède une
loi pénale contre certains contrebandiers, qui
les forçât à être enrôlés pour toute leur vie.
Et que deviendra la dignité du nom soldat ? dit
un Député de l'ordre des payſans. Beau mot
qui arrêta la promulgation de la loi.

Souvent aussi les loix militaires elles-mêmes

tranchent avec leur institution. La peine de mort, par exemple, ne doit être employée contre gens dont le métier est de braver la mort, que dans le cas d'une mort infamante. Mais ces digressions deviendroient étrangères à mon sujet. Revenons. L'or prédominant, je l'ai dit, ne peut faire qu'un peuple de mercenaires & d'usuriers.

Tel est l'avenir malheureux que notre méthode actuelle pourroit nous présager, si on la laissoit dégénérer en abus. La marche unie & sensible que j'en ai tracée, montre mieux qu'il ne me conviendrait de le faire, le régime par lequel on en peut & doit prévenir les inconvéniens. Mon objet est rempli à cet égard, si j'ai démontré : 1°. Que l'amour de la patrie, & toutes les vertus qui en résultent, peuvent exister parmi nous, puisqu'elles y furent & sont même encore toutes vivantes.

2°. Par quelle sorte de relâchement on en peut éteindre le principe, & supprimer la trace d'où naissent, sans que je hazarde de les prescrire, les moyens d'en établir & perpétuer le regne.

Des trois parties que je devois traiter comme points de ralliement, auxquels se rapportent tous les chaînons qui composent les mœurs, j'en ai parcouru deux, la Religion & le Patriotisme. Il ne me reste plus que la troisième, à savoir, les vertus civiles.

Celles-ci paroissent au premier coup d'œil moins importantes que les autres; il s'en faut bien qu'on en doive juger ainsi. Le vulgaire ne se mène point par les grands principes, & tout le monde est, ou fut ce vulgaire. La totalité, le corps des mœurs se corrompt par les détails,

& c'est par les détails aussi qu'il faut veiller à leur salut. D'ailleurs, tout fait un cercle ici-bas ; tout se tient par des liens invisibles & par mille chaînons insensibles aussi. De même que les vices journaliers sont le prélude ordinaire des grands crimes, les vertus civiles préparent l'ame des Héros. La vertu d'ailleurs, toute belle qu'elle est, toujours foible contre l'amour-propre qui nous domine, ne pourroit rien sur nous, si elle ne compatissoit à ses foiblesses. L'Acteur sur le théâtre se refroidit, si l'espoir de l'applaudissement du Parterre ne l'excite & ne l'encourage. Les hommes célèbres en tout tems & lieu ne furent jamais que des hommes, qui montrèrent en un degré plus éminent que les autres, les qualités en vogue dans la société parmi laquelle ils se firent distinguer. Par toutes ces raisons réunies en substance, il est clair que vainement cherchera-t-on la trace des vertus nobles, généreuses & élevées dans une nation, où les vertus douces & civiles seront dans le mépris, ou même négligées.

Cette partie-ci mérite même plus de détail que les autres. Les vertus nobles, comme ayant plus d'éclat, frappent par le brillant des occasions, & leur décadence se fait mieux sentir. Elles sont à la portée de moins de gens, & un petit nombre est plus aisé à diriger que la multitude. Un Etat enfin bien constitué par elles, peut subsister quelque tems sous leurs auspices, quoiqu'après elles, au lieu que sans mœurs civiles, tout est perdu.

Pour suivre quelque ordre dans les détails où je vais m'engager, & que j'abrégèrai autant qu'il me sera possible, il faudroit examiner les vertus civiles sous deux points de vue, à savoir, ces

les qui partent du cœur, & celles qui viennent de l'esprit. Mais ces deux mobiles ont en nous une telle connexité, qu'il est difficile d'en faire une division juste. *Le cœur suit aisément l'esprit*, dit un aimable Philosophe. Il eût pu dire avec autant de vérité : L'esprit suit aisément le cœur ; & comme il est également essentiel en Politique de veiller au maintien des qualités du cœur & de celles de l'esprit, il me suffit dans mon objet actuel, de mettre une sorte d'ordre qui me présente les détails que j'ai à traiter, puisqu'ils sont presque tous également importants.

En vain nous écrierions-nous sans cesse que l'esprit de société s'établit chaque jour parmi nous, & en bannit tous préjugés rustiques & sauvages. En toute hypothèse, il faut convenir de la signification des termes avant de raisonner sur ce qu'ils expriment. Si l'on appelle esprit de société, la tolérance & la privauté dans les mœurs, l'indifférence dans les sentimens, le mélange des conditions, le gout du présent, & l'oubli total du passé comme de l'avenir, j'avouerai que cet esprit voudroit se répandre ; mais je doute que ce soit là vraiment l'esprit de société, puisque ce fut précisément celui qui précéda de peu de tems la décadence & la ruine de tous les peuples qui ont régné sur la terre. Quant à moi, je m'en tiens à ma première distinction, & ne trouve la sociabilité que dans les vertus, & son contraire que dans les vices.

L'amour de nos proches, par exemple, est un des premiers devoirs de la société. Il dérive d'une juste reconnoissance mêlée de tendresse & de respect ; il nous fait connoître les sentimens du cœur sages & retenus ; il nous accoutume à

une obéissance noble & digne, seule école du commandement; il nous fait respecter & chérir dans ceux de nos parens qui nous sont égaux ou même inférieurs en degré & en avantages de la fortune, la mémoire de nos communs ayeux. Principe de vertus en grand, comme en petit, il entre d'une part pour beaucoup dans l'amour de la Patrie; de l'autre, il nous rend précieux jusques aux moindres domestiques & ouvriers qui ont servi & fourni nos peres; en un mot, c'est un des plus forts & des plus indissolubles liens de la société.

Si donc nous avons aujourd'hui plus de respect pour nos peres, plus de tendresse pour nos proches, plus d'amour pour nos enfans en général qu'on n'en avoit autrefois; si l'on *cultive* davantage; si l'on remplit mieux les devoirs de bienfaisance qui sont en ce genre le représentatif de ces sentimens, j'avouerai qu'un des principaux arcs-boutans de l'esprit de la société se renforce parmi nous. Sans entrer dans la discussion de ce problème qu'il ne me convient pas d'approfondir, je ferai quelques remarques de détail, qui ont, selon moi, trait à la chose.

On a de nos jours introduit un relâchement physique en ce genre, dont on n'a sans doute pas senti les conséquences, en diminuant tout-à-coup de moitié les deuils de parenté. Un frere s'est trouvé tout étonné de ne porter que six semaines le deuil de son frere; & je n'oublierai jamais que je me sentis un tel serrement de cœur à la vue du premier habit de couleur au bout de six mois de deuil de la mort de mon pere, que je le rejettai avec frayeur, & portai le noir l'année entière. On accorda, dit-on, ce

retranchement aux plaintes des marchands. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner s'il est de l'intérêt de l'Etat, que le regnicole consomme des étoffes somptueuses plutôt que des draps simples. Cet article se trouve ailleurs; mais il est du premier & du plus sacré des intérêts, de ne pas porter un coup manifeste & direct aux bien-séances relatives à l'amour des proches. Vainement allégueroit-on ces raisons usées, que le deuil doit être dans le cœur, & non dans les habits. Il en est de cela comme du culte dans l'esprit, & non dans les cérémonies. Les replis du cœur échappent, & doivent échapper à l'inspection publique; elle n'a d'intérêt qu'à l'extérieur. L'homme d'ailleurs n'est frappé que par les sens : tel s'afflige sous des pleureuses, qui riroit en habit de bal. L'ensemble de mille contenance masquées produit mille autres sentimens réels. Tout sentiment intérieur qui n'a nulle apparence extérieure, ne mérite aucune croyance.

Ennemi, comme je le suis, de tout système tendant à mener les hommes par la contrainte, je ne saurois en revanche trop recommander de les porter par l'exemple & les distinctions vers la vertu. Puisque le Gouvernement peut proscrire les deuils, pourquoi ne pourroit-il pas honorer les femmes, par exemple, qui allaitent elles-mêmes leurs enfans? Les cuisiniers & les entrepreneurs du Bal de l'Opéra s'opposeroient peut-être à cet arrangement; mais leur intérêt me paroît d'une médiocre considération dans l'Etat, en comparaison de tous les maux que préviendrait l'encouragement de cette méthode prescrite par la nature. Tant de femmes détruites par les ravages du lait, tant d'enfans em-

poisonnés par les maux de leurs nourrices, l'ordre rétabli dans les mœurs des femmes, leur fécondité conservée, leur tendresse maternelle accrue par ces soins précieux, sont des objets dans la chose publique ; & je sais bien que si j'en étois le maître, j'augmenterois par une loi les droits matrimoniaux de toute mere qui auroit nourri ses enfans, ou l'honorerois par telle autre distinction dont l'idée me seroit donnée par un meilleur esprit que le mien.

De l'amour de nos proches dérive l'amitié & confraternité entre citoyens. Celle-ci est autre chose que l'amour de la patrie, dont j'ai traité ci-devant : elle y entre comme portion du composé ; mais elle n'est qu'en petit ce que l'autre est en grand, & c'est encore un des plus forts liens de la société. Tout nous montre ici-bas ce que peut l'esprit de confraternité, & à quel point l'aggrégation à un corps particulier peut devenir une seconde nature. Cet homme, qui prêt à entrer dans la Milice, n'alloit être qu'un paysan redressé, s'engage dans le Régiment de Navarre, & soudain prend l'esprit du Corps, & cette intrépidité renommée dont ce Régiment se pique. Nous sommes donc susceptibles de qualités incidentes & épidémiques, pour ainsi dire, relatives à nos engagemens particuliers de société, & à ce compte un homme libre de tous engagemens est celui de tous qui a le moins d'existence.

Ce penchant dérive de l'attrait vers la sociabilité, que j'ai dit autrefois être inhérent à la substance humaine. Il veut être dirigé comme tout autre, pour la plus grande utilité publique & particulière ; son point certain de direction est parallèle à la gradation de nos devoirs. Les

premiers sont envers Dieu, les seconds envers la patrie, ensuite nos proches, puis nos concitoyens, enfin l'humanité entière, puisque nous sommes tous frères.

En suivant cette gradation, les attachemens les plus vifs ne sauroient nous porter à rien de nuisible à la société. Un vrai citoyen peut aimer à l'excès sa famille; s'il aime encore plus sa patrie, il ne fera rien d'injuste ni de déplacé pour l'avancement de ses proches, & ainsi du reste. Mais, au contraire, si cette gradation est renversée, il n'est presque aucun attachement qui ne puisse être nuisible. Plus l'ami du genre humain sera doux & aimable, moins, s'il n'est retenu par l'idée des devoirs qui précèdent celui-là, il prendra d'intérêt à sa patrie en particulier. Celui qui aime par prédilection ses concitoyens, regardera comme ennemie la partie dominante de l'Etat qui impose à sa patrie particulière des charges dont il ne sauroit voir l'utilité en grand dans des objets qui ne l'intéressent pas, & dont il sent le poids en petit aux lieux qu'il affectionne uniquement. L'amour des proches ne sera plus qu'un assujettissement aux foiblesses & aux passions d'autrui. L'amour de la patrie enfin, s'il n'est soumis aux grands principes de la Morale & de la Religion, peut faire des Ducs d'Albe, & les pousser à fouler aux pieds les droits les plus sacrés des gens & de l'humanité.

Ainsi chacune de ces affections si nécessaires au maintien de la société générale & particulière, peut devenir nuisible, si elle n'est subordonnée à celles qui la doivent précéder. Mais fussent-elles être toutes aussi déplacées, aussi exclusives que celle qu'on attribue, faussement

sans doute, à certains Ordres Religieux, mais avec quelque vérité à certains d'entre les individus qui les composent, ce monstrueux assemblage d'hommes qui tendroient tous vers des affections déplacées, seroit infiniment préférable à une prétendue société, dont les membres n'en auroient aucune. C'est cependant à quoi conduit l'intérêt particulier, qui nécessairement dégénère bientôt dans un Etat en intérêt personnel.

Je veux croire en effet que l'intérêt particulier fut d'abord & dans son principe un faux calcul de passions nobles, un désir de préférence & de distinction, qu'un homme plus habile que moi a nommé l'*honneur* dans les Monarchies. Qu'en ferons-nous désormais dans un Etat, où par un relâchement tel que celui dont j'ai ci-dessus établi les progressions, toutes ces distinctions sont évaluées en argent? Je veux encore que celui qui est livré à cet intérêt, se passionne en ce genre également pour soi & les siens : la nature des biens qu'il peut désormais seuls ambitionner, le précipite bientôt dans l'intérêt personnel & exclusif : en effet, on peut espérer de perpétuer dans sa famille les distinctions, les charges, les prérogatives, la réputation même ; & ce plan flatteur en idée, loin de diminuer la portion du possesseur actuel, en est une sorte d'accroissement fictif ; mais l'argent que vous conservez à vos héritiers, est mort pour vous : or, pour un avare il y a cent mille cupides ; ce qui est très-différent comme chacun fait.

Sans nous étendre d'avantage en raisonnemens déjà trop longs, considérons la nation où l'or s'est le plus répandu, & a conséquemment

le plus usurpé la qualité de biens réels , & voyons si tous les arrangemens civils , relatifs à la conservation & au lustre des familles , n'y ont pas plus reçu d'altération , qu'ailleurs ; si les substitutions n'y sont pas bornées & regardées comme injustes ; si les retraits lignagers n'y sont pas odieux ; s'il n'a pas fallu des loix nouvelles pour empêcher des meres dissipatrices d'engloutir dans leur veuvage leurs portions dans les aquêts du mariage ; si les fonds perdus enfin , usage monstrueux & dénaturé , qui loin d'être encouragé par le Gouvernement , ne devroit être toléré qu'en encourant note d'infamie , n'y sont pas plus en vogue que par-tout ailleurs.

L'intérêt particulier dégénère donc nécessairement en intérêt personnel : delà la dissolution de toute société ; car , comme on fait , le vice a ses calculs & sa philosophie , ainsi que la vertu. Or , en me supposant le plus honnête Philosophe apathique du Royaume , que me faut-il pour me rendre heureux , dès que mon bonheur est uniquement concentré en moi-même ? Santé , joie & tranquillité ; les travaux & les soucis de l'ambition nuiroient à tout cela. L'Etat entier réside en ma propre personne , & je dirai , comme l'Ane de la fable :

Et que m'importe.... à qui je sois ?

Sauvez-vous, & me laissez paître.

Notre ennemi, c'est notre maître ;

Je vous le dis en bon François.

Mes concitoyens sont des moucheron du pays , dont j'ai plus à me garantir , que des Maraingoins d'Amérique ; mes proches , plantes du hazard , dont le voisinage m'empêche de voir
le

le soleil. Je leur fait bonne mine à tous ; mais autant qu'ils me peuvent être utiles, & qu'il ne m'en coutera pas le dérangement du moindre de mes petits calculs ; tout enfin me devient indifférent sur la terre, & j'applique glorieusement à mon existence l'axiome philosophique de la force & du courage : *Si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinae.*

Que faire cependant pour l'avantage de la société d'hommes bâtis de la sorte ? Ils ne la troubleront pas ; mais j'aimerois autant les offemens des Catacombes. Or, la perte d'un homme n'est-elle rien ? Le plus digne Héros ne fut qu'un. D'ailleurs, si l'homme d'Esopé en tout & par-tout tel que je viens de le dépeindre, est un animal si rare, que cette perte ne tire pas à conséquence, en est-il moins vrai qu'un germe, un soupçon de cet esprit répandu dans la généralité, estimé même dans ceux qui se distinguent en ce genre, fait un ravage singulier en affoiblissant tous les liens à la fois de la société ? Il n'en est aucun dont la conservation ne soit très-importante à la chose publique ; mais pour juger si l'apathie s'attaque aux premiers de tous, lisez & voyez si parmi toutes les nations passées & présentes, quand le champ libre laissé à la cupidité, & les fautes du Gouvernement ont donné la prééminence à l'or, ce n'a pas été précisément l'époque des plaintes publiques contre l'usage du célibat volontaire, & le tems de ces Loix vaines, dont l'objet fut de réhabiliter les mariages.

Il résulte de cette énumération qu'on aura trouvé longue, & que j'ai cependant tâché d'abrégé, attendu l'abondance de la matière, que tous les attachemens, tous les liens entre ci-

royens sont précieux à maintenir & à vivifier ; qu'il importe de les diriger suivant la progression des devoirs, en les distinguant & honorant en conséquence ; que sur-tout il n'est présage plus malheureux dans l'Etat pour sa durée & sa prospérité, que de les voir s'affoiblir & s'éteindre ; & que la prééminence de l'or porte invinciblement la tournure des choses de ce côté-là.

Remettez l'or à sa place, c'est en général tout mon art. Il est simple ; mais il demande une attention bien constante & suivie dans les détails. Passons maintenant à ceux qu'il me reste à traiter, pour achever cette ébauche de l'article des mœurs.

Je les renferme tous (pour me borner) en un seul point que j'appelle *Décence des mœurs*. Je viens de le dire, & tout le monde le pense : tout sentiment intérieur qui n'a nulle démonstration extérieure, est article de foi rejeté de tous. En vertu de quel titre une nation prétendra-t'elle à quelque distinction dans le monde, si elle n'a aucune noblesse dans les manières ? Qui mettra d'ailleurs cette noblesse dans le cœur de ses élèves, s'ils n'en trouvent nulle trace dans les mœurs ? On fait que les exemples font tout, & les préceptes rien.

On assure que Louis XIV. fut vivement blessé de trouver dans Télémaque des principes de conduite entièrement contraires à celle qu'il avoit tenue & consacrée. En ce cas un peu de vanité & une longue habitude de flatterie avoient persuadé à ce Prince, que tout bien en fait de gouvernement, étoit concentré en sa personne. Le Télémaque étoit destiné à l'éducation d'un Prince, désigné par la nécessité le restaurateur économe d'un Etat épuisé par les succès & les

malheurs d'un regne long & excessif en tout genre. En conséquence la modération, & les vues qui en résultent, y sont recommandées & illustrées par-dessus toutes choses; mais il ne seroit pas difficile de montrer dans ce Livre (unique en ce genre, & qui renferme plus de saine politique dans quelques pages, que mon Ouvrage entier n'en sauroit contenir) mille traits qui vantent cette noblesse, & cette dignité de mœurs qui doivent distinguer la véritable grandeur. Quoiqu'il en soit, il n'est pas de mon sujet d'examiner si Louis XIV. ne donna pas dans l'excès en ce genre. L'inspection des mœurs des Rois n'appartient qu'à l'Histoire, & c'est pour cela qu'on a dit que les Historiens devoient être les plus sages des hommes; mais je puis dire que le gout de ce Prince pour tout ce qui tenoit du faste & de la grandeur, donna de son tems un grand lustre à la France, & ne contribua pas peu à cette haute considération où parvint le nom François.

Par le principe tiré de l'empire que nos sens ont sur nos opinions, le Gouvernement ainsi que la Religion, a ses rites & ses cérémonies. L'étiquette, exercice de la Cour, qui poussée trop loin, échange les Princes en pagodes, mais qui dans son principe fut si nécessaire au maintien de l'ordre & du respect, dont ils doivent être toujours entourés; l'étiquette n'est autre chose que la décence de mœurs des premières têtes de l'Etat. Le pouvoir dans les Monarchies ne réside qu'en un seul; mais son exercice est confié à plusieurs. Les Magistratures politiques, militaires & civiles, ne sont autre chose qu'une émanation, une parcelle de la souveraine puissance. Si, comme on n'en sauroit dou-

ter, la décence est nécessaire à la majesté du trône, elle doit en proportion l'être aussi à la considération de toutes les dignités préposées à l'exercice de ses devoirs & de ses droits.

D'autre part, toute Monarchie héréditaire admet nécessairement des prééminences indépendantes de l'autorité quelconque, qu'on appelle des droits du sang. La nature nous donne des maîtres que nous n'avons droit de choisir, ni de rejeter. Elle donne donc parmi nous des droits distincts & séparés de la Magistrature. En effet, nos Princes du Sang, sans Gouvernemens, sans Charges militaires, par le seul droit de leur naissance, sont les premières têtes de l'Etat, & ont en cette qualité les prérogatives les plus marquées. Les autres sujets en ont aussi de bien moindres à la vérité, mais enfin des droits héréditaires. La plus pauvre Noblesse & la plus oubliée, se croit & se fait presque croire d'un limon séparé, & il est bon, par des raisons étrangères ici, qu'elle le croie & le fasse croire ainsi. A commencer par le Souverain, chacun se sent presque aussi privilégié par son sang que par sa Charge, & les prétentions qu'on peut avoir à cet égard, entrent bien au moins autant dans les calculs de notre vanité, que celles que nous attribuons à nos Places. Ces prétentions nous portent naturellement vers la décence des mœurs plus nécessaire encore aux prééminences arbitraires, qu'à celles qui nous sont désignées par le Législateur.

Mais je veux qu'on ne soit rien, ni par la Loi, ni par le sang; on est homme du moins. Soit le vice, soit la vertu, tout nous porte à nous estimer, & à convoiter l'estime d'autrui. Le vice, en ce que l'orgueil est une petitesse,

& tellement née avec nous, qu'on ne verra pas un seul enfant dans le plus bas âge, qui ne soit naturellement vaniteux ; la vertu, en ce que la morale nous fait sentir l'excellence de l'homme, & nous montre à nous respecter nous-mêmes, & à respecter l'opinion d'autrui. Ainsi donc, par les raisons déduites ci-dessus, une décence de mœurs relative est de l'essence civile de tout être faisant portion de la société. Il s'ensuit delà qu'on ne sauroit déchoir sur cet article dans un Etat, sans s'avilir en gros & en détail, & que l'attention en ce genre est un des premiers devoirs de la société.

Ce n'est pas que je fasse consister dans le faste des Grands, & dans la sottise vanité des petits, ce que j'appelle décence ; mais je dis qu'il importe que chacun s'estime assez pour vouloir conserver son maintien naturel, & que si les mœurs doivent être forcées, il vaut mieux encore que ce soit à monter qu'à déchoir. Cette familiarité de mœurs, qui confond les rangs & les états, & qui fait coudoyer dans la rue le Magistrat par le crocheteur, peut être une vertu de République : du moins il n'est pas de mon sujet d'examiner le pour & le contre de cette question ; mais c'est un vice dans la Monarchie. On a beau dire : les Saturnales des Romains, le masque de Venise, nos Bals de l'Opéra furent des inventions du vice qui gagne toujours au désordre & à la confusion. Je veux croire que dans des sociétés une fois flétries par ce genre de licence, il fût dangereux de la supprimer entièrement ; mais du moins faut-il empêcher que ces désordres intermittens ne deviennent les mœurs permanentes d'une nation.

Il seroit à souhaiter que tous les hommes

pussent être vertueux ; mais puisque la chose est impossible , dussé-je être accusé d'une morale erronée , je tiens qu'en général la publicité des mœurs arrête plus de vices que le scandale n'en produit. Ne confondons point la simplicité & la familiarité. L'une doit son institution à la vertu, l'autre la doit au vice. Quelques Princes se sont déguisés pour connoître par eux-mêmes l'opinion du peuple sur leur conduite ; la plupart pour en imiter la crapule & les débordemens. Voulez-vous discerner si c'est la simplicité, ou la familiarité qui bannit le faste & la dignité de mœurs d'un Etat, il est un thermomètre infaillible ; c'est le respect des petits pour les Grands. La simplicité relève au-dessus de son état un homme ordinaire ; elle rend les supérieurs également aimables & respectables, & nulle part il n'y a plus de modestie dans les petits, qu'où regne la simplicité dans les Grands. Mais si les Hiérarchies, si les rangs se perdent dans un Etat, si l'usurier & l'histriion admis à la table des Grands, s'y trouvent de compagnie ; si ceux-ci cherchant un bon cuisinier, ou une jolie femme, ou quoi que ce soit, deviennent pairs de ceux qui cautionnent les fermiers de leurs terres, c'est la familiarité qui confond les rangs, & qui couche l'échelle de l'Etat.

Ce mélange adoucit les mœurs, dit-on, il communique la politesse dans tous les états. Sans doute tout se rapproche, mais tout y perd. Voyez-en le tableau dans les Spectacles. Les Théâtres nobles quitterent les Héroïdes pour les Pastorales ; ensuite sont venus la farce, les riens ; d'autre part la Comédie a pris de la politesse ; elle débite de l'esprit & des traités de morale. Les premiers ont perdu leur grandeur

& leur dignité sans pouvoir descendre à la joie naïve, l'autre a perdu son sel, sa gayeté, ses traits ingénus, & n'a gagné que de l'ennui.

Qu'arrive-t'il de cela cependant ? C'est que les vertus descendent, & que les vices montent. Pense-t-on que ce ne soit rien ? Que Moron dise :

*J'y consens,
Il n'est pas généreux, mais il est de bon sens.*

La morale burlesque d'un valet poltron fait rire, & donne au manque de courage un ridicule qui rendra brave ses camarades même ; mais que le Poëte de la bonne compagnie dise :

*Que te reviendrait-il de tant de renommée ?
Rien, que la chétive lueur
Et que le peu de fumée
D'une lampe en ton bonheur
Sur ton cercueil allumée,
Et le touchant plaisir, aux pieds du grand Louis,
Enterre près Guesclin, d'infester Saint-Denis.*

Cette morale du libertinage, masquée du beau nom de Philosophie, séduit la jeunesse par l'attrait du plaisir, & lui montre comme romanesques les vertus de ses ayeux, & l'amour de la gloire qui leur donna l'être.

Terminons ce Chapitre par où nous l'avons commencé. Les mœurs sont le ressort principal d'un Etat ; elles sont les cordes de l'instrument politique dont les Loix ne sont que les sons : que les mœurs soient tendues à leur point & d'accord, les Loix seront toujours dans l'ensemble qui forme l'harmonie politique : que les mœurs se relâchent & se détendent par un point

ou par l'autre, dès lors toute l'habileté de celui qui touche l'instrument, ne sauroit ramener l'uniformité des sons.

Il faut alors remonter les mœurs. L'exemple & la police sont les seuls outils propres à cela. Je suppose qu'il y eût eu un tems où la politique eût été assez aveugle pour introduire l'usage d'intercepter les courriers des autres Puissances : misérable méthode, semblable à la pu sillanimité qui fait écouter aux portes ; honteux expédient, dont les auteurs s'accusent eux-mêmes d'envoyer par la poste des semences de noirceurs & de trahisons, puisqu'ils craignent les envois de leurs semblables. Cette bassesse, bornée d'abord dans l'ombre des cabinets préposés aux détails de la politique étrangère, gagneroit bientôt ceux de la politique civile. Après avoir servi les intérêts des Princes par cette honteuse méthode, on en viendrait à servir leurs passions, & enfin leur curiosité ; on en viendrait à ne plus rougir d'un vil attentat, qui feroit pâmer de honte un laquais qui y seroit surpris dans le cabinet de son maître. Comment espérer alors que les hommes se souviendront dans l'âge mur qu'on leur a dit dans leur enfance, qu'il étoit infame de lire une Lettre même décachetée ? Comment se flatter que ce principe naturel du droit des gens prévaudra sur l'exemple, & la publicité du vice contraire ? Chacun s'érige en politique dans son cercle, & la vergogne publique se trouve entièrement perdue. Faites bien, écrivez, parlez, & pensez de même, vous mépriserez les faits, les écrits, les discours & les pensées même de vos ennemis.

Le droit des gens en grand & en petit, c'est là le point de vue unique qui abrégera vos tra-

vaux & vos spéculations, qui fixera vos irrésolutions, qui élaguera les sophismes du pour & du contre; malheureux efforts de l'esprit humain destinés à cacher les trahisons de l'intérêt, qui obscurcissent des vérités plus claires que le jour, & font quelquefois subsister chez des peuples policés des tyrannies de détail dont la barbarie auroit rougi. Ayez uniquement en tout & par-tout le droit des gens en vue : la Loi naturelle empreinte dans tous les cœurs, se présente sans cesse aux yeux même qui le fuient, & le fait briller sans nuage devant ceux qui le cherchent dans la pureté de cœur & d'intentions. Il vous décidera dans les plus petits détails. Vous défendez le lansquenet & la dupe comme dangereux, & vous permettez le berlan; un instant de réflexion vous fera anathématiser ce dernier. Pourquoi cela ? C'est que dans les premiers, c'est le hasard qui décide; dans celui-ci, il entre beaucoup d'astuce, & il est important d'empêcher les citoyens de s'habituer, même dans leurs jeux, à user de finesse pour se tendre des pièges réciproques.

J'ai vu jadis dans une grande ville un Chirurgien montrer pour de l'argent une fille hermaphrodite, qu'on découvroit impudemment à tous venans. Ailleurs, un autre ayant injecté le cadavre d'une jolie personne, la faisoit voir avec tout aussi peu de ménagement. Ailleurs encore, une fille enceinte à l'âge de huit ans, devint l'objet du concours & de la curiosité publique. Tous ces attentats contre l'honnêteté publique, furent promptement réprimés par la Police.

C'est ainsi que rien n'est petit aux yeux d'un Législateur; c'est pareillement ainsi que les moîn-

dres ressorts de la machine politique se réunissent uniformément sous la grande touche, qui n'est autre chose que la vue du bien général & universel.

Il résulte en résumé de ce dernier article, que le faste, la magnificence même, l'ornement extérieur & la dignité dans les mœurs, loin d'être un inconvénient dans une Monarchie puissante, de l'épuiser & lui nuire, sont une preuve que tout y est à sa place, pourvu que le lustre & le brillant de la dépense soient distribués relativement, & se trouvent où ils doivent être. Dans les tems de splendeur, les gens en place font de grandes fortunes, & en jouissent au profit & à la décoration de l'Etat; dans les tems de familiarité, ceux-ci firent parade d'une prétendue modération: on vit croître les sous-ordres à vue d'œil, prodigues avec ostentation de richesses obliquement acquises. Que signifie cela? Rien autre chose, sinon que la paresse & l'engourdissement de l'ame borner les chefs, & que la familiarité, aurore certaine de l'anarchie, avoit persuadé aux sous-ordres qu'ils pouvoient & devoient s'égaliser à leurs maîtres. Le Public n'y gagna rien; au contraire, fatigué par la cupidité des mercenaires, & livré à l'insolence des esclaves, il n'eut pas même la satisfaction de voir ses dépouilles servir à la décoration de l'Etat.

Ce seroit me mal entendre, que de me placer au rang des prôneurs du luxe, d'après ce que je viens de dire. Je fais en général, & j'ai établi ci-dessus que la double consommation d'un individu n'est autre chose que l'homicide de son voisin, qui vivroit sur la sorte de dégât de tout ce qu'il consomme par delà son nécessaire; mais je fais aussi qu'il est impossible d'é-

tablir dans un grand Etat cette frugalité universelle, & cette consommation géométrique ; & puisqu'il faut dans une société complète, des gens qui représentent, & d'autres qui se piquent d'une économe frugalité, je dis que c'est tout perdre, que de confondre les êtres à cet égard, de mettre les ombres sur les groupes principaux, & de répandre le coloris sur les fonds.

C'est néanmoins ce que fait le luxe : je vais me laver du soupçon d'en avoir pu être le partisan, en dévoilant sa marche & ses effets, & c'est ainsi que j'acheverai de développer le système des mœurs dans un Etat, & que je mettrai sous les yeux une infinité de détails qui auroient trop étendu ce Chapitre.

CHAPITRE V.

Du Luxe.

J'Entreprends sans doute une tâche au-dessus de mes forces. Je vais mettre en prose & en calculs la répétition de tant de vaines déclamations, fruits de l'imagination chagrine & envieuse des Poètes & des Moralistes. Je réveille un vieux système de l'esprit démenti par le cœur, & je viens prêcher le Stoïcisme à des gens instruits également de la vanité des préjugés du vice & de ceux de la vertu. Ce ne sont point des hommes corrompus que j'attaque du milieu de la rue, tandis qu'une grande cour & de triples antichambres les dérobent à de vaines clameurs : ce sont des hommes ingénieux, sobres, laborieux, philosophes, illustres enfin, tels que

Melon & David Hume, qui ont deffillé les yeux du Public à cet égard, & dont j'ose ébranler les trophées. A l'égard de l'envie, qui me connoitra, saura que je ne suis, ni par mon tempérament, ni par les causes secondes, dans le cas d'être attaqué de cette maladie. Si vous avez du bien, & en jouissez mollement, l'ennui, les vapeurs & les maladies de nerfs en jouissent aussi. Le tout ensemble, ce n'est pas la peine de vous rien envier. Quant à vos prophètes, les noms ne m'éblouissent pas; je fais peut-être aussi-bien qu'un autre rendre justice à leur mérite; mais chacun a ses droits à la recherche de la vérité, & j'espère démontrer qu'en plusieurs choses ils ont blâmé ce que je blâme, qu'en plusieurs autres ils ont confondu le luxe & la dépense, qu'en quelques-unes enfin ils ont mal raisonné, faute de partir d'après les vrais principes. Commençons.

Mr. Melon est, je crois, le premier qui dans un Ouvrage raisonné ait paru autoriser le luxe. Cela donna une vogue considérable à son Livre, & désormais il n'y eut Docteur de cercle qui ne prononçât hardiment que le luxe étoit un bien. Cependant en suivant attentivement Melon, & dans tout le cours de son Ouvrage, on voit que ce fut un bel & bon esprit, & fort éclairé sur la plupart des détails dont il traite. Il donne à gauche, selon moi, sur l'article du luxe; mais non pas autant que l'ont cru ses écos; & c'est faute de le bien entendre, qu'on le dit le prôneur absolu du luxe. C'est par lui, comme le premier, que je commencerai l'analyse des raisons de ce nouveau système.

J'ai dit souvent, & je répéterai que si les partisans philosophes du luxe, du moins ceux de l'ordre des hommes que je viens de citer &

que je vais combattre, m'avoient entendus, nous aurions été d'accord sur presque tous nos principes. Pour commencer, il eût fallu d'abord convenir des définitions; cette méthode abrégeroit bien des disputes.

Melon dit : *Le luxe est une somptuosité extraordinaire que donnent les richesses & la sécurité d'un Gouvernement.* Cette définition arrondie paroît nette & comprendre tout, & cependant elle est contredite par le fait & par la morale. Par le fait, en ce que les regnes enragés de Caligula & de Néron ont été ceux du luxe à Rome, & non pas assurément ceux de la sécurité. Par la morale, en ce que justifier le luxe d'après cette définition, c'est célébrer les dissipations de Cléopatre & d'Héliogabale. Or, Melon étoit trop honnête homme pour avancer & soutenir cela. Tâchons donc de définir le luxe sans proscrire la dépense, & disons, plus mal sans doute, mais plus exactement : *Le luxe est l'abus des richesses.*

Ce n'est rien dire, m'objectera-t'on. Ce que vous appelez abus, je l'appelle usage; montrez l'abus & le définissez. Je m'explique; le luxe a produit deux enfans, *la mollesse & le désordre.* La mollesse, on sait ce que c'est. Par le désordre en ce genre, j'entens la dépense folle, c'est-à-dire, celle qui sort des proportions de l'état & de l'âge, des points de convenance enfin, cela s'entend. Telles sont les deux branches du luxe qui produisent des fruits si monstrueux & si étranges, que l'atmosphère entier en est empoisonné; mais tout se réduit à ces deux principes, & c'est à leur rapport avec ces deux branches qu'on peut reconnoître si les dépenses tiennent à l'usage ou à l'abus.

Si Melon eût voulu faire cette distinction, il n'auroit pas cru trancher la difficulté en disant : “ Ce qui étoit luxe pour nos peres, est
 „ à présent commun, & ce qui l'est pour nous,
 „ ne le sera pas pour nos neveux. Et ensuite :
 „ Le paysan trouve du luxe chez le bourgeois
 „ de son village, celui-ci chez l'habitant de la
 „ ville voisine, qui lui-même se regarde com-
 „ me grossier encore devant le Courtisan.

Car que nous usions de différentes productions & ouvrages inconnus à nos peres, c'est chose très-permise. Le luxe n'est pas dans la chose, il est dans l'abus. Ainsi pour me servir de l'exemple cité par Melon, un Parvenu qui dans le tems de Henri II. auroit porté des bas de soie, étoit répréhensible, parce qu'il affectoit une recherche nullement convenable à son état, & un cordonnier qui en porte aujourd'hui, ne choque personne.

De même la progression, qu'il attribue à l'opinion du luxe dans la seconde partie de son raisonnement transcrit ci-dessus, est précisément le contraire du fait. Le paysan alloit autrefois les Dimanches voir chez son Seigneur un miroir de Venise de deux pieds en quarré : il revenoit étonné de cette magnificence ; mais au lieu d'en être choqué & envieux, il s'approprioit une portion de ce faste. Le campagnard n'envie pas non plus l'élégance & la propreté des meubles de la ville, & la ville se glorifie aux yeux des étrangers de la pompe de la Cour.

Rien de tout cela n'excite l'envie & la cupidité. D'où vient cela ? C'est que tout est à sa place ; mais quand le Courtisan sortant de son entre-sol de Versailles où il est meublé selon l'ordonnance, ou de son Palais désert où des pier-

res d'attente marquent la place des glaces, va chez un Parvenu où tout reluit d'or & d'azur, où la magnificence de la vaisselle & des porcelaines, la profusion & la variété des mêts lui reprochent de toutes parts le vuide de sa prééminence ; quand le Magistrat & le Bourgeois voient dans des maisons de campagne les boulingrins & les arbrisseaux odorans tenir la place des fertiles moissons qu'on en tiroit autrefois, & réduire en chaumière par comparaison l'honorable maison de leurs peres ; quand le Seigneur campagnard voit dans sa Terre un fripon de marchand de bœufs prodiguer à sa femme des bijoux qui éblouissent la Dame du Château, &c. alors tous les différens ordres crient au luxe : chacun blessé de se voir surpasser par son inférieur naturel, s'efforce de se mettre à sa place. Delà les dépenses folles, c'est-à-dire, disproportionnées aux moyens, le dérangement, la ruine, la cupidité enfin & ses consorts, & tous les désordres les plus propres à ruiner entièrement la société.

„ Lorsqu'un Etat, continue Melon, a les
 „ hommes nécessaires pour les terres, pour la
 „ guerre & pour les manufactures, il est utile
 „ que le surplus s'emploie aux ouvrages de luxe,
 „ puisqu'il ne reste plus que cette occupation,
 „ ou l'oisiveté.

Il est visible qu'il confond ici non-seulement la dépense & le luxe, l'industrie & la nécessité, mais encore l'actif & le passif en ce genre, celui qui ouvre & celui qui consomme. Je voudrois d'abord qu'il convînt de ce qu'il appelle *les ouvrages du luxe*, puisqu'il les distingue des manufactures. Les ouvrages des Gobelins, les tapis de la Savonnerie sont assurément des richesses

très-estimables chez nous; mais ils seront luxe pour les particuliers qui s'épuisent pour donner dans ce genre de faste, ou pour ceux qui ne sont pas faits pour se servir de l'ameublement des Rois. Je suis plus facile que lui. Je n'attens pas pour permettre que les ouvriers recherchent la perfection dans leurs ouvrages, d'être certain que l'Etat a les hommes nécessaires pour les terres & pour les manufacturés; ce point est trop au-dessus de nos connoissances. Personne, pas même les prôneurs philosophes du luxe, qui ne me paroissent avoir aucun principe des véritables notions à cet égard; personne, dis-je, ne fait quand l'Etat en fera à ce point de population: il suffit de savoir ce que nous avons déjà répété, que les arts du superflu, tous moins pénibles que les arts nécessaires, attireront toujours l'humanité, & feront désertter les autres parties du travail, si le Gouvernement n'a une attention continuelle à appuyer & protéger les arts nécessaires, & sur-tout l'agriculture qui est le premier, & les manufactures d'arts grossiers qui sont les seconds. A cela près, je ne prétens ni blâmer ni resserrer les arts perfectionnés; mais quant à l'usage qu'on fait de leurs productions, j'en voudrois bannir l'effronterie, la dissipation & le délire: & cela se peut sans rien éteindre; on le verra dans la suite de ce Traité.

*Dans quel sens peut-on dire que le luxe amol-
lit une nation? Cela ne peut regarder le Mili-
taire.* Il est des propositions si étranges, qu'elles passeroient pour folie, qui réduites en question, quoique moins sages encore, paroissent résoudre la difficulté, parce qu'elles embarrassent par leur singularité. Je crois de ce genre celle que renferme cette citation. Or, puisqu'il

s'agit ici de remettre en question ce qui fut en fait de tout tems, je vais répondre en règle à celle-ci.

La partie matérielle en nous est une ; c'est ce qu'on appelle corps. La partie intellectuelle se subdivise en trois, chez moi du moins. Ces trois sont, le cœur, l'ame, & l'esprit. Ces quatre parties font l'homme tout entier. Or, pour définir la mollesse, c'est ce qui énerve le corps, avilit le cœur en l'endurcissant, affaïsse l'ame en portant son ambition vers des objets bas, affoiblit l'esprit par l'espérance, la crainte & l'avidité. Si le luxe est propre à produire ces effets-là, il engendre certainement la mollesse, & par conséquent amollit une nation *en tout* ; ce qui, je crois, est dire *en quoi*. Reprenons à part chacune de ces subdivisions ; mais afin que mes démonstrations naissent mieux l'une de l'autre, il est nécessaire d'intervertir dans cet examen l'ordre que je viens de donner à ces opérations.

J'ai dit que le luxe tel que je l'ai défini, une fois souffert dans une nation, occasionnoit les dépenses folles, le dérangement, la ruine & la cupidité. On ne me niera pas que ces choses ne livrent l'esprit aux agitations de la crainte & de l'espérance, & ne l'asservissent à tout ce qui peut mouvoir ces tyranniques ressorts. Qu'on se rappelle les tems où de certaines nations, d'ailleurs aussi portées aux vertus nobles qu'aucune autre, ont été par des bizarreries du Gouvernement, ou par des météores passagers d'intérêt, livrées à l'action de ces deux ressorts ; qu'on se retrace les horreurs qui bouleverserent alors la société, tant & tant de fortunes ruinées, de particuliers réduits au désespoir par des ré-

volutions injustes & inouïes, eussent en toute autre occasion causé des séditions & des troubles : il n'en fut rien alors. Pourquoi cela ? C'est que l'intérêt avoit jetté son appas. Le déplacement que je caractérise *luxu*, étoit plus en vogue que jamais ; l'esprit étoit affoibli, & ne pouvoit rien produire que d'infame. Tels furent les effets de cette révolution. On vit les Grands devenus bas-valets, agioteurs, marchands en gros & en détail ; les dépositaires de la Justice payant leurs légitimes créanciers en effets discrédités ; les freres dépouillant leurs freres ; les maîtres servant leurs valets. On ne pouvoit voir que cela : ce sont là les troubles du luxe en fureur, troubles moins effrayans à l'œil que les massacres des séditions réelles ; mais qui laissent des traces cent fois plus profondes. Qu'on jette les yeux sur les suites encore funestes de ces tems de chaos ; qu'on considère l'avilissement volontaire des principaux ordres de l'Etat ; les membres des corps de leur nature les plus hauts à la main & les plus difficiles à réduire, faisant depuis auprès des sous-ordres plus de bassesses qu'on n'eût pu jadis imaginer d'en faire pour les arbitres du Gouvernement : on jugera que les esprits furent comme engloutis dans la servitude volontaire, & l'on connoitra ce que c'est que les effets de la crainte & de l'espérance sur des esprits ouverts à la cupidité.

Le luxe donc qui dispose l'esprit à recevoir ces funestes impulsions, l'affoiblit. Qu'on en juge même par ses délassemens ; qu'on lise les brochures, qu'on voie les spectacles, on y découvrira le type de cet affoiblissement de l'esprit qui travaille pour ses semblables. Plus rien qui tienne du noble & du grand, colifichets &

enfances dans le fond, pointes & saillies dans la forme & dans le style. Tèl est le fruit de l'affaïssement de l'esprit dans une nation; il porte sur tout, il abatardit tout, & les hommes réfléchis, qui ne peuvent nier le fait à cet égard, vont, faute d'en avoir étudié le principe, en chercher la cause dans une prétendue dégradation arrivée dans la masse physique, tandis qu'il n'en est point d'autre que le dérangement dans les mœurs, qu'on appelle luxe.

Je dis encore qu'il affaïsse l'ame, en portant son ambition vers des objets bas. L'amour-propre, cheville ouvrière de celles de nos passions qui méritent ce nom, n'est point l'amour de soi-même. Ce dernier n'est presque que machinal en nous; l'autre est une perfection de celui-ci, sentiment factice, & qui n'est que relatif. Il nous porte au désir de nous distinguer dans notre espèce, il trouve des ressources au fond des cachots, où des malheureux, sans espoir de tout autre genre de distinction, portent leurs prétentions sur l'excès de scélératesse. L'ordre nécessaire de la société a varié cet appas, en marquant les états, & le désir de se distinguer dans sa profession, paroît la plus naturelle des ambitions. Mais l'homme toujours trop prompt à en revenir aux signes sensibles, éprouvé par le sentiment, a connu par l'expérience de tous les tems que les marques extérieures de distinction étoient en ce genre, ce qui faisoit l'effet le plus prompt & le plus durable. Ce sentiment a donné l'être à la pompe des Rois, à l'extérieur des dignités. Dépouillons ces signes étrangers de la valeur que l'habitude & le consentement public leur ont donnée; que seront le manteau Ducal, le tabouret, & le cordon de l'Or-

dre ? Des parures, des marottes d'enfans que le Philosophie apprécie à rien dans son cabinet, & révere à l'extérieur malgré lui-même, en sortant de chez lui.

Laiſſons un moment ces ſignes que je viens de citer comme exemple, en ſuppoſant qu'ils ſont excluſifs à certains égards. Indépendamment de ces marques privilégiées, il en eſt grand nombre d'autres qui ne ſont prohibées à tout ordre de citoyens, que par cette forte de vergogne qu'on appelle modéſtie & décence d'état. Les meubles précieux, les vêtemens magnifiques, les maiſons ſaſtueuſes, les équipages, la ſuite, &c. attirent néceſſairement les regards de la multitude, & c'eſt ce que les hommes prennent & prendront toujours pour de la diſtinction. Dans leur inſtitution primitive, ces choſes devoient ſervir à désigner la puiffance; mais dès qu'elles ne désignent plus que la richeſſe, dès lors, ſelon moi, le luxe regne. L'émulation ſe tourne alors vers la richeſſe: or, l'émulation de la richeſſe n'eſt autre choſe que la cupidité.

C'eſt bien pis, ſi le relâchement des reſſorts d'un Etat eſt au point que la richeſſe donne non ſeulement le pouvoir, & la liberté de ſe procurer ces diſtinctions trompeuſes & voyantes, mais encore qu'elle ſoit un véhicule certain & indiſpenſable aux dignités, aux honneurs & à l'autorité; mais l'Etat ſera vraisemblablement au dernier période de la corruption des mœurs, ſi la pauvreté & même la médiocrité deviennent mépriſables, & dans la vie privée, & dans les dignités, dans l'homme de mérite comme dans l'homme médiocre; ſi tous les états ſ'infectent également de cette prédilection peſtentielle pour les richeſſes; ſi l'homme de guerre

peu aisé est regardé comme la victime nécessaire de tous les dégouts & préférences de la faveur, l'instrument subordonné de l'avancement d'un homme riche & sans mérite ; si le Magistrat le plus intègre & le plus éclairé n'est digne des grandes places, qu'autant qu'il peut ce qu'on appelle *s'y soutenir* ; si la carrière enfin de la gloire & du désintéressement est occupée par l'or, comme celle de l'intérêt & de l'industrie : dès lors toute espèce de vertus & toute idée de gloire ne seront plus que de vains noms, oubliés comme la masse d'armes & la lance ; & tout ce qui restera de forces à l'ame du citoyen, se portera vers le désir de l'or : *Rem habebas, quocumque modo rem.*

Or, je demande, Messieurs, moi qui suis peut-être aussi orgueilleux qu'un autre, quel métier vous me conseillez de faire pour acquérir cet or qui doit tenir lieu de tout. Studieux, accoutumé au travail & aux veilles, résolu à n'épargner aucune peine pour arriver à la béatitude, quelle route prendrai-je ? Sera-ce le commerce ? Je vois & je parcours l'univers, je trouve toutes les routes de l'échange comblées d'aventuriers d'autant plus entreprenans, qu'ils ne risquent que le bien d'autrui ; peu délicats sur les moyens, ils tentent tout, ils emploient tout ; la mal-façon des manufactures leur vaut quelques retours avantageux dont ils profitent en discréditant leur nation ; ils ne craignent, ni d'enfreindre les loix de l'Etat, ni de fausser celles de la probité : ils ont quelque succès ; mais, moi qui ne m'étois point fait une ame d'airain, qui barré d'une part par les jalousies nationales, de l'autre arrêté par les chicanes ancrées dans tous les ports avec la mauvaise foi, vois mes

fonds en péril à chaque pas, je dois m'estimer heureux, si à la fin d'une vie laborieuse & économe je laisse mes enfans en état de poursuivre ma profession ; & ce n'étoit pas là ce que je cherchois. Ferai-je la banque ? Les tours de passe-passe de la profession sont usés & connus ; & si quelque Cour ne me charge de ses remises, mon argent en se promenant à travers les orages, ne me rapportera que de quoi vivre à peine, & toujours avec le fil de Damocles sur la tête. Tenterai-je ce qu'on appelle *les entreprises* ? Eh ! qui me répondra de la fidélité de mes confreres ? Cartouche a bien été trahi. Je verrai net le produit de la clientèle envers d'avidés patrons, des avances onéreuses & incertaines, &c. & quand il faudra partager le gâteau, j'en serai pour avoir vu de près le Pérou, sans avoir eu l'avantage d'y prendre terre. Entrerai-je dans les fermes ? Oui dà, si je trouvois la porte ouverte ; mais en ce genre, la voie large n'est qu'au figuré. Que faire donc, & que faites-vous tous, vous qui n'avez pas les talens & la patience que je me suppose ici, & qui pourtant courez le même objet ? Vous vendez naissance, honneur, conscience, sentimens & tout : vous les vendez non-seulement au présent, mais au futur, non-seulement à la réalité, mais à l'espérance ; vous vendez ame, corps & bien, & pour peu qu'on vous achète, vous êtes encore trop payés.

Mais tandis que j'énumère les ressources de la cupidité, je m'aperçois que mon ame s'affaisse & s'appesantit sur ce tas d'ordures & d'immundices. Tel est l'effet de la cupidité, effet aussi pernicieux dans un Fermier que dans un Général d'armée ou un Chancelier de France,

Je l'ai dit ailleurs : *Le sel doit entrer dans tous les mets, l'honneur dans toutes les professions* ; mais l'honneur ne subsistera jamais qu'avec la vergogne & la modestie. Le luxe est l'ennemi juré de celles-ci ; aussi l'est-il de l'honneur / & il n'en faut plus attendre d'aucune espèce, où le luxe regnera.

J'ai dit encore, qu'il avilit le cœur en l'endurcissant : j'aurois mieux fait de dire qu'il l'étouffe. L'axiome *primò mibi* qui s'établit hautement dans des tems de corruption, fut de tout tems écrit au fond des cœurs. On se regarde toujours soi-même premièrement, & même sans le vouloir. Nos premiers besoins sont en nous, ils sont aisés à remplir ; les seconds sont hors de nous ; & soit en bien, soit en mal, ils sont immenses, & toujours renaissans des efforts qu'on fait pour les satisfaire.

Quoique le bien & le mal aient des caractères moraux très-distinctifs, je me permets ici de leur en donner un physique, & je l'établis en disant que les désirs sociables & qui se mêlent au bonheur d'autrui, vont au bien ; nos désirs exclusifs, au contraire, & qui nous sont propres uniquement, tournent au mal. J'ai dit que le luxe réduisoit tous nos appétits à la soif de l'or : je demande si tous les désirs qui émanent de celui-là, ne portent pas le dernier de ces caractères. J'ai pu jadis aimer mon pere exclusivement à tous autres, l'aimer non pour lui, mais parce que je savois qu'il m'aimoit comme son bien, & que cet amour, exigeant à l'extérieur, m'étoit commode au fond, parce que je pouvois m'y fier, parce que son conseil m'étoit bon, & que son expérience m'appartenoit ; j'ai pu le respecter pour apprendre par-là aux autres à rendre au

nom qu'il m'a transmis, &c. Tous ces motifs étoient au fond ceux d'un cœur empreigné de la lie de l'intérêt, & indigne de la pureté primitive de la portion d'être spirituelle que j'ai reçue des mains du Créateur; mais tels qu'ils étoient, mon pere en profitoit dans le fait, la société & ma famille par l'exemple. L'intérêt fardé est venu déranger cet ordre apparent. Mon pere, dont je dévorais la succession comme un bien trop long-tems retenu, tarde trop à mourir; l'impatience me fait appercevoir qu'il me doit compte du bien de ma mere; je l'attaque, il se défend, l'indignation se joint à la douleur de me voir échapper à sa dépendance; je hâte ses jours, & j'en deshonne la fin en faisant retentir les Tribunaux du récit de ses injustices; je scandalise la société, je donne à mes enfans l'exemple qu'ils transmettront à leurs neveux, & les regardant d'avance comme ennemis; j'établis hautement le principe qu'il faut ici-bas travailler pour son propre bonheur, & je le mets en pratique en plaçant une partie de mon bien à fonds perdu.

Ce fait allégué n'a que trop d'exemples chez les peuples abandonnés au luxe; je puis me dispenser de parcourir les autres ordres de liens de la société. Qu'attendront des freres, d'un fils parricide? des parens, d'un frere dénaturé? des amis, d'un parent insensible? le Prince, l'Etat & la société, d'un homme qui n'a ni parens ni amis dès qu'il s'agit de son intérêt? Et qu'est-ce qu'un cœur qui ne connoit ni la voix du sang, ni le respect du devoir? Ne pensons pas tous tant que nous sommes, qui n'avons pas persécuté notre pere, être exceptés pour cela de l'anathème général. Il faut, avant de condamner

autrui, se voir avec certitude digne de prendre la première pierre. C'est par cette raison que je n'attaque ici non-seulement aucun individu, mais même aucun ordre de citoyens. Je dis que le luxe a tout fait ; mais si je n'ai point plaidé contre mon pere, le pouvois-je ? Quand je l'aurois pu, en avois-je occasion ? Dissipoit-il ses biens ? Me refusoit-il le nécessaire ? Si ce crime m'est échappé, je dois rendre grace aux circonstances. Si j'ai servi mon frere, si j'ai respecté les premiers liens de la nature, ai-je également reconnu les seconds ? Ai-je fait à mon parent pauvre le même accueil, les mêmes prévenances qu'à celui qui étoit puissant ? Je lui en devois davantage cependant, puisqu'il en avoit plus de besoin. Ai-je apprécié mes amis au tarif du mérite, ou à celui de l'espérance ? La voix de mon propre cœur me confond dans cet examen, & je reconnois que le luxe nous a tous perdus, plus ou moins. C'est uniquement par là, & non par une déchéance de la nature humaine, que nous sommes indignes de nos peres qui avoient dégénéré de nos ayeux, & que nous donnerons le jour à des enfans plus vils encore qu'e nous.

Ce que je dis ici, n'est point déclamation : chacun se plaint de ce que le monde, plus séparé que jamais en sociétés exclusives & particulières, n'a cependant que les apparences de l'amitié. Admis au commencement dans ces réduits particuliers, & fréquent de ma nature, je me disois en sortant : Ces gens-là ont bien des choses à se dire quand ils sont seuls, car ils ne s'en disent guères devant un tiers. En persévérant, il m'est arrivé de me trouver de l'intérieur absolu. Hélas ! à l'exception de quelque

trait contre des rivaux, du récit de quelque anecdote secrète, d'une sorte de relâchement enfin de cette prudence sèche, que l'intérêt prodigue sans effort à ses moindres adeptes, ils n'avoient rien de plus à se dire. Rien de soi, de son cœur, de son esprit, de ses sentimens; tout cela étoit engourdi & mort par l'habitude d'être en écharpe, & j'ai cru long-tems que les gens du grand monde n'avoient pas de cœur.

Pensez-vous avoir un ami sur le théâtre? Il en est encore, je le fais mieux qu'un autre, mais en bien petit nombre: en général vous qui chérissiez cette erreur, suivez la même carrière, ayez des protections, des cabales, des intrigues, de bons avis; qu'il vous croie toujours utile à son intérêt ou à la sorte de réputation qu'il veut y faire servir, si vous ne voulez être tristement détrompé. Si vous n'avez à lui offrir qu'un cœur sensible & une fidélité éprouvée, il vous substantera de quelques distractions, comme l'on entretient un vieux château d'une terre éloignée où l'on peut avoir affaire un jour. Il vous réservera pour les tems de philosophie, que certains restes de libre arbitre expirant lui laissent entrevoir dans un avenir, dont dix générations ne trouveroient pas la place; mais vous verrez les secrets, les confidences, les rendez-vous, les effusions de cœur, s'il en fût, passer à des gens qu'il n'aime ni n'estime au fond, & qui le lui rendent. Semblable au ramoneur qui s'aide également des deux parois pour grimper, tant de celui auquel il tourne le dos que de celui qu'il a devant lui, il oublie qu'il court risque de paroître à l'extérieur noir comme charbon, uniquement occupé d'arriver au terme de son travail.

Ne croyez pas, je vous prie, parce que j'en écris de vivacité, que je m'en fâche. J'ai assez vécu pour savoir que c'est chose indispensable, & pour avoir appris à rire de moi-même, quand par hazard une épreuve du moment vouloit m'en porter des bouffées de scandale à la tête. Cela fut de tout tems, me direz-vous. Eh ! non, mille fois non ; pas du moins au point où cela est aujourd'hui. Voulez-vous le sentir & pour un tems bien près de nous, lisez les registres de la société, seulement du siècle passé ; les Lettres de Madame de Sévigné, par exemple, femme d'esprit, mais assurément des plus frivoles de son tems : vous y respirerez un air d'intérêt entre les amis & liaisons de ce tems-là, un air de prendre part aux succès & aux disgraces, qui quoique dès lors bien affoibli sans doute, fait par le contraste mieux connoître encore la secheresse de nos intimités d'aujourd'hui. Je n'ai donc pas dit assez en établissant que le luxe avilit le cœur ; je devois dire qu'il l'étouffe & l'anéantit.

Mais il faut tout voir quand on raisonne de sang froid, & je vois encore des traces de sentiment qui me rameneront peut-être à mon expression première. En effet, on aime les valets, on se les débauche, on les vêtit, on les couche comme des maîtres, & l'on demande à boire dans le style des placets d'autrefois ; on se pique de les charger de profits. Les testamens enrichissent les uns sur les autres en legs domestiques, sans distinction d'âge, d'ancienneté, de service, &c. & sitôt qu'un valet a eu le bonheur d'enterrer deux maîtres, sa fortune est faite. On diroit que la superstition de nos peres pour les fondations n'a fait que changer d'ob-

jet, & ce nouvel abus également à charge aux héritiers, est plus affligeant encore.

On vous y prend, dira-t-on, à parler contre les pauvres. Non : je fais tout ce qu'on doit de soins pour adoucir le sort des domestiques, & engager leur fidélité ; mais le déplacement ne fait le bonheur de personne. L'aisance & la douceur de la vie domestique, comparée à la vie dure & nécessiteuse de leurs parens de la campagne, doit être une compensation de l'engagement de leur liberté ; mais prodiguer à votre cocher, qui, les bras croisés, ordonne le pansement de ses chevaux, prodiguer à sa femme qui sert de femme de chambre, le double du traitement en toutes sortes d'aisances, que faisoient vos peres à leurs propres cousins & cousines qui leur servoient de Gentilshommes & de Demoiselles, leur assurer des pensions quelquefois même en les prenant, & les gratifier à la mort, comme vous feriez des domestiques qui auroient fidèlement servi pendant quarante ans, c'est un abus qui déplace un ordre de gens voués à l'obéissance & à l'exactitude, & qui offense un millier de misérables liés à nos devoirs, mais inconnus à notre vanité. Le luxe donc avilit le cœur : voyons s'il énerve le corps.

Personne ne fait quelle est l'étendue des forces de l'homme exercé. Ce qu'on fait des prodiges en ce genre des Anciens athlètes, de la vigueur & légèreté de nos anciens hommes-d'armes, de celle de certains de nos coureurs encore qui font des traites dans les vingt-quatre heures, qu'aucun cheval en haleine ne pourroit remplir, ce qu'on voit de certains peuples qui nagent mieux & plus long-tems que les poissons, tout nous dit que l'homme en tous les genres est

le plus fort & le plus adroit des animaux, comme le plus vivace. Ouvrons d'autre part les annales de la mollesse, & considérons à quel point de dégradation elle a porté en tout tems l'humanité : il seroit inutile d'en rappeler ici les différens traits.

Revenons ensuite à ma définition du luxe, & rappelions-nous que je l'ai dénommé *le déplacement dans l'extérieur de la dépense*. J'ai dit que ce relâchement dans l'ordre des mœurs portoit toute l'émulation inséparable de l'humanité du côté de ce genre de distinction. J'ai prouvé comment cette corruption des principes tournoit à la mollesse l'esprit, l'ame & le cœur. Voyons comment elle y entraîne le corps.

Il seroit plus court de dire en général, que jamais force de corps ne se trouva revêtir absolument une ame sans courage ; mais comme ce sont des raisons physiques qu'on me demande plutôt que des principes moraux, je vais reprendre les causes pour arriver aux conséquences.

J'ai dit que la magnificence graduelle, s'il est permis de parler ainsi, c'est-à-dire, celle qui observe les différentes gradations & classes de citoyens, n'étoit que faste que je me garderois bien d'interdire dans un grand État, puisque ce seroit ramener les loix de Lycurgue, étouffer toute industrie, & qu'il ne falloit appeller luxe, que le renversement de cet ordre. Suivons les ravages que j'ai attribués à ce renversement.

Quelqu'appétit de l'or qu'il allume dans tous les cœurs, il est impossible que les moyens que cet appétit nous inspire à tous, nous réussisse à tous. On est d'ailleurs, en ce genre plus qu'en tout autre, pressé de jouir. Plus un désir est futile & bas, plus il est vif & prompt. Un enfant est

plus passionné pour son château de cartes, qu'un homme pour son palais de marbre. De même l'impatience du héros pour la gloire le porte aux occasions; mais lui permet d'attendre qu'elles arrivent. Le Magistrat qui ambitionne la réputation de son doyen, travaille tranquillement à l'aquerir. Le Négociant qui jalouse le crédit immense de son voisin, en devient plus fidèle dans ses engagements, plus exact pour ses commissionnaires, veille & attend. Mais l'homme choqué du luxe de son égal, n'a point de repos, qu'il n'ait en quelque sorte pris sa revanche. Cependant comme tout le monde n'est pas absolument fol, l'esprit vient dans plusieurs au secours de la bourse. Delà les recherches futiles & répétées de ce qu'on appelle gout; delà les mal-façons par-tout pour épargner la matière, & mettant tout à l'extérieur, pour faire valoir par le tour ce qui n'a nulle valeur au fond. L'épargne sur l'espace est devenue commodité, sur la profondeur élégance, sur la matière délicatesse; & tout en est venu au point, qu'un jeune chat enfermé par malheur dans l'appartement d'un grand Seigneur, peut en son absence avoir détruit tout le mobilier, de façon que non-seulement les ornemens, mais les lits, les tables, les chaises aient besoin d'être renouvelés.

J'ai quelquefois eu une idée, que je ne donne point ici comme un raisonnement, mais à laquelle je crois qu'on trouvera quelque air de vérité; c'est que l'homme intellectuel se resserre en proportion de ce qu'on le presse, comme l'homme machine se courbe à mesure qu'on le charge. Les premiers hommes dont nous ayons connoissance, n'ayant qu'un ciel pur sur la tête, s'appliquèrent à l'astronomie, & y réuss-

rent. Les seconds ensuite virent Jupiter sur les nues, & Iris dans l'arc-en-ciel. Les peuples du Nord sous un ciel nébuleux, chercherent la divinité dans les bois, & moins bornés sur les principes de dépendance & d'union, nous ont laissé les traces de la meilleure des législations ambulantes. Des forts & des châteaux sombres sortirent, dans les tems d'anarchie, la tyrannie & l'oppression. Des palais depuis sont sortis les ordres les plus harmoniques de décoration, de police & de législation particulière. De nos entre-sols enfin.... hélas! je sens moi-même que j'écris dans un cabinet trop resserré, & que si j'avois à la place une belle galerie, je dirois mieux. A ce compte, en donnant à un homme le droit de placer un dais entre son plat-fond & sa personne, on lui resserreroit l'occiput. Pourquoi non?

Mais laissant à part cette imagination qui n'est pas de l'ordre des inductions par lesquelles je conduis mon raisonnement, je demande si nos appartemens ainsi faits & décorés, pourroient contenir un maître de la trempe de ceux d'autrefois. Le bout de l'épée du Balafre seroit encore à la troisième antichambre, que le pommeau casseroit la glace qui domine le canapé du boudoir. Il faut donc proportionner nos armes, nos vêtemens, nos gestes & jusqu'à nos révérences à l'exiguïté de notre étui; cela se fait de soi-même, & la nature y pourvoit. Voici comment.

L'homme devient robuste, léger, adroit, &c. en proportion de l'exercice qu'il fait pour cela: c'est une vérité connue; mais il devient grand & gros, aussi relativement aux qualités du climat en proportion de tout cela. Considérez les

bras & la poitrine des bouchers & des forgerons, comparez-les à ceux d'un tapissier & d'un tailleur, ces deux hommes travaillent également de part & d'autre toute la journée; voyez la différence. Nous ne sommes aujourd'hui que des demi hommes en comparaison de nos peres; pourquoi cela? Il y a, dit-on, des siècles de déchéance, où toute l'espèce dégénère. En ce cas, la toise des troupes doit être forcée à baisser aussi; mais elles sont aussi élevées qu'elles l'étoient du tems de Louis XIV. Pourquoi la Cour & la Ville ne voient-elles plus que des pigmées, ou des plantes séches & mal nourries? C'est que l'éducation & la vie particulière des hommes de ce tems-ci est tout autre que n'étoit celle des hommes d'alors.

La débauche, dit-on, énerve les jeunes gens de trop bonne heure : ce n'est point encore cela, selon moi. Il y a sans doute plus de basse crapule, & moins de décence qu'autrefois; mais on faisoit plus d'excès qu'on n'en fait aujourd'hui. Ainsi à cet égard, les choses étoient au moins compensées; mais on montoit à cheval, on jouoit à la paume, au mail, on battoit le fer dans des sales d'armes, on alloit à pied, & l'on ne fait plus rien de tout cela. Les jeunes gens, reçus dès l'adolescence chez les femmes, y ont apporté moins de décence & de retenue, que quand elles ne recevoient que des hommes faits; mais d'une part, ils y ont pris un air de suffisance étriqué qui a banni l'aisance & la familiarité d'entre eux; & de l'autre, leur corps prend dès l'enfance un pli de poupée, qui arrête la croissance & supprime la vigueur. Un homme qu'on frise avec deux cens papillotes, n'a garde le lendemain de cette opération, au

mo-

moment que sa tête toute musquée sort de sa boîte où elle a été conservée comme des fleurs d'Italie, d'aller risquer à la paume sa provision de quinze jours : au lieu de cela, il s'étend dans une chaise longue, & prend une brochure. Ainsi donc plus de force.

D'autre part, les femmes autrefois plus longtemps sous la tutelle domestique, & ne voyant guères que des hommes posés, avoient quelque chose de plus mâle dans leurs plus délicates prétentions : elles faisoient cas de leur fraîcheur, de leur taille, de leur beauté ; un loup conservoit soigneusement leur teint, elles n'alloient jamais à l'air sans cela : le soin de leur taille les obligeoit à avoir des corps qui la conservoient, soutenoient leurs reins, & ouvroient la poitrine. L'attention à conserver leur fraîcheur les faisoit vivre de régime & de choses saines, se coucher de bonne heure, &c. Au lieu de cela, la première jeunesse étant aujourd'hui la partie regnante de la société, les jeunes femmes paroissent dans le monde dix ans plutôt, & à l'âge où rien n'est encore formé. Dès l'âge de onze ans, les filles ne peuvent plus souffrir le corps ; à quinze ou seize, on les marie, elles vont seules dans le monde. L'embonpoint qu'on ne sauroit avoir à cet âge, est passé de mode ; un air étourdi & des yeux roulans dans la tête, constituent le joli ; & de beau, il n'y en a plus. L'assortiment de ce joli carillon est nécessairement le mouvement perpétuel, des courses, des soupers, des veilles, jamais de faim, jamais de sommeil. Le tempérament s'allume, la poitrine s'échauffe, & cette petite lueur précoce n'attend qu'une couche pour disparaître, & aller rejoindre quelque feu follet, d'où

elle semble être sortie. Cette couche cependant est ce qui donne un successeur à une grande Maison, & voilà le plus beau sang dégénéré en asthmatique. Echappe-t'elle à la proscription presque générale de son espèce? Ce feu de jeunesse dégénère-t'il par la voie de l'ennui (l'une des maladies de nos jours) en langueur & rési-dence? Etendue dans un fauteuil à six pouces de terre, où l'attitude indispensable est presque nécessairement indécente, elle paroît rentrer dans la plume, ses épaules se rapprochent en avant, la poitrine s'enfonce, le corps entier s'affaîsse, & elle ne peut désormais souffrir la fatigue d'être habillée. Tels étoient les peres & meres dont nous voyons les enfans.

En vous passant les faits, me dira-t'on, nous voyons comment l'admission de la jeunesse dans la société, ou, si vous voulez, le relâchement de la discipline domestique à cet égard ont occasionné cette sorte de renversement; mais nous ne voyons pas ce que cela a de commun avec le luxe. Le voici.

J'ai dit que le luxe amenoit nécessairement la recherche & le colifichet. Examinez vous-même : avez-vous vu personne qui ne voulût être afforti à sa dépense? Le ridicule sensible d'un cuistre dont l'agencement extérieur finge le Grand-Seigneur, d'un bourgeois grossier qui paie bien cher le gout des fripons qui l'encadrent dans une bordure qui lui fait jouer le magot, est un des plus piquans qu'on ait pu mettre sur le théâtre. Les originaux qu'on en vit jadis dans le monde, étoient si visiblement plats, qu'ils corrigerent bientôt le public de cette discordance; & si la fortune en belle humeur n'alloit de tems en tems chercher quelque valet d'é-

curie pour en faire un *arbiter elegantiarum*, le moule en seroit totalement perdu.

Tout le monde donc a cherché à se modérer sur ses accessoires. L'homme dont les meubles & les bijoux sont guillochés, doit l'être aussi par le corps & par l'esprit. L'homme aux vernis gris-de-lin & couleur de rose, porte sa livrée en sa robe de chambre, en sa façon de se mettre, en son attitude & ses mœurs. Delà les vieillards indécents, les barbes épilées, les plaisans éternels de soupers qui se déhanchent aujourd'hui devant les petits-fils de ceux qu'ils faisoient rire il y a quarante ans. Cette marote de jeunesse & de légèreté une fois répandue dans une nation, ce ne sont point les adolescens qui parviennent à la société, c'est la société qui descend à eux : or, l'autorité de l'âge mur sur la jeunesse, & le respect qu'il a pour la vieillesse, sont des sentimens naturels, il est vrai, mais dépendans d'un certain régime d'habitude, & de séparation de mœurs & de familiarité.

De ces trois états ou portions de la vie de l'homme, quand les derniers se rapprochent des premiers, il est tout simple qu'ils contractent quelque chose de leur habitude extérieure. Ce n'est que le respect ou la dépendance qui peuvent attirer de jeunes gens parmi les hommes murs, & des hommes murs parmi des vieillards. Ces sentimens imposent à l'aspirant une sorte de contrainte, qui par l'habitude devient gravité. Quand, au contraire, l'attraction se fait au rebours, le vieillard devient ridicule, l'homme mur évaporé. Ces sortes de déplacemens qui font la grimace, ne sont pas faits pour en imposer. La jeunesse alors prime par les graces dont la nature pallie les défauts de cet âge, &

c'est ce qui fait le monde renversé. Sera-t'il possible alors que le pere rentrant dans sa maison, puisse en imposer à son fils, lui qui vient de jouer la parade avec le camarade de cet enfant, qui affecte les mœurs de son âge, & qui pourroit lui servir de modèle de fatuité, s'il n'étoit lui-même encore incertain de la mode de meubles & d'équipage, qui doit le décider pour la saison prochaine ? Delà ces beaux axiomes de tolérance qu'on trouve aujourd'hui dans la bouche de tout le monde : qu'il faut sur-tout vivre pour soi, ne se gêner, ni gêner autrui, &c. Ce n'est pas qu'on ne fût volontiers aussi exigeant qu'on l'étoit autrefois ; mais on auroit honte de se condamner soi-même par ses propres préceptes. Il faut savoir se contraindre pour avoir droit d'en imposer aux autres ; & qui le peut ou le veut à ce prix ?

Dès lors aussi, ce désordre devient contagieux comme tout autre. Lorsque mon voisin laisse la bride sur le col à son fils dès l'âge de quinze ans, qu'il lui permet, & croit nécessaire la dépense qu'on ne faisoit pas autrefois à quarante, le taux du mien est fixé, sans quoi d'une part je passerai pour un pere injuste, & de l'autre mon fils sera élevé dans l'obscurité. C'est ainsi que les particuliers du même ordre se forcent la main l'un à l'autre sur les choses même les plus essentielles, & que le torrent de la société nous jette, malgré nous-mêmes, hors des voies.

Si donc la jeunesse prime aujourd'hui dans le monde, c'est qu'elle convient mieux que tout autre à l'agencement général des mœurs & au papillotage qui a pris en tout la place du solide. D'autre part, la prééminence du colificher

n'a pas été de choix, mais forcée par le luxe. C'est par ces liaisons indispensables que le luxe a énervé le corps. Et si l'on ajoute à ces inductions déjà trop allongées, celles qui résultent des effets de la recherche en tout genre de plaisirs, la bonne chère, la musique, les parfums, &c. on verra qu'il est tout simple qu'elle amollisse le corps par l'organe de tous les sens attaqués à la fois.

Voilà donc dans quel sens on peut dire que *le luxe amollit une nation*, en énervant l'ame, le corps, l'esprit & le cœur des citoyens. Quand à cette question, Melon ajoute affirmativement que *cela ne peut regarder le Militaire*. Il n'y a rien à répondre, à moins qu'on n'eût résolu de faire un Livre pour prouver que le sucre est doux, & l'absinthe amer. Si Melon eût entendu la guerre comme il entendoit le commerce, il auroit su que jamais on n'a prétendu rendre la discipline & la vigueur à une armée, qu'en bannissant le luxe relatif; que les soldats & les subalternes ont leur luxe, ainsi que les autres, puisqu'aujourd'hui chaque sergent a sa robe de chambre, accoutrement que Magnac trouva, il y a cinquante ans, si indigne d'un homme de guerre, qu'il fit brûler à la tête du camp celle d'un Aide-Major qui parut à une alerte vêtu de la sorte; que par cette raison nos peres faisoient démonter & brûler jadis nos chaises de postes; que les troupes Espagnoles qu'il cite, frugales par nature, étoient précisément les meilleures de l'Europe, & le redeviendront quand on voudra; car je ne dis pas que la suppression du luxe fasse tout; c'est seulement celle de la racine des vices : il auroit su enfin, que quelque valeur & volonté que nous montrions encore dans les oc-

casions, nous & toutes les nations de l'Europe, parce que le luxe, naturellement étranger dans le Nord, n'y a pas encore bien affermi son empire, nous valons beaucoup moins en ce genre que les gens de guerre du siècle passé. Peut-être que si, comme eux, nous étions obligés de faire trente campagnes de suite, chose impossible, vu la tournure dévorante qu'a pris la guerre de nos jours, nous nous y ferions; mais en ce cas le luxe des villes deviendrait étranger, & paraîtrait méprisable à la partie militaire de la nation, & elle reviendrait aux mœurs de nos pères.

Melon raisonne merveilleusement faux dans tout ce Chapitre : je ne prétens pas le suivre, & le commenter ligne par ligne; mais ses principaux axiomes me donnant occasion de développer la matière, je les reprends l'un après l'autre à mesure qu'ils se présentent. *Le luxe, continue-t'il, est en quelque façon le destructeur de la paresse & de l'oïveté. L'homme somptueux verroit bientôt la fin de ses richesses, s'il ne travailloit pour les conserver & pour en acquérir de nouvelles; il est d'autant plus engagé à remplir les devoirs de la société, qu'il est exposé aux regards de l'envie.* Cette phrase renferme trois principes opposés à la vérité, selon moi. C'est ce que nous allons développer.

Le luxe est-il le destructeur de l'oïveté? Ce n'est assurément pas dans ceux qui jouissent, puisque nous venons de voir qu'il la nécessite dans les mœurs & les délassemens de ses adeptes. Ce pourroit être dans ceux qu'il occupe, en ce que toujours inconstant dans ses desirs, nouveau dans ses recherches, & futile dans ses ouvrages, il faut qu'on travaille sans cesse pour le satisfaire.

Cela pourroit être si, comme le dit Melon, un millier d'hommes avoient le privilège exclusif du luxe, & que vingt millions d'autres, qui en seroient exempts, travaillassent pour leur service; mais cette distribution est un être de raison. Le luxe gagne également tous les ordres de la société du premier au dernier, chacun dans sa proportion, & en conséquence il établit la paresse, & le désir de consommer beaucoup, & de travailler peu.

De même qu'il faut aujourd'hui vingt Commis dans tel bureau pour faire la besogne qu'il n'en exigeoit que quatre autrefois, il ne faut pas moins qu'un chef de cuisine, un pâtissier, un rôtisseur, & deux garçons, pour la même table à laquelle un cuisinier & son marmiton suffisoient ci-devant, & ainsi du reste.

Je l'ai dit ailleurs : tous les ouvriers se lèvent tard, travaillent moins, se font payer plus cher, parce qu'ils consomment davantage, & que d'autre part, le luxe toujours insatiable & toujours pressé devient dépendant de ceux qui étoient autrefois les tributaires du faste & de la dépense en règle. Le luxe donc peut à quelques égards éveiller un certain genre d'industrie changeante & recherchée, dont la nouveauté fait tout le prix; mais il est l'ennemi du travail utile & durable, & de la véritable industrie.

L'homme somptueux verroit bientôt la fin de ses richesses, s'il ne travailloit pour les conserver & pour en acquérir de nouvelles. Je pourrois discuter le principe, & dire que l'homme amolli par le luxe, n'est plus capable du travail assidu, nécessaire pour réparer les brèches que sa conduite fait à ses affaires, & qu'il aime mieux satisfaire sa passion aux dépens de ses fonds, quand

ses revenus n'y peuvent suffire. On ne voit que trop d'exemples de ces prétendus somptueux qui meurent endettés, après avoir dévoré des sommes immenses ; & les revenus viagers, si communs aujourd'hui, ne sont autre chose que des fonds sacrifiés au luxe.

Je dirois encore que le Négociant Hollandois si puissamment riche, qu'il demandoit à sa République la permission de faire à ses fraix la guerre aux Rois, fait à l'économie & à la frugalité de son pays, se nourrissant de sa beurrée comme eût pu faire un jadinier, n'en étoit pas moins avide d'étendre son commerce & de grossir ses fonds. Mais j'adopte le raisonnement ci-dessus, & je conviens, comme je l'ai dit ailleurs, que la partie vuide du coffre excite la cupidité, tandis que la partie pleine allume les désirs. Il faut à cet égard faire une distinction importante.

L'expérience journalière & les exemples de tous les tems ont fait voir que l'homme le plus détraqué conserve un certain ordre de rapport entre celles même de ses passions qui se croisent, un *costumé* général de conduite qui sert comme de coin & de marque distinctive à sa façon d'être. Celui qui consomme peu & lentement, se contente de petits profits, & peut les attendre : *Multi pochi fanno un affai*, a dit la plus économe des nations : mais, au contraire, celui qui consomme rapidement & avec profusion, veut acquérir & recouvrer de même ; & s'il y a quelques exemples contraires à ce que je dis ici, ce sont des exceptions à la règle générale. Or, dans la totalité des choses humaines, il n'est guères de moyens prompts de faire une grande fortune pécuniaire, que la rapine ; & je conviendrai avec Melon que le luxe porte

toutes les facultés de l'homme somptueux de ce côté-là.

L'on répète souvent dans le monde un raisonnement très-absurde à ce sujet. Il faut bien, dit-on, que les parvenus mettent leur argent en circulation par leurs folies; sans cela l'on n'en verroit bientôt plus. On ne veut pas comprendre que de mille hommes cupides, il n'y en a pas six qui le soient uniquement pour le plaisir ou la manie d'entasser. Si ce fermier n'avoit perdu toute crainte ou vergogne, s'il n'avoit qu'un équipage gris, qu'un domestique réglé & peu nombreux, qu'une maison modeste, s'il n'osoit faire des alliances que dans son état ou à peu près, dès lors tout le bruit qu'il a dans la tête tomberoit, les deux tiers de ses nécessités actuelles seroient nulles, & lui & ses semblables se croiroient heureux, quand ils auroient gagné un million. En conséquence, se trouvant au niveau de leurs désirs avec quarante mille livres de rente, ils chercheroient à les mettre à l'abri des orages par une retraite sage & mesurée. Au lieu de cela, il faut des équipages brillans du plus beau vernis, & par conséquent sans cesse renouvelés, des maisons de ville & de campagne qui brillent à côté des palais des Rois, un luxe de table & d'amusemens, qui absorbe des sommes immenses, qui éveille les désirs monstrueux qui vont, à la faveur de l'or, porter la corruption jusques dans les réduits les plus reculés où puisse se cacher l'innocence. Pour remplacer alors les trouées que ce luxe dévorant fait à une fortune, il faut se jeter dans toutes sortes d'entreprises, corrompre la Cour & la Ville pour obtenir de nouvelles places, & entasser dans sa famille les emplois & les

caisses lucratives. Dès lors le plus impudent & le plus habile à l'intrigue se trouve le plus favorisé. Chaque nouvelle ressource est mangée d'avance; le succès accroît l'audace, & les déprédations de ce colosse sorti de la terre en vingt-quatre heures, comme l'arbre d'aloës; son effronterie brave le ciel, & offense les hommes, & tout le crédit d'un Etat se trouve placé dans des mains odieuses & infidèles. Je conviens donc que le luxe éveille la rapacité dans l'homme d'argent; mais j'ajoute, & je prouve qu'il en fait le fléau de la société.

Melon dit le contraire, & conclut qu'il est d'autant plus obligé à remplir les devoirs de la société qu'il est plus exposé aux regards de l'envie. Belle spéculation, si elle n'étoit démentie par l'expérience de tous les siècles! L'histoire & le tableau de la vie ne nous montrent que trop que ceux d'entre les hommes que la Providence a mis le plus en vue, sont ceux qui se font le moins respectés eux-mêmes, & ont le moins respecté les autres. Mais en supposant qu'il en fût autrement (comme en effet ce que je dis ici ne peut être pris qu'en général, & il seroit aisé de me citer mille exemples contraires) si l'on trouve des hommes sages & modestes dans une prospérité disproportionnée à leurs espérances naturelles, ce sont, ou ceux qui ont fait le moindre saut, & que la nature avoit mis le plus à portée de la fortune qu'ils ont obtenue, ou ceux qui y sont parvenus à force de mérite & de travail; mais un changement de fortune rapide & prodigieux est d'ordinaire le passage du tropique pour les mœurs & pour les idées. Caligula, le plus habile courtisan d'un Prince ombrageux, devint en une nuit le plus

extravagant de tous les Empereurs. Arlequin transformé paroît le plus insolent de tous les maîtres. Ouvrez les yeux, & voyez comment les Arlequins de la ville remplissent les devoirs de la société.

Quand, après cela, Melon fait honneur au luxe de la témérité des Flibustiers, je m'étonne qu'il ait oublié Cartouche dans la liste de ses héros. Notre Marine militaire, & même les Jean Bart, les Dugué-Trouin, les Cassart, les Delaigle, &c. seroient bien étonnés, s'ils vivoient, de n'avoir pas pris garde au motif de leurs actions déterminées.

Les loix somptuaires ne valent rien dans un grand Etat, parce qu'elles n'y sauroient être exécutées, parce qu'une loi nulle est une loi méprisée, & que c'est un grand mal qu'une loi méprisée. Caton, que Melon injurie un peu légèrement dans ce Chapitre, s'y méprit. Il sentoît la nécessité du rétablissement des mœurs : eh ! qui peut lire sans horreur l'état où la cupidité & la corruption avoient réduit la société dans ces derniers tems de la République Romaine ? Son caractère dur & du vieux Romain ne lui laissoit imaginer de moyen que la contrainte des loix, & la contrainte sera toujours un mauvais moyen dans l'humanité. Si nous en étions où en étoient alors les Romains, c'est-à-dire, dans l'absolue vétusté de tous les liens de l'Etat, je me garderois bien de manifester les abus, & d'en montrer le principe. Quand un vaisseau périclite, celui qui annonce le danger, tourne la tête à tout le monde, & dès lors, loin de courir au secours, chacun s'empresse à se noyer à part un peu plus promptement ; mais nous sommes en pleine vigueur, & si par l'abus de no-

tre santé nous courons risque de tomber dans quelque maladie dangereuse, j'espère au milieu de cette profusion verbeuse d'inductions & de récits, d'établir un petit nombre de principes qui seroient pour nous la médecine universelle.

L'exemple le plus favorable que Melon choisit pour faire voir que le luxe est un bien, est celui d'un jardinier qui vend les premiers pois à un prix excessif, qui fait son bien-être de toute l'année; mais j'ai échappé à son argument, en ne donnant pas dans l'excès de ceux des détracteurs du luxe, qui voudroient gouverner un grand Etat comme le fut Lacédémone. En remplaçant la dépense dans l'ordre naturel, les Princes, les Grands, les notes d'apparat, les fêtes d'Ambassadeurs, les hommes riches même qui traitent leurs commettans, par exemple, des Trésoriers du Clergé & des Provinces, le Banquier de la Cour qui reçoit les notables qu'il a obligés ou qui ont affaire à lui, tout cela, qui par l'ordre naturel se trouve autorisé à une dépense de devoir plutôt que d'orgueil & de sensualité, mettra le taux aux primeurs. Il restera même encore assez de sensuels pour enchérir; mais je veux qu'ils se satisfassent sans bruit, & non par vanité; ce qui est bien différent, quant à l'effet & à l'exemple.

J'ai répondu, je pense, aux principaux raisonnemens du Chapitre du luxe de Melon. Il a cru sans doute que la bonne Logique est rarement nécessaire, quand il ne s'agit que d'établir un principe qui flatte les passions; car j'ose dire que ce que j'ai omis dans ce Chapitre n'est pas plus conséquent que ce que j'en ai cité, & que ce sont ses plus forts argumens que j'ai combattus. Je répète encore néanmoins, qu'il s'en

faut bien d'ailleurs que je refuse à son Livre l'estime qu'il mérite. Il pose nombre d'excellens principes, & le Chapitre même que j'ai attaqué est plein de restrictions qui montrent que l'Auteur respectoit les grands principes de mœurs & de vertus; restrictions que les amateurs de paradoxes sous-entendent très-communément.

Quant à David Hume, il faisoit la matière d'un tout autre sens : il l'examine en Philosophe rassis, impartial & de sang froid, & la traite avec cet air de sagesse & de vérité qui le rend très-estimable. Mais je ne fais, si je m'étois expliqué avec lui, s'il ne feroit pas de mon avis, en s'arrêtant au point fixe & certain par lequel j'ai défini le luxe, du moins il me semble que d'un bout à l'autre de son Traité, il confond le luxe avec la politesse, l'industrie & les arts. Je demeure d'accord avec lui de tous les bons effets qu'il attribue à ces derniers; mais, à mon sens, le luxe n'est point cela. Je fais qu'il en est l'abus & le point prochain, comme la corruption l'est de la maturité; mais, quoique dans le cercle le point 360 soit le plus voisin du point 1, c'est cependant celui qui lui ressemble le moins. Cette spéculation doit être le point fixe du Gouvernement.

David Hume a bien senti que l'abus étoit bien près de l'usage, puisqu'il considère deux sortes de luxe; le luxe innocent, & le luxe vicieux. Mais pour établir cette distinction, il est obligé de greffer la modération sur une plante qui lui est absolument étrangère, & de supposer un homme qui commence par remplir ses devoirs, & qui emploie tout ce qui lui reste à contenter ses appétits les plus raffinés. Je ne

crois pas que l'hippogrise réalisé fût un être plus étrange ici-bas qu'un tel homme. Chacun fait d'ailleurs qu'en saine morale le plus riche n'est sur la terre que l'administrateur d'une plus forte portion de bien, mais également obligé à la même fidélité & au même désintéressement que le plus pauvre ; en conséquence les devoirs de l'opulent ont bien une proportion relative à son état & de plus d'étendue ; mais au fond il n'a licitement pour lui que le nécessaire de son état, & rien pour ses fantaisies.

La supposition fautive & imaginaire que je viens de noter, à laquelle se trouve réduit un des plus habiles hommes, selon moi, qui ait écrit sur les matières politiques, prouve qu'une mauvaise cause au fond embarrasse souvent plus un honnête homme & un homme de génie, qu'elle ne gêne un étourdi. N'eût-il pas été plus aisé de reconnoître le luxe dans la définition distinctive que je lui donne, à savoir, *le déplacement de la dépense, & l'impudence dans les mœurs* ? Le luxe une fois connu, il est aisé au Gouvernement de l'arrêter, & de lui donner des bornes, sans nuire aux arts & à l'industrie.

Outre les moyens d'attention & de détail, j'en connois un général & efficace ; c'est d'estimer les vertus & les talens indépendamment de la richesse. Bientôt une infinité de gens dédaigneront celle-ci, les uns par impuissance d'y atteindre, un grand nombre aussi par ce penchant naturel au bien & vers la vérité, qui ne meurt jamais en nous. On cherchera dès lors des points de distinction ailleurs, & l'émulation se portera vers les choses louables. Il en est à portée de tous les états, & plusieurs aussi qui

conviennent à tous. Or, je soutiens qu'il est en général moins difficile d'y réussir, que de faire utilement le voyage de la Colchide. Mais vouloir que dans un Etat, où non-seulement toutes les distinctions physiques, mais encore les avantages moraux, tels que l'honneur, la prééminence, la gloire, &c. sont exclusivement attribués à la richesse; vouloir, dis-je, que dans un Etat constitué de la sorte, tout ne tende pas à la proscription & à l'oubli de toutes vertus, prétendre qu'un tel Etat puisse se soutenir sans tomber vers la décadence par un mouvement de gravitation sans cesse accélérée, c'est un entier renversement d'idées.

J'ai dit que la politesse, l'industrie & les arts n'étoient point le luxe. Je dis plus, & je soutiens que le luxe tend à les détruire entièrement. Prenons la première de ces propositions, nous viendrons ensuite à l'autre; car ce funeste fléau mérite d'être examiné dans tous ses rapports.

La politesse d'un siècle n'a pas de miroir plus fidèle que celle qui regne dans ses écrits. TERENCE passe parmi les Latins pour l'Ecrivain le plus poli en sa langue. On fait combien il est éloigné des tems où le luxe dévora cet Empire; Jules-César ensuite; & quant à celui-là, l'on m'opposera que son tems a été le plus malheureux de sa patrie. Distinguons. L'âge de César fut un tems de révolution; mais ce n'étoit point encore celui du luxe que j'envisage seul ici, du moins dans le sens que je lui attribue. L'ambition des Grands, la vétusté des ressorts d'un Gouvernement fait pour une République très-médiocre & qui se trouvoit avoir à régir le monde entier, causerent alors un ébranlement qui finit par une révolution absolue. Le siècle d'Auguste vanté par les gens de lettres, & qui fondoît en

effet sous des apparences de modération, la monarchie la plus absolue, produisit encore un grand nombre d'excellens Ecrivains. L'ancien ordre attaqué petit à petit dans l'intérieur, subsistoit encore à l'extérieur. Le siècle du luxe, tel que je l'entens, ne commença qu'avec l'empire de Caligula, qui dissipa dans un an le trésor immense de l'avare Tibère. Dès lors l'extravagance se joignit à la corruption; on ne connut plus de mœurs ni de vergogne. On vit des affranchis, des hommes de néant s'élever en un instant au faîte du pouvoir & de l'insolence, & toutes les déprédations du luxe s'établir avec une sorte de fureur. Je demande si depuis ce tems on vit aucun Ecrivain comparable pour la politesse à ceux du siècle précédent. A la réserve du seul Pétrone, qui quoiqu'échappé au mauvais gout d'alors, nous fait d'ailleurs une peinture des mœurs de son tems, qui fait voir quelle en étoit la politesse, tout le reste n'est qu'enflure, recherche, jeux de mots & abus de l'esprit, style tendu, gout dépravé, recherche du nouveau, rien de vrai, de noble, de solide, d'élevé, rien qui sente la véritable urbanité, cette décence de mœurs, & ce respect d'autrui qui part du respect qu'on a de soi-même, rien en un mot qui dénote la vraie politesse.

La remarque que je fais ici sur les Romains, je laisse au Lecteur à la faire sur d'autres nations qui prennent peut-être leur luxe pour la politesse. Le tableau de leurs mœurs que je n'ai peut-être que trop chargé ci-dessus, offriroit encore bien des réflexions tirées d'après des principes physiques sur ce sujet; mais je me suis déjà trop répété.

Quant à l'industrie, il est certain que la recherche l'excite en un sens; mais il n'en est pas moins

moins vrai que ce n'est qu'une industrie de détail, & d'une utilité si éloignée, qu'elle ne sauroit jamais avoir trait à la nécessité. L'utilité est cependant la vraie pierre de touche du mérite de l'industrie.

Il est trois sortes d'industries. Celle qui pourvoit à la nécessité est la première; celle qui sert à l'aisance & à la décoration, la seconde; celle enfin qui satisfait la recherche & la curiosité, est la dernière. Or, je soutiens que le luxe n'a d'influence qu'en faveur de celle-ci.

En effet, est-ce au luxe que nous devons l'agriculture, les moulins à eau & à vent, &c? Est-ce au milieu du luxe que les Hollandois ont appris à gagner du terrain sur la mer, & à couvrir de moissons les parvis du palais d'Amphitrite? Est-ce aux recherches du luxe qu'ils doivent l'invention des écluses & des canaux? qu'on doit ailleurs l'art de la construction des navires, les citernes, que sais-je, toutes les inventions de l'industrie humaine qui ont, pour ainsi dire, changé la face de la terre?

Les sciences ont assurément aidé à les perfectionner. La Philosophie qui comprend la Physique, la Géométrie, la Politique & la Morale, a donné des yeux à l'humanité qui n'avoit que des mains. Notre siècle qui certainement a généralement décliné vers le luxe, se vante d'être plus philosophe qu'aucun autre, & s'il en étoit ainsi, je serois du moins en cela démenti par l'expérience; mais je crois qu'il en est de cette prétention, comme de presque toutes les autres qui marquent précisément l'endroit foible du prétendant. Qu'on m'écoute un moment, quoique j'avoue que je fais à cet égard le *futor subra crepidam*.

Les parties de la Physique qui ont trait à l'histoire naturelle, ont, je crois, été perfectionnées de nos jours : c'est une suite de la communication d'idées & de découvertes que l'art de l'Imprimerie a établie entre les hommes, & qui chaque jour devient plus facile ; mais celles qui ont rapport à la connoissance du globe céleste ou terrestre, à la médecine, &c. nagent encore dans le vuide, malgré la présomptueuse certitude des adeptes en ce genre. Ils se contredisent les uns les autres. Tous, ou plusieurs, montrent de l'esprit ; mais le monde n'en est ni mieux connu, ni plus sain.

La Géométrie, sœur romanesque & deshéritée de la science des calculs, s'écrie sans cesse qu'elle seule est la vraie science, puisqu'elle est la science des vérités. Elle semble uniquement destinée à nous apprendre à devenir savans de nos propres pensées, & ignorans de toute autre chose usuelle, & le monde attend en silence & attendra long-tems, je crois, les avantages qui doivent lui revenir des travaux & des veilles de ses sectateurs.

La Politique vieille du tems du Chancelier Bacon, de Philippe de Commines & autres, a rajeuni de nos jours : elle parle le langage des Académies, elle subdivise, elle recherche surtout en principes & en faits contradictoires les avantages de l'or, les moyens de l'avoir tout pour soi, & d'en exclure tous autres ; elle a bien de l'esprit, bien des certitudes, des docteurs, & parmi tous ces modernes je suis peut-être le premier qui ai prétendu enseigner au physique que tous les hommes étoient freres ; que nul ne pouvoit faire son propre avantage exclusivement à celui d'autrui ; que les princi-

pes de la justice s'accordoient en tout & partout à ceux du véritable intérêt ; que les bienfaits étoient les seules chaînes propres à l'homme ; que l'harmonie politique a des règles simples, fixes & précises, au delà desquelles la puissance ne peut rien que contre elle-même.

La Morale enfin est plus foible & plus corrompue, puisqu'à la place des loix divines & humaines que nos peres redoutoient au moment même où ils venoient de les enfreindre, & que notre prétendue philosophie appelle préjugés, elle donne à l'homme pour unique frein je ne fais quelle probité fantastique qui s'étend & se rétrécit selon que les objets touchent plus ou moins notre amour-propre : elle ne connoît de vertus qu'au niveau des avantages de la société, transposant ainsi l'effet & la cause, & se réservant d'apprécier ces avantages au tarif de ses passions. Le culte à ses yeux n'est qu'une invention politique pour contenir le peuple ; le devoir envers le Souverain n'est qu'un pacte relatif, dont la moindre contravention respective dissout les engagements. Non-seulement elle se fait de la sorte un code arbitraire & léger, mais elle le préche ; ce qui est ou le comble de l'extravagance, ou celui de la foiblesse.

Ce n'est pas que dans toutes les parties que je viens d'énumérer, il n'y ait des hommes illustres & dignes des siècles de force & vertu : cherchez-les, & voyez à quelle distance de leur porte le luxe est demeuré.

Quant à l'industrie seconde qui sert à l'aïssance & à la décoration, elle a trait aux arts dont je parlerai tout-à-l'heure dans le même sens. Il ne reste donc plus au luxe que la troisième qui satisfait la recherche & la curiosité.

Quant à celle-là j'avouerai qu'elle la met en mouvement, mais dans le même genre & avec le même effet que j'ai attribué ailleurs à la chaux qu'on met au pied d'un arbre. Je prouverai cela quand il sera question de démontrer que le luxe est le destructeur de la politesse, de l'industrie & des arts. Pour le présent il me suffit d'avoir fait voir qu'il n'a rien de commun avec l'industrie véritablement utile à l'humanité.

Passons aux arts dans le sens seulement que nous leur avons attribué ci-dessus. Sans cette distinction ils seroient naturellement confondus avec l'industrie. J'entens donc seulement ici par les arts les inventions & travaux qui servent à l'aisance & à la décoration. Cette définition comprend également les arts mécaniques & libéraux d'une part, les beaux arts de l'autre.

Ces fruits de l'industrie humaine, estimables chacun selon son degré, tiennent les uns aux autres. Les amateurs des arts mécaniques éclairent les artistes; ceux-ci réforment & instruisent en détail les hommes de génie qui cultivent les arts; mais je ne vois pas ce que les uns & les autres peuvent devoir au luxe.

J'ai déjà prouvé que ce que les arts mécaniques avoient d'utile & de solide, étoit très-étranger aux influences du luxe; j'ai dit même qu'il n'étoit propre qu'à faire dégénérer en coiffichets les fruits subdivisés de ce genre d'industrie. Seront-ce donc les beaux arts qui lui devront leurs progrès? J'en doute sur l'exposé seul des effets que nous avons dit que le luxe faisoit sur l'humanité.

La Poésie, l'Eloquence, la Peinture, la Sculpture, l'Architecture, la Musique même, si l'on veut, demandent une ame élevée & li-

bre. L'expérience nous a démontré que ce ne sont point ces arts-là que le tems & la recherche perfectionnent. Le beau siècle d'Athènes & de la Grèce qui nous a laissé des chefs-d'œuvres inimitables depuis, parut tout-à-coup, & ne dura pas plus de cinquante ans. On en peut dire autant de celui d'Auguste & de Rome, de Léon X. & de l'Italie moderne, de Louis XIV. enfin & de la France. La nature, dit-on, fait dans de certains tems des efforts remarquables & réunis, qui produisent en même-tems des chefs-d'œuvres dans tous les genres, efforts aussi passagers que fructueux. C'est là le langage de gens qui considèrent les effets, sans jamais avoir approfondi les causes. Les voici peut-être.

La barbarie est l'enfance des nations : ses vices élimés, pour ainsi dire, par les troubles & les agitations qu'elle engendre, deviennent des vertus outrées, incommodes & déplacées ; c'est de l'audace, de la force, de l'élévation, & ces qualités turbulentes forment le caractère de la nation. La lassitude des troubles, & la vicissitude des choses humaines amènent enfin le calme ; & souvent les hommes d'Etat qui se glorifient d'avoir forcé à l'obéissance une nation orageuse, doivent tout à l'avantage des circonstances, à celui d'être venus à propos dans le monde, & eussent succombé plus aisément peut-être que leurs prédécesseurs, s'ils avoient été chargés de la besogne dans le même tems. Quoi qu'il en soit, les troubles forment les hommes, & donnent à chacun à peu près sa place ; il se répand dans une nation entière un esprit pétri, pour ainsi dire, des qualités que j'ai remarquées ci-dessus.

Quand le calme civil paroît après de longs

orages, tous en sont avides, chacun en connoît le prix. Mais ce germe d'élévation, autrefois nuisible, se porte sur les amusemens de la paix. Ces sentimens nobles établissent la vraie politesse dans la société, & le vrai génie dans les arts. La Poésie fait parler dignement Sertorius & Mitridate. L'Eloquence forme la langue, l'élève, la rend nombreuse & précise. La Peinture trace les triomphes d'Alexandre. La Sculpture ramène la Renommée, Milon de Crotoné, les Héros de l'Antiquité. L'Architecture élève des monumens inimitables, également solides, majestueux & propres pour tous les âges. La Musique enfin fait revivre les Héros fabuleux, les Roland, les Tancrède. Tout, jusqu'aux amusemens les plus frivoles, se ressent du noble & du grand qui règnent dans le génie de la nation; & comme ces deux parties sont la base du vrai beau, l'on voit de toutes parts des chefs-d'œuvres qu'on regarde ensuite comme des efforts de la nature, & qui ne sont autre chose que la nature secondée par les mœurs.

Si, au contraire, le luxe venoit à s'établir, dès lors, selon ma définition, les dépenses ostensibles seroient à l'ordre de gens qui ne sauroient avoir rien d'élévé dans le caractère. Quand Arlequin ordonne un plat, il ne lui vient en pensée que des macarons & du fromage de Parmesan. D'autre part, le plus grand nombre est, par les raisons que j'ai dites ailleurs, obligé de se jeter dans le colifichet; & le gout moderne & dépravé se répand tellement dans toute une nation, qu'il force même les plus hautes classes de la société. Dès lors, quand les artistes conserveroient du grand dans les idées, assujettis au gout du public, ils seroient dans le fait for-

cés à dégénérer. Le gout fantastique & nouveau se répandroit sur tout. La Poësie noble perdrait tout son simple & son harmonie, elle deviendrait ronflante & tendue; l'Eloquence ne seroit plus que pointes, recherche, & vapeur; la Peinture, *Cælum & nubes, præterea-que nihil*, du blanc, du couleur de rose, des nuages, des enfans; la Sculpture modèleroit des amours, des colombes, &c. l'Architecture ne seroit plus que l'art de bâtir des cages à serin, en observant que la mangeoire soit en symétrie avec la baignoire; la Musique lassée de Pastorales fardées, dégénéreroit en *congetti*, en singularités, en rapports étudiés de tons effarouchés, concordans & merveilleux aux oreilles des enthousiastes du gout moderne, bruyans seulement, & sans ame pour l'auditeur simple qui ne veut que détendre & délasser son esprit, & n'est point initié aux chants de la Synagogue. Chacun avouant en tout genre qu'il n'y a plus que le neuf qui pique son gout, se trouveroit forcé de prévoir intérieurement la suppression de tout art pour ses neveux; car il n'y a que la nature qui soit sans bornes; l'art en a par-tout de très-étroites, & se trouve à chaque instant forcé de se replier sur lui-même, de se reproduire, & de se copier.

Par tout ce qui précède, on a vu que non-seulement le luxe n'est point la politesse, l'industrie & les arts, mais encore qu'il doit naturellement nuire à ces trois choses. Examinons les moyens physiques de cette détérioration dans leurs principes: nous remplirons ainsi le second des objets que nous nous sommes prescrits.

La vraie politesse n'est autre chose que l'expression d'une attention noble & respectueuse qui

craint peu, qui ne demande que l'ordre, qui connoît des mesures, les observe, & en exige en même-tems. Elle étend son empire sur toutes les actions de la vie, & donne un air de décence aux expressions, aux plaisirs, à la totalité des mœurs enfin : on l'apprend par routine & par usage, on la grimace ; mais jamais elle ne sera en un degré de distinction que dans une ame au-dessus du moins des prétentions qui avilissent à un certain point. Il ne faut pas la confondre avec cette langueur, fille de la mollesse, qui évite les éclats qui effaroucheroient son oisiveté.

Nous sommes moins fiers que n'étoient nos peres, moins prompts à la main, moins sensibles à tout ce qui n'est pas personnel ; mais sommes-nous aussi polis avec les femmes, aussi exacts sur les bienséances, aussi retenus sur les discours légers qui peuvent intéresser la réputation d'autrui, aussi attentifs à observer dans nos mœurs relatives les proportions d'âge, de réputation, de dignité, de naissance ?

La politesse, telle que je viens de la détailler, ne peut être observée dans une société composée de gens tous déplacés ou par leurs succès, ou par leurs désirs. Dans un Etat, par exemple, militaire en sa constitution, & qui par une succession de siècles & d'exploits se trouve être comme le patrimoine de la plus auguste lignée qui ait subsisté dans le monde, il est impossible que la naissance d'une part, & les services militaires de l'autre ne constituent le premier grade de citoyens : la Magistrature ensuite a une prééminence acquise par-tout où il y a des sociétés. Ces ordres différens n'ont aucun droit naturel sur les sources de l'or, & s'ils en retirent du

Prince qui n'est en ceci regardé que comme le ressort de la machine, ce n'est guères que proportionné aux dépenses de leurs places. Ce sont donc les dernières classes qui font les fortunes pécuniaires, & qui par le moyen de l'apothéose de l'or, prennent le pas, & font, sans qu'on y pense, le monde renversé. J'ai dit d'autre part, que toutes les autres classes de proche en proche n'ambitionnoient plus autre chose que cet or, principe de distinctions, de plaisirs & d'honneurs; & c'est en vertu de cette révolution qu'il arrive que toute la société se trouve déplacée : les uns par leurs succès, les autres par leurs désirs. Tel est client de fait, qui devrait être patron : tel prime par ses richesses, qui est né comme elles dans l'obscurité & dans le sein de la terre. Faut-il s'étonner alors si les hommes mêlés de la sorte, n'ont plus entre eux les mêmes égards qu'ils avoient autrefois ? Les premiers rangs se respectoient avec exactitude, & quelquefois avec ostentation ; les derniers s'aimoient & se voyoient avec franchise, & quelquefois un peu simplement ; tous se sont gâtés en se mêlant. L'homme de Cour, qui soupant chez le Financier, se donne par composition avec sa vanité souffrante des airs d'aisance & de fatuité, reçoit à peu près l'équivalent de sa mise en monnoie de plus bas alloi, & cependant d'égale valeur. On se met à son aise avec lui, comme il ne se gêne pas avec les autres. Cet état forcé de part & d'autre devient par l'habitude une façon d'être. Ce nouveau genre de mœurs moins pénible de beaucoup que la politesse, devient bientôt général ; les gens sages resserrent chaque jour leur société, & les fols l'étendent ; de sorte que du sceptre à la houlette il n'y a que la droite ou

la gauche de différence. Oh! je doute qu'il soit question de politesse dans la vallée de Josaphat.

Quant à l'industrie, souvenons-nous qu'elle est fille de la nécessité & sœur du travail. Les grands efforts de l'industrie naissent des grandes nécessités. Repassons la liste des inventions importantes que j'ai citées, & l'on verra qu'elles partent toutes delà.

Chez un peuple amolli il n'est plus que de petits désirs. Les nécessités les plus urgentes d'un paresseux, la faim & la soif, ne le portent qu'à tendre la main. De même où le luxe règne, qui fait servir, mentir & attendre, n'éprouvera jamais la vraie force de la nécessité. C'est Démétrius au pied d'un rempart qui invente des machines; ce furent les Vénitiens & les Hollandois, qui après avoir fait reculer les mers, apprirent à les parcourir pour jeter partout des rameaux de commerce. Il faut un esprit ardent, un cœur opiniâtre, une âme infatigable, un corps robuste, des désirs vastes, de grands besoins pour nous forcer à reconnoître l'étendue de nos ressources : or, le luxe détruit tout cela.

Quant à l'industrie de recherche & de curiosité, j'ai accordé que le luxe la mettoit en mouvement; mais il la précipite nécessairement vers le néant. Dans quel ordre d'artistes placerons-nous celui qui trouva le secret d'écrire l'Enéide entière en si petits caractères, que le volume tenoit dans une coquille de noix, ou celui qui tailla sur une amande le clocher de la Cathédrale de Strasbourg dans toutes ses parties & dimensions? C'est le symbole des arts de recherche & de curiosité; bijoux, parures, meubles, tout deviendra en filigrane, & bientôt il faudra passer au feu les ordures des maisons comme

chez les orfèvres, pour retrouver les pailles de l'étoffe achetée la veille. Et qu'est-ce qu'un travail dont il ne reste rien, quand toute la partie ouvrière d'un Etat se jette de ce côté-là ? Qu'est-ce qu'un travail que la moindre stranguerie dans le crédit & la circulation fait cesser tout à la fois ? Peu d'années d'une guerre même heureuse dérangent, & mettent dans la nécessité la moitié des artisans de Paris.

J'ai dit d'ailleurs, que d'une part le luxe augmentoit de proche en proche la dépense de tous les ordres & classes de sujets jusqu'au moindre artisan ; & de l'autre, que la successive rapidité de ses desirs changeans rendoit la dépense tributaire de l'industrie, au lieu que celle-ci l'étoit autrefois de la dépense. Il s'ensuit delà que les ouvriers s'accoutument à surfaire leur travail dans les tems de prospérité, & montent leur dépense sur le pied du gain qu'ils font. Delà le peu d'ordre & de précautions contre la première calamité ; au moyen de quoi le moindre ébranlement jette, faute de travail, plus d'ouvriers hors de la classe de l'industrie que ne feroient vingt ans de guerre, si le travail avoit été sur un pied fixe & réglé, & la dépense des artisans proportionnée à des gains sages & mérités.

A l'égard des beaux arts, il est impossible qu'ils ne dégénèrent dès que le gout de la recherche prend le dessus. En effet, en tout genre le vrai beau est simple autant que noble & élevé. Il est à un point fixe & marqué par delà lequel on le gâte ; & toutes les fois que les artistes, en quelque genre que ce puisse être, ont voulu enchérir sur la vraie beauté, la charger d'ornemens, l'embellir par les détails, & la ren-

dre susceptible de leur prétendue élégance, ils l'ont défigurée & bientôt rendue méconnoissable. C'est cependant à quoi le gout de la nouveauté force les artistes. Première raison.

Le vrai beau d'ailleurs non-seulement est simple & noble, mais il est ferme & fier; son impression ébranle, agace les nerfs de la mollesse, l'effraie & la rebute. A ses yeux l'ame de Cornélie devient romanesque; elle seroit plus intéressante, si elle disoit de jolies choses. Les grands ressorts de l'éloquence ne sont point assez polis par le style; le massacre des innocens est hideux à voir, & quelque soin que le peintre ait pris pour exprimer le désespoir, la rage, la violence, pour réunir le *costumé*, pour imaginer la vraisemblance, c'est peine perdue, & ce n'est plus le tems où l'on pouvoit dire:

*Il n'est point de serpent, ni de monstre odieux,
Qui, par l'art imité, ne puisse plaire aux yeux.*

Que l'artiste peigne un oïllet ou une pêche, qu'il imite fidèlement quelques vaches, ou une gargotte de payfans, il verra son tableau apprécié au poids de l'or, mis au premier rang dans les cabinets des curieux, & les anciens chefs-d'œuvres des peintres de l'Histoire relégués comme trop tristes dans les appartemens de quelques vieillards. Seconde raison.

Le luxe d'ailleurs a séparé la société, loin de la réunir. Ceci paroitra d'abord un paradoxe; mais un moment d'examen en démontrera la vérité. Il confond les rangs, je l'avoue, & lève de la sorte certaines barrières; mais il nous dispense des bien-séances, affoiblit les liens de la nature, détruit les usages anciens, au moyen de quoi il n'y a plus d'union que de fantaisie;

ce qui équivaloit à dire qu'il n'y en a plus du tout. Les Grands autrefois tenoient une sorte de cour, les petits vivoient ensemble. Les pères, les chefs de maison rassembloient leurs familles en plusieurs tems de l'année, je l'ai dit ailleurs ; tout cela demandoit un certain *decorum* de simplicité fort éloigné des recherches d'aujourd'hui ; mais plus propre à donner aux arts la sorte d'effort qui met à son aise le génie. Des vestibules, des sales, des galeries ne gênoient pas l'architecte & le décorateur, & c'étoit tout ce qu'il falloit à nos pères qui connoissoient peu de besoins personnels, & se faisoient bien des devoirs relatifs. Aujourd'hui à force d'aller où l'on veut, on ne sait bientôt plus que vouloir, & se considérant seul dans la nature, on voudroit la pouvoir mettre toute entière à son propre usage. A-t'on un palais ? Il faut y trouver appartement d'hyver, appartement d'été, appartement de bains, entre-sols, cabinets, garde-robes, boudoirs, cabinets de livres, garde-robes de propreté, communications, escaliers dérobés, &c. Il faut des jours à tout cela, & l'Architecte désorienté, obligé d'opter entre le public & le particulier qui le paie, abandonne Vitruve, & prend Dédale pour son maître. Il livre au décorateur sa cage contournée ; celui-ci cherche des angles & des crochets, dérobe la cheminée, cache les portes, niche le lit, proportionne les panneaux ; le vernis & les glaces font le reste. S'il se trouve dans l'antique mobilier quelque beau morceau de Peinture & de Sculpture, il ne peut aller aux places, & il faut qu'il regagne le garde-meuble. Troisième raison.

Le luxe d'ailleurs appauvrit tout le monde,

en multipliant les besoins prétendus, & les rendant successifs & avides. En conséquence personne n'a plus de quoi faire travailler pour la durée, pour la postérité, & pour l'Etat par contre-coup. Le luxe enfin multipliant les fantaisies, & ne connoissant plus d'autres règles, varie à l'infini tous ses ouvrages sans utilité. Car ainsi qu'un masque en plâtre ne sauroit représenter deux têtes à la fois, au lieu qu'un casque pouvoit servir à plusieurs personnes successivement, les dépenses qui sont moulées sur certains usages de bienséance & d'opinion, me serviront tout comme à mon pere & à mon ayeul, si les mêmes usages sont encore en vigueur; mais dès qu'il n'y a plus de règles que de fantaisie, chacun a la sienne, comme chacun a ses traits : la somptuosité de mes peres me paroît caverneuse & sombre, mon propre gout vieillit tous les dix ans, & c'est toujours à recommencer. En cet état tout ce que je mettrois en solidité, seroit jetté dans la rivière; & si je suis bon pere de famille, je dois faire construire une maison à parties brisées qui puissent se défunir avec le moins de déchet qu'il sera possible, de façon qu'après moi l'on puisse vendre le tout en détail, que l'un emporte les parquets, l'autre les lambris, un troisième les glaces, un autre les plombs, un cinquième les pierres, &c. & la place demeurée nue vaudra plus encore qu'on n'eût trouvé de la maison entière, attendu qu'elle offre un champ libre pour la fantaisie d'autrui, au lieu qu'auparavant elle étoit gênée par une masse déplaisante. On connoit un célèbre Senatus-consulte donné sous l'empire de Claude dans le fort des fureurs du luxe à Rome, qui défend la démolition des beaux édifi-

ces pour en vendre les matériaux. Pareil Edit en France eût sauvé Petit-Bourg, & nombre d'autres maisons de campagne & de beaux Hôtels dans Paris.

Tels sont les ravages du luxe sur les arts & l'industrie; tels sont ses effets sur l'humanité en général. Je n'ai pas prétendu le combattre dans toutes ses branches, & ce n'est ici que la vingtième partie des raisons physiques qu'il y a à lui opposer. Pour moi du moins je n'entens jamais traiter cette matière, qu'une foule de nouvelles idées ne se présente à mon imagination, & ne vienne à l'appui de celles que j'ai tracées ici; mais j'ai seulement voulu répondre à ce que deux hommes célèbres d'ailleurs, instruits & judicieux, quoique dans des degrés différens, ont écrit en sa faveur. Si dans les inductions que j'ai avancées dans cette espèce de Traité, je me suis écarté de la vérité, je me trompe moi-même le premier; car j'atteste Dieu, les hommes, & ma propre existence, qui ne fut jamais flétrie d'aucun vice bas, que nul sentiment d'envie ni d'animosité ne m'a fait parler. C'est bien tout le contraire: je voudrois le bonheur général, du moins celui qui dépend de nous, & je suis persuadé qu'il ne peut se trouver que dans la modération, & une sorte de modestie publique, & que ceux même qui paroissent être les favoris du luxe, seroient plus heureux par des mœurs contraires doucement amenées.

Si d'ailleurs je paroiss avoir souvent inculpé mon siècle & ma Nation, il faut d'une part pardonner à la chaleur de la composition: cette sorte de verve m'est naturelle, & sans elle je serois bien loin de pouvoir parcourir tant de pays, vu l'état de vie que je mène, bien différent de

celui d'un Ecrivain en charge. Il faut d'ailleurs pardonner à la vérité ; car quoiqu'il s'en faille bien que nous soyons précisément plongés dans le luxe, il est certain que nous courons cette carrière , & qu'il prend le dessus parmi nous. Au reste, si à travers le cahos de tant de raisonnemens jetés, pour ainsi dire, on démêle ma façon de faire, on doit voir que je saurois peindre, si je voulois précisément cela. Eh ! que seroit-ce, si j'avois traité le luxe en déclamateur ? si je l'avois envisagé du côté de la décadence des mœurs, de la probité, de la vérité ? si j'avois considéré sa dureté, ses injustices, sa corruption & ses horreurs ? si je l'avois représenté vomissant en consommation superflue, le nécessaire d'une infinité de misérables ?

Hélas ! nous sommes tous enclins à la pitié : si notre voiture passe sur la patte d'un chien, nous sommes tout ébranlés ; mais nous n'avons que des yeux & des oreilles ; le souvenir, le calcul & la raison n'ont aucune voix pour nous toucher. O peuples civilisés ! je demande qui d'entre vous, s'il voyoit un Souverain uniquement occupé de ses plaisirs & de ses fantaisies, y sacrifier en entier tous les revenus de la Couronne, ne diroit pas intérieurement, que c'est un tyran insensé qui croit que tout est fait pour lui, & qui réalise dans le fait un système monstrueux ? Qu'êtes-vous de plus à la tête d'un grand bien ? J'ai un patrimoine, peut-être même considérable, & mes pères qui n'en eurent rien à la faveur, l'ont accru petit à petit par leurs soins & leur économie : j'ai parcouru le détail de leurs travaux, & du petit au grand, je n'y vois rien de semblable aux soins continuels, aux périls, à la servitude par laquelle les Souverains ont
acheté

acheté leur grandeur en fondant celle de l'Etat : ainsi donc , s'il est permis de comparer le droit des Souverains à celui des particuliers ; si ce n'est pas une sorte de blasphème de les peser à la même balance, j'ai moins de droit personnel à ma portion individuelle de l'Etat , que le Roi n'en a à l'Etat tout entier. Oh ! si dans le tems qu'un millier de laboureurs travaillent à me fournir un énorme superflu relatif , je ne le regarde que comme un modique nécessaire ; si je me crois en droit d'engloutir seul , & de convertir en fantaisies arbitraires ce dont je ne suis au fond que l'administrateur , je suis dans le fait tout aussi tyran que je le puisse être , & je serois un monstre sur le trône.

Enfin , il est aisé de voir que j'ai attaqué le luxe en citoyen & non en faryrique ; qu'il m'en a peut-être coûté pour m'arrêter en si beau chemin , & que je n'y ai été forcé que par l'idée du devoir & la crainte de blesser , sans le vouloir , quelque membre de la société en particulier. Le luxe est , je le fais & je le prouve , le plus grand des maux de la société ; mais comme il est très-problématique que mille Traités comme celui-ci fussent capables de percer la foule de soins qui environnent le Gouvernement , & de le décider à protéger les mœurs contre le luxe , je ne trouverois pas dans l'utilité de mon Ouvrage de quoi compenser le moindre mal qu'il auroit pu opérer.



CHAPITRE VI.

Age de la France.

ASservi dans mon Chapitre du luxe au plan que je m'étois prescrit de répondre uniquement aux raisonnemens faits en sa faveur par les deux Auteurs que j'ai réfutés, je ne l'ai point considéré relativement à la consommation & à la population, ce qui néanmoins devoit être mon objet principal; mais à cet égard, il suffit de se souvenir des principes, & les conséquences s'en trouvent répandues dans la totalité de cet Ouvrage.

Je crains d'ailleurs d'avoir été entraîné par la matière & par ma propre vivacité, au point de paroître le critique de mon siècle. Je ferois un bien mauvais usage de mon peu de talens, & bien contraire à mes vues & à ma façon de penser, si je montrois de l'aigreur contre mes contemporains. Je ne prêche, au contraire, que l'union & la confraternité entre citoyens, & je proteste que les sentimens qui ont trait à cette façon de penser, sont les plus vivans de tous dans mon cœur. J'ajouterai encore que notre siècle me paroît à bien des égards en valoir tout autre, tel qu'il puisse être. Je ferois au moins aussi abondant sur la preuve de cette allégation, que je puis l'avoir été sur aucune autre. Mais je le répète, la sorte de bien public auquel je puis coopérer, est le seul objet de mon travail. Or, de quelle utilité pourroit être un étalage de nos vertus, de nos lumières, & des

progrès que nous avons faits au delà de ceux qu'avoient fait nos peres? Seroit-ce de nous encourager? Le courage ne nous manque pas : de nous montrer la voie de la perfection? La flatterie, ou, si l'on veut, la louange n'a jamais fait cet effet-là; elle excite, au contraire, la présomption, principe de toute illusion.

Il n'est, dit-on, nulle vertu qui n'ait son vice à côté. Rien cependant n'est plus opposé que le vice & la vertu, & cet axiome ne signifie autre chose, sinon qu'il n'est point de vertu qui ne puisse dégénérer en vice. C'est le vice voisin de nos vertus actuelles qu'il est important de connoître & de prévenir. Tel est l'objet de mon travail; mais pour ôter tout prétexte à l'imputation de panchant à la satire, & répondre à l'accusation d'être partisan de cette sorte de politique amère & transparente qui en souffrend plus encore qu'elle n'en dit, & ne voit rien de bien dans la forme présente de la chose publique dont elle fait partie, je vais tracer ici le tableau de mes idées sur le point constant de notre prospérité actuelle.

Il est un cercle prescrit à toute la nature morale ainsi que physique, de naissance, croissance, force, déclin & mort. Ainsi sont les jours du matin au soir, les années dans leur révolution solaire, la vie de l'homme du berceau au tombeau, celle des Etats de leur fondation à leur chute. Mais qui peut savoir quelle seroit la durée d'un Etat toujours sagement conduit? Autant néanmoins ceux qui imaginent & cherchent l'eau de Jouvence sont des fous, autant sont sages ceux qui tâchent à se conserver sains par un régime & par un exercice propre à leur âge & à leur tempérament. Dans le grand nombre d'hom-

mes qui naissent, combien peu parviennent à la vieillesse ! Des accidens étrangers à notre constitution naturelle nous prématurent tous : il en est ainsi des Etats. Aucun peuple connu n'a fait son cercle entier ; l'inattention, la mal-habileté ou les vices du Gouvernement les ont tous détruits. Le Ministre supérieur est donc celui qui considérant la machine entière, connoit d'abord à quel point du cercle il en est. En effet, tel régime tueroit un jeune homme, qui en sauve un autre dans l'âge mur.

On m'objectera que je compose ici un Ministre idéal ou tel qu'Esopé en Lydie, isolé & spéculant au milieu de l'action & du tumulte des affaires. Oui, sans doute, je présuppose que les hommes supérieurs semblables aux Quiétistes savent agir dans la foule, & penser seuls, & ce n'est que pour ceux-là que je parle. Mais comme mon ministère à moi est peu embarrassé de requêtes, mémoires, placets & sollicitations, j'ai trouvé le tems de faire cette étude : en voici le fruit toujours relativement à nous.

Peu de gens, même de ceux qui y sont le plus obligés par devoir, se livrent à ce genre de spéculation. Il est pourtant vrai que rien ne se fait qu'il n'ait été préparé. Le système d'Epicure est aussi dangereux en politique, qu'il est fautif en physique. Je l'ai dit & je le répète ; des principes simples & uniformes gouvernent l'univers : il en est de même du régime des Etats. Les hommes affairés & minucieux sont de tous les moins propres à les conduire. Tout va de soi-même dans les détails ; & dans le grand, tout est relatif à des principes généraux, simples, mais constants. Il importe infiniment de les connoître, & c'est la principale étude de l'homme d'Etat.

Le plan que j'établis ici de calculer & de connoître l'âge d'une société, est, je crois, le plus sûr & le plus propre à fixer sur ce point important les vues d'un habile pilote d'Etat. Il est nécessaire de proportionner le régime, & sur-tout les remèdes au tempérament & aux forces du malade. Julien entêté de ramener les mœurs de l'ancienne philosophie dans un Empire corrompu, fut en butte aux railleries de son peuple, & porta le dernier coup au culte qu'il avoit si fort affectionné. L'Auteur de *Télémaque* avoit trop de génie pour donner à son Elève le tableau des mœurs de Salente, comme un original qu'il falloit copier dans un Etat tout établi; il prétendoit lui faire voir seulement que le travail & l'économie étoient les principes de la vraie prospérité, & que l'éclat du faste & de la magnificence n'étoient sans cela qu'une fausse splendeur, qui cachoit la misère & un engourdissement réel. En un mot, il importe sur-tout de connoître le fonds sur lequel on travaille, pour opérer avec quelque espérance raisonnable de succès.

Je ne prétens pas dire que cette idée de considérer l'âge de la société soit de moi. Mais en général on peut avancer que, si quelques hommes privilégiés ont dirigé leurs vues en ce genre sur cette sorte de spéculation, il s'en faut bien qu'elle ne soit comptée pour quelque chose dans le fait. Le principal vice de la plupart des calculs en ce genre, ainsi que de presque toutes les opérations politiques, est que l'homme proportionne ses vues les plus étendues à celles qui l'intéressent le plus, & qu'il ne peut s'empêcher de calculer la vie des Etats sur un tarif insensiblement rapproché de la durée qui lui a été

prescrite à lui-même. Quoique l'expérience & la physique nous démontrent avec certitude que tout déperit ici-bas, nous serions tentés de penser que les pyramides sont corps permanens, parce qu'elles subsistent depuis quatre mille ans, sans que les altérations qui y sont survenues, nous aient été sensibles. En effet, on entend dire chaque jour : *Mais depuis le tems qu'on dit que le Royaume manque d'hommes, & que les peuples sont surchargés, on en trouve cependant toujours, & le peuple paie* : d'où l'on conclut, pour s'épargner la peine d'examiner, que tout cela n'est que déclamation de gens inquiets; comme si un corps, qui dure depuis treize cens ans, & toujours en un état de croissance, ne pouvoit être affecté de maladies dangereuses, sans qu'un être, qui n'a à peu près que trente ans d'existence intellectuelle, & qui d'ailleurs ne donne souvent aucune sorte d'application à l'examen des symptômes intérieurs de cette maladie, pût en remarquer les effets préparatoires, & en voir la catastrophe.

Il est d'autre part des préventions contraires, mais que je crois tout aussi peu fondées. On pense assez généralement en Europe & même parmi nous, que la France fut à son plus haut degré de gloire & de splendeur dans les belles années du regne de Louis XIV. & que depuis la paix de Nimégue & sous l'empire même de ce Prince, elle n'a fait que decadencer : on induit delà, avec quelque sorte d'air de vérité, que nous fumes alors dans l'âge de la vigueur, & que nous déclinons aujourd'hui vers la vieillesse. Ces sortes de choses ne dépendent point de l'opinion; elles gisent en faits. Qui n'a de guide à cet égard que ses propres calculs & des com-

paraissions souvent peu exactes, est très-sujet à s'y tromper, & à prendre un état de convalescence pour des marques de caducité. Je soutiens, moi, qu'à peine nous entrons dans l'âge mur, & je crois pouvoir le démontrer : tâchons à cet égard de raisonner sur des principes plus certains, & reprenons la comparaison de la vie de l'homme.

*Reddere qui voces jam scit puer, & pede certo
Signat humum, gestit paribus colludere; & iram
Colligit ac ponit temerè, & mutatur in boras.*

La nation Françoisë, plus légère & plus vive que toute autre, a été plus long-tems aussi dans ce premier âge; & s'il étoit ici question de faire un précis de notre Histoire, je démontrerois que pendant la première & seconde Race, & même sous la troisième jusqu'à Charles V. les François n'ont été que cela, quoique par intervalle ils aient été gouvernés par de très-grands hommes, tels que Charlemagne, Philippe-Auguste, saint Louis, hommes grandement sages, qui servirent utilement à l'éducation de l'Etat enfant, & qui l'eussent porté à un haut degré de splendeur, s'ils l'eussent trouvé au point propre à cela. Car il est à remarquer, que de même que les Princes font valoir les hommes, les hommes aussi font valoir leur Prince. C'est une vérité politique dont la démonstration physique fut de tout tems sous les yeux du monde entier, & dont les raisons morales me meneroient trop loin.

*Imberbis juvenis, tandem custode remoto,
Gaudet equis, canibusque, & aprici gramine campi.
Cereus in vitium flecti, monitoribus asper;*

Utilium tardus provisor, prodigus æris:

Sublimis, cupidusque, & amata relinquere pernix.

Charles le Sage régénéra les loix fondamentales, & leur assura la stabilité dans l'exécution, en ajouta quelques-unes propres à corroborer la constitution de l'Etat, tel du moins qu'il subsiste aujourd'hui, & à en lier les différentes parties. La jeunesse de la France commence alors; & si l'on veut considérer les attributs que donne à cet âge la plus parfaite des descriptions qui en ait été faite, on trouvera qu'ils nous appartiennent tous jusqu'à la fin du regne de Louis XIV. L'Europe entière n'a que trop accusé ce Prince d'être le *sublimis, cupidusque*; son peuple l'a connu *prodigus æris*; & quelque influence que l'élévation d'ame de ce Prince ait eue sur son siècle, j'ose dire que son siècle l'a déterminé vers ce genre de gloire triomphale, que je crois mal-entendue dans celui qui ne sauroit avoir d'émules ni de rivaux.

Sur tant & tant de louanges fades & forcées qu'on lui a prodiguées, & dont on feroit un recueil de dix mille volumes, à peine y a-t'il quarante vers dans Despreaux, qui le louent dignement de ce qu'il a fait de plus noble; de tant d'établissmens utiles & fastueux, de ses soins pour faire fleurir le commerce, pour établir une police admirable & inconnue avant lui, &c. Partout ailleurs, on ne lui parle que de lauriers, de conquêtes, de ramparts, de fatigues à la guerre, & autres choses de ce genre, qui fut celui de tous où peut-être il réussit le moins en personne. Qu'eût-ce donc été s'il avoit gagné des batailles à la tête de son armée, comme son Successeur qu'on ne loue presque que de sa bonté?

Pourquoi cela ? C'est que c'est la vertu dont son siècle fait le plus de cas. Louis XIV. étoit bon, quoique fier. Il ne lui échappa jamais une parole désobligeante pour personne, quoiqu'il en eût souvent occasion. On l'a vu honorer de ses larmes la mort d'un de ses moindres domestiques, dont la probité & l'attachement lui étoient connus. On ne s'avisa pas cependant de lui chanter qu'il étoit bon ; ce qui pourtant eût été le premier des éloges dans un homme d'ailleurs si grand ; mais son siècle étoit jeune encore, *utilium tardus proviser*. Considérons maintenant l'âge mur.

*Conversis studiis, etas animusque virilis
Quærit opes & amicitias, inservit honori.*

Nous voilà, ou à peu près, depuis la Régence. Qui eût dit autrefois à la Noblesse Française (car la Nation n'étoit alors presque que cela) qu'un jour ses enfans commerceroient, agioteroient même, &c. qu'on ne parleroit que de commerce & de finances, qu'on s'occuperoit dans le réel du bonheur des peuples ? Qui eût dit à mes peres que j'écrirois ce Traité : *Conversis studiis* ? Quant au *Quærit opes*, nous n'y sommes que trop, & l'objet unique du Gouvernement doit être que cette recherche ne nous épuise, comme elle ruine les Alchimistes. Quoi qu'il en soit, c'est, selon moi, le point où nous en sommes ; *etas animusque virilis*. Cette démonstration poétique pourroit néanmoins ne pas paroître à tous de l'ordre de celles qui conviennent à cet ouvrage. Tâchons donc de la raisonner plus méthodiquement.

J'ai dit que des maladies éphémères don-

noient souvent un air d'abattement à un Etat, & qu'en ce genre la convalescence pourroit être prise pour la vétusté. On ne sauroit nier que nous n'ayons eu de ces sortes d'accidens internes & extérieurs ; mais je crois aisé de démontrer que ces accidens n'ont point altéré sans remède la constitution de l'Etat.

Quels sont en ce genre les signes de caducité ? C'est sans doute l'altération absolue des principes fondamentaux, & la dissolution des ressorts. Quels sont en France les principes qui ont constitué & soutenu l'Etat ? C'est je crois : 1°. la perpétuité de la Maison regnante, & son droit incontestable de primogéniture : 2°. l'amour des peuples pour le Souverain : 3°. le gout exclusif de la Noblesse pour la profession militaire : 4°. cette espèce de vanité & d'émulation Française qui s'approprie les avantages brillans de l'Etat, & qui en rend l'éclat solidaire, pour ainsi dire, à chaque individu : 5°. un certain ordre d'élévation qui produit la générosité & la noblesse de mœurs.

On sent que je ne place ici dans la classe des principes que les avantages moraux. Le premier de ceux-ci est plus que jamais dans toute sa force. J'en puis dire autant du second, & si les occasions qui le mettent en évidence, sont heureusement plus rares de nos jours, les effets n'en ont pas été moins vifs & moins sensibles quand il y a eu lieu. Le troisième est peut-être accru en un sens. Nous sommes moins guerriers sans doute que nous ne fumes ; mais nous sommes plus militaires. L'affluence de la jeunesse qui demande des emplois dans les troupes, est toujours plus grande ; tandis que tout a si considérablement encheri, la solde & les appoin-

remens militaires demeurent sur le même taux. S'agit-il d'une augmentation de troupes ? c'est à qui sacrifiera sa fortune particulière pour en lever de nouvelles, sans être effrayé de la catastrophe d'une réforme, dont on a déjà vu tant d'exemples. Le quatrième est, je crois, dans toute sa vigueur, & supposé qu'il ait diminué, peut-être avions-nous quelque chose à perdre de ce côté-là pour nous mettre à l'unisson des véritables devoirs de l'humanité. Le François étoit par-tout avantageux, & quelquefois insolent. Souvent cette tournure d'esprit lui aliéna le cœur des étrangers, au grand détriment de nos affaires ; & supposé qu'une sorte de commencement de foiblesse nous eût rendus moins hauts & moins exigeans, nous n'en serions que plus propres à jouer notre rôle naturel, & le seul qui puisse déformais nous réussir, c'est-à-dire, à dominer l'Europe entière par l'autorité de la douceur, de la liberté, & des vertus sociables qui nous sont plus naturelles qu'à toute autre nation.

C'est de ce côté-là qu'a dégénéré cette sorte de générosité dont j'ai fait le cinquième des principes constitutifs de l'Etat. Cette noblesse de mœurs qui tenoit de l'antique indépendance de nos peres a décliné sans doute en proportion de ce que l'intérêt s'est accru ; mais l'urbanité & la politesse ont pris la place, & ces vertus extérieures moins nobles dans leur principe que celles qu'elles ont remplacées, sont en revanche d'une nature plus souple, plus aisée à gouverner, & plus propre à lier la société. Il résulte de cet examen de détail, que les principes fondamentaux de notre prospérité ne sont aucunement altérés. Considérons dans le même ordre les ressorts.

J'en ramène tous les détails à trois principes, à savoir, notre gayeté, notre activité, notre industrie.

Nous étions faits pour démontrer que la gayeté, qui ne paroît au premier coup d'œil qu'une propriété frivole, est cependant une qualité d'une grande ressource dans des mains vraiment politiques. Elle nous tient lieu de patience; un couplet ingénieux, une heureuse plaisanterie font oublier aux François de vraies calamités qui jetteroient d'autres peuples dans le découragement, ou les poufferoient à la rébellion. Tout nous réveille, tout nous ranime, un rambourin garantit du scorbut des équipages entiers de matelots dans des voyages de long cours. Quand Mr. de Louvois apprenoit que la désertion se mettoit parmi les troupes d'une forte garnison, il l'arrêtoit en envoyant Tabarin vendre son orviétan sur la place.

Cette disposition générale à la dissipation a rendu éphémères les fureurs de nos guerres civiles. Sans vouloir blesser une nation respectable, je puis dire que la journée deshonorante pour nos annales fut imaginée & ordonnée par des têtes étrangères, & qu'à cela près, nous n'avons rien de semblable aux horreurs des factions des Guelphes & des Gibelins. Si la vengeance, monstre provenu de l'alliance de plusieurs erreurs de l'imagination, la vengeance, la plus insensée comme la plus vile des passions, plante étrangère à notre territoire, n'a jamais pu y prendre véritablement racine, nous devons en remercier la légèreté & gayeté François. Un Italien me demandoit un jour par quel mot François nous rendions le mot *ficarii*, qui signifie assassins de profession & à gages; & *bacinnare*,

qui exprime la cruauté de brûler les yeux avec un bassin rougi. *Monfieur*, lui dis-je, *les langues n'expriment que les pensées, & nous n'en avons point de ce genre-là.*

Notre gayeté donc, qu'on nous reproche, est non-seulement une qualité aimable qui répare en grande partie les fautes de notre étourderie, & qui nous concilie l'amitié générale même des peuples sauvages qui nous aiment mieux que nos rivaux; mais c'est encore une ressource politique.

Un Prince a vécu, qui choqua tout-à-coup tous les préjugés à la fois : déréglé dans ses mœurs, il l'étoit encore plus dans ses discours; parfaitement au-dessus du chapitre des conséquences, il attaquoit tout à la fois la fortune, l'honneur & la vanité des corps & des particuliers : il nous fit combattre les nations amies, s'unit à nos éternels ennemis, bouleversa tout enfin le verre à la main; mais ce Prince qui n'avoit qu'une autorité d'emprunt que tout autre se feroit trouvé heureux de conserver sans orages, en ne la faisant valoir qu'avec toutes sortes de ménagemens, étoit non-seulement homme de génie, mais homme d'esprit gai, vif, aimable, bienfaisant; il se jouoit du Gouvernement & travailloit à son plaisir. La révolution la plus entière qui fut jamais, ne parut à la Nation qu'une scène de théâtre, parce que les acteurs étoient gaillards, & au bout il se trouva que des banquets de Pétrone étoit sortie une opération aussi métaphysique que le système de Platon, & qui prodiguant aux particuliers des richesses idéales, promettoit de libérer l'Etat de ses dettes réelles. Un Général peu décent quelquefois, mais toujours gaillard, d'une supériorité contestée, mais incontestablement destiné par la Providence à mener des Fran-

çois, se trouva à la tête de nos armées dans des tems de calamité. Ses bons mots audacieux & presque fanfarons égayoient le soldat mourant de faim, & manquant de fouliers.

Il vint un bon moment, car il faut qu'il en vienne ; le héros qui brûloit d'être regardé comme le libérateur de la France, publia qu'il alloit la délivrer, & on le crut : les troupes ci-devant découragées, marcherent dès lors comme à des victoires certaines, & cette assurance passa en consternation chez les ennemis déjà ébranlés d'une défection considérable. Ce changement d'opinion devint bientôt une régénération réelle ; on cria miracle, & ce miracle étoit celui de l'audace & de la gayeté Françoisse.

A cet égard nous avons perdu, & peut-être par la raison qui fit perdre au fave-tier ses chansons & son somme. Le riche fait de ses richesses les cent écus du fave-tier ; le pauvre en désire, ou s'il en désespère, il n'est plus bon à rien. En un mot, plus de fêtes, infiniment moins de vaudevilles, plus de danses dans les campagnes, & nous ne sommes plus gais comme nous l'étions, sans doute par la raison ci-dessus. Il nous reste la gayeté de l'âge mur, & je ne serois pas en peine de nous rendre bientôt par la réparation des mœurs, la gayeté de la première jeunesse avec moins de fougue que nous n'en avons autrefois.

Quant à l'activité, il seroit inutile d'en détailler les avantages. A la guerre, dans le commerce, dans les affaires, par-tout enfin, on sait qu'elle est le premier des moyens. On n'ignore pas aussi que personne ne nous égale en ce genre. L'activité surpasse chez nous avec facilité ce que l'opiniâtreté des nations les plus conf-

tantés leur arrache d'efforts & de travaux : il n'est terre étrangère, ni climats éloignés où elle ne pénètre. *Nullus exercitus sine milite Gallo*, disoient les Anciens ; on pourroit dire de même : Nul vaisseau sans matelot François ; nulle foire, nulle caravane sans marchands François ; nulle région sans missionnaire François : on en trouveroit de naturalisés chez les Iroquois & les Caraïbes, & le Gardien du tombeau de la Méque est Provençal, & peut-être cousin du Supérieur des Religieux du Saint-Sépulcre, qui est de la même province.

Cette activité défordonnée dans les exemples que j'en cite, a dans ces parties-là même bien des avantages. Elle prouve d'une part notre flexibilité, & de l'autre l'entretien ; elle fait que le François dépaycé n'est absolument étranger nulle part ; elle peut fournir des moyens tout portés à notre cabinet ; & comme le François n'oublie jamais entièrement sa patrie, elle rend tout l'univers tributaire en détail de cette heureuse contrée.

Mais combien n'a-t'elle pas d'avantages plus réels ! Combien de ressources dont la célérité a dans l'occasion étonné & déconcerté nos ennemis ! On se souvient des apprêts de campagne & des préparatifs de Mr. de Louvois, qui sembloient tout-à-coup sortir de la terre. Louis XIV. en 1664. vouloit établir une marine, & empruntoit des matelots aux Hollandois. En 1672. il commença la guerre, où il fit tête sur mer comme sur terre à l'Europe entière liguée.

Mais cette heureuse disposition s'exerce bien plus utilement encore au dedans du Royaume qu'au dehors ; c'est elle qui fait en France un objet d'ambition de ce qui seroit peine par-tout

ailleurs, qui fait que tout le monde cherche de l'emploi, qui soutient le bas prix de tous les services, qui unit les différentes parties de l'Etat, comme si ce n'étoit qu'une seule & médiocre province; les grands chemins y sont aussi battus que le sont les promenades ailleurs. Tout semble être rendez-vous parmi nous, & les tables d'auberges dans les grandes routes ressemblent à des repas de famille, par la liberté & l'union qui y regnent.

Cette fréquence réunit les différentes provinces, fait marcher sur des plans uniformes l'organisation civile de l'intérieur. Où tout le monde se connoit, peu de gens se partialisent.

Nous avons un peu perdu de cette activité, depuis que le luxe a introduit l'amour des commodités. Les riches n'agissent que par leurs gens d'affaires; & s'ils sont obligés de voyager, ils se hâtent de parcourir en poste le trajet indispensable, & voudroient le pouvoir faire dans leur lit. Les auberges en conséquence sont devenues moins fréquentées par ceux qui pouvoient les indemniser des dépenses nécessaires pour se soutenir sur un bon pied. Il y avoit sous le dernier regne des aubergistes célèbres dont on se souvient encore, qui connoissoient tout le monde, qui se piquoient de traiter chacun selon son rang, qui prêtoient de l'argent aux Officiers, &c. & en général il n'étoit point rare de voir dans les villes de ces sortes de maisons, où il y avoit l'appartement des Princes & des Cardinaux, & ainsi pour tous les rangs, d'excellens cuisiniers, & le courant à un prix très-mo-dique, mais que la grande fréquence rendoit avantageux. Toutes ces choses sont tombées, & cette sorte de profession étant plus taxée à
l'in-

l'industrie que toute autre, ceux qui l'exercent sont devenus avarés & chers, & infiniment moins soigneux que leurs prédécesseurs. Cette aisance générale cependant attiroit les étrangers chez nous, & en tout c'est une perte. Mais de quelque genre que soit l'activité, il nous en reste encore plus qu'à toute autre nation, & je doute même que le germe en puisse jamais être bien éteint chez nous. Le François est toujours tout prêt à aller, & tel homme noyé dans les brouillards de la Capitale paroît anéanti dans la mollesse, qui déplacé pour quelque emploi, se montre tout-à-coup actif & infatigable. Les détails à cet égard se passent sans cesse sous nos yeux, & chacun voit de fait qu'il s'en faut bien que nous n'ayons vieilli du côté des ressources de l'activité.

On en peut dire de même de l'industrie, non-seulement de celle qui est à la solde du luxe & qui varie les inventions de pure curiosité, mais encore de l'industrie du premier ordre & qui pourvoit aux nécessités. Ceux qui par leur état ou leur crédit servent nécessairement de bureau d'adresse aux imaginations des gens à projets, pourroient en visitant leurs dépôts, l'attester mieux que moi. Il n'est sorte d'inventions, de secrets, de plans en grand & en détail, qui n'aient été conçus, trouvés, imaginés & détaillés dans des mémoires sur lesquels l'Etat pourroit faire des tentatives très-fructueuses, point de manufactures sur lesquelles on ne raffine, point de moyens d'industrie enfin, qui ne soient l'objet de l'étude & du travail de quelqu'un. Le commerce de l'intérieur ne demande que liberté, soustraction de privilèges exclusifs, & attention contre le monopole. A cela près, il n'y a lieux si reculés

d'où les gens à entreprises ne tentent de tirer matière à quelque opération. Il s'élève au milieu de la Capitale des Compagnies qui prennent des fermes dans tous les coins du Royaume, & souvent distantes de deux cens lieues les unes des autres, même de deux mille, car il y en a pour Saint-Domingue. En un mot, sans énumérer ici plus longuement les détails, on peut dire que l'industrie est encore toute vivante parmi nous, & qu'il ne s'agit que d'aider l'industrie honnête, & contenir celle qui, trop avide, devient nuisible par le choix des moyens.

Est-ce un corps dont les parties nobles sont saines & entières, & dont les organes ont encore tout leur ressort, qu'on peut regarder comme prêt à tomber dans un état de caducité absolue? Il est certain qu'il n'est si forte constitution, que des excès répétés ne puissent détruire; mais un homme dans la vigueur de son âge, & qui connoit la sorte de régime qui convient à son tempérament, peut promptement rétablir ses forces épuisées, & pousser d'autant plus loin l'état florissant, qu'il a désormais échappé aux secousses du premier & du second âge plus sujet aux maladies aiguës que celui où le tempérament est formé.

C'est où nous en sommes, l'âge mur, & il ne tient qu'à nous de montrer que c'est celui de la prospérité, & d'établir un ordre de choses, qui suivi constamment, le feroit durer à l'infini. Cet ordre admirable dans ses effets, & composé de détails multipliés, mais qui naissent tous les uns des autres, tient à un petit nombre de principes que je répète tels que je les ai établis: *Aimez & honorez l'agriculture. Repoussez du centre aux extrémités tout ce que vous attirez*

des extrémités au centre. Méprisez le luxe ou l'indécence dans la dépense. Honorez les vertus & les talens, & ne les payez point. Tel est le résumé de tout le système, dont j'ai détaillé l'importance & les moyens; & si par ce régime nous ne devenons dans le vrai ce que nous avons paru être en nous forçant dans le siècle passé, c'est-à-dire, la plus puissante nation à tous égards qui ait jamais été, je consens qu'on me déclare le plus insensé des politiques. Mais j'ai pour moi l'expérience, le calcul, & plus que tout, la certitude de l'axiome qui dit, que le bien tourne toujours à bien.

Ces deux Chapitres précédens ont montré quelle étoit la sorte de maux internes par lesquels nous pouvons être attaqués. Celui-ci établit en bref la nature de notre tempérament, & pour m'exprimer dans le sens de cette spéculation, l'âge de l'Etat. Je viens de marquer en peu de mots ici la nature du régime qui lui est propre; le Chapitre suivant va traiter de quelques remèdes de détail.

CHAPITRE VII.

Reversément.

Toutes les campagnes & villes d'un Etat doivent un tribut constant & immense à la Capitale. Cet axiome certain dans tout Etat, l'est plus en France que dans tout autre pays. L'autorité attire naturellement tout à soi. Or, comme l'autorité du Gouvernement est mieux établie & plus absolue en France que chez tous au-

tres peuples policés, & que la Capitale n'est autre chose que la résidence de cette autorité, il est tout simple que la balance dont il est ici question, soit plus forte en faveur de Paris, proportion gardée, que de toute autre ville capitale.

Il est des Capitales de grands Etats qui ne peuvent en tirer les mêmes accroissemens, faute d'une correspondance aisée entre la tête & les autres membres. Vienne, par exemple, épuîsera la Toscane & les Pays-bas, sans en tirer un profit proportionné, & cela par les raisons déduites dans les Chapitres précédens. Madrid, qui n'a pas ce genre de désavantages, sera toujours inférieur à Paris par d'autres. 1°. Ses provinces, quoique réunies & dans des rapports aisés avec la Capitale, ne contenant presque aucun commerce & moins encore de population, ne peuvent lui fournir ce qu'elles n'ont pas. 2°. Madrid n'a par sa situation aucun débouché de commerce, & cet article sera toujours le plus fort & le plus utile de tous les principes d'accroissement pour une Capitale. Londres est, dit-on, une ville aussi grande & aussi peuplée que Paris, & cependant le pays, dont elle est la Capitale, n'est qu'un tiers de la France & passe pour être abondant & cultivé; ce qui détruit mes principes. Cette objection mérite d'être considérée en détail.

1°. N'y a-t'il pas de l'exagération dans ce qu'on dit de la population de Londres? On fait l'émulation que les Anglois ont toujours eu de nous égal en tout.

2°. Est-il bien vrai que les trois Royaumes qui composent la Grande-Bretagne, réunis, ne fassent qu'un tiers de la France? Car on fait d'eux les précautions même tyranniques, que la

Puissance dominante a prises pour réduire les deux autres en provinces maltraitées.

3°. Quand il seroit vrai que la Grande-Bretagne ne seroit en étendue ou valeur que le tiers de la France, il faut lui supposer, & des provinces plus indépendantes de la circulation intérieure que ne le sont les nôtres, attendu qu'elles sont presque toutes maritimes, & d'autre part, une domination plus étendue, vu qu'elle domine sur la mer; ce qui lui attribue des provinces d'une merveilleuse fécondité, comme nous dirons en parlant de l'échange extérieur.

4°. Quoique l'autorité Royale soit restreinte en Angleterre, il n'en subsiste pas moins un Gouvernement, & ce Gouvernement, tel qu'il est, est peut-être celui de l'Europe le mieux secondé. Or, ce Gouvernement réside à Londres; ce qui revient au même.

5°. Londres elle-même est plus commerçante que Paris, ou, pour mieux dire, Londres est commerçante, & Paris marchand en détail. Les vaisseaux remontent dans la Tamise. Londres, en un mot, est en même-tems Athènes, Antioche & Alexandrie.

Mais attendu que nous ne sommes que freres chez les autres peuples, & que nous sommes peres chez nous, ce n'est que pour nous que je parle. Or, il est de fait qu'on peut dire de Paris, relativement au reste du Royaume, ce que Davila met dans un autre sens dans la bouche d'Henri III. en voyant cette ville des hauteurs de Saint-Cloud la veille de sa mort : *Parigi, Parigi, tu sei capo del regno, ma capo troppo grosso, troppo capricioso, è necessario che l'evacuazione del sangue ti risani, è liberi tutto il regno della tua frenesia.* Ces paroles terribles,

& qui n'avoient que trop leur véritable signification dans la bouche d'un maître irrité, n'auroient qu'un sens métaphorique aujourd'hui. Le sang qui coule à présent dans nos guerres civiles, n'est autre chose que l'or & l'argent, & à cet égard on ne peut nier que Paris n'eût besoin de saignée. Quand à la frénésie qui regne dans cette Capitale, & qui delà gagne tout le reste du Royaume, heureusement ce n'est que la cupidité de l'or & de l'argent, la prééminence des richesses, la prodigalité, la fureur des dépenses folles & recherchées, &c. Mais pense-t-on que ce ne soit rien que cela, & simplement de ces maux philosophiques propres à servir de sujet aux déclamations des esprits mélancoliques ? Il s'en faut, je vous jure, que je ne sois de ceux-là ; mais il est de fait que les maux de la cruauté ne sont rien auprès de ceux de la cupidité, pour la dévastation d'un Etat. Les premiers sont plus choquans aux yeux de la pitié, demeurent notés dans les annales, & par-là devenant plus rares, effraient néanmoins par le souvenir : les autres sont sourds & lents en apparence ; mais moins frappans pour l'individu, ils sont infiniment plus destructeurs pour l'espèce.

Cependant la sorte de saignée que je propose, ne tient aucunement à des moyens durs & violens, qui, selon moi, ne peuvent en aucun genre produire jamais rien de bon. Il en arriveroit même, selon les apparences, de cette saignée comme d'une purgation faite à propos, qui non-seulement rétablit au futur les forces réelles en rétablissant l'ordre & la circulation des humeurs, mais qui quelquefois dans le moment même rend des forces au lieu d'en ôter.

En effet, quand on renverroit dans les pro-

vinces, pour y consommer & faire leur Charge, tous les Officiers Royaux qui en tirent de grands appointemens; tous ceux des grands propriétaires, qui certains désormais de ne pouvoir traiter leurs affaires contentieuses que là, & assurés d'y jouir en même-tems de la considération & de l'aisance, & de n'y être subordonnés qu'à des Chefs auxquels on n'ait pas honte d'obéir, voudroient bien aller jouir de la terre natale & de leur patrimoine; tous les plaideurs forcés, les gens qui cherchent à éluder par des protections surprises ou achetées, la force des loix & de la police de leur canton; quand on renverroit, en un mot, les affaires, & par conséquent la plupart des intrigans; quand les recherches de l'industrie de la Capitale pliées en branches, & cultivées en provins, iroient pousser de nouvelles souches dans les villes principales, je doute au fond que Paris se trouvât fort affoibli.

Dix greffes tirées d'un arbre vont féconder dix sauvageons, dont la fertilité étonnera dans peu; & si elles eussent demeuré sur l'arbre nourrisier, cet arbre n'en eût pas été plus vigoureux. Je dis plus : deux cens mille personnes (c'est-à-dire, un grand quart) sortiront de Paris par ce régime : ces deux cens mille ames en produiront bientôt deux millions dans les Provinces par les moyens que j'ai dits dans ma première Partie; car ce Gouverneur de Province, qui ne faisoit vivre que quinze personnes à Paris, en fera vivre cent cinquante en Province, & dans le même tems il n'y aura pas un homme de moins à Paris. Le vuide causé par les inutiles qui seront retournés chacun chez eux, sera bientôt rempli par des hommes utiles & laborieux;

l'industrie augmentera d'autant, & la consommation n'en sera pas diminuée.

Mais, dira-t'on, ce ne sont que les riches qui font travailler les pauvres, & dès que vous les chassez de la Capitale, vous en bannissez du moins la partie du travail qui leur étoit relative. Objection spécieuse, mais fautive dans l'application.

Je demande, 1^o. quels sont les riches que je chasse; ceux dont le patrimoine est éloigné, & qui conséquemment seront riches là-bas, & ne le sont point ici; ceux encore que l'Etat paie fort cher, comme préposés à certaines parties du Gouvernement, & qui par un abus aussi singulier dans le droit que commun dans le fait, ont les Charges *ad honores*, & le profit en réalité. Eloigné-je de la Capitale le Souverain, les Princes, les différentes caisses de l'Etat, les hautes Cours de Judicature, le grand commerce, la banque, les arts, les grandes fortunes, les grands emplois? A l'égard de l'industrie, il seroit tems de sentir que les matières de luxe ouvrées chez soi pour être consommées par les siens, ne sont qu'un abus de la richesse, du tems & de l'industrie, qui s'élevant & disparoissant à chaque instant, fait un cercle vicieux, & ne laisse rien après lui qu'une augmentation de dépravation dans les mœurs.

Ce ne sont point les fous & les dissipateurs qui éveillent & enrichissent l'industrie dans Paris. Nos modes, nos étoffes, notre bijouterie, notre main d'œuvre enfin répandue & accréditée dans toute l'Europe, va chercher l'argent de l'Etranger, qui seul peut nous enrichir à bon escient. Car quand il seroit vrai qu'un propriétaire rustique dans sa terre devient à Paris un

arbiter elegantiarum, & donne des idées à un ouvrier, qui s'élevant ainsi au-dessus de sa sphère mécanique, devient un homme illustre dans son art, & s'enrichit ensuite aux dépens de l'étranger (objection que je n'aurois pas inventée, si l'on ne me l'avoit faite un jour) je réponds que nous ne manquons, ni ne manquons jamais de gens de gout : il en fourmille chez nous, & je suis sûr que nous en viendrons à avoir des chaînes de puits émaillées; mais nous manquons de laboureurs, de pasteurs, & de protecteurs de l'agriculture.

En un mot, la richesse qu'une partie de l'Etat acquiert aux dépens de l'autre, ne sauroit être un bien, que quand cette opération tend à remettre l'équilibre politique que j'ai établi dans les précédens Chapitres. Or, puisqu'il est prouvé par le fait que la nature des choses tend à faire perdre cet équilibre en faveur de la Capitale, la vue d'un bon Gouvernement doit être le rétablissement du niveau de la balance, c'est-à-dire, de mettre tout en usage pour diminuer la surcharge, & le renvoyer dans les Provinces.

En conséquence de ce principe incontestable, que tout l'Etat doit une balance à la Capitale, entrons dans le détail des moyens de mettre chaque Province en état de la payer proportionnellement à sa distance, & aux moyens d'exportation qu'elle peut avoir. Nous avons dit d'abord, que l'objet perpétuel & constant d'un Gouvernement sage doit être de rétablir l'équilibre politique qui s'appelle circulation, & pour cela de repousser par des moyens doux & de convenance tout ce qui surcharge inutilement la Capitale, tout ce qui ne fait pas partie physique & indispensable de cette balance; mais

il en demeure encore assez pour qu'en peu de tems l'engorgement devienne total , & pour que l'équilibre soit perdu sans ressource , si l'on ne procure avec attention à chaque Province les moyens de s'acquitter en denrées ou matières de son cru. Tout mon système se réduit à cette opération. En voici les ressorts résumés en peu de mots.

Il faut que les Provinces ou territoires à portée de la Capitale , soient employées à la production des denrées comestibles journellement , & qui ne sauroient être amenées de loin ; que les Provinces plus éloignées , mais mitoyennes , soient destinées à porter les denrées qui peuvent souffrir le transport ; que celles enfin , qui sont hors de portée de pouvoir fournir des denrées à la Capitale , paient leur contingent en matières ouvrées , dans lesquelles la forme emporte de beaucoup le fonds , & dont en conséquence un envoi en petit volume , eu égard à sa valeur , puisse supporter les fraix d'un transport considérable pour aller faire son paiement à la Capitale.

Voilà toute l'opération extraite. De ces choses une partie se fait d'elle-même , ou du moins la nécessité en est sentie par les plus subordonnés d'entre les ordonnateurs publics. En effet , il y a à Paris des Ordonnances de Police qu'on fait exécuter par des envoyés , qui défendent de manifester les denrées à une certaine distance de la Ville. Ceux , par exemple , qui achètent le beurre dans les marchés lors de l'arrière-saison , pour le faire fondre & le vendre ensuite en pots pour la provision , ne peuvent s'établir plus près de trente lieues de la Capitale ; ainsi pour les œufs , &c. Cette opération très-mal digérée

en foi, puisque le seul & unique principe de la véritable économie politique est de laisser tout libre, & procurer ainsi l'abondance qui seule fait baisser efficacement les prix; cette opération, dis-je, prouve cependant que le principe ci-dessus se fait connoître par la nécessité. Cette nécessité montre encore aux habitans des bords de la Marne à envoyer leurs foins à Paris, à ceux du Hurepoix & du Nivernois à flotter leurs bois; à ceux de la Basse-Normandie d'une part, & du Limousin & Haut-Poitou de l'autre, à engraisser des bestiaux qui viennent chercher la consommation. Ces parties, je le répète, vont d'elles-mêmes; mais il n'en est pas ainsi du troisième moyen, qui consiste à jeter des manufactures dans les lieux qui ne peuvent nous fournir aucun produit. Cette opération mérite toute l'attention du Gouvernement, & une attention réduite en principes.

En effet, les manufactures demandent, 1°. une complication de productions relatives. Il est inutile d'avoir de la mine, si le bois & l'eau nécessaires pour son exploitation, ne se trouvent à portée; & cet exemple, que je prens dans les matières les plus communes, peut servir à plus forte raison pour toutes autres plus rares.

2°. L'établissement de la plupart des manufactures demande des fonds considérables que les particuliers ne sont pas en état de fournir, moins encore les habitans d'un pays pauvre; & l'on fait que c'est là, selon mon système, que je veux transporter les manufactures.

3°. Il faut aussi du génie : les hommes instituteurs sont rares; jamais on ne les vit sortir du sein de la misère absolue : & ces hommes rares qu'un Gouvernement propice fait éclore, cherche-

ront d'abord à s'établir dans les lieux les plus à portée de l'exportation & de la consommation, & refuseront constamment d'aller planter un oranger en Sibérie.

4°. Il faut une continuelle protection & attention du Gouvernement sur les manufactures; protection, parce que l'envie qui se promène sur les campagnes ainsi que dans les villes, ne cherche qu'à leur nuire; attention, parce qu'elles se relâchent aisément par un dépérissement naturel à toutes les choses humaines, comme aussi par des vues de paresse & de cupidité, & que la mal-façon entraîne bientôt le discrédit & la chute des manufactures.

De toutes ces choses combinées il s'ensuit que ce dernier moyen d'organisation ne peut être opéré que par les soins & les bienfaits d'un Gouvernement éclairé; mais il n'en est que plus vrai qu'il est de la plus grande importance & nécessité. Cela posé, réduisons en un petit nombre de points principaux les maximes & les soins de détail par lesquels le Gouvernement parviendra promptement à cette fin indispensable.

Il faut d'abord supposer ce qui est vrai, & bien consolant pour nous dans toute entreprise difficile au coup d'œil, c'est que la nature bien-faisante a doué le François d'une telle industrie & vivacité, qu'il n'y a qu'à lui désigner le but, pour qu'il fasse la moitié du chemin, sans qu'il soit nécessaire de le pousser. Le Gouvernement, image de la Providence, doit ensuite se la proposer pour exemple en un point principal, & qui a trait à tout; c'est que du cédre à l'hyssope, tout est également sous sa sauve-garde & protection. De même tout est égal devant le Prince; la partie foible & affligée est celle qui a le

Plus de droit à son attention & à ses bienfaits; le Rouergue lui appartient comme l'Isle de France, & s'il vaut moins de sa nature, c'est un signe qu'il faut le faire valoir par art.

Pour répondre ensuite aux difficultés ci-dessus, il est certain, 1°. que le choix & l'établissement des différentes manufactures & la direction de cet objet immense n'est ni l'ouvrage ni le district d'un Ministre choisi au hasard, qui n'ait étudié que ses Classiques, & pratiqué que les gens de Paris. Il faut un homme instruit, s'il est possible, par lui-même, de ce que c'est que l'intérieur du Royaume, abordable par tous les gens à projets, & sur-tout par ces hommes industrieux & actifs, qui sous un extérieur simple & un langage grossier, portent une ame infatigable & un génie inventif. Il y a beaucoup à laisser de tout ce qui vient delà; mais il y a beaucoup à prendre aussi; & le vrai talent d'un Ministre est de savoir discerner les hommes, ou, pour mieux dire, les placer. Ils lui diront par leurs plaintes ce qui ne devoit pas avoir besoin d'être dit, à savoir, qu'un impôt sur l'industrie seroit la plus cruelle des opérations, si c'étoit l'œuvre d'un ennemi, comme elle est la moins réfléchie, venant d'une main amie.

Il y a peu de tems qu'ayant appris qu'un commerçant de Saint-Jean-d'Angeli avoit fait une entreprise considérable pour établir en Auvergne des fabriques d'eau-de-vie, je voulus le voir pour lui proposer un établissement dans un canton auquel je m'intéresse, & qui manque d'industrie & de débouché : je me fis d'abord expliquer son opération. Des gens riches l'avoient aidé dans son entreprise. Il lui avoit d'a-

bord fallu transporter hommes & matériaux pour son premier établissement, & cela par des Provinces àpres de leur nature & sans communication entre elles, telles que sont le Périgord, la Vicomté de Turenne, le Haut-Querci, &c. Les Auvergnacs, quoique tous batteurs de chaudiéron, & scieurs de long, ne lui avoient pu servir, parce que grossiers & bornés dans leur cercle d'habitude, ils ne favoient ni faire des chaudières, ni scier le bois, & faire les bariques dans les proportions requises pour l'exportation de l'eau-de-vie. Mon homme transplanta donc ses fondeurs, tonneliers, brûleurs, & autres ouvriers de toute espèce pour les alambics, les conduits, &c. Cette colonie, tant hommes que femmes, alloit à près de douze cens personnes. Il acheta toutes les maisons d'un village, établit ses chaudières, & parut un forcier dans le pays. Cependant tandis qu'hommes & femmes, nobles & roturiers, pauvres & riches venoient considérer son travail pour tâcher d'attraper son secret, il acheta les vins de tout le canton, & répandit de l'argent pour une denrée qui n'avoit en jusqu'alors aucune valeur.

Je lui demandai ensuite quelles étoient à cet égard ses vues de commerce & d'exportation. Il me dit que toutes les eaux-de-vie sans nombre qui se faisoient dans les Provinces occidentales du Royaume débouchoient par la Garonne, la Dordogne, la Charante, & les ports de la Rochelle, &c. dans l'Océan; que ces débouchés n'étoient déjà que trop surchargés, chose connue; qu'au moyen de cela cependant, celles qu'on consommoit à Paris, Orléans, &c. ne pouvoient y arriver que par Nantes, attendu

que si l'on en vouloit faire dans ce pays-là, elles couteroient plus cher, à cause que le vin y a toujours un débit assuré par la grande consommation de Paris; que son objet donc étoit que les siennes descendissent à Orléans par l'Allier & la Loire, & que de calcul fait, les opérant dans un pays neuf, & épargnant les droits maritimes d'entrée & de sortie, il y trouveroit son compte, quoique le trajet fût long.

Je lui expliquai ensuite mon projet, qu'il approuva, & son ame active parut tout-à-coup envahir ce nouvel objet. Il me dit qu'il avoit plusieurs enfans dressés au travail, sur lesquels il pouvoit compter; ce qui le mettoit en état de tenter à la fois plusieurs entreprises; mais que pour le présent on lui faisoit des affaires qui l'inquiétoient beaucoup. Enquis de ce que c'étoit, il me dit, 1°. qu'en arrivant en Auvergne, on l'avoit taxé de douze cens livres d'industrie; que ce n'eût été rien, si cela ne signifioit qu'on vouloit l'en écraser. Je lui dis à cela que l'homme d'Etat chargé des principales parties du commerce intérieur, étoit homme vigilant, éclairé, & qui donnoit une attention toute particulière aux moyens d'exciter l'industrie dans les Provinces; qu'il n'avoit qu'à s'adresser à lui, & que certainement il en feroit protégé. Eh! Monsieur, me dit-il, le moyen que je puisse mériter l'attention d'un Intendant des finances. Il ne verra en moi qu'un homme qui demande à être déchargé de l'industrie, & me renverra à l'Intendant de la Province. Je compris en effet qu'il est impossible, quand on a ouvert la porte à un abus en grand, de le réprimer ensuite par les détails. Mon homme ajouta que ce n'étoit pas encore là ce qui l'inquiétoit le plus;

mais que son établissement étoit à peine commencé, qu'on avoit voulu établir les Aides dans le pays, & qu'aussi-tôt les peuples, dans la crainte de cette nouveauté, s'étoient ameutés contre lui ; ce qui alloit le ruiner de fond en comble. Oh ! quant à celui-ci, lui dis-je, je n'y ai point de réponse ; & dès que vous traînez après vous cette peste, ne venez point chez nous, ni vous ni les vôtres, car je serois le premier à mander qu'on y brûlât de nuit vos cabanes. Nous aimons mieux notre pauvreté que cette rude inquisition.

Arrêtons-nous ici, & considérons les Aides sautant trois Provinces, où elles ne sont point connues, pour suivre à la piste un filet d'industrie qui s'échappe pour aller germer dans un pays sauvage. La finance livrée à sa propre rapacité, ressemble à ces monstres de la fable, qui dans l'excès d'une faim enragée, dévoroient leurs propres entrailles.

Revenons. L'homme d'Etat, tel que je le décris, & tel même qu'est celui que je désignois pour protecteur à ce commerçant, saura bientôt (en supposant que cette partie devienne le principal objet de l'attention du Gouvernement, comme elle le doit être) découvrir des moyens d'établissmens utiles dans les lieux & les cantons les plus isolés.

Quant à la seconde objection, je fais bien que les commencemens de ces sortes de choses demandent des secours de la part du Gouvernement ; mais indépendamment du devoir à cet égard, à quel immense intérêt ne met-on pas les sommes avancées pour ces sortes d'objets ? Quelqu'un pourroit-il calculer ce qu'ont valu à la France les manufactures des Glaces, des Gobelins,

lins, des Vanrobès ? ce que vaudroit l'art d'ouvrer les dentelles, comme à Malines & en Flandres, &c ? A l'égard des hommes de génie en ce genre, ils sont moins rares en France que par-tout ailleurs. Il en est de si supérieurs, qu'ils sont rares par-tout ; mais il est moins question ici d'inventeurs que de travailleurs. Un Ministre attentif, & bien servi par des sous-ordres qui lui ressemblent, trouvera par-tout le germe de l'industrie qui ne cherche qu'à éclore. Il ne s'agit pas ici d'ailleurs de transporter les montagnes sur les plaines. Il faut d'abord proportionner les premiers établissemens à la consommation des lieux, & que l'habitant des campagnes trouve sous sa main ses besoins en ce genre.

Mr. Colbert n'avoit pas imaginé de transporter à Lourdes & à Saint-Gaudens les manufactures des draps fins ; mais on y faisoit des bonnets, & toutes sortes d'ouvrages de laines grossières propres à la consommation du peuple. Je cite ces lieux reculés, comme les derniers bourgs du Royaume. Lisez le Dictionnaire de Savari, & voyez combien de milliers de branches de menuiserie ont séché depuis la mort de ce grand Ministre, & l'on est étonné que le recouvrement des revenus de l'Etat soit plus difficile à faire aujourd'hui que de son tems. Il y a cependant infiniment plus d'argent en France qu'il n'y en avoit alors ; mais il est tout dans la Capitale. Les canaux de circulation étant interceptés, il ne reflue plus dans les Provinces, & ce qui y rentre par l'exportation de leurs denrées au dehors, arrive en sacs à Paris, au lieu que les caisses de Province payoient en papier du tems de Mr. Colbert.

Quant à ce que j'ai dit de la Sibérie, il n'en

est point en France. Par-tout les terres y sont propres à toutes sortes de productions ; par-tout on est au voisinage de quelque débouché avantageux.

Ce n'est pas que le soin d'augmenter ces débouchés ne fût un des principaux objets des travaux du Roi Pasteur ; & quelque grande que soit la puissance & les moyens du Roi de France , il y auroit peut-être à cet égard à faire pour plusieurs regnes ; car l'étendue du bien & du mal ne se découvre qu'à mesure qu'on va en avant.

Nous avons dans la première Partie considéré la France relativement à l'agriculture uniquement ; nous l'avons trouvée coupée de ruisseaux à l'infini en tous les sens , & de montagnes qui leur servent de réservoirs. Nous la considérons aujourd'hui relativement à la vivification intérieure. Nous regardons la Capitale comme le point central , d'où partent tous les rayons qui doivent se porter avec une égale vivacité jusqu'aux extrémités , & qui pompe aussi par la chaleur de ses rayons tout l'humide des différentes parties. Il s'agit de donner un libre cours à cette opération , & pour sortir de la métaphore , de faciliter les rapports & la communication ; c'est ce que nous appelons *les débouchés*.

Quand nous en serons à la partie du commerce extérieur , nous examinerons le projet de Mr. Ormin de mettre toute la côte en ports de mer ; mais en attendant je le transporte dans l'intérieur. J'ai parlé ailleurs des chemins , je parle maintenant des canaux.

Les eaux , comme je l'ai dit , arrosent tout le Royaume. Ces eaux forment des rivières navigables , & ces rivières peuvent aisément être

jointes les unes aux autres par des canaux. La construction du canal de Languedoc sera à jamais un des mémorables événemens du regne de Louis XIV. Qu'on examine les difficultés du terrain immense qu'il parcourt, où son constructeur a été chercher les eaux, avec quel soin il a évité celles qui se trouvoient sur sa route, & qui auroient pu lui nuire; qu'on connaisse enfin ce que c'est que le Languedoc, & l'on verra que puisqu'il a été possible de faire un tel ouvrage dans ce terrain inégal, pierreux & sec, il n'est aucun canton du Royaume où l'on n'en puisse faire. On dira peut-être, la jonction des deux mers étoit un objet digne de la dépense qu'on y a faite; mais on ne trouve cet objet que là. Sans doute, la communication de Long-Jumeau à Châtres ne méritoit pas une route pavée; mais en la continuant d'une & d'autre part, elle se trouve faire partie de la route de Paris à Orléans, & partie aussi nécessaire que celle qui va de la barrière au petit Mont-rouge. Ainsi le moindre canal particulier se trouvera, par ses rapports avec d'autres, faire partie de la jonction des deux mers dont il est seulement ici question, à savoir de la Capitale & des Provinces.

Je dis donc, & je le répète, qu'on trouveroit par-tout des possibilités, & même des facilités pour faire des canaux de communication. Or, chacun sait quel est l'avantage de faciliter les transports par eau, tant pour épargner les fraix de voiture que les chevaux de trait, &c. Ces ouvrages si dignes de l'attention publique, passent pour idéaux en France, & l'on regarde les faiseurs de projets en ce genre comme des fous d'une classe aussi vaine que les Alchimistes.

tes. L'expérience même a démontré la vérité de ce préjugé dangereux par le mauvais succès de plusieurs épreuves. Ceux en effet qui proposent ces sortes d'opérations comme faciles, & propres à faire la fortune d'actionnaires intéressés, qui ne peuvent faire que de foibles avances, & ne les veulent faire que pour peu de tems, sont ou des fous ou des fripons ; mais le Roi, ou, par son ordre, les Provinces seront toujours en état de fournir à de tels travaux, fussent-ils encore plus considérables, ils ne semeront en ce cas que pour recueillir au centuple.

Quelque étendue que je donne à mes réflexions, on sentira aisément cependant que je me resserre, & que j'omets sur tous les articles que je parcours, cent fois plus de choses que je n'en dis. Il y en a une cependant sur le sujet que je traite, qui est trop importante pour être sous-entendue.

On voit, selon mon plan, les travaux publics renaître de toutes parts dans le Royaume. Il ne faut pas croire que le petit nombre des pionniers qui vivent de ces sortes de travaux, pussent fournir à des entreprises telles que je les projette ; moins encore qu'il y fallût employer les habitans de la campagne, ni par des voies forcées que j'abhorre comme détestables devant Dieu & devant les hommes, ni même en les attirant par l'appas du gain. Notre nourrisse a besoin de son monde & des soins journaliers qu'elle reconnoît si bien, & tout notre objet est de lui en procurer une augmentation. Si l'on pouvoit par ces travaux attirer des étrangers, *benè sit*. Sitôt qu'ils travaillent pour nous, & se sont nourris des fruits de nos terres, ils

Tout regnicoles. Sur-tout en faudroit-il attirer des pays où, comme en Hollande, on s'entend à ces fortes d'ouvrages.

Mais le principal secours dans un Etat comme celui-ci, où le Prince a deux cens mille hommes de troupes réglées, c'est de les y employer. Le soldat ameuté dans la force de l'âge, & fait à l'obéissance, vaut dix pionniers pour le travail, & sur-tout pour l'audace & l'activité nécessaires & décisives en certains momens, dont les Ingénieurs connoissent mieux l'importance que nous. Le soldat, dit-on, est nécessaire dans les places, il n'y en a pas trop; le métier de pionnier le rouille, le rend impropre à celui des armes, lui donne l'air payfan, & les remuemens de terre lui causent des maladies qui bientôt emportent des troupes entières. Foibles & molles objections! Les places en seconde & troisième ligne n'ont besoin de garnison que pour faire valoir la cantine, objet qui, je l'avoue, n'est point entré dans mes spéculations. En première ligne il en faut, mais la moitié moins. Ce n'est plus le tems où l'on risque de voir commencer la guerre à l'impourvu par la surprise d'une place: & au pis aller, si la place est trop grande pour qu'une foible garnison en puisse faire le service, de cinq portes fermez-en deux. Au lieu de s'amollir dans les places, les soldats deviendront forts & robustes dans les travaux: barraqués l'été, & cantonnés l'hiver, ils porteront de l'argent dans le plat pays, & seront ouvriers. Ils se rouillent, dit-on, à la bêche: ainsi se rouilloient les soldats Romains dans les tems de splendeur de cette célèbre milice; car ce ne fut que par leur moyen que les Romains acheverent tant de travaux utiles & prodigieux dans les Provin-

ces. Je dis donc que cette objection n'est pas vraie ; mais quand cela seroit , trois mois de maniement des armes redresseront des pionniers robustes & endurcis ; trois semaines de fatigues détruiront à la guerre des légions de soldats lestes & dressés , quand d'ailleurs ils ne sont point faits au travail & à la rigueur des saisons. Les remuemens de terre enfin causeront des maladies , je le fais ; mais il faut que quelqu'un les fasse ces remuemens , & le soldat est proprement dans l'Etat l'homme dévoué à la mort. Mais sans trancher de la sorte , & parlant des hommes en ami qui estime le moindre d'entre eux autant que soi-même , je dis qu'il est de nécessité d'endurcir le soldat , & qu'autrement il périra par les fatigues de la guerre , qui sont sa destination propre ; que cela posé , des travaux utiles à l'Etat sont une école qu'on est heureux de pouvoir lui procurer : on pourroit le faire avec ménagement d'abord , ayant soin de retenir son ardeur , de le faire cantonner , de le remplacer sitôt que les maladies le gagneroient ; il est certain que dès la seconde ou troisième année les soldats y seroient faits ; qu'ils ne craindroient plus rien , & qu'il sortiroit même d'entre eux des hommes habiles , & en état de diriger les travaux , au lieu que le pionnier est toujours un animal mécanique.

En somme , nous avons les quatre élémens à souhait ; aidons à la nature propice. L'air & le feu ne nous offrent presque aucun objet de travail ; ils sont prêts à nous seconder d'eux-mêmes. La terre & l'eau peuvent à l'infini recevoir un plus grand degré d'utilité. Ce seroient là mes quatre chefs de bureau , si j'étois Ministre du département de l'agriculture.

Des quatre difficultés opposées à l'établissement des manufactures dans les Provinces les plus éloignées de la Capitale, il ne me reste plus à répondre qu'à la dernière, à savoir, qu'elles ont besoin de l'œil protecteur & vigilant du Gouvernement, & qu'elles dépérissent quand elles ne sont pas sous la main. J'en conviens; mais *Dieu est par-tout* : ainsi est le Prince dans un Gouvernement bien organisé. Si le Roi veut savoir quel jour de la semaine passée j'ai soupé avec ma maîtresse, il le saura demain : cependant mes démarches dans cette vallée de Josaphat ne sont pas plus près de lui qu'elles le seroient, si j'habitois à Nantes : au contraire. Pourquoi donc fait-on tout ici ? C'est que les exemples ont prouvé la nécessité d'avoir dans cette ville immense une police si bien organisée, qu'on pût tout y savoir & prévoir. On a trouvé des hommes propres à monter cette machine ; on les a recompensés ; on a maintenu & perfectionné l'ordre qu'ils avoient établi. Pourquoi ne pourroit-on pas ailleurs tout cela ? Les plus belles institutions seront-elles toujours des précautions contre le mal éprouvé ? N'est-il pas tems que notre esprit s'aiguise pour faire le bien ?

Ce que j'en dis ici cependant, n'est pas pour soutenir qu'une attention minucieuse, & propre à devenir inquisition, soit nécessaire pour le maintien de l'industrie. Je crois, au contraire, que tant & tant d'ordonnances & de réglemens partis d'ici, prétextés d'après quelques abus, & ouvrant la porte à une infinité d'autres, y ont plus nui que servi. Je le répète ; l'attention en grand est tout ce qui convient à un grand Gouvernement ; mais cette attention voit de si haut, que tous les objets sont à son égard à un même

point de distance. Je dis donc que les manufactures d'une certaine recherche, & d'une perfection que rien ne peut égaler, sont mieux à la Capitale, la richesse étant à un certain ordre d'industrie ce que l'industrie est à la richesse; mais les manufactures d'une consommation courante & usuelle doivent être à portée des matières premières dans les cantons où la vie & l'entretien des ouvriers coutent moins, & où par conséquent la main d'œuvre est à un taux raisonnable qui lui conserve la préférence; dans les pays enfin qui, obligés comme tous autres de rendre à César ce qui est dû à César, ne peuvent le faire avec des denrées qui ne pourroient souffrir le trajet, ou qui ne valent pas les fraix du transport.

Après cet examen des moyens de vivification des Provinces, reprenons en détail ceux du reversement.

On convient de la nécessité de repousser de la Capitale dans les Provinces le plus de moyens de consommation qu'il est possible. J'ai dit tout-à-l'heure en passant, qu'il falloit faire résider de force dans les Provinces ceux qui y possédoient des emplois lucratifs, & dont l'exercice y est nécessaire; de gré tous ceux des grands propriétaires qui préféreroient l'aisance & la liberté à la gêne & à l'expatriation, (& il y en auroit grand nombre, si une fois l'anathème de la fortune surtout résident en Province étoit levé.) Ne pourroit-on pas me prêter encore ceux des Financiers, dont les caisses n'ont pas trait directement au trésor Royal?

Les Fermiers & Receveurs généraux ont leurs affaires dans les Provinces, ils font des fortunes immenses; & à dire vrai, soit que n'ayant jamais besoin que d'un écu après l'au-

tre, je ne sois pas fort porté à envier l'argent; soit aussi foiblesse en moi, j'avouerai que n'étant pas fâché que mes fermiers gagnent dans mes terres, je ne puis trouver étrange, quand je compare mon gazon à celui du Roi, que les siens deviennent des Crésus.

Il est vrai que des fermiers particuliers risquent la perte comme le gain, & sont obligés de travailler, au lieu que les Fermiers-Généraux ne font ni l'un ni l'autre; mais d'autre part, l'état précaire de Comptable, l'envie qu'il attire toujours, la dépendance continuelle, la haine enfin de la partie misantrophe ou malheureuse de la société, sont de telles compensations aux gains de ces emplois lucratifs, que si nous n'avions pas la bassesse & la mauvaise politique d'attacher aux richesses toute autre espèce de considération, ou du moins l'équivalent de cela, la plupart, j'en répons, voudroient regagner le port au bout du bail. Dans le désir, en un mot, de damner le moins de monde qu'il me seroit possible, je ne saurois confondre les fermiers à bail avec certains maltotiers, avec tant d'entrepreneurs faussaires, tant d'exacteurs ingénieux en projets & en exécution.

De quelque sorte cependant que soit acquise leur fortune, elle existe, elle choque les yeux du public dans Paris. L'exemple de tant & tant d'abus de la richesse, qui font presque tout le commerce intérieur de ce pays-là, tourne la tête à ces parvenus; l'argent sonnant leur échappe des mains en folles dépenses; le côté plein du coffre éveille les désirs ou les suppose, élève l'orgueil, enfante le délire; le côté vuide excite l'inquiétude & la cupidité. Pourquoi ces gens-là ne résideroient-ils pas dans les Provinces,

chacun dans le canton qui lui feroit départi par la Compagnie?

Plus civilisés que leurs préposés, ou du moins plus circonspects parce qu'ils ont plus à perdre, ils y brideroient leur insolence, ils commerceroient sur les lieux. S'ils achetoient des biens fonds, & se plaisoient à y enterrer l'or, comme ils font dans leurs maisons de campagne, du moins ces dépenses vivifieroient des cantons éloignés, y transporteroient les arts, & y feroient vivre le pauvre peuple; moins à portée des folies contagieuses, ils seroient en général plus sages: en un mot, ce feroit encore une saignée utile à Paris en faveur des Provinces. Au lieu de cela, si le Languedoc & la Bretagne ont un Trésorier-Général, & une caisse vivifiante par la quantité d'argent qui naturellement doit y rouler, ces Provinces permettent que ces avantages soient transportés à Paris par des Trésoriers ambitieux ou sensuels; c'est encore une folie, & de la dernière importance.

Il est aisé de concevoir, que si l'on pouvoit transporter les fumiers de Paris sur les campagnes arides, cela doubleroit les moissons. La chose est impossible. Je vais pourtant y en envoyer une partie.

N'est-il pas vrai que si les Invalides étoient bâtis dans un canton du bas-Poitou, pays sans débouchés, les mêmes fonds tirés de l'Extraordinaire des guerres qui en nourrirent quatre mille à Paris, suffiroient pour en faire vivre le double en Poitou, & mettroient de l'argent dans cette Province ruinée. Mais, dira-t'on, l'ordre admirable qui regne dans cette maison, déchoiroit bientôt si elle n'étoit continuellement sous les yeux du Ministre; & d'autre part, c'est une

décoration à la Capitale, dont l'honneur rejaillit sur tout l'Etat : les étrangers y viennent tous, & ne vont point parcourir les Provinces, ce monument les frappe d'admiration, & leur fait sentir notre supériorité.

J'ai répondu ci-devant à la première de ces objections, qui ne part que de la supposition d'inattention dans le Gouvernement ; article contre lequel je rougirois de donner des recettes. Quant à la seconde, je répons par un trait de l'Ecriture : *In multitudine populi dignitas Regis*. Voilà le véritable honneur. Je vous parle de prospérité & d'indispensable nécessité, & vous me parlez de décorations & de merveilles. Ces choses-là sont bonnes & utiles autant que belles ; mais il faut le fonds, autrement c'est le buste du renard : *Belle tête, dit-il ; mais de cervelle point.*

Cependant je ne parle ici des Invalides que comme exemple ; mais tant des maisons de force qui sont au-dedans ou aux environs de la Capitale, n'occupent pas des édifices si fastueux ; & s'ils en ont de considérables, qu'on les cède à des manufactures, & que les habitants de Bicêtre, de la Salpêtrière, &c. soient transplantés dans des lieux où ils puissent être encore de quelque usage, & où du moins leur consommation & leur fumier servent de débouché & d'engrais, au lieu qu'ici ils ne font qu'embarras & scandale.

Qu'on ouvre ces célèbres prisons, on y trouvera : 1°. quelques prisonniers d'Etat, ou autres, dont les crimes ne doivent pas être révélés ; ceux-là seroient tout aussi-bien à Pierre Encise, &c.

2°. Quantité de scélérats qui n'attendent que

la liberté de se faire pendre , & des libertins qui s'instruisent sous de si bons maîtres. Nous parlions tantôt de travaux publics ; pourquoi ces gens-là , attachés à des chaînes ambulantes , ne sont-ils pas employés à ceux de ces travaux qui pourroient être mal-sains pour des ouvriers volontaires ? Ils serviroient d'exemple , au lieu qu'ils sont oubliés dans leur obscur repaire ; & le malheureux , qui , opprimé par de faux rapports , & des surprises faites à l'autorité , se trouve quelquefois confondu parmi ces méchans , seroit plus en état de réclamer les secours de la pitié & des éclaircissements.

3°. Des insensés : ceux-là peuvent végéter par-tout ailleurs comme ici.

4°. Des enfans & de jeunes filles abandonnés ; je parlerai de ceux-ci dans l'article des Enfans-Trouvés.

5°. Des filles de joie , qui transportées dans des manufactures de Province , peuvent devenir des filles de travail.

Des vieillards enfin , qui ayant consumé dans la débauche & la dissipation tout le fruit du travail courant de leur vie , & ayant toujours eu l'ambitieuse perspective de mourir à l'Hôpital , y parviennent tranquillement. Je suppose que ceux-là ne sont plus bons à rien ; mais ils n'en sont pas moins propres à aller achever de pourrir dans quelque canton isolé , où l'on aura les mêmes soins d'eux , & où ils consommeront des denrées abondantes , & à bas prix.

Mais , dira-t'on , ces maisons vastes & onéreuses , quoique dotées de grands fonds , subsistent plus encore par les secours de la charité vivante ; & sitôt que les citoyens ne les auront

plus devant les yeux, cette charité tombera.
Je réponds à cela :

1°. Qu'elles consommeront moitié moins aussi, à cause de la moins-value des denrées aux lieux où je les établis.

2°. Que la charité privée se portera vers des objets plus utiles, en soutenant bien des familles malheureuses qui n'ont point abandonné la société, & qui y souffrent.

3°. Que ces maisons ainsi éloignées seront infiniment moins surchargées. Cette fille qui craint moins l'Hôpital à terme, parce qu'elle fait que, son tems fait, elle se trouvera d'un faut au milieu des ressources de la débauche, éviteroit plus les occasions de faire bruit, si elle voyoit ses semblables enfermées dans un coche grillé & remontées sur la rivière jusqu'à Nogent, d'où il n'y auroit plus ni correspondances ni facilités pour le retour. Ce vieil ivrogne qui se retire tranquillement à Bicêtre, qu'il a prévu depuis trente ans, parce qu'il voit encore delà les tours de Notre-Dame, & qu'il peut même aisément venir revoir ses amis & le cabaret, y penseroit à deux fois si le chemin de sa retraite étoit le coche d'eau de Montargis, pour aller delà prendre l'air de quelque canton sauvage du Hurpoix. Votre plan donc, me dira-t'on, est de faire souffrir les pauvres : que Dieu me veuille envoyer tous les maux dont je négligerai de les soulager. Tout mon objet n'est que d'en diminuer le nombre, en augmentant celui des travailleurs; & quant au fait actuel, ils seront aussi-bien traités dans les Provinces qu'ici.

J'ose avancer un principe qui paroitra paradoxique; mais il ne l'est point, & je le démon-

trerois vrai s'il étoit question de faire un ouvrage sur chaque partie de celui-ci : c'est qu'en général les Hôpitaux augmentent la pauvreté au lieu de l'éteindre, & tourmentent l'humanité au lieu de la secourir.

Nous avons établi comme un fait qui ne peut être contesté, que par les sourds & les aveugles, que la population est moins grande en France qu'elle ne l'étoit autrefois. Le nombre des Hôpitaux a doublé depuis ce tems, ainsi que les fonds attribués à leur entretien, leur logement, &c. Ils regorgent tous cependant, & ne peuvent contenir le nombre de malheureux à qui ce secours est nécessaire. Où se cachotent donc autrefois tant de malades, tant d'enfans abandonnés, tant de vieillards sans pain ? Je n'ai pas ouï dire que les rues en fussent alors jonchées ; au contraire, la mendicité errante s'est accrue depuis en genre, en nombre & en cas. Voici ce que c'est. Nous avons tous une existence précaire aujourd'hui ; je dis plus, une subsistance appuyée sur le futur. Ceux qui ont des fonds, les mangent à la poursuite de la fortune ; mais l'homme obligé de vivre de son travail, qui n'attend ni gouvernement, ni charges, ni intérêt dans les affaires, ni héritage, se repose sur l'idée de la charité publique, & l'axiome : *L'Hôpital n'est pas pour les chiens*, a pris la place de la vigilance de la fourmi. L'Hôtel-Dieu de Lyon n'avoit que quarante lits lors de son institution, il en demeurait vingt de vuides ; il en a huit cens à présent, & ne peut tout contenir.

J'ai vu quelque part dans un village une espèce d'œuvre ou hôpital, dont les revenus bien économisés commençoient à être considérables

pour le lieu. Les devanciers du Seigneur, qui est de mes amis, avoient fait acheter une maison : il y avoit quatre lits pour les pauvres malades du lieu, & deux sœurs grises entretenues qui faisoient d'ailleurs l'école aux petites filles du village. Quand son regne commença, le Curé qui le savoit bon homme, lui représenta que quatre lits étoient peu, & qu'il en falloit autant pour les femmes. Ce Seigneur avoit déjà remarqué (car voir est la meilleure voie pour savoir) que de semblables œuvres se trouvoient communément dans les lieux de cette espèce les plus affainéantis. Son calcul étoit fait ; il étoit dans l'âge où l'on agit ; il promit au Curé qu'il pourvoiroit aux pauvres, & lui tint parole, mais par une voie dont le Pasteur a, je crois, encore la bouche ouverte, quoiqu'il y ait dix-huit ans de cela. Il commença par faire vendre la maison & les lits, il renvoya les sœurs, & attira à leur place une honnête couturière qui montre le travail aux jeunes filles ; & quant aux malades qui avoient besoin, il ordonna que sur un certificat du Curé, il leur seroit délivré un billet pour le boucher de demi livre de viande par jour, & ainsi pour le boulanger ; que le montant de ce billet seroit passé au Trésorier, lors de la révision des comptes, &c. observant sur-tout de faire beaucoup économiser ces sortes de secours : par ce moyen chaque pauvre malade demeura dans le sein de sa famille, & les paysans commencèrent à rattraper la vergogne qu'ils alloient perdre en se faisant porter dans la maison publique. Des fonds de cette œuvre, il y en avoit partie destinée à marier une ou deux pauvres filles tous les ans, & le paysan commençoit à dire : *L'œuvre ma-*

riera mes filles. Il ordonna que ces fonds ne seroient applicables qu'aux filles qui attireroient un nouvel habitant dans le lieu; & comme ces facilités-là ne se trouvent pas tous les jours, ces dots réunies font un petit objet, qui, avec quelques menus secours de sa part, attirent un habitant. Par cette industrieuse économie les revenus de cette œuvre suffisent à tous les besoins de la Paroisse; dans les années calamiteuses, à prêter des grains fort chers pour être rendus en nature à fort bon marché, &c. Dans les années ordinaires, de peur que les revenus accumulés ne fassent de nouveaux fonds, on les emploie à bâtir des maisons qui sont ensuite vendues aux habitans au taux du pays, c'est-à-dire, les deux tiers moins qu'elles ne coutent. Le lieu s'accroît d'autant; car dès qu'un paysan a seulement une portion de maison, il tient, & l'on évite ainsi que l'œuvre ne devienne trop riche. Cette habitude d'accroissement a banni celle de laisser dépérir les maisons anciennes. Tout le monde travaille; tout le monde est secouru, & se met le plus tard, & le moins qu'il lui est possible, à la charge publique.

Je ne prétens point que l'économique prévoyance d'un Seigneur de village soit le modèle de celle du Gouvernement; mais du petit au grand il y a souvent de bonnes conclusions à tirer. Celle que j'induis de tout ce que j'ai dit sur les Hôpitaux, c'est que l'impudence de la mendicité est presque aussi destructive dans un Etat, qu'elle de la richesse. La charité nous est prescrite à tous, & c'est sans doute le plus fort lien de la société; mais elle n'est peut-être nulle part si offensée que dans les Hôpitaux. La charité est fraternelle; en voulez-vous de
beaux

beaux exemples ? Voyez nos Dames qui aiment les chiens ; attendent-elles qu'ils soient malades pour en prendre soin ? les mettent-elles alors quatre à quatre ou six à six dans le même panier, &c ? Raillerie à part, la vraie charité est respectueuse. C'est avilir notre frère que d'attendre pour lui faire du bien, qu'il soit hors d'état de le reconnoître. Tels gens se reposent sur les Hôpitaux du soin de leurs semblables, qui, quelque durs qu'on les croie & qu'ils se croient eux-mêmes, seroient dans une tournure de mœurs charitable & bienfaisante, si la charité vivante étoit à la mode autour d'eux, je veux dire, si la misère n'avoit d'autre ressource. Dira-t-on que je veux induire delà qu'il ne faut point d'Hôpitaux dans les grandes Villes ? J'ai bien perdu mon tems, si l'on me soupçonne encore de conseiller les moyens extrêmes & révolutionnaires ; je dis seulement que les secours publics doivent être proportionnés aux besoins ; que cette proportion, par une fatalité marquée, se rencontre toujours : mais voici comment. Où il y a plus d'Hôpitaux, il se forme plus de misérables ; où il y en a moins, moins de misère aussi. Etablissez de grands Hôpitaux aux lieux où l'industrie ne sauroit prendre ; que les incurables y consomment, y engraisent la terre ; mais éloignez-les des lieux où réside le travail ; des moutons qui ont la clavelée, doivent être placés fort loin de la partie saine du troupeau.

J'ai promis un article des Enfans-Trouvés. Pasteurs d'humains, vous êtes trop loin de la bergerie pour savoir avec quelle tendresse un bon fermier regarde de jeunes agneaux ; mais n'avez-vous jamais fait semer de pépinière dans vos parcs, & avez-vous senti la satisfaction avec

laquelle on voit pousser & grandir les jeunes plançons? C'est ici la pépinière de l'Etat; c'est en ce genre que je trouve qu'il n'y a pas assez d'établissmens dans le Royaume.

Ce ne sont point ici, comme l'on dit, les enfans de la débauche : la débauche ne fait point d'enfans; c'est la misère, le malheur, ou la foiblesse qui vous apportent leurs enfans. De ces trois choses les deux premières sont respectables, la troisième excusable pour des anges, attendrissante pour des hommes. Je voudrois donc qu'il y eût, pour recevoir ces tributs précieux, des maisons dans les Capitales des Provinces, dans les Villes du second & troisième ordre, dans les chefs-lieux de Sénéchaussée, Bailliage, Election, Viguerie, &c. que ces maisons fussent bien fondées & ordonnées, chacune selon ses proportions; que le tout fût desservi par des femmes, & qu'il n'y entrât jamais aucun homme; qu'un quartier du bâtiment fût destiné à recevoir toute personne enceinte qui voudroit s'y retirer; qu'elle y fût bien traitée, sans honte ni reproches; & qu'en sortant, celles qui seroient nécessairement reçues dix écus pour prix du présent qu'elles ont fait à l'Etat; que surtout on n'établît pas certaines exclusions de territoire & de canton; car il n'est pas à croire qu'une pauvre femme qui vient d'enfanter, vienne accoucher dans sa Ville: mais qu'elle surcharge son étranger, & qu'elle se par la même chez elle tienne. Ce régime va pour empêcher les Ordonnemens contre ceux qui ont pas des

Par quelconque est le mors le plus efficace
par cela. Il y a autant d'espèces de honte qu'il
y a de vertus. Toutes les fois que nous perdons
de sorte de vergogne, nous devenons vicieux
sans ressource en un point. Qui a perdu toute
honte, n'est plus qu'un homme à noyer. C'est
par ce principe, plus encore que par la crainte
des animosités, que la médisance est un vice très-
dangereux dans la société, & que les faiseurs de
satyres, de chansons cruelles & de libelles, sont
les criminels au premier chef. Si je péche en
secret, il y a encore de la ressource & beaucoup ;
car qui n'a péché, menti, trompé ? Mais si mon
crime est dévoilé, mon amour-propre se retour-
ne, il devient effronterie, il se justifie ses pro-
pres vices par son audace, en cherchant à y faire
tomber autrui, en les supposant où il ne peut
les faire naître. La honte donc est un reste pré-
cieux de l'innocence gémissante : qui nous or-
donne de la perdre, nous prédestine criminels.

Maisons utiles, cachez dans votre sein des fil-
les malheureuses, & nous les renvoyez plus pu-
res qu'avant qu'elles eussent besoin de vous, puis-
que l'attendrissement de la charité, & le loisir
des réflexions les auront rendues plus honnêtes
par principes, & moins confiantes.

La pauvreté malheureusement engendre une
autre sorte de honte, & met bien des ménages
dans la dure nécessité d'exposer leurs enfans. Je
voudrois que toutes voies fussent ouvertes pour
voir, avec toutes défenses de perquisi-
tion contre les parens.

A destination de ces enfans, on
se propose deux objets ; l'un
de troupes comme les Turcs
pour le tributs ; l'autre, de les

rendre à la terre. Le premier a quelque chose de dur. Tout le monde a de la valeur assez pour défendre soi, son bien, ou sa famille; mais tous ne sont pas nés pour le métier de soldat à gages, & c'est, selon moi, celui de tous qui devroit être le plus volontaire: d'ailleurs, il peut parmi ces enfans y en avoir plusieurs de petits & mal conformés. Mais tous les hommes sont nés pour l'agriculture: elle a des occupations de tout genre, pour toute espèce de tempérament. Or, en rappelant pour cet établissement, dans Paris par exemple, ce que j'ai dit pour tous autres, qu'il faut les jeter dans les Provinces, je ne voudrois à Paris qu'un simple entrepôt: Melun pourroit fournir la grande maison où ils seroient élevés depuis un mois jusqu'à deux ans; delà jusqu'à six on les enverroit plus loin, & plus loin encore depuis six jusqu'à dix: je voudrois que dans ce dernier âge on proportionnât la nourriture & les exercices à la vie qu'ils doivent mener dans la suite, & qu'à dix ans tout honnête laboureur, qui auroit un certificat de probité des notables de son canton, pût venir y prendre un enfant. Cet homme s'en chargeant, donneroit son nom & sa demeure, recevrait vingt écus, & s'obligeroit d'en rendre la moitié à l'enfant à l'âge de seize ans, si cet enfant, qui n'auroit cette liberté qu'alors, vouloit le quitter, ou à tel autre âge par delà, où il voudroit se séparer de son pere adoptif. Tout homme qui de la sorte auroit un enfant de Saint-Louis, jouiroit de l'exemption de la milice pour deux de ses enfans, ou pour quatre s'il en prenoit deux, comme aussi d'exemption de capitation jusqu'à la concurrence de six livres s'il en portoit autant, étant tenu de représenter tous

Les ans l'enfant au jour de Saint-Louis aux Officiers Royaux du canton , & de renvoyer les dix écus, si l'enfant venoit à mourir. Je répons qu'au moyen de ces conditions, il y auroit grande presse à la campagne à qui s'en chargeroit. Ces enfans seroient d'abord employés à garder les bestiaux, & bientôt, selon leur talent & leur industrie, deviendroient propres aux différens travaux de la campagne.

A l'égard des filles, c'est autre chose. Il y a moins de débouchés & plus de périls pour ce sexe que pour le nôtre; mais on sent que je multiplie ces débouchés, en lui attribuant en particulier le soin des hôpitaux & des maisons d'enfance, en multipliant les manufactures, dont il faudroit leur laisser tous les ouvrages fins & sédentaires, comme aussi la plupart des autres.

Au reste, en traitant ces différens détails, je n'ai pas prétendu assujettir le Gouvernement à tant de menues spéculations; mais *la vogue vient de la poupe*, disent les matelots. Le Gouvernement peut seul donner le mouvement en grand, & toutes les parties de détail se conforment ensuite à l'impulsion. Pour que ce mouvement ne devienne pas intercadence, il faut qu'il parte d'après des règles fixes, & la principale à laquelle je rapporte tout, est le soin de renvoyer sans cesse à la terre, puisqu'il faut sans cesse en tirer.



CHAPITRE VIII.

L'Argent doit-il être marchandise ou non?

QUoique trop abondant sans doute sur certains articles, je me suis néanmoins resserré sur une infinité d'autres tout aussi importants. Mais la matière que je traite est immense, & n'ayant que l'utilité de la chose pour objet, j'ai souvent préféré l'inspection des détails qui sont sous les yeux de tout le monde, à l'étalage des principes plus abstraits, & que de plus habiles gens ont traités avant moi.

J'ai, par exemple, bien senti que je sous-entendois une quantité de principes qui m'offroient la plus vaste carrière. J'aurois pu démontrer par quelle opération simple l'abondance d'argent diminue naturellement la population, en proportion de ce qu'elle augmente la consommation de chaque individu en particulier; comment aussi cette abondance portée trop loin, bannit l'industrie & les arts, & jette en conséquence les Etats dans la pauvreté & la dépopulation. Delà naitroit comment le cercle naturel de la barbarie à la décadence par la civilisation & la richesse, peut être repris par un Ministre habile & attentif, & la machine remontée avant d'être à sa fin. Mais, encore un coup, il faut me borner : ceci n'est déjà que trop étendu. C'est dans les détails que je triomphe, peut-être par la portée de mon génie, peut-être aussi par la nature de mes intentions. Les principes sont constans, & je ne demanderois pas mieux que

de les voir contredire. En attendant il faut terminer cette Partie par un genre de détail qui tient assez au grand, à savoir, s'il est utile ou non que l'argent soit marchandise dans un Etat.

C'est encore ici, selon l'opinion commune, un étrange paradoxe. Ce n'est pas ma faute quand j'en trouve sur mon chemin. Personne au monde ne cherche moins que moi à se singulariser par ses opinions. Je marche droit à la vérité, & ne prétens point être infallible ; mais daignez lire jusqu'au bout sans prévention.

Il ne m'appartient assurément en aucune façon de décider si l'intérêt de l'argent est permis ou non par la Religion. Pour ce qui me concerne, après avoir, ainsi que tous autres, beaucoup vacillé sur cette question, j'ai cru trouver enfin dans les Conférences de Paris sur cette matière les éclaircissémens que je souhaitois, & reconnoître qu'indépendamment de l'autorité de la Religion, les opinions de l'Ecole s'accordoient à cet égard avec la droite raison & la saine morale, & qu'il en est de ce précepte comme de tous les autres, dont l'observance, loin d'être nuisible à l'industrie, au commerce, à tout enfin ce qui peut concourir au bonheur de l'homme ici-bas, seroit le plus sûr moyen de les faire fleurir ; mais comme, encore un coup, je n'ai ni l'autorité ni les lumières nécessaires pour étendre jusqu'à-là ma mission, laissons ce qui concerne l'intérêt de l'argent relativement à la conscience, & traitons de cette partie en ce qui compete uniquement la société.

Il y a trois sortes de biens, à savoir, les biens non transportables, tels que les fonds, les maisons, &c. les effets commercables, tels que les denrées, marchandises, effets mobiliers, vais-

seaux, &c. les rentes enfin qui ne sont autre chose que des tributs imposés sur telle ou telle autre partie des deux portions de biens. Je comprends qu'un Etat devienne riche à proportion qu'il acquiert plus de biens des deux premières classes exposées ci-dessus; mais je ne conçois pas qu'il en soit de même de la troisième, à moins que ces rentes ne soient établies sur les fonds de l'Etranger, auquel cas il devient notre tributaire d'autant.

Quelques calculateurs ont prétendu le contraire, & ont dit que dès que le débiteur est par sa position indépendant des loix qui constituent la sûreté du créancier, dès lors le débiteur devient son maître, puisqu'il tient ses fonds sans pouvoir être forcé à lui payer la rente; que d'autre part, il fait avec ses fonds un profit plus considérable que la rente qu'il en paie, qu'il en dispose à sa volonté, tandis que le créancier qui ne revoit sa somme que par parcelles, ne peut rien au delà du soin de sa propre subsistance; qu'en un mot, celui qui a le crédit public, attire à soi tous les fonds, & conséquemment toute l'attention & tous les moyens de prospérité.

Ce n'est là qu'un tissu de méprises, qui prennent toutes leur source en ce que dans ces derniers tems on a plus que jamais donné dans l'erreur de prendre l'argent pour la richesse, tandis qu'il n'en est que le représentatif.

Pussiez-vous attirer tout l'argent de l'univers chez vous, à moins que ce ne fût pour l'enfouir & le resserrer pour des tems de calamité, chose que ne savent point faire les Gouvernemens d'Europe, & que je ne m'aviserai pas de leur apprendre, il n'y restera qu'autant de tems qu'il

lui en faudroit pour passer à travers un sac percé, & ira se répandre par-tout où seront les choses qu'il doit par nature représenter, au lieu qu'il n'eût été sur votre terre avare qu'un monceau lourd & inutile.

Mais pour reprendre par ordre les raisons de la prééminence attribuée à l'Etat débiteur sur l'Etat créancier, il est, dit-on, le maître des fonds, & son créancier ne pouvant lui faire la loi, est obligé de la recevoir. Je ne connois de marché de cette espèce que celui que firent les Romains avec les Gaulois, & dont le contract fut : *Va victis*. Mais ce contract ne portoit point d'intérêt, & il est de fait que quiconque veut l'argent d'autrui sans lui donner ses sûretés, doit l'attendre au coin d'un bois, ou prendre sa maison d'assaut. Les sûretés donc qu'un Etat donne aux Etrangers qui lui apportent leur argent, sont les mêmes que celle qu'il donne à ses propres citoyens.

Si le Roi de France, ou les Corps visibles, tels que le Clergé, les pays d'Etats, &c. plaçoient vingt millions sur les fonds publics d'Angleterre, je doute qu'au courant cet argent fût plus en péril que celui qu'y auroient les Anglois naturels; parce que la sûreté de ces sortes de fonds dépendant du crédit public, & de l'opinion générale qu'on a de leur solidité, tous les engagements en sont, pour ainsi dire, solidaires, & la dette la moins favorable est aussi assurée que celle qui est la plus privilégiée. Il pourroit arriver cependant que dans des tems de rupture entre les deux nations, l'animosité & l'intérêt du moment prévalussent sur la saine politique qui se trouve toujours en tout dans la bonne foi, & sur-tout en fait de crédit, &

qu'on arrêât les fonds de la nation ennemie, comme on arrête les vaisseaux surpris dans ses ports; mais c'est rarement de la sorte & à découvert, qu'une nation devient créancière d'une autre. Ce sont une infinité de particuliers qui placent leurs fonds; & quoique le tout ensemble réuni fasse un bloc considérable, le commerce a maintenant pour ses remises tant de facilités qui toutes échappent à l'œil du Gouvernement, qu'il est impossible de démêler le vrai créancier quand il voudra se cacher. La banque cesse d'être du moment qu'elle n'est pas ouverte à tous; elle doit donc payer aussi-tôt qu'on se présente, & ne sauroit discerner la main amie de la main ennemie. Ainsi donc, non-seulement les vingt millions que j'ai supposés ci-dessus, composeront au 4 pour 100, 800000 livres de tribut imposé à perpétuité sur les Anglois en tems de paix, mais encore en tems de guerre. Il n'est donc pas vrai que le débiteur soit à l'abri des loix qui constituent la sûreté du créancier.

L'Angleterre ne sauroit, par exemple, faire banqueroute aux François qu'elle ne la fasse en même-tems aux Génois, aux Hollandois, aux peuples du Nord & autres. Elle ne sauroit manquer aux nations étrangères sans se perdre d'honneur & de crédit; ce qui est un terrible désastre, & qui paroîtroit tel à cette nation généreuse, hautaine, & équitable quand la passion ne s'en mêle pas; mais qui pis est, si pis peut y avoir, elle ne peut manquer aux étrangers sans manquer à ses propres citoyens; ce qui la jetteroit dans une révolution déplorable aux yeux de ses ennemis même. Voilà donc la prétendue indépendance anéantie, ou, pour mieux

dire, changée en une dépendance absolue sous les plus grièves peines.

D'autre part, dit-on, l'Etat qui emprunte, dispose des fonds d'autrui à sa volonté, en fait des profits considérables, tandis que le créancier qui ne revoit sa somme que par parcelles, l'emploie à sa subsistance, & ne peut rien contre lui.

Je pourrois répondre en général, que la plupart des Gouvernemens qui furent & seront, se trouvent dirigés ou balancés de façon que le meilleur moyen de leur nuire, sans s'épuiser soi-même en efforts ruineux, seroit de leur envoyer tout l'argent qu'on veut bien sacrifier à leur faire la guerre. Philippe II. fut un Prince habile & appliqué; cependant un pareil présent le déranger tellement, qu'il remit languissant & ruiné à son fils un Etat qu'il avoit reçu florissant de son pere,

Mais raisonnons d'après l'expérience. Les fonds publics d'Angleterre sont aujourd'hui chargés de quatre-vingt millions sterlings de dette, somme incroyable & idéale pour tout autre que pour ceux qui la doivent. Je veux bien supposer qu'ils s'en doivent la moitié à eux-mêmes (je ferai voir dans peu qu'un Etat se défigure en proportion de ce qu'il accroît dans son sein l'ordre des rentiers) mais les intérêts de l'autre moitié de cette affreuse dette sont un tribut énorme que leur aveugle cupidité, ou, pour mieux dire, leur passion contre nous s'est imposée en faveur des étrangers. Voyons maintenant quel emploi ils ont fait des sommes réitérées de cet emprunt accablant, & quels avantages elles leur ont procuré.

C'est à peu près depuis la fin du dernier siècle.

cle qu'ils ont inventé cette ressource, dont ils ont tant abusé depuis. A compter depuis 1688. tems de la révolution dernière chez eux, ils ont soutenu trois guerres contre nous. La première, qui finit à peu près avec le siècle, fut un effet de l'animosité de leur Prince contre le nôtre. Si la révolution qui mit ce Prince sur le trône, étoit le prix de ces efforts, je ne ferois pas en droit de leur nier cette sorte d'avantage, puisqu'ils se servirent de cette circonstance pour affermir ce qu'ils appellent leurs libertés, & la sorte de gouvernement qu'ils prétendent leur convenir le mieux : ce n'est pas à moi à leur disputer cela ; mais chacun fait que cette révolution ne fut qu'un coup de théâtre, ne leur couta rien. A cela près, pendant toute cette guerre ils n'eurent d'autre avantage que de soudoyer nos ennemis, faire promener de grandes flottes sur la mer, qui n'empêcherent pas les nôtres de tenir le champ libre à nos armateurs qui désolèrent leur commerce ; & s'ils eurent sur mer quelques avantages, ils se trouverent au bout tellement compensés, qu'ils n'empêcherent pas que tous les ports de la Monarchie d'Espagne ne se trouvassent bouclés de vaisseaux François au moment où il fallut réveiller notre faction dans le sein de cette Monarchie expirante, & faire montre de la puissance de Louis XIV.

La seconde guerre eut assurément un objet d'une importance apparente ; il s'agissoit d'empêcher la réunion de la Monarchie d'Espagne avec la nôtre : les passions particulières de ceux qui avoient intérêt à la guerre, trouverent un masque utile pour armer & épuiser toute l'Europe. Mais c'est le résultat de cette grande af-

faire que je considère uniquement. Quels avantages ont payé la surcharge énorme à laquelle les Anglois se sont soumis ? Leurs dettes à la fin de cette guerre, montoient à cinquante millions sterlings. Que leur valut-elle ? Quelques privilèges abusifs dans le nouveau monde. Ils me permettront d'excepter cette partie. Il est certain que les colonies Angloises s'étendent & se renforcent tellement dans l'Amérique Septentrionale, que s'ils viennent à bout de bloquer de toutes parts, & par conséquent de détruire notre colonie du Canada, ce qui est leur projet actuel, ils seront seuls les maîtres de cette partie du nouveau monde, & que bientôt ils viendront à bout par les mêmes moyens, d'entamer les Espagnols dans l'Amérique Méridionale, & ensuite de les en chasser : mais d'une part, je leur annonce, moi, qu'ils seront détruits chez eux de leurs propres mains avant d'avoir achevé ce voyage de Pyrrhus ; de l'autre, que leurs colonies qui ne doivent leur force qu'à la liberté qu'on leur a donnée, & qui déjà sont presque indépendantes, secoueront tout-à-fait le joug ; & qu'en supposant à l'Angleterre tous les succès qu'elle dévore en espérance, il ne lui restera au bout que l'avantage d'avoir transporté l'humanité d'Europe en Amérique, comme autrefois les Romains la transplantèrent d'Asie en Europe.

Enfin, quelque avantage que la dernière paix des Anglois avec Louis XIV. leur ait procuré en Amérique, quelque abus qu'ils aient fait par l'interlope des privilèges qu'ils furent obtenir, ces avantages n'ont sans doute pas eu l'effet réel qui pouvoit leur mériter ce titre, puisque pendant une paix de vingt-cinq ans qui a suivi cette

guerre, l'Etat ne s'est point libéré. Ils sont fort riches en général ; mais l'Etat est endetté. Or, chacun sait que la richesse privée qui ne provient pas de la richesse publique, est un faux germe qui annonce & procure la mort. Laif-sons donc les fruits étrangers de cette guerre bien compensés par la nécessité d'abandonner les Indes entières à une branche de la maison ennemie, & revenons aux avantages aquis dans notre continent.

Les Anglois ont laissé l'Espagne à un Prince de la Maison de France ; Louis XIV. ne la vouloit pas pour lui : ils lui ont ôté ses possessions en Italie, qu'elle a presqu'entièrement regagnées peu après ; ils l'ont encore dépouillée de la Flandres qui l'épuisoit depuis long-tems, & qui épuisera toujours toute Puissance qui ne la conservera que comme barrière, & non comme patrimoine ; ils ont obtenu la démolition de Dunkerque qu'ils nous avoient vendu cinq millions de livres, & par-là ils nous ont appris que non-seulement il le faut rétablir, mais encore profiter de tous les avantages de la nature pour faire de bons ports dans la Manche ; ils ont obtenu Gibraltar & Port-Mahon : l'une de ces étapes ne leur sert qu'à regarder la terre d'Afrique avec des lunettes d'approches ; l'autre leur sera enlevée au moment que les Espagnols voudront bien regarder autour d'eux.

Je ne prétens pas dire pour tout cela que cette paix ne leur ait été utile & glorieuse plus qu'aucune autre ; mais considérons les circonstances dans lesquelles elle a été faite, ce qu'ils ont cédé en proportion de ce qu'ils ont reçu, & sur-tout la dette de cinquante millions sterlings qui leur est demeurée. Eh ! qu'ils ne di-

sent pas que cette défection de leur part fut l'effet d'une intrigue désavouée de la nation : jamais paix ne fut faite plus à propos ; quand on auroit démembré la France, leur en seroit-il revenu davantage ? Nous boucler, & nous renvoyer à la terre, étoit tout ce qu'ils pouvoient prétendre, & ce qu'ils ont fait pour cela étoit tout ce qu'ils pouvoient faire. Mais quand je me tromperois en cela, s'ils m'opposent la corruption de leur cabinet, je leur opposerai la langueur du nôtre, tant de mesures mal prises ou renversées par le souffle de la fortune, toutes nos forces jettées à la fois dans les pays étrangers, en Espagne, en Italie, en Bavière & autres lieux, repoussées en même-tems partout, le François rebuté de toutes parts, la disette & la famine amenées par des causes étrangères, un grand Roi sur son déclin, la Maison regnante frappée & séchée jusques dans sa racine ; calamités moins dans le cours ordinaire des choses, que leurs factions ; les accidens humains entrent toujours dans le cours des grandes affaires, & nous ne considérons ici que la fin.

Quelques-uns voudroient attribuer à cette guerre un effet qui seroit bien important s'il étoit vrai, à parler en ennemi ; c'est d'avoir détruit notre marine de façon à ne pouvoir s'en relever, & de l'avoir réduite au point où nous la voyons. Ceux qui raisonnent ainsi, s'exagèrent les faits, & connoissent mal nos ressources. Il est certain que nous reçûmes en ce genre un échec considérable à Vigo ; mais celui de la Hogue dans la guerre précédente n'avoit été guères moins fort, & il ne nous empêcha pas de tenir tête à l'ennemi pendant celle-ci, & de nous mettre en état de détruire sa marine à Ma-

laga, si nous eussions su profiter jusqu'au bout de notre avantage. La décadence de la nôtre tient à des causes morales & à des causes physiques. Ces dernières sont d'espèce à ne pouvoir être détaillées sans choquer bien des gens, ainsi je m'en abstiendrai. Quant aux causes morales, les voici.

En général, tout bon politique chez nous eut & aura toujours un œil ouvert sur les Anglois. La terre qui porte ces braves Insulaires, semble ne pouvoir nourrir que des hommes excessifs. Quand on oublieroit les anciens tems, & qu'on les supposeroit invincibles jusqu'ici chez eux, ils pourroient bien cesser de l'être en proportion de ce qu'ils deviendroient les marchands universels; & si j'écrivois pour apprendre à détruire, je dirois que toute puissance marchande attaquée dans ses foyers, aura le sort de Carthage; mais il s'en faut bien que mon système ne soit celui-là: je tiens que l'humanité ne peut prospérer que par l'union générale; elle est possible, puisque notre souverain Législateur l'a ordonnée; elle feroit le bien de tous, chose démontrée par le raisonnement & par les faits. Si quelque Puissance peut déterminer la politique vers ce genre de bonheur, c'est, sans contredit, la Puissance la plus forte, c'est nous. Le Prince sous l'empire duquel nous avons le bonheur de vivre, a déjà fait le premier pas vers cette grande opération, en établissant l'opinion de sa modération, & rendant ce sentiment propre à son peuple: le second pas n'est autre chose que de nous faire valoir ce que nous pouvons valoir, & priser ce que nous vaudrons: le troisième & le dernier seroit d'employer ses forces & cette considération à entretenir la paix,
la

la justice & la liberté dans le monde entier. Nous le pouvons, & ce projet n'est pas, à beaucoup près, mêlé d'opérations dépendantes de la fortune, comme l'étoit celui de la République Chrétienne enfanté par deux aussi grands hommes d'Etat qu'il en fut jamais, Henri IV. & Sulli, & conduit par eux jusqu'au moment de son exécution. J'étendrai cette idée ailleurs.

En attendant, si nous considérons les choses présentes & passées, nous verrons que depuis que les Anglois & nous faisons corps de nation chacun de notre côté, nous avons toujours été les uns aux autres mauvais voisins : jamais nous n'avons rien gagné en les attaquant à force ouverte ; nos plus habiles politiques n'ont eu de succès ailleurs qu'en se débarrassant d'eux : mais depuis sur-tout que le regne d'Elisabeth leur donna les premières idées du commerce, nous avons toujours perdu d'autre part à nous unir à eux. Henri IV. fut long-tems avec eux en union de religion, & toujours en union de politique contre la Maison d'Autriche ; mais tandis qu'il ménageoit leur premier Jacques pour le faire entrer dans son idée de République aux dépens de cette Maison, les Anglois lui firent bien voir qu'ils ne vouloient d'amis qu'assujettis ; & le célèbre affront fait sur mer au Duc de Sulli, Ambassadeur extraordinaire, & presque premier Ministre, fut la fumée dont leurs prétentions d'aujourd'hui sont la réalité. Le Cardinal de Richelieu, toujours occupé de la Maison d'Autriche au dehors, voulut se lier avec la Cour d'Angleterre. Les circonstances lui furent défavorables : ses Princes qui le regardoient comme le tyran de leur Maison, rejetterent son alliance. Ce génie boute-feu se retourna ; aidé de l'esprit

de ce siècle par-tout favorable aux projets de ce genre, il fomenta des rébellions, & les Anglois eurent ensuite tant d'affaires chez eux, qu'ils laissèrent le continent en paix. La plus étonnante des révolutions ayant fait succéder un calme silencieux & féroce à ce tems de troubles, le Cardinal Mazarin se lia avec les Anglois; mais il y laissa l'honneur, dont ce Ministre habile d'ailleurs ne faisoit pas assez de cas en politique, & Dunkerque, que nous fumes très-heureux après de ravoir bien chèrement d'un Prince facile & inappliqué.

Louis XIV. suivit à cet égard un système tout nouveau : il voulut acheter la Cour d'Angleterre, & l'opposer dans les affaires au vœu de sa propre nation. Ce système lui réussit mal dans le fait, puisqu'il vit souvent le Gouvernement contraint de se déclarer contre lui ; & au bout de vingt-six ans de cet état forcé, tout rompit dans sa main ; les Princes lui demeurèrent, & la nation l'attaqua avec plus de fureur que jamais. Le Prince Régent vint ensuite ; il avoit beaucoup de choses de son bisayeul Henri IV. Brave, affable, gai, vif comme lui, il eut encore de commun avec ce Prince de craindre l'Espagne, & pour cette raison d'aimer les Anglois : il s'unit donc avec eux, & si l'on écoutoit les Suédois, ils diroient qu'il lui en couta quelque chose de son honneur en politique ; mais cet objet n'est rien auprès de celui que nous envisageons ici : au lieu de fournir à ses alliés son contingent en vaisseaux, il le fournit en argent, avec lequel ils augmentèrent leur marine ; il oublia la nôtre qui eût pu leur faire ombrage : une marine oubliée est une marine détruite ; aussi commença-t-elle à déchoir entièrement.

Depuis nous devinmes économes en détail ; & comme il faut bien du gaudron pour carener un navire, cela nous dégouta.

Il s'éleva d'ailleurs un système dont l'effet a démontré la fausseté : l'on pensa, l'on débita hautement qu'une marine militaire étoit trop chère & trop à charge au Royaume, & qu'attendu l'active intrépidité de nos Corsaires, nous n'avions besoin que d'une vingtaine de vaisseaux de guerre pour assurer nos côtes, & leur ouvrir la sortie de nos ports.

Pour répondre au premier de ces axiomes, il ne faut que répéter ici ce que Dutoit a fait imprimer, il y a vingt ans, dans ses *Réflexions politiques*. Il y fait un tableau pris d'après les registres les plus authentiques de ce que coutoit la puissante marine de Louis XIV. dans son tems le plus florissant. Elle étoit alors composée de 115 vaisseaux de tous les rangs, 24 frégates légères, 8 brûlots, 10 barques longues & 22 flutes, faisant en tout 179 vaisseaux de toute espèce, montés de 7080 pièces de canon, de 1028 Officiers-Majors, de 7955 Officiers mariniens, de 20618 matelots, de 10904 soldats, sans compter 30 galères toutes armées, aussi contenant 5600 hommes de chiourme, 240 mariniers de rang, 935 mariniers de rambade, & 3010 soldats. Il fait ensuite un calcul détaillé de ce que cela coutoit de solde, de paie, d'appointemens & de fraix d'armement de toute espèce ; & il résulte de ce calcul que le tout armé pendant six mois de l'année, ce qui n'arrive jamais, cette formidable marine couteroit 7272084 livres. Après avoir pris la précaution de dire que les gages, la solde & les différentes fournitures sont à peu près aujourd'hui

sur le même pied qu'alors, il fait encore un autre calcul des fraix de construction & d'armement premier énumérés de la même sorte; & le résultat de ces calculs pris sur les faits, & qui ne peuvent être taxés de faux, est qu'une marine de cent vaisseaux de soixante pièces de canon chacun, ne couteroit pas dix millions, année commune, pour toute chose.

Cette réponse est terriblement contradictoire aux faits qu'on allégué aujourd'hui : il est contre mes principes d'appuyer davantage sur cela; mais il falloit brûler Dutot ou nos livres. Quant à l'axiome, qu'un quart de marine nous suffit, les faits ne l'ont que trop démenti; mais ces funestes préjugés n'en ont pas moins porté le coup à notre marine, dont on feroit fausement honneur aux efforts des Anglois dans leur dernière guerre contre Louis XIV.

Les Anglois voyant notre marine tombée, commencerent à mettre au jour l'axiome de droit du Lion, qui depuis long-tems est l'ame de leurs projets:

*La seconde, par droit, me doit échoir encor ;
Ce droit, vous le savez, est le droit du plus fort.*

Ils commencerent la guerre avec l'Espagne, & la finirent avec nous. Si dans cette guerre ils eussent eu l'avantage d'apprendre aux François à se laisser battre, c'en seroit un très-réel, & d'autant plus que c'étoit chose très-oppoée aux faits & aux usages précédens sur mer; mais ils ne nous ont nulle part accablés que par le nombre, & l'on fait que la résistance seule contre des forces entièrement supérieures, encourage plus une nation que ne feroit la victoire avec ces mêmes forces. Ils ont épuisé

de nos vaisseaux en Angleterre; * ce ne sont pas les vaisseaux qui nous manqueront, quand nous voudrons relever notre marine. Peut-être faudroit-il seulement pour cela se souvenir de l'axiome qui dit : *Res nolunt male administrari*. Les choses résistent quand on veut les conduire contre leur nature. Quoi qu'il en soit, les grandes expéditions des Anglois ont presque toutes manqué dans cette guerre, & je ne vois pas ce qu'ils ont acquis à la paix, en compensation de trente millions sterlings dont les dettes de la nation se sont trouvées augmentées.

L'on m'opposera sans doute que par le moyen de la diminution établie des intérêts de leurs dettes, celle de 80 millions aujourd'hui ne leur est pas si pesante que l'étoit celle de 50 millions autrefois, & que la possibilité de cette opération a démontré d'une part que leur crédit est assuré; & de l'autre, que malgré les dépenses de cette guerre, l'argent n'en est que plus commun chez eux.

Je conviens que la diminution des intérêts dans un Etat est une excellente opération politique, & si je voulois établir que le Gouvernement Anglois est inappliqué & aveugle sur ses intérêts, j'avancerois un paradoxe insoutenable. J'ai seulement prétendu dire, que tout Etat qui emprunte de l'Etranger devient son tributaire d'autant. Je me suis servi de l'exemple des Anglois, comme étant de toutes les nations celle qui a poussé le plus loin cette sorte de ressource, & qui paroît lui devoir le rang qu'elle tient aujourd'hui dans l'Europe, plus proportionné à son ambition qu'à ses forces réelles; & j'examine en détail si cette facilité

* Ceci est écrit avant la guerre présente.

ne leur a pas été plus ruineuse que profitable.

Quant aux objections actuelles, je répondrai à la première, que l'Europe entière est aujourd'hui assez éclairée, pour ne pas laisser profiter une nation seule des avantages reconnus qui proviennent du baiffement des intérêts, & que cette opération faite chez une des nations commerçantes, sera par conséquent toujours le signal d'une à peu près semblable chez les nations voisines; au moyen de quoi, comme les usages actuels prévalent bientôt sur le souvenir des usages passés, aussi-tôt que l'intérêt le plus commun dans l'Europe sera au 4 pour 100, qu'en conséquence le taux des terres, &c. se sera adapté à cette sorte de tarif, chacun ne considérera ses fonds que relativement à leur produit possible. On s'accoutumera à savoir qu'un million ne pourra rapporter que 40000 livres de rente au lieu de 50, sur lesquelles on comptoit autrefois; & partant l'Etat, qui au lieu de quatre millions d'intérêts, n'en devra plus que trois millions deux cens mille livres, n'en sera ni plus ni moins tributaire & d'opinion & même de fait.

D'ailleurs, si l'on veut bien considérer ce que c'est que l'intérêt dans la nature primitive des choses, on verra que ce n'est qu'un *interim* payé à celui qui nous prête, en attendant qu'on soit en état de se libérer. Ce dernier point est toujours l'objet de tout emprunteur qui a de la raison & de la bonne foi. Or, plus l'intérêt d'une somme baisse, plus le capital coûte à rembourser. Les fonds publics d'Angleterre, c'est-à-dire, l'Angleterre en chair & en os, sera donc éternellement hypothéquée aux Etrangers, à moins qu'ils n'espèrent qu'à force de baisser

les intérêts, ils deviendront si peu de chose, qu'on jouera, de guerre lasse, le fonds à pair ou non.

Il est encore à remarquer que cet arrangement économique de la diminution des intérêts ne peut à cet égard avoir lieu chez eux qu'autant que l'argent sera commun dans toute l'Europe ; ce qui est précisément le contraire des vues de toute nation marchande qui voudroit être seule riche & puissante ; car si l'argent devenoit rare en Hollande & chez nous, & par conséquent notre intérêt plus haut, ou qu'il le fût ailleurs, nous retirerions notre argent de l'Angleterre pour nous l'entreprêter, ou pour le prêter aux Etrangers pauvres, & alors gare la banque.

Un intérêt bas sur une nature de dettes, dont le fonds est exigible, prohibe désormais au débiteur tout autre arrangement que celui de travailler à se libérer du capital. Je suppose, par exemple, que les Anglois, aujourd'hui plus entreprenans que jamais, se trouvent obligés d'emprunter pour subvenir aux fraix de la guerre qu'ils nous déclarent : quelque solidité qu'ils puissent donner aux nouvelles souscriptions, ils ne trouveront pas à emprunter sur les taux où ils ont fait descendre l'intérêt chez eux par convention avec les principaux actionnaires, & en un tems où la paix générale donnoit à toutes les nations le désir & les moyens d'amortir les dettes publiques : en supposant donc que les intérêts anciens soient au trois & demi, les nouveaux seront au quatre, & dès-lors les anciens actionnaires courront tous à la banque pour retirer leurs fonds dans l'espérance de les prêter sur le pied nouveau. L'Etat n'aura pour lors

de ressource, pour éviter un événement qui détruiroit son crédit, que de remettre l'intérêt des anciennes dettes sur le pied des nouvelles. Heureux encore, s'il ne voyoit naître le discrédit par cette opération dangereuse faite pour l'éviter. On voit par tout ceci, que la diminution des intérêts en Angleterre ne compense qu'idéalement le désavantage de l'augmentation de la dette.

A l'égard de l'objection, que l'argent est très-commun chez les Anglois, je le crois & le vois, puisqu'ils sont tous pauvres chez eux, & ne se trouvent à leur aise que quand, sortis de leur isle, ils peuvent vivre autrement qu'au poids de l'or; mais il est inutile de répéter ici que l'argent ne nous nourrit, ni ne nous couvre, & qu'en tout genre, dès que le signe devient plus commun que la chose désignée, il perd cette propriété. Or, l'argent n'en a pas d'autre, & perd tout en perdant celle-là. Si le public avoit cet argent, il pourroit se libérer; mais le public n'est nulle part plus pauvre qu'où les particuliers sont les plus riches, & ils ne lui offriront leur argent qu'à des conditions aussi onéreuses que celles qu'exigent les Etrangers.

Quellé que soit l'opinion qu'on peut avoir de la bonne foi d'une nation, les moyens de s'en faire payer sont moins aisés que vis-à-vis d'un particulier, ou d'un corps quelconque dans l'Etat. Les malheurs de la guerre, les événemens imprévus peuvent, sur-tout chez une nation dont l'état de tranquillité n'a jamais duré long-tems, forcer la banqueroute. Si les terres, ou tout autre commerce rendent autant que les fonds publics, de deux choses l'une, ou on les préférera, sur-tout voyant la nation obérée,

& alors plus de crédit, & cette ressource est anéantie, ou d'autre part, on ne pourra faire face aux intérêts qu'en jettant tous les moyens du Gouvernement de ce côté-là, & le total de l'Etat périra par les autres faces : la commodité de tirer son revenu en dividendes engendrera la paresse ennemie de l'agriculture, des manufactures, du commerce, & enfin de tous moyens de prospérité. Entre ces deux alternatives il faut opter.

Ainsi cette énorme banque seroit la ruine de l'Etat, & il est très-vrai que toute circulation idéale est un masque trompeur. Argent & papiers, s'ils signifient trop, ne signifient rien, comme cela est arrivé en France.

Reste enfin la troisième raison des apologistes des emprunts publics, à savoir, que qui a le crédit, attire à soi tous les fonds, & conséquemment toute l'attention & tous les moyens de prospérité.

J'ai démontré par l'exemple de la nation la plus courageuse, la plus éclairée, & la plus infatigable qui ait jamais emprunté, qu'attirer à soi tous les fonds, n'étoit pas se procurer tous les moyens de prospérité. Je pourrois même dire que charger son crédit de tous les fonds, n'est pas pour cela les attirer. En effet, on n'emprunte que pour dépenser, & la dépense prend les fonds d'une main, & de l'autre les rend à l'économie.

Je demande, par exemple, dans quel lieu manquent les 80 millions sterlings que doit l'Angleterre, dans quel canton cette énorme épargne a intercepté la circulation. Hélas ! c'est le seau des Danaïdes, & quand l'Angleterre se devroit à elle-même la dette entière, elle-n'eût

fait par cette opération & les intérêts qui en résultent, que se procurer l'indispensable nécessité de sucer sans cesse chez elle les pauvres en faveur des riches, opération diamétralement opposée aux principes d'une bonne administration, comme nous l'avons dit ailleurs.

Cette induction n'est pas encore de mon sujet actuel; mais en supposant que le crédit attire réellement les fonds, voyons de quelle nature est la sorte d'attention qui les suit, & examinons si cette attention donne la supériorité à la puissance qui emprunte, ou si, au contraire, elle ne la rendroit pas dépendante.

J'ai souvent ouï dire que l'Angleterre, en faisant sans cesse son bilan à la face de l'univers, témoignoit une bonne foi qui assuroit son crédit, & faisoit voir que la nation entière solidaire de ses engagements dont toute l'étendue lui étoit connue, sentoît aussi ses forces & la possibilité d'y satisfaire. Si je voulois décrier un crédit aussi nuisible à ceux qui le possèdent qu'à ceux contre lesquels il est employé, je dirois que des dettes ne m'en paroissent pas plus assurées pour être connues, &, si l'on veut, cautionnées par une populace avengle, qui tant de fois a cru dans trois jours être quitte de sa dette envers son Souverain. Par-tout ailleurs, si le vulgaire n'est pas en état de calculer la dette publique dans un café, comme en Angleterre, il n'en est pas moins vrai que tout ce qui a part au Gouvernement, tout homme privé même qui veut donner quelque application à cette sorte de spéculation, est en état de connoître à peu près les engagements publics de sa nation. Je ne vois à la constitution Angloise qu'une seule différence réelle en ce genre; c'est que le pu-

blic croit y décider de ses propres charges, & de l'emploi des fonds qui en proviennent. Cette opinion leur tient lieu de l'affection au Gouvernement qu'ils n'ont pas. Mais en supposant la chose absolument telle qu'ils la croient; en admettant que jamais l'intérêt particulier ne se sert chez eux de la fougue publique pour arriver à ses fins; que dans le détail on a trouvé dans ce pays-là le secret unique de s'assurer d'une exacte fidélité dans l'administration des deniers, j'avoue que j'aurai grande confiance en l'assemblée générale d'une nation pour conseiller le Gouvernement sur le régime intérieur; mais que pour les affaires du dehors, il n'est Gouvernement si foible & si inappliqué qui ne les entende mieux que le peuple. Or, il n'est rien qui soit tant affaires du dehors que la guerre ou la paix, & sur-tout la guerre maritime.

Ceci nous meneroit trop loin, & me jetteroit dans une discussion où je n'aurois peut-être pas l'avantage. Je tranche sur cette partie, & reviens à mon fait, en disant que tout homme, toute compagnie, tout corps, tout peuple, est caution dangereuse de grandes dettes, en proportion de ce qu'il est facile à les contracter. Or, pour connoître la nature de l'attention que s'attire le peuple emprunteur, jugeons du grand par le petit.

On a l'œil sur son débiteur, on est aux aguets sur ses démarches; mais est-ce pour augmenter l'opinion de son crédit? au contraire, au moment où l'engagement est contracté, l'on voudroit presque que sa fortune fût immobile: on craint qu'il ne se tourne vers l'économie qui nous menaceroit d'un prompt remboursement; mais on redoute infiniment davantage qu'il ne se

charge de nouveaux engagemens, & ne coure vers sa ruine. Si quelque accident étranger lui cause du dérangement, aussi-tôt la peur gagne les créanciers, tous accourent à la fois pour assurer leur hypothèque, ou quand ce sont des engagemens de commerce, tous les billets sont présentés au même instant, & bientôt la crainte idéale devient une calamité réelle pour le débiteur.

Telle est la sorte d'attention que s'attire une Puissance débitrice; mais je dis plus: si un Banquier forcé à de grandes avances, ou un Négociant engagé dans de vastes entreprises, répand un grand nombre de ses billets sur la place, il ne tient qu'à l'association de quelques vieux ou Agens de change, de le prendre au dépourvu dans le moment le plus embarrassant, & d'arrêter ses opérations. Ils semeront un bruit fâcheux, discréditeront ses billets, ou les mettant par des reviremens de parties dans les mains de leurs associés, ils les feront présenter tous à la fois, & arrêteront ainsi l'opération la plus sûre & la mieux combinée. A l'application: cinq ou six têtes principales dans l'Europe pourroient, le cas y échéant, s'entendre, & jeter l'alarme dans les fonds publics d'Angleterre, & décider ainsi de la guerre & de la paix chez cette impérieuse Nation.

Il s'ensuit de tout ce que j'ai dit ci-dessus, que les dettes nationales sont, non-seulement une ruine, mais encore une chaîne, quand elles sont contractées avec l'étranger. J'ai dit ci-dessus ce qu'elles opéreroient dans l'Etat, quand même elles ne seroient que des engagemens vis-à-vis les citoyens. Ce n'est toutefois que dans ce sens-là sans doute que Melon prétend que les

dettes d'un Etat sont des dettes de la main droite à la main gauche, dont le corps ne se trouve point affoibli, s'il a la quantité d'alimens nécessaires, & s'il sait les distribuer. Mais si j'écorche ma main gauche pour revêtir d'une double peau ma main droite, je m'incommoderai certainement des deux parts, & c'est précisément ce que je fais en augmentant dans l'Etat l'ordre des rentiers. Ceci mérite un examen.

Les rentiers, en les considérant en cette qualité isolée, ne sont autre chose que gens qui vivent d'un tribut imposé sur la portion d'autrui, sans autre soin que celui de recevoir & donner quittance : soit en regardant l'état primitif de l'homme condamné au travail, ou d'autre part les avantages qui reviennent à la société de l'industrie & de l'activité des particuliers, tout homme qui vit sans rien faire, est une chenille dans l'Etat, & c'est là proprement la définition du rentier.

L'on me dira que je pose un homme idéal ; que la totalité des rentes établies dans l'Etat, est distribuée sur toutes les classes & ordres de sujets, qui tous indépendamment de leurs rentes, s'adonnent à quelque profession, soit pour augmenter leur fortune, soit pour acquérir de la considération ; qu'il est impossible que le Militaire, que le Magistrat s'adonne à l'agriculture ou au commerce, & qu'il faut bien qu'ils aient d'ailleurs des moyens de subsistance assurés & faciles à percevoir sans se détourner de leurs emplois ; que ceux même à qui leur état permet de s'adonner à l'agriculture & au commerce, sont bien-aisés d'avoir quelques revenus à l'abri des revers de ces deux professions, & qui les aident à en supporter les échecs ; que ceux qui exercent

les arts libéraux & jusques aux moindres arts mécaniques, y ont part, & deviennent par-là moins avides & moins intéressés dans leur travail; que cela multiplie enfin les biens dans la société, & subdivise les grosses fortunes; objet que j'ai présenté ci-devant comme nécessaire.

Telles sont à peu près toutes les raisons à m'objecter en faveur des rentes & des rentiers; elles méritent d'être examinées les unes après les autres.

1°. Je poserois un homme idéal, si je disois que dans l'Etat les rentiers sont d'un côté, & les possesseurs de fonds de l'autre, comme les justes & les méchans seront au jour du Jugement. Il est pourtant vrai que sans aller si loin, cela se pourroit voir, puisqu'en Angleterre ces deux ordres sont distincts & séparés; de sorte que leurs divers intérêts toujours contrepoin-tés, causent dans les Parlemens bien des débats dont leurs papiers publics nous instruisent, & qui sont, comme de droit, presque toujours décidés contre les intérêts des possesseurs des fonds de terre, usage dont je leur souhaiterois la continuation, si je les haïssois. Mais ce n'est point une chimère de dire qu'il y a parmi nous des gens qui jouissent d'une grosse fortune toute en revenus, soit sur le Roi, ce que j'appelle le Public, soit sur les Corps, les Communautés ou les Particuliers. Le monde en est plein, & de ceux qui ne font autre chose que recevoir & jouir; je ne prétens pas plus attaquer ceux-là que d'autres. Je sais qu'ils sont sous la sauvegarde de la bonne foi publique & particulière: or, la bonne foi, cheville ouvrière de la société, me trouvera toujours fidèle à ses engagements, même les plus onéreux & les plus forcés, soit

dans mes Ecrits ou dans mes actions. Je dis seulement que la sorte de biens qu'on appelle rente, est celle des trois que j'ai établies ci-dessus, qui est la moins favorable, en ce que d'une part elle ne sauroit être accrue qu'aux dépens des deux autres, au lieu que les autres le sont par le travail & l'industrie; d'autre part, en ce qu'elle aide la paresse & l'inaction, ennemies réelles de la prospérité d'un Etat.

2°. Il est impossible, dit-on, que le Militaire, que le Magistrat, &c. s'adonnent à l'agriculture & au commerce; en conséquence il faut bien qu'ils aient d'ailleurs des moyens de subsistance assurés & faciles à percevoir sans se détourner de leurs emplois.

Il y a bien des réponses à cela. Premièrement, je ne confonds point dans les rentes les appointemens, gages & autres émolumens attachés aux charges & emplois. L'axiome, qu'il est juste que le Prêtre vive de l'Autel, me paroît de droit pour tout citoyen dévoué à des fonctions publiques. Secondement, dans un Etat bien policé, & où le mérite aura la prééminence sur les richesses, les gens en place ne seront plus si avides de biens, & la vie modeste inséparable de la vraie décence dans la Magistrature, sera une nouvelle source de richesse. Troisièmement, les Magistrats les plus occupés des fonctions publiques, ont cependant des fonds de terre dont ils tirent le revenu, comme les autres propriétaires, par le moyen des fermiers. Or, comme les rentes, sur quoi qu'elles puissent être assises, ne sont prises que sur les fonds ou sur les consommations, comme les consommations ne sont jamais chargées qu'aux dépens des fonds de terre, qui par des rapports nécessaires supportent dans le fait tou-

tes les charges, il arrivera qu'en diminuant les rentes, on augmentera les terres, & que chacun profitant de cette diminution en proportion de ce qu'il possède de terres, retrouvera par ce moyen ce qu'il perdra par la diminution des rentes.

3°. Ceux qui s'adonnent à l'agriculture & au commerce, ont besoin aussi de quelques revenus fixes, & à l'abri des revers.

Je pourrois répondre à cela qu'en affirmant que la multiplicité des rentes est un mal dans l'Etat, je ne prétens pas inférer delà qu'il fallût les éteindre toutes, quand la chose seroit possible. J'aurois même quelque scrupule à appuyer cette opération ; non que je puisse appercevoir en quoi ce seroit un mal, mais parce que d'une part il s'en faut bien que je ne croie voir tout ce qui seroit visible pour d'autres, & que de l'autre, je tiens en général qu'en toutes choses les extrêmes sont vicieux, & que ce n'est que dans un juste milieu que se trouve le vrai point. Mais pour répondre plus en règle à l'objection ci-dessus, il me semble qu'il est une sorte de fonds naturels tout aussi à l'abri des revers, que le peuvent être des impositions sur les biens d'autrui.

Ces fonds sont la modestie & l'économie. Si l'agriculteur, si le commerçant ont la prudence de prévoir les inconvéniens naturels, inévitables dans l'ordre des choses, & que loin de dépenser les fruits ou les produits en entier d'une bonne année, ils aient toujours en réserve de quoi faire de nouveaux fonds en cas de malheur (or, cette prudence, ils l'auront, dès que l'économie sera en honneur dans l'Etat) ce régime fera le même effet que pourroit faire la portion

tion de rentes qu'on leur attribuoit comme nécessaire, & avec d'autant plus d'avantage, que d'une part ces nouveaux fonds seront sur leur propre bien & non sur celui d'autrui, & que de l'autre ce que chacun met en réserve dans ses greniers ou dans ses magasins est une augmentation de richesses pour l'Etat. Or, il seroit inutile de répéter ici ce que j'ai déjà longuement établi dans le cours de cet Ouvrage, à savoir, que tout ce qui nécessite l'économie & la modération dans les mœurs des particuliers, est un bien pour l'industrie & la population, & par conséquent pour l'Etat.

: 4°. Quant à ceux qui exercent les arts libéraux & mécaniques, je dirai des premiers ce que dit l'Italien : *Un poco di necessita* est la nourrisse des grands talens. Les arts & métiers mécaniques sont faits pour fournir à l'artisan une honnête subsistance, l'entretien, l'éducation & l'établissement de sa famille, & par-tout où l'on verra des artisans faire des fortunes rapides & exorbitantes, on peut dire que le luxe regne, & que la recherche & la fantaisie l'emportent sur la décence & la nécessité; mais si le bonheur de quelques-uns leur fait amasser de grands fonds; s'ils sont représentés par un amas considérable de matériaux propres à leur profession, ce sont là des fonds réels, qui ne dépendent point de la bonne ou mauvaise foi d'autrui, & qui sont autant de richesses pour l'Etat. Et quant à ce qu'on dit, qu'un artisan enrichi devient moins avide & moins intéressé dans son travail, c'est encore une de ces spéculations démenties par l'expérience quotidienne & universelle, & qui ne valent pas la peine d'être réfutées.

5°. Pour ce qui est enfin de l'allégation, que les rentes multiplient les biens dans la société, & subdivisent les grosses fortunes, j'ai démontré, quant au premier point, qu'il ne pouvoit avoir lieu que dans le seul cas où les rentes sont établies sur les étrangers; & quant au second, si l'on veut se donner la peine d'examiner la chose au fond, on verra que cet établissement est tout propre à faire l'effet contraire.

L'avare, ou, si l'on veut, l'économe, qui par une contention suivie & uniquement avantageuse pour lui, est parvenu à épargner sur ses revenus de quoi se faire un fonds sur le patrimoine d'autrui, n'abandonnera pas cette utile méthode au moment où il commence à en goûter les fruits; la première échéance des intérêts devient pour lui un encouragement : & comme cette sorte de revenus n'est sujette à aucun des inconvéniens qui interceptent quelquefois la perception des autres, bientôt les intérêts grossissent le capital, sa fortune devient la boule de neige qui grossit à vue d'œil de ce dont elle dépouille tout ce qui se rencontre en son chemin.

Mais, me dira-t-on, cet homme tel que vous me le dépeignez, eût également été un Vampire pour toute autre sorte de fonds, & avec le même détriment pour le reste de la société.... Point du tout : un avare amasse-t-il des effets mobiliers, des denrées, des marchandises, &c. ses magasins sont un fonds pour l'Etat. Tant qu'ils sont en substance, ils ne portent point d'intérêt; ce qui fait une grande différence pour l'accroissement de la fortune de cet homme; & bientôt sa propre avarice lui est à charge, si elle accumule ses fruits à un certain point. Sa

passion se tourne-t-elle au désir d'établir & d'accroître sa fortune en fonds de terre ? il trouve de toutes parts les passions d'autrui sur son chemin : au lieu que quand il ne s'agit que de prêter son argent, elles le favorisent toutes. Chacun estime sa terre, son patrimoine & son champ au-dessus de l'évaluation publique. L'avare tenté de s'arrondir, trouve long-tems cette estimation trop forte & trop opiniâtre. La nécessité fait-elle tomber quelqu'un dans ses rêts ? il s'aperçoit aussi-tôt qu'en devenant plus grand terrien, on multiplie ses embarras dans une toute autre proportion que ses richesses. Bientôt il se dégoûte d'une administration étendue, toujours mal servie quand le maître est chiche pour ses agens. Il reconnoît ensuite qu'en plaçant ses épargnes en améliorations sur son propre fonds, elles sont plus utilement employées qu'en envahissant le fonds d'autrui ; il travaille chez lui, il double son revenu, & son économie devient profitable pour l'Etat, de ruineuse qu'elle étoit.

Il est donc de raisonnement autant que de fait, comme l'expérience le démontre, que les rentes sont propres à grossir les grandes fortunes aux dépens des petites, & c'est un notable inconvénient de plus.

L'utilité prétendue des rentes ainsi combattue dans toutes les allégations possibles en sa faveur, il seroit superflu de s'étendre aussi au long sur leurs inconvéniens. Dire que *le rentier est de sa nature un oisif qui jouit*, c'est dire que la plupart des maux de la société lui sont dûs. En effet, le luxe, la débauche & leur suite ne trouvent guères que dans cet ordre leurs ministres & leurs fauteurs. *Baissez le taux des rentes, éteignez-en autant que les circonstances*

pourront le permettre, vous verrez doubler l'industrie, & renaitre l'économie nourrie des Etats & mere de la population.

De ces deux principes, le premier n'est pas même à notre choix, & quand nous voudrons y faire la moindre réflexion, nous nous trouverons nécessités à cette opération par la manœuvre de nos voisins. En effet, tant que le commerce sera en concurrence (& je crois qu'il est de l'intérêt général qu'il soit toujours ainsi) il est impossible que la concurrence se soutienne, si la partie commerçante, c'est-à-dire, emprunteuse d'une des nations, est obligée de payer de plus gros intérêts de ses fonds que les autres.

A forces égales, si deux coureurs partent, l'un de quatre lieues de distance, & l'autre de cinq, pour atteindre au même but, certainement celui qui a l'avance d'une lieue sur son concurrent, arrivera toujours le premier. Il en est de même de deux places marchandes, dont l'une trouve l'argent nécessaire pour ses avances au 4 pour 100, tandis que l'autre ne le peut avoir qu'au 5.

Si un Mercier achète l'argent au 3, il fait un profit honnête en revendant au 5; il a 2 pour cent de bénéfice clair: donc la marchandise ne sera vendue que 5 au-dessus de ce que la main d'œuvre a coûté: si le Mercier achète l'argent au 5, il sera obligé, pour faire le même profit, de revendre au 7; la marchandise sera plus chère, & conséquemment moins propre à la concurrence. Mais cette augmentation première ne sera pas la seule que la marchandise supportera: il faut encore y proportionner les risques devenus plus forts, les dépenses relatives plus fortes, parce qu'il est très-vrai que chaque mar-

chandise porte en détail sa part de la plus grande cherté de son signe, & que chaque main par où elle passe, lui fait effuyer ses rapports avec la plus grande valeur de l'argent. Le tout ensemble calculé, l'on seroit étonné de trouver les deux tiers peut-être de différence du prix au lieu de la proportion première, parce que cette proportion, comme je viens de le dire, se multiplie par toutes les mains qui la supportent. Il s'ensuit de cette induction réelle, & qui ne peut être contredite, que sitôt que les Anglois & les Hollandois mettront chez eux l'intérêt de l'argent au 4, nous serons fous, ou ce qui est synonyme, de faux sages, si nous n'en faisons autant.

J'ai ouï dire que les dits ~~z~~ contredits étoient nécessaires en fait de procès; mais ils ne valent rien en fait d'affaires d'Etat. Un Etat ne sortira jamais de son engourdissement & de la léthargie des usages & de l'indécision, s'il n'est gouverné par des têtes tranchantes qui voient le but, & qui y marchent à travers les broussailles, sans les prendre pour de la futaie. Je dis plus, dans le fait dont ils s'agit, nous avons quinze & bisque sur nos voisins, & voici pourquoi.

1°. Plus une nation a de produit, plus elle peut agir sans tâtonner avec le commerce, attendu que le produit est le canevas du commerce, & que quand même ce dernier se seroit éloigné, qu'on lui fasse luire les matériaux de l'échange, il reviendra sur le champ.

Si, au contraire, les Hollandois perdent une branche de commerce, il leur faut des peines incroyables & du bonheur encore pour la rattraper, attendu que comme ils ne font que les voituriers de l'univers, ils sont dépendans du produit d'autrui, à qui tout exportateur est bon.

Les Hollandois donc doivent cultiver & ménager leur commerce, qui leur tient lieu de fonds & de forme, au lieu qu'il n'est pour nous que la forme, tandis que l'agriculture est le fonds. Les Anglois qui ont un produit considérable en comparaison des Hollandois, nous cèdent infiniment néanmoins en fait de cette richesse première. Le tronc de leur arbre est plus foible, & les branches plus fortes; en conséquence ils doivent plus craindre l'orage. Ainsi donc, quand ces nations baissent chez elles l'intérêt au risque de la sorte de strangurie momentanée qui peut en arriver au commerce, nous ne devons nullement hésiter d'en faire autant chez nous, & l'événement justifiera notre hardiesse.

2°. Mais, dira-t-on, ces sortes de baiffemens ne se font point en Hollande & en Angleterre par des Ordonnances; c'est l'abondance de la denrée appelée *argent*, qui d'elle-même en porte le loyer à son taux, comme il en arrive de toutes les denrées au marché; au moyen de cela, le Gouvernement ne risque rien en aidant à des opérations qui se déterminent d'elles-mêmes par la pente des choses. Telle est la maxime que veut adopter notre Gouvernement: puisque l'élément du commerce est la liberté, il ne sauroit mieux faire que d'imiter en cette partie la méthode des nations qui se prétendent libres. Le taux de la place déterminera d'abord celui des emprunts tolérés, & qui ne sont point sous la protection du Gouvernement: quand celui-ci sera bien décidé, la loi du Prince suivra l'impulsion au lieu de la donner, & de la sorte on sera certain de la stabilité de l'opération, qualité toujours à rechercher, sur-tout en fait de finance.

J'approuve cette modération : ainsi donc nous voilà d'accord, & vous convenez avec moi que sitôt qu'une sorte de convention publique aura baissé le prix de l'argent, la loi du Prince se conformera à ce tarif de convenance ; jusques-là tout est bien : j'ajoute seulement qu'il est nécessaire de placer à cet égard l'optique un peu plus loin que vous ne faites, pour ne pas se tromper à son effet. La place de Paris est un miroir très-fautif. Pourquoi cela ? C'est que presque tout ce qui emprunte sur cette place, cherche des fonds pour des objets absolument étrangers au commerce, pour des avances de finances, pour des entreprises pour le Roi, &c. D'une part, ce sont toutes affaires exclusives, & qui par conséquent ne sont aucunement réglées pour le commerce ; de l'autre, ce sont opérations de finances, où il y a 50, 100 & souvent 150 pour 100 à gagner ; & quand il s'agit d'emprunter pour de tels objets, on n'y regarde pas de si près. D'ailleurs, c'est le pays des fous, des débiteurs insolvables, & par conséquent des entrepreneurs téméraires. Paris, en un mot, est nécessairement une place très-fautive.

Nos places de commerce en Province sont trop foibles & trop dépendantes des versements du trésor Royal pour pouvoir servir de règle. Un mouvement dans la finance, un ordre imprévu de la part des Receveurs & Fermiers-Généraux pour faire rentrer les deniers des caisses des Provinces, jettent tout-à-coup le désordre, & font disparaître l'argent de dessus les places de Nantes & de Bourdeaux. La suppression des galères qui portoient tous les ans 1500000 livres à Marseille, a jeté cette place dans une misère dont elle ne se relèvera peut-être ja-

mais. Ce n'est donc point encore là qu'on peut connoître le vrai tarif de l'argent.

Où donc ? C'est à Amsterdam & à Londres. Mais c'est chez les Etrangers.... Les parties de l'Europe commerçante ne sont point étrangères les unes aux autres, relativement à la circulation. L'or vient du Pérou, & n'y retourne pas ; il ne se perd que par deux conduits, les Indes orientales, & les bijoux & meubles. Le premier de ces débouchés ne fera nuisible, que quand les mines du nouveau monde viendront à tarir : *O utinam !* Le second n'absorbe rien en comparaison de ce dont la somme monétaire grossit tous les ans. A cela près, l'argent est en Europe ; les barrières foibles & idéales en ce genre, qu'on appelle frontières, ne font rien pour lui ; elles ne doivent pas arrêter non plus l'homme d'Etat qui veut diriger l'or vers l'utilité de son pays. Ainsi donc le Gouvernement en France, aussi-tôt qu'il voit le taux de l'argent constamment baissé chez un de nos voisins, doit y marquer le taux du Prince par une bonne Ordonnance.

C'est un moyen de plus que nous avons chez nous. Nos voisins infatués de leur liberté, seroient effrayés de l'intervention de l'autorité dans leur partie sensible. Tolérans d'ailleurs pour toutes les religions, il est arrivé chez eux de la fermentation des sectes ce qui arrive partout de celle des passions, qui en fait naître de monstrueuses & hors de la nature, mais qui d'ailleurs émouffe les passions premières. Ainsi donc la religion & le scrupule y sont relégués, pour ainsi dire, dans le sein de quelques familles tranquilles ; mais ne dominent nullement sur la partie active de la nation. Il en est tout autre-

ment parmi nous : on compte encore avec sa conscience en général dans tout ce qui n'est pas impulsion du moment, & je connois assez le monde prêteur pour pouvoir assurer qu'aussitôt que le Roi auroit fixé l'intérêt de l'argent au 4 pour 100, & défendu aux Notaires d'autoriser des emprunts à un taux plus considérable, mille gens qui pensent ne pouvoir excéder l'intérêt permis sans faire l'usure, mille autres qui font entrer dans leur probité de n'éluider en rien la Loi du Prince, se conformeroient d'eux-mêmes au nouveau tarif. D'autre part, on ne pourroit plus accepter de prêts sur contract à un taux plus fort, sans se déclarer prodigue en quelque sorte : bientôt tout le monde s'y feroit, & il n'y auroit pas moins de facilité pour les emprunts que par le passé. En effet, l'argent y feroit ni plus ni moins, & il vaut mieux en tirer quatre ou trois & même deux pour cent que rien du tout.

Eh ! quand on se dégouteroit de prêter son argent à un si bas intérêt, où seroit le mal ? (il faudroit bien en faire quelque chose.) Les fonds de terre hausseroient de prix dans l'estime publique, ainsi que dans l'évaluation ; chacun en voudroit avoir ; les possessions s'en subdiviseroient, & conséquemment feroient mieux entretenues. Cette amélioration qu'on ne fait pas aujourd'hui sur son fonds, parce qu'elle couteroit cent pistoles, & que cela ne bonifieroit le bien que de 20 livres de rente, se feroit avidement alors, attendu qu'on y trouveroit à placer son argent au prix courant, & avec bien plus de sûreté sur son propre fonds.

Il s'ensuit de cette induction, que le baiffement des intérêts seroit une des meilleures &

des plus sûres opérations pour animer l'agriculture. C'est que tout ce qui est bien part du même principe, & tend au même but.

D'autre part, tout objet de commerce seroit tentant. Un homme seroit fou aujourd'hui de risquer des entreprises périlleuses pour ne pas gagner le 5 pour 100, que son argent peut lui rapporter sans risque en le plaçant sur le Roi, sur les Corps, ou sur les Particuliers. Vainement dira-t'on qu'il est obligé d'engager son argent sans retour, & sans pouvoir s'en procurer la rentrée; ce qui ne convient pas à tout le monde : mauvaise objection. Sitôt que son contract est bon, il trouvera toujours à s'en défaire. Quand le Clergé emprunte, quelque fort que soit l'emprunt, à peine les deux tiers des prêteurs qui se présentent, peuvent-ils trouver place. Si l'un de ceux dont l'argent est reçu, veut le lendemain marier sa fille ou acheter une Charge à son fils, il peut choisir un acquéreur de son contract entre ceux qui n'ont pu trouver place, & son argent lui rentrera sur le champ.

Je dis donc que tant que ces contracts-là rapporteront cinq pour cent, il n'y aura de commerce sage que celui qui rapporte cinq & demi, sinon ce n'est pas la peine de travailler & de risquer. Quand les contracts seront au quatre, quatre & demi suffiront au commerce, & ainsi du reste. Ainsi donc le baïssement des intérêts est une des meilleures ou plus sûres opérations pour animer & multiplier le commerce.

Ce que je dis ici du commerce peut s'entendre aussi de toutes sortes d'entreprises : on les verroit se multiplier à l'infini dans l'Etat, sans savoir d'où provient ce redoublement d'indus-

trie, & l'on en viendrait au point qu'on attribue aux habitans de la Chine, où, dit-on, il y a des entrepreneurs qui fournissent la nourriture aux laboureurs dans les champs.

Les fermes des terres hausseroient à proportion de ce que les fermiers se contenteroient d'un moindre profit qui suffiroit désormais à toute espèce d'entreprise dans l'Etat. Cet avantage très-réel pour les particuliers deviendrait immense pour l'Etat par le haussement des fermes du Roi, & par la diminution de toutes ses dépenses mises au rabais par la multitude des concurrens.

Enfin, les manufactures s'éleveroient de toutes parts au moyen de toutes les facilités que nous avons établies ci-dessus. Ainsi donc le baissément des intérêts est une des meilleures & des plus sûres opérations pour exciter & vivifier l'industrie.

Il résulte de ce que dessus, 1°. que la diminution des intérêts au *pro rata* du taux établi chez ses voisins, est une opération forcée partout ailleurs que dans l'isle des aveugles.

2°. Que nous avons à côté de nous deux places dont le tarif nous avertira toujours, sans autre spéculation, du moment où cette opération est nécessaire, & du cran précis où il faut la marquer.

3°. Que par des raisons morales & physiques, elle est moins périlleuse & plus facile chez nous que par-tout ailleurs.

4°. Que nécessairement elle animera l'agriculture, multipliera le commerce, & vivifiera l'industrie.

C'est beaucoup, & je crois l'avoir démontré, que de baisser le taux des rentes; mais comme

je l'ai dit , en parlant des Anglois, ce n'est libérer en rien l'Etat & les Particuliers si l'on ne trouve le moyen de les éteindre petit à petit. Or, je crois inutile de répéter désormais qu'il n'entre dans mon système aucune sorte de relâchement sur les principes de la bonne foi.

Plus on est grand , moins l'exacte probité doit coûter , puisque tandis que le pauvre & le foible n'ont presque d'intérêts que relatifs au nécessaire , le riche & le puissant ne traitent que du plus au moins de superflu ; d'où il suit que la mauvaise foi des puissans est plus odieuse & plus impardonnable que celle du pauvre. Plus on est au-dessus des loix coercitives , plus on risque en proportion de sa puissance , à s'en affranchir. Ce que les loix ne peuvent faire , le discredit (excommunication civile , & loi des loix dans l'humanité) le fait ; & malheur aux Grands une fois atteints de cette lèpre incurable , malheur à leur réputation , à leur fortune , à leurs entreprises : tout leur brise dans la main pour en avoir cru des guides aveugles , & faute de quelque application qui leur eût aisément fait découvrir dans l'exacte observation de leurs paroles la véritable voie de secouer tous engagemens onéreux , & d'être en état de n'en contracter que d'utiles. En conséquence , je tiens que ce sont des esprits gauches , & des cœurs foibles ou pervers , qui les premiers ont établi dans les maximes d'Etat un relâchement qui deshonoreroit des particuliers. Il seroit aisé de démontrer par les faits que les plus véritablement grands Rois & grands Ministres , ont été les plus honnêtes gens dans leur ordre , & que , si quelquefois ceux-là même ont manqué en certaines occasions à leurs principes , ce ne sont

pas ces faits-là qui leur ont le mieux réussi. Dès que l'intérêt seul entre dans nos calculs, le champ est ouvert au pour & au contre. On se méprend aux principes, on est trompé par les conséquences; dès lors le tableau des maximes varie selon les circonstances. Eh! qu'est-ce qu'une grande manutention qui n'a ni objets certains ni principes? Voulez-vous savoir où gît l'intérêt toujours fixe, toujours immanquable? C'est dans l'uniformité, la vérité, la bonne foi. Tout ce qu'il y a d'avantageux ici-bas se rapporte là. La vérité est le moyeu de la roue de l'intérêt & de la fortune. Si tant de gens se plaignent qu'elle est sans cesse mobile, & écrase ceux qu'elle a élevés, c'est que le moyeu manquant, la roue n'a plus d'appui, & bientôt vole en éclats. La vérité seule, je le sens, m'élève dans le cours de ces spéculations au-dessus de l'étroite sphère de mon foible génie, & je ne doute pas qu'un Ministre qui en auroit assez pour agir comme je raisonne, ne sentît en pratique l'effet que je sens en théorie. Vérité, probité, bonne foi, sont les vrais appuis de tout Gouvernement. Ces vertus n'excluent ni la force, ni la prudence; au contraire, elles les dirigent, elles les décident. En conséquence, quand je dis qu'il faut éteindre les charges & les dettes de l'Etat & des Particuliers, je n'entens pas qu'on y emploie aucun de ces moyens ruineux & forcés qui n'auroient jamais dû venir en la pensée des hommes d'Etat, si des circonstances accablantes & des exemples tirés des tems de barbarie ne les y avoient comme entraînés; mais l'opération est possible par des moyens seuls de régime & d'économie.

Quand je dis charges & dettes de l'Etat, ces

deux mots feroient synonymes, si réellement l'article *des charges* considérées comme emploi, n'en étoit une très-réellement pour nous dans le sens qui signifie *fardeau*.

En lisant un état de la France aujourd'hui, on est étonné de voir qu'un individu sans charge est plus rare dans ce Royaume, que ne l'est un homme ayant charge. Or, comme il est, je crois, reçu sans contestation qu'on avilit les dignités en les multipliant, & qu'où les dignités & les emplois sont avilis, le Gouvernement s'affoiblit & perd de sa considération, il s'ensuit de ces deux axiomes, qu'indépendamment de ce que les appointemens & privilèges de tant de charges appauvrissent l'Etat, elles l'affoiblissent encore.

Sulli l'a dit dans ses Economies Royales; ce digne Ministre, un des plus grands peut-être qui aient jamais paru, en ce qu'il joignoit en un degré bien rare de prudence & d'élévation, l'esprit de détail le plus inventif & le plus exact au génie du grand des affaires. Ce grand Ministre, dis-je, qui régénérera les affaires, uniquement parce qu'il fut toujours en assujettir le régime à son plan & à sa façon de faire, au lieu que les autres s'asservissent communément, en entrant dans le poste, au courant des usages, c'est-à-dire, à celui des abus, avoit coutume de mettre en abrégé le tableau des choses sous les yeux de son maître, de façon que d'un trait le Prince pût tout voir. C'est encore là la vraie pierre de touche du serviteur excellent, & supérieur par l'esprit & par le cœur.

D'ordinaire les hommes les plus capables en grand, & dont le jugement est le plus droit, sont aussi, par disposition de tempérament, les plus aisés à rebuter d'un travail épineux & de détail;

& au moyen de cette disposition qui n'échappe pas à un Courtisan ambitieux, les plus dignes Princes sont ceux qui parviennent le plus aisément à se méfier d'eux-mêmes, & à se regarder intérieurement comme dépendans du prétendu travailleur qui leur apprête la besogne, parce que cet homme leur présente la branche par les pointes, au lieu de la leur donner par la tige. Ils leur hérissent l'art de gouverner de tous les détails faits pour les commis, tandis qu'il n'est rien de si simple de soi-même dans une machine montée, & que tout ce qui doit coûter le plus au Prince, n'est que de rapporter à cinq ou six principes généraux qui constituent entre eux le bon Gouvernement, non-seulement les ordres émanés du trône, mais encore les plus ordinaires actions de sa vie, qui toutes peuvent influencer beaucoup sur le bien ou le mal de l'Etat. Le vrai Ministre donc est celui qui rapportant tout à la gloire de son maître, lui fait voir ce qui est vrai; c'est-à-dire, qu'un Prince n'est point un scribe; qu'il en paie pour être les esclaves des détails, comme il le doit être lui de l'extérieur de son Etat, & des regards de l'univers sans cesse tournés sur lui; & qu'en un mot, toutes les affaires de l'Etat lui peuvent être présentées sur une feuille de papier.

Henri IV. fut assurément un Roi des plus éclairés & des plus actifs qu'il y eût jamais, & cependant c'est ainsi que Sulli lui traçoit en quelques lignes les principaux objets du Gouvernement. Les vrais Mémoires de ce grand homme sous le titre d'*Economies Royales*, Livre qu'on ne lit plus tant à cause du peu d'ordre des précieux matériaux qui y sont renfermés, que parce qu'on l'a depuis peu retourné en beau François,

mais qui n'est pas moins digne de la continuelle étude d'un homme d'Etat ; ces Mémoires, dis-je, sont pleins de précis de cette espèce que ce grand Roi prisoit, parce qu'il étoit capable d'en faire de pareils, J'en transcris un ici tout au long, qui dans trente-six maximes renferme plus de choses que n'en dira tout mon Ouvrage.

ÉTAT & MÉMOIRE dressé par commandement du Roi, & à lui baillé à votre retour du voyage de Poitou en l'année 1604. des choses lesquelles peuvent prévenir de grands désordres & abus, & par conséquent aussi apporter diverses sortes d'affoiblissemens aux Royaumes, Etats & Principautés souveraines.

I. Augmentation de tailles, tributs & daces, *affoiblissement d'Etat.*

II. Toutes impositions personnelles avec surcharge, *affoiblissement d'Etat.*

III. Diminution de trafic, commerce & marchandise, *affoiblissement d'Etat.*

IV. Diminutions d'ouvrages & manufactures & labourages, *affoiblissement d'Etat.*

V. Enchérissement de vivres & tous mauvais ménages, *affoiblissement d'Etat.*

VI. Augmentations de chicaneries & de formalités de la Justice, *affoiblissement d'Etat.*

VII. Excèsives usurpations d'autorité aux Officiers, *affoiblissement d'Etat.*

VIII. Refus d'audience aux complaignans & à tous opprimés qui demandent justice, *affoiblissement d'Etat.*

IX. Festins, banquets, momeries, jeux & brelans, *affoiblissement d'Etat.*

X. Indifférence entre les personnes de diverse qua-

qualité & de condition, morgues & simagrées,
affoiblissement d'Etat.

XI. Usurpations de qualités, titres & noblesses,
affoiblissement d'Etat.

XII. Enchérissement des denrées & marchandises,
affoiblissement d'Etat.

XIII. Surhaussement & disproportion des monnoies,
affoiblissement d'Etat.

XIV. Vanités, curiosités, luxe, débauches & délices,
affoiblissement d'Etat.

XV. Indifférences en habits, ameublemens & trains,
affoiblissement d'Etat.

XVI. Excès & magnificence de bâtimens, dorures & diaprures d'iceux,
affoiblissement d'Etat.

XVII. Fastes, ostentations, vanités, mines & simagrées dévotieuses,
affoiblissement d'Etat.

XVIII. Indifférences aux cérémonies & honneurs rendus à cause des parentages & visites,
affoiblissement d'Etat.

XIX. Délices, jeux, berlans, affiquets, cabinets & débauches de femmes, filles & garçons,
affoiblissement d'Etat.

XX. Tolérance de vices, luxe, pompes & bombances,
affoiblissement d'Etat.

XXI. Tolérance aux grands Officiers de faire en leurs charges tout ce que bon leur semble,
affoiblissement d'Etat.

XXII. Excès de salaires aux Ministres de Justice, finances, police, Avocats & Procureurs,
affoiblissement d'Etat.

XXIII. Grandes guerres sans besoin ni nécessité,
affoiblissement d'Etat.

XXIV. Absolue disposition des Souverains par un Particulier ou plusieurs,
affoiblissement d'Etat.

XXV. Mépris des gens de qualité, capacité, mérite & service, *affoiblissement d'Etat.*

XXVI. Les excessives affections des Rois & Princes en de certaines sortes d'exercices, plaisirs & passe-tems, & quelques particuliers, *affoiblissement d'Etat.*

XXVII. Les vicieuses inclinations des Ministres d'Etat mignons & favoris des Souverains, *affoiblissement d'Etat.*

XXVIII. Toutes tolérances d'omissions & mépris des bonnes loix, coutumes & usages utiles, *affoiblissement d'Etat.*

XXIX. Toutes trop exactes recherches de vieilles erreurs, fautes & mauvais usages qui ne se voient plus avec préjudice, *affoiblissement d'Etat.*

XXX. Toutes augmentations de loix, édits & ordonnances non absolument nécessaires, *affoiblissement d'Etat.*

XXXI. Tous accroissemens de droits, gages, attributions, augmentations & privilèges, *affoiblissement d'Etat.*

XXXII. Toutes sortes d'augmentations d'Officiers en toutes sortes de charges & fonctions, *affoiblissement d'Etat.*

XXXIII. Toutes nouvelles créations de Cours souveraines, *affoiblissement d'Etat.*

XXXIV. Tous excessifs enrichissemens de Ministres maniant les affaires publiques, *affoiblissement d'Etat.*

XXXV. Toutes vies oisives, fainéantes & voluptueuses, *affoiblissement d'Etat.*

XXXVI. Tous mépris de loix, constitutions, ordonnances & bonnes pratiques, *affoiblissement d'Etat.*

Je ne doute pas qu'après cette lecture, des

Critiques de cabinet ne trouvaissent, & peu d'ordre, & des répétitions dans ces notes, sans songer que le style de l'esprit & celui de la vraie politique sont deux, & que Sulli, selon les apparences, avoit peu le tems de compasser ses phrases : mais si l'on veut se donner la peine de relire ce peu de notes, d'attribuer ce qui a l'air de répétitions aux nécessités du tems, & même du tempérament du très-digne Roi qui demandoit des vérités à un homme sévère, on verra que rien n'est de trop dans cette esquisse.

Quel dommage que Sulli eût eu le tems d'écrire aussi longuement que moi ; mais six de ses maximes, à savoir, les première, troisième, quatrième, vingtième, vingt-cinquième & trente-deuxième, renferment tout ce que j'ai dit & tout ce qui me reste à dire. Quand on ne me sauroit pas gré d'avoir ressuscité, pour ainsi dire, ce Mémoire, on devroit du moins me le pardonner, ne fût-ce que pour appuyer mes spéculations de l'autorité d'un des hommes du monde qui a le plus supérieurement & utilement pratiqué en ce genre. La maxime trente-deuxième est la seule qui ait trait à mon sujet actuel. Qu'auroit dit Sulli s'il eût seulement vu notre Almanach Royal d'aujourd'hui ? Je fais que cette multiplicité de Charges est une des traces des tems fâcheux, où l'on fut obligé de multiplier les ressources à quelque prix que ce pût être ; mais je ne puis croire qu'il ne fût aisé de la supprimer petit à petit, & néanmoins en peu d'années, en commençant par leur ôter tout exercice, tous droits & privilèges, & ne leur conservant que le revenu de leur finance. Les moyens de remboursement se présentent.

roient ensuite en foule, dès qu'on seroit attentif à n'en laisser échapper aucun.

Quant à ce qui est des dettes de l'Etat, outre celles du Roi, j'y fais entrer celles des Corps, des Villes, & de tout ce qui peut s'appeller *Communautés*.

La diminution des intérêts seroit d'abord un grand acheminement au remboursement du principal, en le rendant moins onéreux. Ensuite la liquidation de ces dettes, objet qui dans mes principes doit être moins rapportant que jamais, ne laisseroit pas cependant d'en libérer une grande partie.

En effet, en style de finances on ne considère guères, à moins que la faveur ne s'en mêle, certains reliquats d'engagemens onéreux que le Roi a été dans le tems obligé de contracter avec des gens d'affaires, que comme des prétentions surannées; & comme on voit que ces gens ont fait de grandes fortunes dans leurs entreprises, on croit le Roi quitte au fond, ou l'on ne solde avec eux qu'à leur désavantage, & qu'autant que la moitié de la somme aura acheté des protecteurs. On ne considère pas en cela que c'est avertir les futurs entrepreneurs qu'ils doivent faire leur main dès qu'ils le pourront, & mettre dans les marchés, en sus du profit, la perte des reliquats. La bonne foi publique penseroit tout autrement & régleroit ces sortes de dettes, comme entre pairs à la bourse. Si l'entrepreneur a prévariqué dans son entreprise, qu'il soit pendu sans miséricorde; mais de crainte de souiller le Gouvernement du soupçon d'avoir voulu enrichir le trésor de la dépouille de ce misérable, que ce qui lui est dû selon les clauses de son marché, soit distribué

à ses héritiers au rebours des successions ordinaires, c'est-à-dire, en commençant par les plus éloignés. Dès lors vous aurez élagué par un seul acte de justice, la moitié de ces demandans. Tous ceux qui sentiront leur cas verveux, se hâteront d'obtenir décharge, & de donner quittance; & n'y seroit pas reçu qui voudroit, si ces entrepreneurs avoient affaire à moi : l'on payeroit, & l'on seroit payé. Quant à ceux qui ont satisfait à leurs engagemens, je ne leur en retrancherois pas un sou, eussent-ils des millions : mais comme la soif de l'or est celle des hydropiques, ces richards ne manqueront jamais de parens qu'ils voudront mettre sur la même voie de fortune ; & c'est en ce genre-là seulement que faisant pour le Roi ce qu'on appelle des affaires, on seroit acheter les emplois lucratifs de la finance par de fortes cessions de reliquats loyalement dûs & réglés.

Il est néanmoins des cas qui, quoique rares, ne sont cependant pas sans exemple, & même de nos jours, où les récompenses honorifiques doivent essayer d'ancrer l'honneur même sur le territoire naturel du lucre. Un homme qui, riche du fruit de ses premiers travaux, emploie volontairement ensuite ses talens acquis par un long usage pour le service de sa patrie, sans en retirer d'autre fruit que la réputation d'avoir bien servi, mérite la plus haute considération. Ceux qui menotent les armées Romaines à la guerre, & ceux qui étoient chargés du soin de leur subsistance, étoient du même ordre. Il n'est presque aucune profession dont on ne pût banir l'obscur cupidité, & mettre à sa place une sorte d'héroïsme.

Les dettes courantes & qu'on appelleroit crier-

des pour un particulier, une fois nettoyyées, les différentes dépenses qu'on payeroit au courant en argent comptant, diminueroient presque de moitié; grande avance pour l'opération tendante à libérer l'Etat,

Les dépenses des Corps & des Villes réglées pareillement, & conduites avec une exacte économie en tout ce qui n'a pas trait au public, fourniroient bientôt des fonds aux remboursemens. Les principales de ces dépenses consistent aux payemens des rentes; & l'opération seule du baiffement des intérêts feroit tout-à-coup une richesse publique. Je suppose, par exemple, que le Languedoc doive 50 millions, qui au 5 pour 100, font d'intérêt 2500000 livres; l'intérêt réduit demain au 4, ce n'est plus que 2 millions, & les 500000 livres restant font un premier remboursement; & si l'intérêt venoit à 3, comme je suis sûr qu'on l'y mettroit en quatre ans en France si l'on vouloit, ce seroit un million par an. Ce million remboursé éteint autant d'intérêt, & bientôt la somme faisant le fer à cheval, nettoyyeroit dans peu toutes les dettes.

-Mais quelle alarme parmi les rentiers! Sitôt que les Corps solides remboursent, chacun emploie tout son crédit pour n'être pas dans le cas; ce ne sont que murmures parmi ceux sur qui cela tombe: ce seroit bien pis alors qu'on rembourseroit de toutes parts. Oh! j'avoue que ces sortes de plaintes me trouveroient un cœur d'airain; mais prenez garde qu'une telle désolation est au fond une allégresse publique, puisque c'est une augmentation de crédit, un véritable trésor amassé, puisque dès que les Corps ouvriront une caisse d'emprunt, on y courra de toutes parts.

Il falloit jadis faire des taxes pour avoir de l'argent; c'étoit le cas de se plaindre; il falloit créer des Charges onéreuses, vendre les privilèges, la Justice, la Noblesse à des usuriers, avilir & multiplier les dignités, créer des rentes viagères, c'est-à-dire, ériger un temple à la dissipation & à la vanité dénaturée, faire des loteries ruineuses quelquefois pour l'Etat, &c. Demain vous en faut-il ? il ne faut que dire aux Corps du Royaume : les frontières sont menacées, l'honneur du pavillon François est attaqué, ouvrez vos caisses; aussi-tôt les banques, les études des Notaires, les coffres forts, les bourses, les caves des particuliers repoussent l'or de toutes parts. Ce métal mis en fusion par la confiance publique, roule à grands flots, & vient se rendre dans les caisses principales de l'Etat. C'est là le point où Cyrus vouloit être quand il disoit : *J'ai donné mes trésors à garder à mes sujets.*

A l'égard des remboursemens, pour que personne n'eût à se plaindre, je garderois une exacte balance : les dernières dettes seroient les premières remboursées, sans qu'aucune préférence y entrât pour rien; & peut-être que ces premiers-là seroient les plus heureux, car leur somme leur rentreroit au tems où les autres emplois de l'argent ne seroient pas encore au feu. L'on sent bien d'ailleurs que si, d'une part, la diminution des intérêts doit aider aux remboursemens, ceux-ci de l'autre faciliteroient la diminution des intérêts. C'est ainsi qu'en toutes choses les biens de la société font un cercle entre eux, ainsi que les maux.

J'ai, à ce sujet, souvent ouï dire qu'une importante réflexion avoit arrêté l'opération du baïssement des intérêts en France; c'étoit la

crainte que les Etrangers, qui ont beaucoup de fonds sur nos places de commerce ne vinssent tout-à-coup à les retirer, & d'un trait de plume à nous mettre en désordre. Un souris niais seroit toute ma réponse à une semblable allégation, si j'étois dans le cas de pouvoir décider sur cet article; mais petit personnage que je suis, il faut que je me donne la peine de répondre.

Il suffiroit, je crois, de dire que les Anglois qui ont, à ce qu'il me semble, au moins cinquante fois plus de fonds étrangers chez eux que nous, n'ont pas été arrêtés par cette crainte quand ils ont voulu baisser très-rapidement & de plus d'un tiers l'intérêt de leurs fonds publics; mais s'il faut à notre prudence des raisons de détail pour la rassurer, en voici :

1°. Il n'est pas vrai que ce soient les fonds étrangers qui fassent aller notre commerce; je le répète, cela n'est pas vrai. Les têtes de chambre de commerce qui allèguent ces sortes de choses, ont eux-mêmes des rentes, des maisons, &c. & craignent d'en voir baisser le revenu: l'intérêt particulier leur fait avancer un fait contre l'intérêt public, dont ils ne craignent pas qu'on cave à fond la vérité. Mais quand cela seroit, qu'ai-je proposé ci-dessus? rien autre chose que de baisser en proportion de ce que feront Londres & Amsterdam. Or, cela posé, croit-on que le dépit des Etrangers les oblige à retirer leurs fonds qui leur vaudroient autant que chez eux, pour le rapporter dans leur patrie, où tous les placemens sont remplis, & où ils ne leur rapporteroient rien?

2°. L'Ordonnance sur la diminution des intérêts ne porteroit que sur les dettes autorisées par la Loi, & non sur les arrangemens furtifs,

qu'on appelle *taux de l'argent sur la place* ; en conséquence, les Négocians seroient bien les maîtres de supporter leurs anciens engagemens sur le *taux primitif* ; d'où s'ensuit que le commerce n'est en façon quelconque à consulter sur cette opération.

Où les Etrangers ont le plus de fonds parmi nous, c'est en contrats non exigibles sur l'Hôtel-de-ville de Paris, sur les Provinces, les Corps, &c. Tous ces Corps n'ont emprunté que sous l'autorité du Prince, qui n'a point garanti aux prêteurs l'éternelle permanence de leurs prêts. Tout ce qu'ils peuvent exiger de la bonne foi de leurs débiteurs, c'est d'être les premiers remboursés au *pro rata* de ce dont on sera en état de se libérer ; & c'est, j'en suis sûr, une faveur qu'ils n'ambitionneront pas. Les arrangemens économiques du débiteur augmentent la confiance du créancier.

Relevons donc cette importante difficulté dans la classe des *fi* & des *mais*, *remora* des esprits médiocres ; & revenons à nos arrangemens intérieurs, sans crainte qu'ils soient barrés par qui que ce puisse être.

On sent que la libération des particuliers, s'il est permis de parler ainsi, est une suite de celle de l'Etat, & des Corps & Villes.

1°. Les dettes publiques diminuant, les charges diminuent aussi.

2°. L'économie publique encourage, & nécessite même celle des particuliers.

3°. Ce reflux d'argent vers sa source opéreroit d'une façon douce, solide & stable ce que la folie du système a fait en vapeur révolutionnaire, passagère & souffrée. Le prix des terres & des effets réels montant en proportion de ce que les

effets fictifs deviendroient rares & de ce qu'il n'y auroit plus de vrais biens que les biens naturels, le fonds & l'industrie, un particulier obéré vendroit une ferme, un Seigneur une terre trois fois sa valeur d'aujourd'hui, & payeroit ses créanciers réduits à employer leur argent à améliorer, ou la terre, ou le commerce en grand & en détail. L'on deviendrait riche de son travail & de son économie, chacun selon son état; ce qui est le vrai point favorable à la population.

Une telle opération n'a pas besoin d'être conduite à son dernier terme, pour qu'on en ressentente les bons effets. Il suffiroit que la direction des choses eût pris ce tour-là pour que la résurrection fût visible de toutes parts; mais en supposant le projet entier accompli, l'Etat, les Corps & les Villes entièrement libérées, l'extinction totale des rentes enfin, à la réserve de celles qui seroient établies sur les Etrangers, je demande si cela diminueroit d'un écu les revenus de la France & des François.

Mais, dira-t-on, tout l'argent des particuliers passera chez l'Etranger. Tout? vous vous trompez; car tant qu'il y aura des terres & de l'industrie sous votre Empire, on aimera mieux placer son argent auprès de soi, que de l'envoyer sous une Domination étrangère; mais quand cela seroit, encore un coup ce ne seroit qu'un bien, puisque ce seroit autant de tributs que vous imposeriez à vos voisins.

Considérons d'autre part ce qui se passeroit au-dedans. L'Etat libéré de tant de charges onéreuses, n'auroit pas besoin de tant d'impositions, & laisseroit respirer les sujets en tems calme, sauf à augmenter les levées de deniers au besoin, au lieu de se servir d'emprunts & de

moyens extraordinaires. Les Corps, les Provinces & les Villes moins imposées par le Souverain, & délivrées de tous intérêts, se verroient libres d'employer leurs revenus à la bonification de leurs fonds.

Combien d'ouvrages d'une utilité première se présenteroient alors à des Administrateurs éclairés! Combien de rivières à rendre navigables, de canaux à construire, de ports à récupérer, de chemins à percer & consolider, de manufactures à établir, de pépinières à entretenir, d'hôpitaux d'Incurables, de maisons d'Enfants-Trouvés à construire & à doter! Quelle élégance, quelle perfection ne mettroit-on pas dans les choses même de pure décoration qui honorent un siècle, qui affectionnent les citoyens à la patrie, qui attirent les étrangers, &c! S'agiroit-il de faire un portique, un temple, un théâtre, des promenades, des quais, des fontaines, l'on ne seroit plus gêné par le sentiment continuel de la misère & de la surcharge publique; on donneroit l'essor au génie des artistes, & l'on se rappelleroit que qui travaille pour le public, doit vouer son ouvrage à l'immortalité.

Ce que les Provinces feroient pour le public, les particuliers le feroient pour leur famille, & sur leur patrimoine. Ne pouvant augmenter sa fortune qu'en bonifiant son fonds, on tireroit de la terre mille ressources aujourd'hui inconnues. Les machines pour élever les eaux sur les terres nous arriveroient de la Chine, plutôt que les toiles peintes; & quand je ramène les inventions utiles de si loin, je ne pense pas qu'on négligeât celles qui se trouvent en Europe, & dont nous profitons si peu.

Les entreprises du commerce intérieur & ex-

térieur étant, après la culture des terres, les seuls moyens de placement pour l'argent, elles se multiplieroient à l'infini, & cependant deviendroient rares en proportion du nombre de gens qui voudroient s'y intéresser. En conséquence, tout entrepreneur, ou toute Compagnie qui se formeroit pour un objet de travail, auroit doubles & triples fonds en comparaison de l'étendue qu'elle pourroit donner à son entreprise serrée de toutes parts par les tentatives & les efforts d'autrui. Delà, plus de banqueroutes d'une part; de l'autre, l'on mettroit en solidité ce que l'on tâche de mettre aujourd'hui en étendue. La concurrence animeroit l'industrie de tous côtés, & celle-ci tendroit à la perfection; un petit gain seroit regardé comme l'utile & l'agréable fruit d'un grand travail; & c'est quand on en est à ce point, qu'un Etat est à son plus haut degré de population & de prospérité.

Arrêtons-nous un moment, & considérons si d'après ce tableau, dont on m'a vu broyer & placer les couleurs, & que j'ai tâché de rendre aussi vrai que je le vois, il ne seroit pas possible de concilier les principes des Théologiens sur l'usure avec la nécessité du commerce.

Il est de fait, que la pratique de l'Eglise en général, & les plus saines Ecoles de Théologie en particulier ont toujours condamné tout prêt d'argent; car dans le fait, le prêt à contract de constitution est une aliénation absolue du fonds sous une redevance annuelle; & lorsque l'on veut en faire le remboursement, il ne peut être considéré que comme un rachat pécuniaire de cette redevance: à telles enseignes, que si depuis la passation du contract l'intérêt

ou la redevance a baissé, comme on le voit aux contrats sur la ville de Paris, le rachat baisse en proportion, & l'on a aujourd'hui pour 16000 livres un contrat qui en couta jadis 32. Le contrat de constitution n'est donc point un prêt à intérêt.

Des deux restrictions comprises sous l'emblème *damnum emergens & lucrum cessans*, la première fort entièrement du fait en question, puisqu'elle ne peut s'entendre que d'une Compagnie de commerce : sitôt qu'on s'associe au gain & à la perte d'une entreprise, qu'on fournisse son contingent en argent, en vaisseaux ou en marchandises, la chose est absolument égale, pourvu qu'il n'y ait d'ailleurs rien que d'équitable dans la convention : & puisque Dieu nous a ordonné le travail, l'Eglise est bien éloignée de le défendre.

Quant au *lucrum cessans*, si j'ose en dire mon avis, il a fort l'air d'une condescendance ecclésiastique qui a plus d'apparence que de réalité. En effet, on entend par ce mot que sitôt que pour obliger le tiers en son besoin, je prête mon argent qui eût pu me profiter ailleurs, je puis en retirer un intérêt. Oh ! je demande qui ne peut par cette restriction se faire à cet égard une fausse conscience ? Si j'ai des dettes, je puis prêter à intérêt, parce que cet argent, si je ne l'eusse prêté, payeroit mes dettes. Si je ne dois rien, je pouvois encore acheter un domaine qui m'auroit procuré du bénéfice : si je n'entens rien au régime des biens fonds, je pouvois acheter des bestiaux, qui, vendus après le glandage, m'auroient fait profit : si, citadin absolu, la terre & ses produits, le commerce & ses entreprises me sont inconnus & m'effraient, je pouvois

avoir à un inventaire des meubles qui me coteront au double chez l'ouvrier, quand mon argent me sera rentré : si rien de tout cela ne me convient, mon argent devant moi & à ma disposition m'auroit donné une tranquillité & une aisance que je n'ai plus, & qu'on me doit payer ; ainsi de classe en classe, il ne se trouveroit au monde prêteur à jour, qui par le moyen du *lucrum cessans* ne fût en sûreté de conscience.

Mais, encore un coup, en supposant qu'il soit vrai que l'Evangile & ses Ministres condamnent, sans aucune restriction, tout prêt d'argent à intérêt, je soutiens que c'est faute d'avoir examiné la chose dans son principe qu'il est demeuré constant chez les grands & les petits, chez les hommes instruits comme chez les ignorans, que cet anathème qui vient de trop haut pour qu'il puisse être changé, est absolument incompatible avec le commerce. Cette opinion est très-dangereuse pour la Religion, tant par sa généralité, que parce qu'il est impossible de se refuser au sentiment, à l'expérience & à la démonstration de l'utilité du commerce. Mais dès qu'il est démontré que la diminution de l'intérêt est un avantage incontestable pour le commerce, il s'ensuit nécessairement que l'extinction de tout intérêt seroit un plus grand avantage encore.

Remettons-nous devant les yeux le tableau d'un Etat au point de prospérité où je l'ai conduit tout-à-l'heure, d'un Etat libéré de toutes dettes, & où par conséquent l'intérêt de l'argent seroit au taux le plus bas, & voyons si le commerce n'y seroit pas aussi florissant que par-tout ailleurs sans prêt d'argent.

Quelle nécessité dans cet Etat pourroit for-

cer quelqu'un à jeter des billets sur la place ? Seroit-ce le Souverain pour les besoins de l'Etat ? Le haussement des impositions & la facilité des recouvremens lui seroient un moyen assuré. En faudroit-il d'extraordinaires ? les Corps & les Villes n'auroient qu'à offrir des contracts. Seroient-ce les commerçans ? Sitôt qu'un négociant habile, & bien en correspondance auroit un projet de commerce, il trouveroit dans sa famille, dans ses amis, par-tout enfin mille associés soumis qui s'offriroient à courir les risques de son entreprise. Un homme industrieux, un habile artiste imagineroit-il une nouvelle manufacture ou quelque ouvrage utile ? Les gens riches l'aideroient de leurs fonds, pour y trouver quelque profit direct ou indirect. Un particulier voudroit-il établir ses enfans, acheter une Charge, &c ? Il trouveroit dix prêteurs à contract, pour un. Un jeune ouvrier, un détaillant voudroit-il s'établir ? Les commerçans en gros lui feroient des avances, puisque le détaillant est presque aussi nécessaire à la fabrique, que la fabrique l'est au détaillant.

Je ne vois personne enfin qui s'en trouvât gêné, que les dissipateurs, les agioteurs & les commerçans en banqueroute, tous gens à noyer, s'il étoit un homme au monde qui fût incorrigible.

C'est ainsi qu'en examinant le vrai fond des choses, on trouveroit qu'en tout & par-tout les plus saines loix de la morale sont les plus sûrs moyens de l'intérêt. Mais il est tems de finir cette seconde Partie de mon essai. Quoique je m'y sois plus éloigné encore de mon Texte que dans la première, c'est pourtant lui qui m'a guidé. Il y auroit mille choses importantes à dire

encore sur la prospérité intérieure d'un Etat ; mais je crains de n'avoir été que trop long. Mes principes choquent en tant d'endroits les opinions reçues, que je n'aurois fait qu'une partie de mon devoir, si j'avois négligé de les étendre, & de les porter au point de démonstration que je suis capable de leur donner. Le tout cependant se réduit jusqu'à présent à un petit nombre de principes pratiques, & les voici :

1°. Aimez & honorez l'agriculture.

2°. Repoussez du centre aux extrémités tout ce que vous attirez des extrémités au centre.

3°. Méprisez le luxe & l'indécence dans la dépense.

4°. Honorez les vertus & les talens, & ne les payez point.

5°. Baissez le taux de l'intérêt, éteignez les rentes.

Telles sont les meres-branches auxquelles se rapportent tous les rameaux de la vivification intérieure, & d'où doit naître la vraie prospérité, l'immense population.

Fin de la seconde Partie.

TABLE

Des Chapitres contenus dans cette seconde
Partie.

C HAPITRE I. <i>Le Commerce,</i>	page 3
CHAP. II. <i>Circulation,</i>	15
CHAP. III. <i>Justice & Police,</i>	47
CHAP. IV. <i>Les Mœurs,</i>	78
CHAP. V. <i>Du Luxe,</i>	139
CHAP. VI. <i>Age de la France,</i>	194
CHAP. VII. <i>Reversement,</i>	211
CHAP. VIII. <i>L'Argent doit-il être une mar- chandise ou non?</i>	246

Fin de la Table de la seconde Partie.

